



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES EN VUE DU BUDGET DE 2025

Rapport du Comité permanent des finances

Peter Fonseca, président

DÉCEMBRE 2024
44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : www.noscommunes.ca

**CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES
EN VUE DU BUDGET DE 2025**

**Rapport du Comité permanent
des Finances**

**Le président
Peter Fonseca**

DÉCEMBRE 2024

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

AVIS AU LECTEUR

Rapports de comités présentés à la Chambre des communes

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

PRÉSIDENT

Peter Fonseca

VICE-PRÉSIDENTS

Jasraj Singh Hallan

Gabriel Ste-Marie

MEMBRES

Yvan Baker

Rachel Bendayan

Adam Chambers

Don Davies

Julie Dzerowicz

Pat Kelly

Marty Morantz

Francesco Sorbara

Joanne Thompson

AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ

James Bezan

Élisabeth Brière

Blaine Calkins

Michael Cooper

Julie Dabrusin

Marc Dalton

Raquel Dancho

Scot Davidson

Earl Dreeshen

Terry Duguid

Ted Falk

Michelle Ferreri

Peter Fragiskatos

Laila Goodridge
Tracy Gray
Lisa Hepfner
Philip Lawrence
Brian Masse
Dan Mazier
Ron McKinnon
Greg McLean
Mike Morrice
Jeremy Patzer
Scott Reid
Anna Roberts
Leah Taylor Roy

GREFFIER DU COMITÉ

Alexandre Roger

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Recherche et éducation

Brett Capwell, analyste
Mehrab Kiarsi, analyste
Michaël Lambert-Racine, analyste
Joëlle Malo, analyste

LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

a l'honneur de présenter son

VINGT-ET-UNIÈME RAPPORT

Conformément au mandat que lui confère l'article 83.1 du Règlement, le Comité a étudié les Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2025 et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	1
CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES EN VUE DU BUDGET DE 2025.....	71
Chapitre un : Introduction.....	71
Chapitre deux : Des entreprises innovantes et productives	71
Industrie et innovation.....	74
Institutions financières	78
Fabrication	81
Ressources naturelles.....	83
Agriculture et pêches	87
Cadre réglementaire.....	91
Chapitre trois : Une population en santé et une main-d’œuvre compétente	92
Sécurité du revenu, sécurité alimentaire et politiques sociales.....	95
Santé	98
Emploi, travail et immigration	103
Éducation et formation professionnelle	106
Peuples autochtones	111
Équité, diversité et inclusion.....	113
Chapitre quatre : Des collectivités abordables, dynamiques et sûres.....	115
Logement.....	118
Infrastructures et transports	127
Arts, culture et médias.....	137
Sécurité et protection	142
Environnement.....	145
Chapitre cinq : Une politique fiscale concurrentielle, des finances durables et des activités gouvernementales efficaces	148
Impôt sur le revenu	150

Droits d'accise, taxes à la consommation et tarification du carbone	154
Finances nationales	155
Ministères et approvisionnement fédéraux.....	156
Chapitre six : Conclusion	159
ANNEXE A : PROPOSITIONS DES TÉMOINS	161
ANNEXE B : MÉMOIRES SOUMIS EN LIGNE	213
ANNEXE C : LISTE DES TÉMOINS	279
ANNEXE D : LISTE DES MÉMOIRES	285
PROCÈS-VERBAUX	321
OPINION DISSIDENTE DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA	323
OPINION COMPLÉMENTAIRE DU BLOC QUÉBÉCOIS.....	333
OPINION COMPLÉMENTAIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA	335

LISTE DES RECOMMANDATIONS

À l'issue de leurs délibérations, les comités peuvent faire des recommandations à la Chambre des communes ou au gouvernement et les inclure dans leurs rapports. Les recommandations relatives à la présente étude se trouvent énumérées ci-après.

Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 1

Aide les entreprises canadiennes à tirer parti de l'IA pour la croissance économique en donnant la priorité aux stratégies nationales de commercialisation de l'IA et de souveraineté des données. 75

Recommandation 2

Encourage les investissements stratégiques dans l'IA..... 75

Recommandation 3

Rende permanent l'investissement du budget de 2023 dans le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté. 76

Recommandation 4

Crée un fonds de croissance pour la recherche dans les établissements polytechniques et les collèges en vue d'utiliser les solutions de recherche appliquée pour résoudre les défis majeurs du Canada. 76

Recommandation 5

Évalue les avantages économiques des conseils subventionnaires à l'innovation et recentre leurs mandats sur la propriété intellectuelle et la R&D..... 76

Recommandation 6

Accroisse les investissements pour soutenir les incubateurs spécialisés en technologies de rupture et la commercialisation afin de stimuler l'innovation canadienne et soutenir les PME..... 76

Recommandation 7

Soutienne les partenariats de recherche entre les organisations et les universités afin d’augmenter les activités de recherche et développement, surtout des PME..... 76

Recommandation 8

Mettre en œuvre une législation-cadre comportant des mécanismes et des mesures spécifiques pour renforcer l’écosystème de l’innovation sociale et de la finance sociale au Canada en suivant l’exemple d’administrations du monde entier et du Québec..... 76

Recommandation 9

Investisse dans un accélérateur d’intégration des technologies de pointe pour les industries au cœur du corridor nord-est des semi-conducteurs et des technologies quantiques. 76

Recommandation 10

Appuie des pôles universitaires en sciences et technologies quantiques afin de renforcer les liens de collaboration entre eux dans le cadre du renouvellement de la Stratégie quantique nationale du Canada..... 77

Recommandation 11

Réforme le programme de RS&DE de manière que toutes les entreprises canadiennes qui font de la recherche et du développement au Canada aient un accès égal au programme. 77

Recommandation 12

Achève la réforme du crédit d’impôt pour la RS&DE afin de commercialiser la propriété intellectuelle..... 77

Recommandation 13

Annonce rapidement des changements au programme de RS&DE, rehausse le taux de base et le seuil de dépenses admissibles, puis rende admissibles les dépenses en capital et de pré-commercialisation..... 77

Recommandation 14

Mette en œuvre un régime national de boîte à innovation (boîte à brevets). 77

Recommandation 15

Réduise les obstacles auxquels se heurtent les entrepreneurs issus de groupes et de collectivités sous-représentées notamment les Noirs, les Autochtones et les femmes en leur apportant un soutien financier supplémentaire, ce qui inclut le renouvellement du financement du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires..... 77

Recommandation 16

Mette place une série de mesures pour promouvoir l'intrapreneuriat au sein des entreprises canadiennes et encourage l'implantation de ce modèle afin d'élever la productivité et la croissance des entreprises..... 77

Recommandation 17

Applique le principe des répercussions économiques à la politique de l'investissement direct étranger. 78

Recommandation 18

Débloque de nouveaux fonds pour le tourisme durable et le développement économique local. 78

Recommandation 19

Promeuve les conversions d'entreprises en coopératives comme option en matière de planification des successions d'entreprises. 78

Recommandation 20

Adopte une approche réglementaire harmonisée et favorable à l'innovation pour le secteur financier qui soit fondée sur le principe essentiel de « mêmes activités, mêmes risques, mêmes règlements ». 78

Recommandation 21

Finalise et mette en œuvre le Cadre sur les services bancaires axés sur les consommateurs du Canada en 2025. 79

Recommandation 22

Continuer à financer l'Agence de la consommation en matière financière du Canada pour soutenir son nouveau mandat de surveillance du cadre du système bancaire ouvert. 79

Recommandation 23

Mettre sur pied un comité consultatif de l'industrie incluant des coopératives de crédit pour veiller à ce que les besoins du secteur soient communiqués et pris en compte au moment où l'Agence de la consommation en matière financière du Canada assumera son nouveau mandat de surveillance du cadre du système bancaire ouvert. 79

Recommandation 24

Tienne compte du rôle crucial qu'il doit jouer dans l'équilibre juridique et réglementaire canadien dans le secteur financier, et tienne compte des cadres provinciaux déjà en vigueur, notamment en ce qui concerne le Cadre canadien des services bancaires pour les gens. 79

Recommandation 25

Encourage les premiers appels publics à l'épargne et stimule l'investissement institutionnel dans les entreprises publiques et privées canadiennes, notamment en éliminant rapidement la règle des 30% pour les investissements intérieurs des grands fonds de pension, en incitant à une allocation minimale des actifs de ces fonds de pension en capital de risque et en éliminant les critères d'admissibilité aux incitatifs fiscaux liés au statut de société privée sous contrôle canadien..... 79

Recommandation 26

Modifie le *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* pour exiger l'adoption de plans de transition et la réconciliation des politiques climatiques avec les portefeuilles de placement et exiger que les administrateurs de régimes de pension sous réglementation fédérale, au titre de leurs obligations d'établir par écrit un énoncé des politiques et des procédures de placement, déterminent comment leurs politiques de résilience climatique s'appliquent au portefeuille d'investissements et de prêts du plan. 79

Recommandation 27

Étudie la possibilité de retirer le qualificatif fédéral de l'article 39.02 de la *Loi sur les banques* et réfère simplement à une institution financière, une expression inclusive qui existe déjà dans la loi. 80

Recommandation 28

Conçoive une taxonomie de la finance verte et de transition, en conformité avec les recommandations du Conseil d'action en matière de finance durable, aussi rapidement que possible pour établir des normes permettant de classer les instruments financiers liés aux changements climatiques et d'évaluer la gestion des risques climatiques. 80

Recommandation 29

Rende obligatoire la divulgation de l'information sur le climat pour les sociétés constituées en personne morale en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. 80

Recommandation 30

Adopte un cadre législatif uniforme qui permettra au secteur financier et aux entités sous réglementation fédérale d'harmoniser leurs activités avec les engagements internationaux du Canada et ses objectifs prescrits par la loi au pays, comme défini au minimum par le projet de loi S-243, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois, en particulier en ce qui concerne les rapports annuels sur les plans de transition climatique crédibles. 80

Recommandation 31

Précise ses engagements et ses investissements en matière de résilience climatique, notamment en ce qui a trait au logement et au programme national d'assurance pour les propriétés à haut risque d'inondation. 80

Recommandation 32

Finance entièrement les activités de base de la filiale de réassurance de la Société canadienne d'hypothèques et de logement nécessaire à la gouvernance et à la mise en œuvre d'un programme national d'assurance contre les inondations à faible coût et à risque élevé. 80

Recommandation 33

Réduise les frais d'utilisation des cartes de crédit, y compris en éliminant les frais d'interchange des cartes de crédit sur le montant des taxes appliquées aux achats faits avec ce mode de paiement, conformément à l'engagement pris en 2019. 81

Recommandation 34

Augmente les incitatifs et adopte des réformes pour stimuler l'innovation, l'investissement et l'adoption de technologies de pointe dans le secteur manufacturier canadien. 82

Recommandation 35

Modifie le crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres afin d'inclure la production d'installations de captage et de stockage du carbone. 82

Recommandation 36

Crée une stratégie nationale pour l'industrie aérospatiale et crée un conseil de développement de l'aérospatiale composé des principaux intervenants du secteur, y compris les syndicats, afin de mettre en œuvre la stratégie. 82

Recommandation 37

Soutienne l'innovation et les infrastructures de recherche dans les technologies aérospatiales développées par l'École de technologie supérieure et ses partenaires industriels. 82

Recommandation 38

Renforcer la protection contre les importations abusives d'acier en améliorant les outils commerciaux et l'application de la législation, y compris par le biais d'une meilleure harmonisation avec les normes anti-contournement des États-Unis. 82

Recommandation 39

Accroisse la part du Canada dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des véhicules zéro émission. 82

Recommandation 40

Accroisse la capacité, la sécurité et la résilience de la chaîne d’approvisionnement des véhicules zéro émission. 82

Recommandation 41

Assouplisse le crédit d’impôt de 10 % à l’investissement pour la chaîne d’approvisionnement de véhicules électriques afin de rendre admissibles les entreprises œuvrant dans au moins un segment de la chaîne..... 83

Recommandation 42

Élimine l’ensemble des subventions, financements publics et autres appuis financiers accordés à l’extraction des combustibles fossiles et à la production de produits pétrochimiques..... 84

Recommandation 43

Veille à ce que les sociétés pétrolières, gazières et pétrochimiques assument l’intégralité des coûts de décontamination environnementale pour la pollution générée par leurs activités..... 84

Recommandation 44

Crée un fonds de réparation climatique en imposant une nouvelle taxe aux entreprises pétrolières et gazières. 84

Recommandation 45

Continue d’appuyer et de financer le déploiement de l’énergie propre et de l’infrastructure régionale de transport d’électricité..... 84

Recommandation 46

Soutienne la modernisation du réseau électrique en relançant le Programme des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d’électrification et en investissant dans un programme de soutien au réseau qui va de pair avec la construction rapide du logement et des infrastructures. 84

Recommandation 47

Élargir l’admissibilité au crédit d’impôt à l’investissement pour les technologies propres afin d’y ajouter le transport intraprovincial..... 84

Recommandation 48

Investisse dans le projet hydroélectrique Iqaluit Nukkiksautiit..... 85

Recommandation 49

Élargisse les critères d’admissibilité du Fonds pour les combustibles propres pour inclure la production de l’hydrogène et l’infrastructure liée afin d’égaliser les conditions de concurrence avec les États-Unis. 85

Recommandation 50

Investisse dans la production nationale des biocarburants et dans des solutions vertes pour alimenter le réseau de transport du Canada..... 85

Recommandation 51

Soutienne l’offre et la demande de carburant d’aviation durable fabriqué au Canada. 85

Recommandation 52

Accorde une priorité à la production et à la fourniture de carburants à faible teneur en carbone fabriqués au Canada..... 85

Recommandation 53

Mette en place un programme de prêts qui permet aux entreprises de bois d’œuvre d’emprunter une partie des droits perçus sur leurs exportations aux États-Unis. 85

Recommandation 54

Offre un ensemble de mesures de soutien fédéral pour les entreprises de bois d’œuvre comprenant des mécanismes permettant de répondre aux exigences de garantie..... 85

Recommandation 55

Soutienne adéquatement les travailleurs de l'industrie forestière à risque de perdre leur emploi à cause des décrets visant à protéger le caribou des bois, et investisse pour soutenir et diversifier les activités de l'industrie forestière. 85

Recommandation 56

Incite les investissements dans l'industrie de fabrication des produits de bois composite grâce à des mesures spécifiques qui appuient directement les projets d'investissement, la croissance et la décarbonisation de l'industrie..... 86

Recommandation 57

Encourage la production et l'utilisation de produits du bois durables et à longue durée de vie en promouvant l'acceptation par le marché des produits du bois structuraux et non structuraux au moyen de la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts et des incitatifs fiscaux connexes pour le secteur privé. 86

Recommandation 58

Crée un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel pour les propriétaires forestiers canadiens. 86

Recommandation 59

Soutienne le développement rapide des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques du Canada. 86

Recommandation 60

Investisse dans le projet de construction d'une route et d'un port à la baie Grays, en :

- allouant des sommes du Fonds pour l'infrastructure des minéraux critiques dans le but d'améliorer les capacités du projet et d'établir des liaisons avec des projets de minéraux critiques et avec les Territoires du Nord-Ouest;**
- désignant la baie Grays comme carrefour de soutien opérationnel du Nord;**

- s'assurant que le Canada soit le principal bailleur de fonds de la construction, une fois le projet prêt à démarrer..... 86

Recommandation 61

Renouvelle le crédit d'impôt pour l'exploration minière et le crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques pendant un minimum de cinq ans, ce qui permettra d'harmoniser la disponibilité de ces deux mesures incitatives. 87

Recommandation 62

Modifie le crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres afin de ramener de 90 à 50 % le seuil applicable aux activités de production minière admissibles..... 87

Recommandation 63

Utilise la Stratégie pour une agriculture durable afin d'aider les exploitants agricoles canadiens à devenir des chefs de file d'une agriculture durable et novatrice, avec un système alimentaire résilient et diversifié..... 87

Recommandation 64

Investisse dans la recherche, le transfert technologique et des programmes visant à soutenir les entreprises agricoles dans l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques et dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques. 88

Recommandation 65

Offre un programme de partage des coûts de certification biologique et assure le financement permanent d'un processus quinquennal de révision des normes biologiques. 88

Recommandation 66

Favorise l'émergence des pratiques agricoles durables en finançant les services écosystémiques rendus, en maximisant le rendement économique et environnemental des terres marginales, et en mettant en œuvre une stratégie de santé des sols. 88

Recommandation 67

Élabore des programmes et des infrastructures qui soutiennent l'adoption et la mise en œuvre de technologies durables dans les exploitations agricoles canadiennes. 88

Recommandation 68

Fixe de manière permanente la limite des avances sans intérêt du Programme de paiement anticipé à 350 000 \$. 88

Recommandation 69

Continue à financer et améliorer le programme Agri-relance afin d'intervenir rapidement auprès des entreprises agricoles qui ont subi de graves pertes à la suite d'événements climatiques extrêmes. 88

Recommandation 70

Bonifie le programme Agri-stabilité en augmentant le taux de couverture à 85 % de la marge de référence, tout en maintenant le taux d'indemnisation de 80 % introduit avec le Partenariat canadien pour une agriculture durable. 88

Recommandation 71

Protège les terres agricoles familiales et facilite l'accès à la relève avec la création d'un programme de dons agricoles et d'un fonds pour soutenir l'accès aux terres agricoles. 89

Recommandation 72

Crée un nouveau programme de financement appuyant les initiatives d'aide à l'agriculture et les partenariats dans les pays en développement qui visent la transmission des compétences, de l'expertise et des pratiques des agriculteurs canadiens. 89

Recommandation 73

Accorde un crédit d'impôt de 40 % aux entreprises agricoles de petite taille qui font l'acquisition d'équipement pour assurer leur croissance et leur rentabilité. 89

Recommandation 74

Adopte des politiques qui favorisent la capacité des agriculteurs à réparer et à choisir leur matériel. 89

Recommandation 75

Bonifie l'aide fiscale pour les dons alimentaires faits par un producteur agricole. 89

Recommandation 76

Crée une fiducie réputée limitée et prévue par la loi, comme établi dans le projet de loi C-280, Loi sur la protection financière pour les producteurs de fruits et légumes frais, pour fournir une protection financière essentielle aux vendeurs de fruits et légumes..... 89

Recommandation 77

Respecte son engagement de protéger les secteurs soumis à la gestion de l'offre dans toutes les futures négociations commerciales et poursuive la mise en œuvre, en temps opportun et de façon efficace, des programmes d'atténuation destinés aux producteurs d'œufs et de volailles, à la suite des concessions en matière d'accès aux marchés accordées en vertu des récents accords commerciaux. 89

Recommandation 78

Cesse d'accorder des concessions touchant les produits soumis à la gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales en appuyant le projet de loi C-282, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (gestion de l'offre). 90

Recommandation 79

Assure la réciprocité des normes de production, y compris les mesures relatives au bien-être animal et les normes de salubrité des aliments, entre les produits canadiens et les produits importés et augmenter l'affectation des ressources à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour s'assurer qu'elle soit en mesure de faire respecter la loi. 90

Recommandation 80

Établisse des lignes directrices sur l'étiquetage des aliments et des normes d'identité pour les aliments de remplacement tels que les simili-produits ou les imitations de produits afin d'accroître la transparence sur le marché canadien et affecte des ressources à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour garantir l'application des lignes directrices et des règlements. 90

Recommandation 81

Veille à ce que l'Agence canadienne d'inspection des aliments dispose de ressources suffisantes en période de crise liée à la santé animale, afin de mieux soutenir les producteurs canadiens. 90

Recommandation 82

Augmente les ressources financières pour les sciences halieutiques de base afin de soutenir la prise de décision en matière de gestion. 90

Recommandation 83

Priorise le recrutement et la rétention de scientifiques spécialisés dans l'évaluation quantitative des stocks de poissons. 90

Recommandation 84

Reconnaisse que la conservation marine et l'utilisation durable ne peuvent être considérées comme mutuellement exclusives..... 90

Recommandation 85

Mette en place des programmes de remboursement pour encourager l'adoption d'équipements et de technologies de pêche commerciale plus durables..... 91

Recommandation 86

Soutienne un programme national de marketing et de communication sur les produits de la mer. 91

Recommandation 87

Exempte les services publics réglementés des règles de restriction des dépenses excessives d'intérêts et de financement. 91

Recommandation 88

Impose aux organismes de réglementation l'adoption d'une lentille économique, lorsqu'il est opportun de le faire, afin d'attirer de nouvelles opportunités économiques au Canada, de réduire les formalités administratives et d'accroître la croissance économique et la compétitivité..... 91

Recommandation 89

Modernise le régime réglementaire canadien et réduise les formalités administratives afin de soutenir le secteur manufacturier canadien..... 91

Recommandation 90

Réduise le fardeau administratif des petites entreprises. 92

Recommandation 91

Modernise le cadre réglementaire du Canada afin d'accroître les investissements, la croissance économique et les emplois en s'attaquant au réseau de réglementations qui se chevauchent entre les juridictions canadiennes, afin que les entreprises soient mieux à même de commercer à l'intérieur du Canada et au-delà..... 92

Recommandation 92

Crée un registre transparent des obstacles interprovinciaux et réglementaires au commerce qui entravent la productivité et l'efficacité..... 92

Recommandation 93

Accélère la reconnaissance des diplômes afin de permettre aux travailleurs qualifiés d'utiliser pleinement leurs compétences partout où elles sont nécessaires dans le pays. 92

Recommandation 94

Crée des programmes de soutien au revenu dignes pour soutenir les personnes âgées de 18 à 64 ans vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire et de pauvreté en transformant le crédit pour la TPS/TVH en une prestation pour les produits alimentaires et de première nécessité et, l'Allocation canadienne pour les travailleurs, en un supplément canadien amélioré pour les travailleurs âgés. 95

Recommandation 95

Développe un programme de revenu de base à l'échelle nationale en utilisant l'une des provinces comme projet pilote. 95

Recommandation 96

Bonifie le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 65 à 74 ans..... 95

Recommandation 97

Bonifie la formule d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse pour que l'indexation annuelle corresponde au plus élevé de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada ou des salaires..... 96

Recommandation 98

S'engage à réduire l'insécurité alimentaire de 50 % et à éliminer l'insécurité alimentaire grave d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2021. 96

Recommandation 99

Poursuive et augmente le financement du Programme national d'alimentation scolaire. 96

Recommandation 100

Inscrite le Programme national d'alimentation scolaire dans la loi afin d'assurer un financement à long terme et une stabilité pour les élèves..... 96

Recommandation 101

Augmente la Prestation canadienne pour les personnes handicapées afin d’amener tous les Canadiens vivant avec un handicap au-dessus du seuil de pauvreté, et sépare l’admissibilité du crédit d’impôt pour personnes handicapées. 96

Recommandation 102

Établisse une voie d’accès à la Prestation canadienne pour les personnes handicapées par le biais des programmes provinciaux et territoriaux d’aide au revenu pour les personnes handicapées. 96

Recommandation 103

Élargisse l’accès au crédit d’impôt pour l’accessibilité domiciliaire de manière à couvrir explicitement les modifications domiciliaires qui répondent aux besoins de toutes les personnes vivant avec un handicap. 96

Recommandation 104

Convertisse le crédit canadien pour aidants naturels d’un crédit d’impôt non remboursable en une prestation non imposable remboursable, conformément à l’engagement pris dans la lettre de mandat de la ministre des Finances de 2021. 97

Recommandation 105

Instaure un crédit d’impôt mensuel remboursable pour les services de soutien à domicile afin d’améliorer l’abordabilité et l’accessibilité des soins aux aînés, en s’inspirant du modèle québécois. 97

Recommandation 106

Comble l’écart en matière de congé parental afin que chaque nouveau-né au Canada ait le droit de passer du temps protégé avec un parent ou un soignant disposant d’un revenu suffisant pendant au moins les six premiers mois (26 semaines) de sa vie. 97

Recommandation 107

Accroisse les services publics et sans but lucratif d’apprentissage et de garde d’enfants en augmentant les transferts fédéraux vers les provinces et les

territoires dans le cadre des accords pancanadiens sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants..... 97

Recommandation 108

Restructure et fasse progresser le financement au titre de la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* afin de réduire le nombre d'enfants métis pris en charge..... 97

Recommandation 109

Soutienne l'élaboration d'une initiative du type « Les enfants d'abord » propre aux Métis visant à améliorer le soutien aux familles et les ressources communautaires afin d'obtenir de meilleurs résultats sur le plan social, éducatif et sanitaire. 97

Recommandation 110

Engage des fonds pour atteindre la cible de longue date en matière d'aide au développement officielle de 0,7 % du revenu national brut en sur cinq ans, afin de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable d'ici 2030, en mettant l'accent sur les droits et les besoins des enfants. 97

Recommandation 111

Atteigne les objectifs climatiques au moyen de mesures ciblées en faveur des enfants, notamment en élargissant les contributions ambitieuses déterminées au niveau national et en intégrant la dimension des droits des enfants dans l'action climatique..... 98

Recommandation 112

Crée une journée d'appréciation des organisations à but non lucratif annuelle afin de souligner les contributions économiques et sociales des organisations à but non lucratif partout au Canada. 98

Recommandation 113

Continue d'appuyer l'important travail de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et augmente les contributions du Canada. 98

Recommandation 114

Appuie la Société cardiovasculaire du Canada dans la définition de cibles de temps d'attente pour le dépistage, le diagnostic et la prise en charge des insuffisances cardiaques dans le cadre du rétablissement des systèmes de santé canadiens à la suite de la COVID-19. 98

Recommandation 115

Fournisse du financement pour des visites biannuelles chez un podiatre pour les personnes vivant avec le diabète, afin de gérer de manière proactive la santé des pieds et de prévenir les complications. 99

Recommandation 116

Fournisse du financement pour des visites annuelles chez un podiatre pour les personnes âgées, en particulier celles vivant dans des zones rurales ou mal desservies, afin de gérer les affections des pieds liées à l'âge, améliorer la mobilité et prévenir les chutes ainsi que les complications pouvant entraîner une hospitalisation. 99

Recommandation 117

Réserve du financement à la mise en œuvre de la stratégie nationale sur l'autisme. 99

Recommandation 118

Instaure un nouveau crédit d'impôt remboursable pour compenser le coût élevé des produits alimentaires sans gluten. 99

Recommandation 119

Investisse dans la recherche et travaille avec les organismes de bienfaisance dans le domaine de la santé pour améliorer la recherche au Canada. 99

Recommandation 120

Améliore la qualité des statistiques sur l'arthrite et des données sur la santé. 99

Recommandation 121

Veille à ce que les obstacles aux essais cliniques en oncologie soient levés à mesure que le gouvernement fédéral modernise les systèmes d'essais cliniques..... 99

Recommandation 122

Accélère la recherche de traitements de la sclérose en plaques (SP) en soutenant SP Canada à codiriger une initiative mondiale de prévention de la SP avec un investissement dans la recherche de pointe sur la SP. 99

Recommandation 123

Investisse pour faire passer CAPTURE SLA d'une initiative pilote à une plateforme de calibre mondial permettant aux chercheurs canadiens et internationaux de comprendre pourquoi les gens vivent différemment les symptômes et la progression de la SLA et, ainsi, d'aider à déterminer les cibles de traitement, à appuyer un diagnostic précoce, à renforcer les essais cliniques mondiaux, à réduire le fardeau économique associé à la maladie et à améliorer la qualité de vie de plus de 4 000 Canadiens touchés par la SLA. 100

Recommandation 124

Investisse dans la recherche de traitements pour le diabète de type 1, en mettant l'accent sur la recherche sur la thérapie cellulaire afin d'avancer vers des traitements fonctionnels de la maladie..... 100

Recommandation 125

Mette en œuvre une vision ambitieuse pour la recherche en santé et l'innovation au Canada, soutenue par un financement accru, de manière à favoriser un écosystème de recherche solide. 100

Recommandation 126

Établisse un régime d'assurance-médicaments universel, complet et à payeur unique en négociant rapidement des ententes bilatérales avec les provinces et en assurant un financement adéquat du régime. 100

Recommandation 127

Assure un accès équitable et complet par le biais d'un régime national d'assurance-médicaments et d'autres initiatives fédérales en matière de politique pharmaceutique. 100

Recommandation 128

Préserve le régime québécois d'assurance-médicaments universel et mixte ainsi que les services de télémédecine offerts par les employeurs québécois par l'entremise de fournisseurs privés. 100

Recommandation 129

Donne la priorité aux besoins et aux préférences des patients, à un accès complet aux médicaments, à l'approbation rapide des nouveaux médicaments et à la viabilité des soins de santé au Canada lors de l'élaboration du régime national d'assurance-médicaments. 100

Recommandation 130

Mette au point le financement de la Stratégie nationale visant les médicaments pour le traitement des maladies rares afin d'inclure toutes les provinces et tous les territoires et élargisse le plan pour tenir compte des aspects et des enjeux plus vastes liés aux maladies rares. 101

Recommandation 131

Fasse de la recherche sur le cerveau et la santé mentale une priorité nationale avec un financement stable et ciblé pour la création d'une initiative canadienne de recherche sur le cerveau et un engagement durable et sans réserve pour financer cette priorité, de façon à améliorer l'état de santé et la qualité de vie des Canadiens..... 101

Recommandation 132

Rétablit le financement de la stratégie nationale sur la démence. 101

Recommandation 133

Investisse pour mettre en œuvre des normes nationales pour le diagnostic, le traitement et les soins de la maladie d'Alzheimer et de la démence..... 101

Recommandation 134

Investisse dans un fonds communautaire pour la santé mentale afin de renforcer les capacités des organismes de santé mentale. 101

Recommandation 135

Fournisse des fonds à l'Agence de la santé publique du Canada, à compter de 2025-2026, aux fins de l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention du suicide..... 101

Recommandation 136

Fournisse des fonds à Santé Canada en 2025-2026 aux fins de l'élaboration d'un cadre stratégique pour la santé mentale des jeunes..... 101

Recommandation 137

Améliore l'accès aux interventions en matière de santé mentale et de bien-être adaptées à la culture et tenant compte des traumatismes intergénérationnels dans les collectivités des Premières Nations. 102

Recommandation 138

Améliore les résultats en matière de santé des citoyens métis grâce à l'autodétermination en investissant dans le sous-accord Canada-Nation métisse sur la santé et le mieux-être. 102

Recommandation 139

Établisse un fonds pour créer un réseau national d'établissements de traitement de la toxicomanie administrés conformément à la *Loi canadienne sur la santé* et prévoie un investissement sur cinq ans pour assurer et étendre les services de consommation supervisée de drogues et de réduction des méfaits à l'échelle nationale, dans le cadre d'un ensemble complet de mesures. 102

Recommandation 140

Crée un fonds national de soutien par les pairs en affectant un financement au Programme sur l'usage et les dépendances aux substances. 102

Recommandation 141

Collabore avec le secteur de l'activité physique pour élaborer et mettre en œuvre le Plan d'action pour le Canada actif. 102

Recommandation 142

Augmente le nombre de travailleurs de la santé des Premières Nations afin d'amener les soins accessibles plus près des gens. 102

Recommandation 143

Assure la collecte continue de données pancanadiennes sur la main-d'œuvre du secteur de la santé dans les secteurs public et privé..... 102

Recommandation 144

Élargisse la liste des pays éligibles à la certification automatique du Collège des médecins de famille du Canada. 103

Recommandation 145

Travaille avec les autres ordres de gouvernement pour mettre en place des options de certification limitées pour les diplômés internationaux en médecine des pays admissibles afin qu'ils puissent fournir des soins au Canada pendant qu'ils travaillent à l'obtention d'une certification complète..... 103

Recommandation 146

Travaille avec les autres ordres de gouvernement pour étudier la possibilité de condenser les exigences actuelles en matière de temps avant la certification complète des diplômés internationaux en médecine. 103

Recommandation 147

Travaille avec les autres ordres de gouvernement pour mettre en place des processus de mentorat et de préparation aux examens afin de garantir la réussite et l'adaptation en douceur à l'environnement de travail canadien des diplômés internationaux en médecine..... 103

Recommandation 148

Rétablit les mesures temporaires d'assurance-emploi, y compris un critère d'admissibilité uniforme et plus bas de 420 heures, ainsi que d'autres mesures visant à augmenter l'accessibilité aux prestations d'assurance-emploi et aux programmes actifs de marché du travail. 104

Recommandation 149

Priorise une réforme du régime d'assurance-emploi qui règle de manière adéquate et permanente le problème du « trou noir », qui établit une norme d'admissibilité universelle basée sur un critère hybride d'heures et de semaines assurables, qui permet le cumul des prestations spéciales et des prestations régulières et qui limite les exclusions aux prestations. 104

Recommandation 150

Revoit le fonctionnement de l'assurance-emploi afin d'en augmenter l'admissibilité, de rendre plus généreuses les prestations et de corriger les discriminations que ce régime reproduit. 104

Recommandation 151

Prolonge la période des prestations d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les personnes proches aidantes devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche. 104

Recommandation 152

Place en dehors de ses paramètres comptables le fonds de l'assurance-emploi. 104

Recommandation 153

Restaure le financement complémentaire des ententes sur le développement du marché du travail avec les provinces et les territoires retiré du budget de 2024, et adopte d'autres mesures afin de renforcer le perfectionnement de la main-d'œuvre et de la formation. 104

Recommandation 154

Rétablit le financement des ententes sur le développement du marché du travail et des ententes sur le développement de la main-d'œuvre. 105

Recommandation 155

Augmente le financement des mesures d'attraction et de la formation des travailleurs et travailleuses du secteur de l'aérospatiale, en partenariat avec les gouvernements provinciaux, qui sont compétents dans ces domaines. 105

Recommandation 156

Mette en place un crédit d'impôt remboursable pour prolongation de carrière afin de compenser les travailleurs d'expérience pour les réductions de prestation de Supplément de revenu garanti et les encourager à se maintenir sur le marché du travail. 105

Recommandation 157

Rehausse l'exemption totale de gains sur le revenu qu'une personne tire d'un emploi ou d'un travail effectué à son compte et qui est pris en compte dans le calcul du Supplément de revenu garanti. 105

Recommandation 158

Augmente ses investissements dans la préparation de la main-d'œuvre en créant des occasions d'emplois et de formation verts pour les jeunes, en élargissant les approches régionales de développement de la main-d'œuvre, en permettant aux autochtones de définir leur voie économique et en entreprenant l'analyse du marché du travail nécessaire à une transition en douceur vers une économie à faibles émissions de carbone. 105

Recommandation 159

Mette sur pied une Brigade jeunesse pour le climat pour offrir des emplois et de la formation aux jeunes Canadiens de 35 ans et moins afin de faire face à la crise climatique grâce à un investissement qui augmenterait pour répondre à la demande. 105

Recommandation 160

Augmente le financement du programme Emplois d'été Canada et accorde la priorité aux programmes d'emploi qui fournissent du personnel pour des expériences accessibles de camp et d'activité physique aux enfants, aux jeunes et aux adultes dans toutes les régions du Canada. 105

Recommandation 161

Élabore une approche « panministérielle » en matière d'immigration permettant de coordonner les aides et le financement de différents ministères fédéraux en plus d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. 106

Recommandation 162

Mette en œuvre un modèle de financement plus souple pour le secteur de l'établissement et de l'intégration. 106

Recommandation 163

Poursuive l'élargissement du programme d'exonération de remboursement du prêt d'études canadien pour inclure les audiologistes, les diététistes, les chiropraticiens, les denturologistes, les ergothérapeutes, les optométristes et les orthophonistes..... 106

Recommandation 164

Fournisse un montant additionnel pour le Prix humanitaire Terry Fox afin d'augmenter la valeur de la bourse tout en maintenant le nombre de bourses accordées aux jeunes Canadiens. 106

Recommandation 165

Augmente le montant maximal de la Bourse canadienne pour étudiants. 107

Recommandation 166

Finance, de façon proportionnelle l'enseignement des langues officielles, en anglais et en français, pour faire face à l'afflux de nouveaux arrivants au Canada. 107

Recommandation 167

Maintienne un niveau concurrentiel d'aide financière aux étudiants de troisième cycle en indexant les bourses en fonction de l'inflation. 107

Recommandation 168

Réduise l'écart de scolarisation postsecondaire des Autochtones en augmentant le financement consacré au Programme d'aide aux étudiants de

niveau postsecondaire et aux programmes équivalents destinés aux Métis et aux Inuits afin de tenir compte de la hausse du taux de diplomation des Autochtones au secondaire. 107

Recommandation 169

Réinvestisse et rouvre les demandes pour le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires (ou créer un nouveau fonds pour les campus verts) afin d'aider les campus partout au pays à réduire les émissions de GES, à renforcer leurs capacités à répondre aux besoins du marché du travail du Canada et à croître pour l'avenir..... 107

Recommandation 170

Augmente et étende de façon permanente le budget du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté et affecter un montant pour financer équitablement le programme des Centres d'accès à la technologie du Canada. 107

Recommandation 171

S'appuie sur les investissements passés dans la formation professionnelle en procédant à un réinvestissement stratégique pour soutenir le programme national d'apprentissage intégré au travail de la Table ronde des affaires + de l'enseignement supérieur. 107

Recommandation 172

Dresse l'inventaire de l'infrastructure de formation professionnelle essentielles afin que le Canada dispose des lieux de formation nécessaires pour répondre aux besoins dans les secteurs économiques essentiels à l'avenir, conjointement avec le fonds pour l'infrastructure de formation et les compétences essentielles. 108

Recommandation 173

Rétablit le soutien aux trois institutions reconnues au niveau national pour la formation professionnelle dans le secteur audiovisuel en réintroduisant le Programme national de formation et le secteur du film et de la vidéo..... 108

Recommandation 174

Attire une nouvelle génération de gens de métier en augmentant le financement de la Subvention incitative aux apprentis. 108

Recommandation 175

Favorise l'émergence d'une économie carboneutre en investissant dans le développement de la main-d'œuvre pour offrir des parcours de formation et de développement des compétences alignés sur les secteurs de croissance projetés dans une économie propre et en offrant des programmes de stage et formation rémunérés pour les jeunes poursuivant une carrière dans les secteurs liés au climat et à la nature. 108

Recommandation 176

Investisse dans le Programme de stages pratiques pour étudiants afin de créer des possibilités d'apprentissage en milieu de travail pour les étudiants de niveau postsecondaire..... 108

Recommandation 177

Procède à l'annonce des investissements à venir jusqu'en 2030 du Programme de stages pratiques pour étudiants. 108

Recommandation 178

Investisse dans la préparation au marché du travail au moyen d'investissements continus dans des occasions d'apprentissage intégré au travail en lien avec l'intelligence artificielle ainsi que dans le Programme de stages pratiques pour étudiants. 108

Recommandation 179

Renouvelle le programme Expérience compétences mondiales afin que des étudiantes et étudiants du Canada se rendent à l'étranger pour acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans un marché du travail en rapide évolution..... 109

Recommandation 180

Remplace le crédit canadien pour la formation par un Régime volontaire d'épargne formation continue. 109

Recommandation 181

Accroisse le financement de la recherche appliquée dans les collèges, les cégeps et les institutions du Canada afin de stimuler l'innovation continue dans les technologies nouvelles et émergentes..... 109

Recommandation 182

Soutienne le développement de la recherche interdisciplinaire, de la recherche axée sur des enjeux et missions internationales de la nouvelle organisation-cadre pour le financement de la recherche par le biais d'un nouvel investissement dédié à ces fins..... 109

Recommandation 183

Augmente le soutien financier accordé aux programmes de commercialisation de la recherche et de mobilisation des connaissances. 109

Recommandation 184

Tire parti des compétences des chercheurs universitaires pour accroître les possibilités de recherche, de développement et de commercialisation..... 109

Recommandation 185

Verse les hausses budgétaires promises dans le budget 2024 dès à présent aux organismes subventionnaires et rééquilibrer le système de financement de la façon suivante :

- **répartir l'augmentation du budget de base des trois conseils subventionnaires prévue au budget 2024 entre eux au prorata des corps professoral, étudiantin et postdoctoral des disciplines qu'ils recouvrent et affecter cette hausse aux programmes essentielles de subvention afin de permettre aux chercheurs d'augmenter le nombre et la valeur des bourses offertes aux personnes étudiantes sous leur supervision;**
- **établir un quota minimal graduel de chaires de recherche du Canada d'ici deux ans en fonction du poids relatif du corps professoral de l'établissement dans l'ensemble du corps professoral canadien; Graduer le quota minimal de bourses d'études supérieures du Canada suivant la même formule, appliquée à la population étudiante aux cycles**

supérieurs ainsi qu'aux stagiaires postdoctoraux et distribuer un minimum de 50 % des fonds des programmes concernés d'ici 5 ans..... 109

Recommandation 186

Mentionne explicitement le devoir de soutenir le développement de la recherche dans l'ensemble des régions et villes universitaires du Canada dans l'énoncé de mission de la nouvelle organisation-cadre et des trois conseils subventionnaires..... 110

Recommandation 187

Réserve une partie significative des nouveaux investissements en recherche au soutien à la production et à la diffusion de résultats de recherches scientifiques en français. 110

Recommandation 188

Crée des programmes de subvention pour les regroupements interdisciplinaire de recherche, notamment pour aborder les enjeux de santé..... 110

Recommandation 189

Complète les investissements du budget de 2024 par un soutien accru aux coûts totaux de la recherche par l'intermédiaire du Fonds de soutien à la recherche et des subventions de projet supplémentaires..... 110

Recommandation 190

Apporte un soutien total au renforcement de l'infrastructure de recherche numérique du Canada en tant que catalyseur d'initiatives de recherche de niveau mondial. 110

Recommandation 191

Agisse immédiatement pour maximiser le soutien au développement des collaborations de recherche par la participation du Canada à Horizon Europe..... 111

Recommandation 192

Fournisse du financement pour la pleine participation aux mécanismes de surveillance de la mise en œuvre de la *Loi sur la Déclaration des Nations Unies*

sur les droits des peuples autochtones et aux activités ciblées de mise en œuvre des mesures du plan d'action. 111

Recommandation 193

Prévoit des investissements à l'appui du règlement des revendications particulières et de la réforme conjointe des lois et des politiques, y compris des fonds pour l'établissement d'un centre indépendant pour le règlement des revendications particulières. 111

Recommandation 194

Conclut de nouvelles ententes fiscales pour les Premières Nations. 111

Recommandation 195

Poursuit l'élaboration d'une mesure législative visant à institutionnaliser l'Accord Canada-Nation métisse et le mécanisme bilatéral permanent. 111

Recommandation 196

Fasse la promotion des femmes métisses et de l'égalité des genres par le biais de la gouvernance de la Nation métisse, d'un soutien pour le renforcement des capacités et du financement de base pour des initiatives en faveur des femmes métisses et de l'égalité des genres. 111

Recommandation 197

Fasse avancer la réconciliation économique avec les nations autochtones et soutienne les communautés nordiques ou éloignées. 112

Recommandation 198

Élargisse et coordonne les investissements et les programmes existants afin d'offrir des rénovations qui intègrent des objectifs en matière de santé, d'abordabilité et d'adaptation, tout en répondant aux besoins spécifiques des communautés autochtones, nordiques et éloignées. 112

Recommandation 199

Prévoit des investissements pour la mise en œuvre complète de la *Loi sur les langues autochtones*. 112

Recommandation 200

Apporte un soutien financier à l'Association nationale des sociétés autochtones de financement pour fournir des compléments stratégiques aux institutions financières autochtones qui ont besoin d'une aide supplémentaire pour augmenter leur base de capital et assurer la cohérence du réseau. 112

Recommandation 201

Finance la Société d'épargne des Autochtones du Canada afin de mettre en œuvre un programme national d'accèsion à la propriété pour les Premières Nations. 112

Recommandation 202

Apporte un soutien financier sur une base continue qui soit stable, flexible et suffisant à l'Association nationale des sociétés autochtones de financement pour développer des services permanents et adaptés aux jeunes entrepreneurs autochtones. 112

Recommandation 203

Apporte un soutien financier sur une base continue qui soit stable, flexible et suffisant à l'Association nationale des sociétés autochtones de financement afin de mettre en œuvre un programme permanent visant à soutenir les entrepreneurs autochtones dans le domaine du tourisme. 112

Recommandation 204

Finance l'Association nationale des sociétés autochtones de financement pour établir et administrer une organisation d'approvisionnement dirigée par les Premières Nations, à hauteur de 20 millions de dollars sur 5 ans. 113

Recommandation 205

Finance un fonds de monétisation pour l'infrastructure et pour les opérations pour les Premières Nations qui cherchent des moyens de répondre à leurs besoins en matière de logement et d'infrastructure, et pour le service de prêt sur la « débenture de réconciliation » de l'infrastructure de l'Autorité Financière des Premières Nations. 113

Recommandation 206

Soutienne le développement d'un fonds de cautionnement et de garantie afin de fournir les garanties nécessaires aux entrepreneurs autochtones dans les réserves pour leur permettre d'obtenir une assurance au prix du marché afin de soumissionner équitablement pour des contrats d'infrastructure, et de soutenir la recherche, l'engagement et la création d'une autorité autonome à but non lucratif, gouvernée par des entrepreneurs autochtones. 113

Recommandation 207

Soutienne les modifications réglementaires, prévues à l'article 141 de la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations*, pour permettre à l'Autorité Financière des Premières Nations de prêter directement à des structures d'accueil lorsqu'une garantie de prêt fédérale ou provinciale est appliquée ou lorsque des entités soutenues par la province ou le territoire sont en mesure d'accorder des prêts à des entreprises autochtones à long terme..... 113

Recommandation 208

Consacre un financement annuel au Programme de promotion de la femme de Femmes et Égalité des genres Canada pour le financement de base ou des subventions renouvelables pour le renforcement des capacités à l'intention d'organisations féministes qui exercent leurs activités à l'échelle nationale. 114

Recommandation 209

Augmente l'enveloppe de l'aide internationale afin de tirer parti du leadership du Canada en matière de soutien des droits des femmes et des mouvements féministes dans le monde et s'assure que toute aide supplémentaire à l'Ukraine s'ajoute à l'enveloppe existante et n'entrave pas l'augmentation de l'aide au reste du monde. 114

Recommandation 210

Appuie la diversité et l'inclusion dans les métiers spécialisés en rendant obligatoires les ententes sur les retombées locales pour les projets d'infrastructure financés par le gouvernement fédéral. 114

Recommandation 211

Poursuive la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de justice pour les Noirs, en consultation avec les communautés noires du pays, afin de lutter contre le racisme anti-Noirs et la discrimination systémique dans le système de justice pénale..... 114

Recommandation 212

Renouvelle et renforce l'Initiative Appuyer les communautés noires du Canada. 114

Recommandation 213

Assure la pérennité du Fonds de dotation philanthropique dirigé par les Noirs en soutenant l'ensemble des droits et intérêts à la Fondation pour les communautés noires..... 114

Recommandation 214

Examine tous les programmes fédéraux de subventions, afin de veiller à ce que seuls les projets qui s'alignent sur la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme reçoivent un financement fédéral. 114

Recommandation 215

Investisse dans une stratégie nationale consacrée à la lutte contre l'islamophobie prévoyant une augmentation du financement destiné au bureau du représentant spécial du Canada chargé de la lutte contre l'islamophobie et au centre de recherche sur l'islamophobie de l'Université York, ainsi qu'un investissement dans des campagnes de sensibilisation de la population pour contrer le sentiment antimusulman. 115

Recommandation 216

Consacre un financement à l'élaboration d'un programme quinquennal visant à accroître la connaissance par les Canadiens en âge de suivre des études postsecondaires de la définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste. 115

Recommandation 217

Fournisse un financement pour le programme de la tournée nationale de sensibilisation à l'Holodomor. 115

Recommandation 218

Étende l'allègement actuel de la TPS/TVH pour logements locatifs construits spécialement pour la location afin d'inclure les logements en propriété à prix abordable sans but lucratif. 119

Recommandation 219

Supprime la TPS payée sur la vente d'habitations abordables construites par des fournisseurs de logements abordables sans but lucratif jusqu'à ce que ces habitations soient vendues sur le marché. 119

Recommandation 220

Étende l'exonération de la TPS aux constructeurs du secteur sans but lucratif et aux prestataires de services sociaux qui exploitent et construisent des logements de transition..... 119

Recommandation 221

Bonifier substantiellement le remboursement de la TPS pour habitations neuves. 119

Recommandation 222

Relancer l'Incitatif à l'achat d'une première propriété de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, avec des critères d'admissibilité bonifiés. 119

Recommandation 223

Mette en place un impôt punitif sur les gains en capital pour les investissements spéculatifs dans les maisons unifamiliales qui ne sont pas des résidences principales, si elles ne sont pas détenues pendant au moins deux ans..... 119

Recommandation 224

Appuie de nouveaux instruments financiers permettant de suivre la demande spéculative en matière de logement. 119

Recommandation 225

Garantisse les logements locatifs abordables existants par le biais d'un Fonds de protection des loyers accéléré et dirigé par le secteur afin de permettre aux coopératives et aux organismes de logement sans but lucratif d'acheter des immeubles locatifs qui sont en vente..... 119

Recommandation 226

Bonifie le financement du nouveau Fonds de protection des loyers et le réserve exclusivement au logement social, sous différentes formes. 120

Recommandation 227

Soutienne et fasse la promotion des logements à but locatif, notamment en permettant le report du gain en capital lorsque les produits sont réinvestis dans le logement social. 120

Recommandation 228

Poursuive le financement et bonifie le fonds de protection des locataires..... 120

Recommandation 229

Lie le financement fédéral consacré au logement à un moratoire de cinq ans sur les augmentations de loyer supérieures à l'inflation dans le but d'exercer un contrôle temporaire sur les loyers dans tout le pays. 120

Recommandation 230

Augmente l'Allocation canadienne pour le logement et assouplisse les critères d'admissibilité inutilement restrictifs..... 120

Recommandation 231

Instaure des conditions pour le financement de logements construits spécialement pour la location afin de garantir qu'au moins 25 % des nouveaux logements locatifs ont une forme de contrôle des loyers ou un loyer indexé sur le revenu..... 120

Recommandation 232

Ajuste les critères d’abordabilité de sorte que les loyers soient accessibles financièrement pour les clientèles visées par les différents programmes et injecte les fonds nécessaires pour que les projets soient viables. 120

Recommandation 233

Continue à investir une partie du Fonds pour le logement abordable dans l’accession à la propriété abordable..... 121

Recommandation 234

Réserve les sommes prévues dans le Fonds pour le logement abordable au secteur sans but lucratif, augmente le financement pour le volet pour la création rapide de logements et bonifie son volet « subventions » dans la perspective que le financement gouvernemental suffise à compléter les montages financiers des projets. 121

Recommandation 235

Finance suffisamment le Fonds pour le logement abordable et le Programme de prêts pour la construction d’appartements pour que l’ensemble des projets qui répondent aux critères puissent être financés. 121

Recommandation 236

S’engage à créer 500 000 nouveaux logements abordables dans les cinq prochaines années, dont une partie importante serait des logements hors marché ou des logements publics à loyer indexé sur le revenu..... 121

Recommandation 237

Établit des objectifs et des échéanciers pour accroître la part des logements locatifs hors marché du parc de logements au Canada d’ici 2034 et la mettre en phase avec celle des autres pays développés de l’OCDE. 121

Recommandation 238

Adopte une cible visant à ce que 20% des unités résidentielles au Canada soient hors marché..... 121

Recommandation 239

Augmente les investissements dans le logement hors marché, y compris les logements sans but lucratif et les coopératives d'habitation, pour égaler le financement moyen du logement social dans d'autres pays développés de l'OCDE. 121

Recommandation 240

Réaffecte au logement social toutes les sommes prévues pour la construction, l'entretien et la rénovation de logements dans le Plan du Canada sur le logement, ainsi que le financement supplémentaire, dans la perspective d'augmenter significativement la part de logements sociaux au Canada, y compris les logements sociaux publics, les coopératives et les organisations sans but lucratif d'habitation. 122

Recommandation 241

Rende permanente l'Initiative fédérale de logement communautaire. 122

Recommandation 242

Offre des prêts à faible coût aux fournisseurs et aux constructeurs de logements sans but lucratif et coopératifs en réaffectant les financements existants ou en proposant de nouvelles options de financement. 122

Recommandation 243

Élimine les taxes pour les fournisseurs et les constructeurs de logements sans but lucratif et coopératifs afin de réduire les charges financières, y compris pour les promoteurs de logements pour étudiants. 122

Recommandation 244

Donne la priorité à l'attribution des terrains publics excédentaires pour le logement aux organisations à but non lucratif et aux coopératives plutôt qu'aux promoteurs privés et ce, gratuitement ou à très faible coût, et prévoit à cette fin du nouveau financement récurrent et prévisible pour l'Initiative des terrains fédéraux. 122

Recommandation 245

Crée un programme de financement fédéral permettant de construire un nombre beaucoup plus important de coopératives d'habitation partout au Canada en s'inspirant des mesures mises en œuvre par la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans les années 1970 et 1980 afin de stimuler la création de logements abordables par les coopératives d'habitation sans but lucratif. 122

Recommandation 246

S'assure que les critères d'admissibilité au nouveau Programme de développement de coopératives d'habitation exigent le respect des seuils d'abordabilité nécessaires à ce que les ménages locataires à faibles et modestes revenus puissent s'y loger convenablement. 123

Recommandation 247

Conserve et finance à la hauteur des besoins un fonds de prédémarrage pour le logement social sous forme de prêt ou de subvention, à l'image du Programme de financement initial de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, servant à accomplir les étapes préliminaires de développement des projets. 123

Recommandation 248

Conclue des ententes avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour regrouper des sommes au sein d'un programme autoportant dédié spécifiquement au financement de logements communautaires et sociaux afin de créer un continuum de financement qui accélérerait la livraison des projets. 123

Recommandation 249

Poursuive les discussions avec les autres ordres de gouvernement afin que les sommes reliées aux programmes de financement en habitation soient rapidement déployées..... 123

Recommandation 250

Arrime les programmes fédéraux qui contribuent au financement de logements abordables de sorte qu'ils soient compatibles avec les programmes québécois, orchestrés par la Société d'habitation du Québec comme ceux d'autres

baillleurs de fonds publics ou privés, afin de favoriser leur utilisation dans un même montage financier et ainsi accélérer la livraison de projets..... 123

Recommandation 251

Veille à ce que les critères d'abordabilité relatifs à la détermination des coûts du loyer de base par région soient ajustés à la réalité locale dans chaque programme visant à construire du logement communautaire et social pour être cohérents avec ceux des programmes québécois dans le but de favoriser leur utilisation dans un même montage financier. 123

Recommandation 252

Ajuste les formulaires de demande de subvention en s'assurant d'utiliser les mêmes référents et définitions pour veiller à la compatibilité des programmes. 124

Recommandation 253

Établit des processus de budgétisation sexospécifiques pour prendre en compte les différentes répercussions sur les expériences de logement des femmes et des personnes de diverses identités de genre, qui reconnaissent l'obligation particulière et urgente de protéger le droit à la vie des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre autochtones conformément aux appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées..... 124

Recommandation 254

Fasse progresser les droits des Autochtones en matière de logement en mettant pleinement en œuvre la Stratégie en matière de logement pour les Autochtones en milieu urbain, rural et nordique..... 124

Recommandation 255

Réponde aux besoins essentiels de la Nation métisse en matière de logement en réaffectant les fonds destinés au logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique selon une approche fondée sur les distinctions. 124

Recommandation 256

Accorde à Financement Habitation Yänonhchia' un financement pour établir sa facilité d'investissement et soutenir ses activités de la phase I, ce qui lui

permettra d'étendre ses activités de rénovation et de financement de logements dans les réserves dans cinq autres régions du Canada afin de soutenir la construction résidentielle et l'emploi, et d'atténuer la crise du logement dans les communautés autochtones. 124

Recommandation 257

Inclue la population étudiante au sein des populations prioritaires de la Stratégie nationale sur le logement. 124

Recommandation 258

Intègre davantage le financement des projets de construction et de rénovation de résidences étudiantes dans les programmes de financement destinés au logement abordable. 125

Recommandation 259

Crée un fonds spécifique à l'acquisition, à la construction, à la rénovation et à l'exploitation de logements étudiants, aussi bien pour de nouvelles constructions que pour les résidences existantes. 125

Recommandation 260

Soutienne le développement de résidences étudiantes dans toutes les régions, et non seulement dans les grands centres urbains. 125

Recommandation 261

Renouvelle l'Initiative de maisons d'hébergement et de logements de transition en tant qu'initiative permanente de la Stratégie nationale sur le logement. 125

Recommandation 262

Modifie la Stratégie nationale sur le logement en vue de réaliser un nouvel investissement sur 10 ans aux fins de l'acquisition, de la conversion et de la construction de 100 000 logements avec services de soutien, et renforce la coordination intergouvernementale pour débloquer l'accès aux fonds de fonctionnement. 125

Recommandation 263

S'entende rapidement avec les provinces et les territoires concernant les modalités d'utilisation des sommes dédiées aux campements pour sans-abri. 125

Recommandation 264

Crée un poste de conseiller spécial sur l'itinérance et les campements pour sans-abri afin de coordonner, de superviser et de mettre en œuvre un plan intergouvernemental visant à faire de la lutte et de la prévention contre l'itinérance et les campements une priorité. 125

Recommandation 265

Rajuste les investissements dans les programmes pour les sans-abri conformément au rapport du Bureau du directeur parlementaire du budget, afin d'y ajouter des fonds dans le but de mettre fin à l'itinérance dans des délais bien définis et de suivre l'évolution des progrès réalisés. 126

Recommandation 266

Investisse dans des logements vraiment abordables et réduise l'itinérance chronique en s'associant au secteur sans but lucratif. 126

Recommandation 267

Mette sur pied un programme de financement des immobilisations pour le logement temporaire et les populations vulnérables. 126

Recommandation 268

Permette le dépôt en continu des demandes de financement pour les programmes servant à construire spécifiquement du logement communautaire et social pour les clientèles vulnérables au lieu d'avoir recours au principe d'appels de projets. 126

Recommandation 269

Priorise les projets visant à loger des ménages à modestes et faibles revenus ainsi que les clientèles vulnérables spécifiques plutôt que de procéder selon le principe du « premier arrivé, premier servi » jusqu'à épuisement des fonds. 126

Recommandation 270

Stimule les technologies et l'offre de construction hors site dans l'ensemble du continuum du logement par le biais de divers flux de financement, y compris des incitatifs dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements et du nouveau fonds pour l'innovation et la technologie en construction résidentielle. 126

Recommandation 271

Mette en place un mécanisme permanent de collaboration et de coordination de la politique et du développement du logement, tel qu'un secrétariat national au logement ou une table ronde, qui rassemble tous les niveaux de gouvernement et les acteurs du logement afin de coordonner la politique et le développement du logement dans l'ensemble du continuum du logement et de s'attaquer à la crise du logement. 126

Recommandation 272

Réfléchisse à la possibilité d'augmenter la période maximale d'amortissement pour les prêts hypothécaires portant sur l'achat d'une habitation neuve certifiée écoénergétique..... 127

Recommandation 273

Réfléchisse à la possibilité d'augmenter la période maximale d'amortissement des prêts hypothécaires assurés à 30 ans pour l'ensemble des acheteurs..... 127

Recommandation 274

Assouplir le test de résistance en assouplissant ou éliminant le test pour les renouvellements hypothécaires, en révisant périodiquement la majoration du taux hypothécaire contractuel selon les conditions des marchés financiers pour éviter d'amplifier les cycles du marché immobilier, et en permettant aux emprunteurs de se qualifier pour le taux fixe sur cinq ans offert au moment de contracter l'hypothèque, peu importe le type de prêt contracté, si cela est plus avantageux. 127

Recommandation 275

Collabore avec les intervenants pour élaborer et mettre en œuvre une évaluation nationale des infrastructures et créer une stratégie à long terme

afin de répondre aux besoins en infrastructure dans les collectivités partout au Canada. 128

Recommandation 276

Fasse participer les intervenants de l'industrie dès les premières étapes de tous les projets d'infrastructure fédéraux afin d'assurer un rendement optimal du capital investi et une assurance des coûts. 128

Recommandation 277

Reconnaisse la nécessité de dépenses d'infrastructure continues à long terme, en particulier pour le secteur des infrastructures souterraines et renouvelle le financement du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada. 128

Recommandation 278

Augmente les sommes dédiées au Fonds pour le développement des collectivités du Canada et s'entende rapidement avec les provinces et les territoires pour que les sommes prévues au Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement soient rendues accessibles aux municipalités. 128

Recommandation 279

Réinvestisse dans les infrastructures des parcs, récréatives et sportives pour assurer la santé et le bien-être de la population. 128

Recommandation 280

Hausse de manière significative ses investissements dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes afin d'accélérer le déploiement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques. 129

Recommandation 281

Contribue au financement de l'Institut AdapT pour promouvoir des infrastructures résilientes et une économie durable au Canada. 129

Recommandation 282

Devance le début du versement des sommes prévues au Fonds pour le transport en commun du Canada pour s'assurer que les réseaux de transport

en commun aient un accès équitable et rapide au financement en capital, et s'entende rapidement avec les provinces et les territoires concernant les modalités d'utilisation de ces sommes, en respect des compétences municipales en aménagement du territoire. 129

Recommandation 283

Simplifie le processus de demande et élimine les obstacles empêchant l'accès au Fonds pour le transport en commun du Canada afin d'optimiser la participation. 129

Recommandation 284

Augmente les sommes comprises dans le Fonds pour le transport en commun du Canada afin de prendre en compte les besoins de maintien d'actifs dans le secteur. 129

Recommandation 285

Soutienne le développement du transport collectif par un appui financier aux opérations. 129

Recommandation 286

Protège le Fonds pour le transport en commun du Canada en l'entérinant dans une loi et en ajoutant une formule d'indexation annuelle du financement liée aux coûts de construction pour que le fonds conserve sa valeur au fil du temps. 129

Recommandation 287

Mette en place un groupe de travail national avec les gouvernements provinciaux et locaux, et les agences de transport, afin de développer une stratégie nationale de transport public avec un nouveau modèle de financement pour les agences de transport public du Canada. 130

Recommandation 288

Prenne des mesures immédiates et concrètes pour augmenter les investissements dans l'infrastructure commerciale canadienne dans les ports, les terminaux maritimes, les terminaux intérieurs et les chemins de fer afin de rester compétitif sur le marché mondial et de répondre aux investissements importants réalisés par les États-Unis, en collaboration avec les partenaires du

secteur privé et en donnant la priorité aux projets qui s'attaquent aux goulets d'étranglement et renforcent les capacités de pointe. 130

Recommandation 289

Prene des mesures visant à assurer le transport efficace des marchandises dans les ports et sur les chemins de fer du Canada..... 130

Recommandation 290

Prépare un plan pour le refinancement du Fonds national des corridors commerciaux ou instaure un nouveau programme de financement à long terme des infrastructures commerciales afin de favoriser la réalisation de progrès tangibles et de répondre aux besoins actuels et prévus au sein de la chaîne d'approvisionnement. 130

Recommandation 291

S'engage à investir à long terme par le biais d'un plan d'infrastructure commerciale du Canada, qui comprend la consolidation des chaînes d'approvisionnement pour les corridors commerciaux nationaux et internationaux, afin de faire du Canada un partenaire commercial fiable..... 130

Recommandation 292

Fasse progresser l'élaboration de la Stratégie nationale sur la chaîne d'approvisionnement et envisage l'élaboration d'une stratégie industrielle nationale..... 130

Recommandation 293

Remplace le réseau de routes d'hiver du Canada par des solutions de rechange toutes saisons répondant à la norme pour les routes permanentes en gravier. 131

Recommandation 294

Fasse des investissements transformateurs dans les infrastructures aéroportuaires du Canada. 131

Recommandation 295

Réponde aux besoins en matière d'infrastructures durables et d'efficacité énergétique de tous les aéroports canadiens. 131

Recommandation 296

Bonifie significativement l'enveloppe dédiée au Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires. 131

Recommandation 297

Investisse dans les infrastructures aéroportuaires régionales, nordiques et éloignées, notamment par la construction de terminaux et d'entrepôts alimentaires, pour assurer la sécurité alimentaire et économique dans le Nord. 131

Recommandation 298

Soutienne la stratégie de la zone économique Pearson. 131

Recommandation 299

Modifie le modèle de location à bail des aéroports pour favoriser leur stabilité et leur croissance. 131

Recommandation 300

Adopte des outils numériques pour améliorer l'expérience des passagers dans les aéroports. 131

Recommandation 301

Mette à jour le *Règlement sur les boutiques hors taxes* afin de permettre la vente de produits hors taxes à tous les passagers internationaux arrivant dans les aéroports internationaux canadiens. 132

Recommandation 302

Crée un fonds d'infrastructure touristique et un crédit d'impôt incitatif pour stimuler les grands investissements dans le secteur, notamment de la part des marchés de capitaux privés nationaux et internationaux. 132

Recommandation 303

Appuie la viabilité de l'industrie du transport aérien canadien en prenant des mesures concrètes et immédiates pour régler les problèmes d'offre en pilotes au Canada. 132

Recommandation 304

Mette en place un programme spécial avec un financement dédié pour répondre aux besoins de maintenance et d'infrastructure des petits ports de pêche, ainsi que des autorités portuaires..... 132

Recommandation 305

Modifie les critères d'accès des administrations portuaires canadiennes aux fonds de la Banque de l'infrastructure du Canada. 132

Recommandation 306

Veille à ce que le financement de l'Agence des services frontaliers du Canada soit dédié et augmenté d'une manière prévisible et suffisante pour appuyer les services portuaires et de la chaîne d'approvisionnement et la facilitation du commerce. 132

Recommandation 307

Renouvelle le financement du Fonds national des corridors commerciaux, ou fournisse un financement mieux ciblé pour les ports qui ne sont pas en mesure d'obtenir des capitaux pour emprunter ou capitaliser des filiales ou des coentreprises. 132

Recommandation 308

Mette en place davantage de programme d'aide direct et indirect pour les armateurs qui font le virage environnemental, afin de mieux les soutenir à travers leur transition énergétique, notamment par un réinvestissement dans le programme de corridors maritimes verts. 133

Recommandation 309

Appuie adéquatement les chantiers maritimes par des programmes d'aide spécifique à leur modernisation, notamment par de l'aide à l'automatisation et

à l'innovation technologique, afin que les chantiers puissent conserver et développer leur expertise, laquelle est hautement stratégique pour le pays. 133

Recommandation 310

Accélère le programme de construction de nouveaux brise-glaces pour la Garde côtière canadienne, s'ils sont construits au Canada, afin d'assurer un service adéquat et continu pour maintenir les voies navigables essentielles en service..... 133

Recommandation 311

Réalise de nouveaux investissements dans les infrastructures de voies navigables extérieures comme les rampes de mise à l'eau et les points d'accès..... 133

Recommandation 312

Fournisse les ressources nécessaires pour établir un processus de consultation avec les autres ordres de gouvernement afin que les autorités régionales et locales de la navigation de plaisance soient consultées lorsque de nouvelles restrictions sont proposées en vertu du *Règlement sur les restrictions visant l'utilisation des bâtiments*. 133

Recommandation 313

Comble le déficit d'infrastructure des Premières Nations. 133

Recommandation 314

Réponde aux besoins des collectivités des Premières Nations en matière d'infrastructure, y compris de bâtiments, de ports et de quais, d'infrastructures de transport et de services publics..... 133

Recommandation 315

Continue d'investir dans un fonds d'infrastructure au Nunavut fondé sur les distinctions et dirigé par les Inuits. 134

Recommandation 316

Augmente le financement et accélère le développement de l'infrastructure numérique, y compris les services Internet à large bande, mobiles et par

satellite, et de l'infrastructure énergétique dans les régions rurales, éloignées et nordiques..... 134

Recommandation 317

Veille à ce que les Premières Nations atteignent les normes énoncées dans la Stratégie canadienne pour la connectivité. 134

Recommandation 318

Élimine les obstacles à l'adoption des véhicules zéro émission..... 134

Recommandation 319

Continue les incitatifs à l'achat pour les nouveaux véhicules zéro émission, mais se concentre sur la valeur pour l'autonomie en mode électrique. 134

Recommandation 320

Rende les véhicules zéro émission plus accessibles aux ménages à faibles ou modestes revenus. 134

Recommandation 321

Supprime les plafonds des incitatifs pour les véhicules zéro émission pour les parcs de véhicules de partage de voiture ou de covoiturage ou les autres services de transport sur demande. 134

Recommandation 322

Augmenter le financement des programmes d'information concernant les véhicules électriques destinés aux consommateurs, notamment en ce qui a trait aux essais routiers et aux programmes de formation des concessionnaires, afin de soutenir la force de vente et mettre en œuvre ces programmes sur tout le territoire canadien..... 134

Recommandation 323

Offre des programmes de mise à la ferraille pour tous les types de véhicules..... 135

Recommandation 324

Poursuive la transition du sous-secteur lourd avec une bonification du financement dédié pour les autobus scolaires électriques en plus d’offrir un rabais au point de vente..... 135

Recommandation 325

Rende la transition vers les autobus électriques de transport en commun plus abordable. 135

Recommandation 326

Collabore avec d’autres administrations pour accélérer l’adoption d’autobus scolaires électriques. 135

Recommandation 327

Accélère l’intégration des camions électriques aux parcs de véhicules commerciaux. 135

Recommandation 328

Électrifie les parcs de véhicules dans les ports, les aéroports et les établissements fédéraux similaires. 135

Recommandation 329

Soutienne l’électrification des services de traversier du Canada..... 135

Recommandation 330

Modernise le Programme d’incitatifs pour les véhicules zéro émission, l’écoprélèvement, le Fonds pour le transport en commun à zéro émission et le Programme d’infrastructure pour les véhicules à émission zéro. 135

Recommandation 331

Réduise les kilomètres parcourus en véhicule pour le transport de personnes et de marchandises pour les remplacer par des kilomètres parcourus en vélo à assistance électrique à l’aide d’une subvention à l’achat..... 135

Recommandation 332

Augmente les investissements consacrés aux infrastructures de recharge des véhicules électriques et établit des objectifs précis pour leur construction et leur déploiement..... 136

Recommandation 333

Rend 1,6 million de condominiums et d'appartements prêts pour les véhicules électriques d'ici 2030..... 136

Recommandation 334

Ajoute des exigences de recharge pour les véhicules électriques aux codes nationaux du bâtiment..... 136

Recommandation 335

Établit des centres de recharge publics sur des terrains sous-utilisés appartenant au gouvernement..... 136

Recommandation 336

Fournit une remise de connexion pour couvrir les coûts imposés par les services publics lors de la construction de bornes de recharge à grande échelle. 136

Recommandation 337

Soutient une réforme de la réglementation pour permettre des mises à niveau proactives du réseau électrique et financer les services publics pour établir des cartes de capacité. 136

Recommandation 338

Inclut l'installation de chargeurs de véhicules électriques dans les programmes d'amélioration énergétique des maisons et des bâtiments publics. 136

Recommandation 339

Crée un fonds voué à l'amélioration de l'infrastructure touristique de bornes de recharge pour véhicules électriques dans les régions rurales, de manière à permettre au Canada d'atteindre les objectifs de son Plan de réduction des émissions pour 2030..... 136

Recommandation 340

Investisse dans l'infrastructure de recharge de véhicules électriques de niveau 2 dans les parcs de stationnement d'immeubles résidentiels à logements multiples partout au Canada. 137

Recommandation 341

Collabore avec les provinces et l'industrie pour élaborer des programmes et assurer du financement afin que les infrastructures des véhicules électriques soient étendues rapidement et à grande échelle pour desservir les régions rurales du pays..... 137

Recommandation 342

Augmente ses allocations aux arts, à la culture et au patrimoine au cours de l'exercice 2025-26 en fournissant un financement au Conseil des Arts du Canada et au ministère du Patrimoine canadien, et consacre en permanence au moins 1 % de ses dépenses globales aux arts, à la culture et au patrimoine par la suite. 137

Recommandation 343

Intègre les ajouts apportés au Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine et du Fonds du Canada pour la présentation des arts depuis 2019-20 dans les budgets de base des programmes. 137

Recommandation 344

Concrétise son engagement d'augmenter de façon permanente le Fonds de la musique du Canada..... 138

Recommandation 345

Crée un crédit d'impôt axé sur les coûts de main-d'œuvre pour l'industrie des arts de la scène semblable à celui qui existe pour l'industrie cinématographique. 138

Recommandation 346

Renouvelle le financement du programme national artsvest, qui offre une formation professionnelle aux organismes artistiques et culturels partout au Canada. 138

Recommandation 347

Rende l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements permanente. 138

Recommandation 348

Fournisse un financement permanent et stable aux festivals urbains, en mettant particulièrement l'accent sur les festivals qui proposent une programmation accessible. 138

Recommandation 349

Accorde un financement à l'édition 2026 de la Biennale d'art de Toronto. 138

Recommandation 350

Accorde un financement immédiat au Carnaval des Caraïbes de Toronto ainsi qu'au cours des trois prochaines années. 138

Recommandation 351

Crée un programme axé sur le tourisme et consacré à la croissance et à la commercialisation des festivals et événements canadiens, géré par les agences de développement régional. 138

Recommandation 352

Finance le Bureau de l'écran des noirs pour que les pratiques de l'industrie cinématographique canadienne soient exemptes de racisme envers les personnes noires et pour donner aux Canadiens noirs travaillant dans l'industrie cinématographique les moyens de s'épanouir et de partager des histoires d'un point de vue uniquement noir. 138

Recommandation 353

Alloue des sommes au Fonds canadien de l'écran indépendant pour les créateurs afro-descendants et racisés pour soutenir d'importants projets nouveaux et existants réalisés par des créateurs canadiens. 138

Recommandation 354

Réalise l'engagement indiqué dans la lettre de mandat du ministre du Patrimoine canadien de soutenir les auteurs et les éditeurs de livres canadiens

en augmentant de manière permanente le financement du Fonds du livre du Canada et du Conseil des arts du Canada. 139

Recommandation 355

Fournisse un financement annuel supplémentaire pour le Programme du droit de prêt au public qui devrait prendre la forme d'une allocation directe au Conseil des arts du Canada. 139

Recommandation 356

Fasse appliquer la Politique révisée sur les investissements étrangers dans l'édition et la distribution du livre, avec des évaluations plus significatives de « l'avantage net du Canada ». 139

Recommandation 357

Modifie la définition d'enregistrement sonore incluse dans la *Loi sur le droit d'auteur* pour que les ayants droit puissent être rémunérés lorsque le fruit de leur travail est intégré à une œuvre audiovisuelle. 139

Recommandation 358

Modifie le régime de copie privée dans la *Loi sur le droit d'auteur* afin qu'il soit technologiquement neutre et qu'il permette de percevoir des redevances sur des supports comme des tablettes électroniques ou des téléphones intelligents, et confirme la capacité de la Commission du droit d'auteur du Canada à fixer des redevances pour les copies privées non autorisées réalisées sur des supports d'enregistrement audio et des appareils d'enregistrement audio. 139

Recommandation 359

Retire l'exemption prévue à la *Loi sur le droit d'auteur* permettant aux stations de radio commerciales de ne payer que 100 \$ sur la première tranche de 1,25 million \$ de leurs recettes publicitaires annuelles. 140

Recommandation 360

Mette en œuvre des solutions qui favorisent la rémunération équitable des titulaires de droits pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur grâce à la réforme de la *Loi sur le droit d'auteur* et veille à ce que la Loi protège

tous les créateurs et titulaires de droits d’auteur et que l’industrie de l’édition de livres éducatifs soit durable. 140

Recommandation 361

Modifie immédiatement la *Loi sur le droit d’auteur* afin de réparer les dommages causés à l’économie culturelle par la reproduction non réglementée de documents à des fins éducatives d’œuvres publiées. 140

Recommandation 362

S’assure, d’une part, que les systèmes d’intelligence artificielle respectent les obligations de transparence, telles que la divulgation publique des œuvres protégées par le droit d’auteur qu’ils utilisent et qu’ils respectent les principes du marché équitable pour obtenir des licences et indemniser les titulaires de droits d’auteur pour l’utilisation de leurs oeuvres; et, d’autre part, qu’aucune nouvelle exception au droit d’auteur ou à d’autres droits de propriété intellectuelle ne soit créée. 140

Recommandation 363

Modifie le libellé de l’exception prévue au paragraphe 32.2(3) de la *Loi sur le droit d’auteur* pour préciser qu’elle ne s’applique que lorsqu’une organisation agit « sans intention de gain ». 140

Recommandation 364

Mette en œuvre de nouveaux moyens financiers et fiscaux de manière à soutenir les médias traditionnels et à identifier un mode de financement prévisible et durable pour CBC/Radio-Canada. 140

Recommandation 365

Étudie les manières de mieux soutenir les médias ethniques. 141

Recommandation 366

Alloue des sommes aux radios communautaires, autochtones et étudiantes. 141

Recommandation 367

Introduise des mesures fiscales pour inciter les entreprises à faire de la publicité auprès des médias d'information du secteur privé et élimine la déductibilité fiscale des achats de la publicité achetée de sites Web étrangers pour s'assurer que les organisations médiatiques ne soient pas privées de revenus. 141

Recommandation 368

Reviene à la politique de longue date qui consiste à exempter du programme Choix des consommateurs les journaux communautaires contenant des encarts commerciaux. 141

Recommandation 369

Consacre une plus grande part des dépenses publicitaires du gouvernement du Canada aux médias appartenant à des intérêts canadiens..... 141

Recommandation 370

Étende la portée du crédit d'impôt remboursable pour les coûts de main-d'œuvre liés à la production de contenu à tous les médias, tant écrits que télé et radio. 141

Recommandation 371

Étende le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique canadienne aux organismes de radiodiffusion des nouvelles..... 141

Recommandation 372

Continue d'investir dans les magazines admissibles au soutien du volet Mesures spéciales pour appuyer le journalisme (MSJ) du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP), en faisant des MSJ un volet permanent du FCP à compter de 2025-2026. 141

Recommandation 373

Augmente le financement de base alloué aux organismes nationaux de sport pour tenir compte de l'inflation enregistrée depuis 2005, mette à la disposition de ces organismes des ressources suffisantes à long terme pour leur permettre de s'attaquer aux priorités essentielles du système sportif et élimine le déficit

**de financement prévu dont ces organismes ont besoin pour s’acquitter
efficacement de leur mandat..... 142**

Recommandation 374

**Permette que les montants ajoutés au dernier Plan d'action pour les langues
officielles soient permanents pour permettre un développement durable et
soutenu des communautés linguistiques vivant en situation minoritaire..... 142**

Recommandation 375

**Offre un financement permanent dédié aux services de police compétents, à la
Gendarmerie royale du Canada et à l’Agence des services frontaliers du Canada
pour appuyer leurs responsabilités déléguées en ce qui a trait à la sécurité
portuaire, et améliore l’échange de renseignements entre ces acteurs et
d’autres acteurs et les administrations portuaires canadiennes. 142**

Recommandation 376

**Joue son rôle de coordination avec les provinces et les municipalités dans les
efforts pour lutter contre le vol de véhicules et adopte des mesures dans les
champs d’action qui relèvent de sa responsabilité, comme les services
frontaliers et les normes de sécurité des véhicules. 142**

Recommandation 377

**Stabilise le secteur des maisons d’hébergement et des logements de transition
pour les victimes de la violence envers les femmes et comble les lacunes
fondamentales du Plan d’action national pour mettre fin à la violence fondée
sur le sexe en finançant de manière adéquate les principales organisations
communautaires, féministes et de défense des survivants..... 143**

Recommandation 378

**Appuie la mise en œuvre, dirigée par les Premières Nations, des appels à la
justice de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones
disparues et assassinées..... 143**

Recommandation 379

**Améliore le Programme des services de police des Premières Nations afin de
permettre la création de nouvelles forces, d’atteindre l’équité avec les services**

fédéraux, de fournir des services complets et adaptés à la culture et de faire la transition vers une loi reconnaissant la compétence des Premières Nations et les services de police comme un service essentiel. 143

Recommandation 380

Fasse de nouveaux investissements pour soutenir et renforcer la capacité du Canada à surveiller et à empêcher le terrorisme, y compris un financement pour renforcer la capacité et élargir les compétences des équipes intégrées de la sécurité nationale. 143

Recommandation 381

Aille plus loin dans l'exploitation des navires et des infrastructures battant pavillon canadien qui opèrent dans le Nord, afin de garantir la souveraineté et d'améliorer la collecte de renseignements sur les situations environnementales et de sécurité dans l'Arctique. 143

Recommandation 382

Mette en œuvre un plan d'action coordonné et intersectoriel pour protéger la population canadienne contre la fraude. 143

Recommandation 383

Se dote des ressources appropriées pour que les personnes responsables de crimes financiers en vertu du *Code criminel* soient tenues de répondre de leurs actes. 144

Recommandation 384

Continue à améliorer le régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité pour se concentrer sur les risques prioritaires, les rapports de qualité, les poursuites et les statistiques qui permettent d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes. 144

Recommandation 385

Renforce les efforts de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent du Canada en instaurant un cadre national complet de dénonciation et de protection. 144

Recommandation 386

Fournisse au secteur hypothécaire un outil numérique de vérification des revenus afin de lutter contre la fraude..... 144

Recommandation 387

S'attaque au non-respect des règles dans le secteur du camionnage, y compris les abus en matière de travail et l'évasion fiscale, en veillant à ce que les lois sur le travail et la fiscalité soient appliquées..... 144

Recommandation 388

Soutienne la capacité des innovateurs nationaux et en tire parti afin de renforcer la cybersécurité nationale et d'atteindre la cible de l'OTAN consistant à consacrer 2 % du PIB aux dépenses en défense. 144

Recommandation 389

Crée un nouveau crédit d'impôt ou d'autres incitations financières pour les PME qui mettent en œuvre des mesures en matière de cybersécurité..... 144

Recommandation 390

Effectue une vérification des forces et des lacunes existantes en matière de cybersécurité des terminaux dans tous les ministères et organismes afin de déterminer les investissements nécessaires pour réduire les vulnérabilités et veille à ce que des mesures de sécurité exhaustives soient prises. 145

Recommandation 391

Mette sur pied un centre d'excellence pour la paix et la justice dont les activités seront axées sur la recherche, la sensibilisation et la formation dans le domaine de la résolution des conflits, de même que la diplomatie et les opérations de paix pour les civils, les policiers et les militaires canadiens et la communauté internationale. 145

Recommandation 392

Accroisse la résilience face aux feux de forêt, comme le prévoit la Stratégie canadienne de prévention et d'atténuation des feux de forêt, notamment en augmentant les investissements dans la prévention et l'atténuation. 145

Recommandation 393

Octroie un financement à l'Université du Québec afin d'instituer un consortium pour l'est du Canada sur la résilience des forêts, des infrastructures et des communautés aux feux de forêt. 145

Recommandation 394

Renouvelle et poursuit le financement existant pour maintenir le rôle de leader du Canada en matière de protection de la nature, exécute la Stratégie pour la nature 2030 du Canada et réalise ses obligations en vertu du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. 145

Recommandation 395

Prévoit une aide financière pour l'acquisition de terrain par les municipalités à des fins de protection de la biodiversité et de lutte aux changements climatiques. 146

Recommandation 396

Affecte des ressources supplémentaires à l'identification des espèces aquatiques envahissantes (EAE) et à la lutte contre celles-ci, et soutient des programmes et initiatives supplémentaires de prévention ou de gestion des EAE. 146

Recommandation 397

Consacre des fonds à la conservation dirigée par les Premières Nations pour donner suite aux principaux points de la stratégie et du plan d'action pour la biodiversité. 146

Recommandation 398

Investisse dans la création de centres de conservation d'intendance inuite (Nauttiguqtiit) supplémentaires. 146

Recommandation 399

Renforce l'intendance de l'eau dirigée par les Premières Nations, y compris la recherche et la surveillance, ainsi que la mobilisation à l'égard des lois, des politiques et des programmes sur l'eau douce. 146

Recommandation 400

Fasse progresser la conservation marine dirigée par les Premières Nations et la participation aux initiatives de conservation dirigées par la Couronne en renforçant leur engagement à protéger toutes les formes de biodiversité..... 146

Recommandation 401

Prolonge le Programme de conservation du patrimoine naturel au-delà de 2026. 146

Recommandation 402

S'assure que Parcs Canada dispose de ressources suffisantes pour mener des consultations significatives concernant l'agrandissement des parcs urbains. 147

Recommandation 403

Travaille avec l'industrie à l'élaboration d'un plan d'investissement comprenant des incitatifs à l'investissement pour construire une infrastructure de recyclage afin d'empêcher les produits en plastique de se retrouver dans l'environnement et dans l'économie..... 147

Recommandation 404

Limite la production de matières résiduelles en créant un fonds de réparation des appareils électroménagers et électroniques et un fonds sur le réemploi des contenants et emballages réutilisables. 147

Recommandation 405

Mette en œuvre la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts et appuie les mesures au moyen d'un financement adéquat. 147

Recommandation 406

Refinance le programme pour les Bâtiments communautaires verts et inclusifs ou établit un programme de remplacement. 147

Recommandation 407

Investisse dans des mesures soutenant les rénovations abordables et écologiques pour les ménages à faible revenu. 147

Recommandation 408

Ajuste les paramètres des programmes de façon à ce que les surcoûts liés à l'atteinte des cibles de réduction de la consommation énergétique des bâtiments et de la production de gaz à effet de serre n'entraînent pas une diminution de l'abordabilité des logements pour les ménages à faible et modeste revenu. 147

Recommandation 409

Soutienne les mesures transformatrices de lutte contre les changements climatiques par la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur le climat de l'Assemblée des Premières Nations. 148

Recommandation 410

S'entende rapidement avec les provinces et les territoires pour que les sommes du programme Leadership local pour l'adaptation climatique et du programme Croissance de la canopée des collectivités canadiennes soient transférées aux municipalités. 148

Recommandation 411

Mette en place un plan d'action sur la carboneutralité visant à appuyer les PME et à investir dans ces dernières dans le cadre d'un programme national de cheminement industriel vers la carboneutralité pour les PME afin de mesurer et de quantifier les émissions de carbone et de GES des PME et de leur chaîne d'approvisionnement. 148

Recommandation 412

Offre l'éducation, la formation et le soutien financier nécessaires pour quantifier les émissions de carbone des PME et de leur chaîne d'approvisionnement. 148

Recommandation 413

Instaure un nouveau crédit d'impôt non remboursable pour les personnes âgées célibataires, équivalent à la moitié du montant personnel de base..... 151

Recommandation 414

Augmente le montant pour revenu de pension pour les personnes âgées célibataires. 151

Recommandation 415

Rehausse les seuils de récupération prévus par la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et relatifs à la déduction du montant en raison de l'âge pour les personnes âgées célibataires. 151

Recommandation 416

Atténue les obstacles à la Prestation canadienne pour les personnes handicapées pour les personnes handicapées à faible revenu en améliorant l'accessibilité et la sensibilisation et en investissant dans des mesures en la matière, notamment :

- **la mise en place complète d'un système de production automatique des déclarations de revenus au service de l'ensemble des Canadiens;**
- **le financement d'organismes à but non lucratif pour soutenir la mise en œuvre des prestations;**
- **la formation du personnel de Service Canada pour aider les bénéficiaires admissibles à présenter leur demande de prestations;**
- **l'élimination des obstacles à la demande du crédit d'impôt pour personnes handicapées. 151**

Recommandation 417

Modifie l'article 209 du *Règlement de l'impôt sur le revenu* de manière à permettre aux contribuables de recevoir en version numérique l'ensemble des feuillets fiscaux pour les placements d'une même institution financière. 152

Recommandation 418

Ajoute des tranches d'imposition dans la fourchette supérieure de revenu..... 152

Recommandation 419

Instaure un impôt progressif sur la fortune..... 152

Recommandation 420

Instaure des crédits d'impôt à l'investissement ciblés pour stimuler l'innovation et la productivité..... 152

Recommandation 421

Assure l'accès à la déduction accordée aux petites entreprises aux entrepreneurs coopératifs et à toutes les sociétés privées sous contrôle canadien qui s'y rattachent. 152

Recommandation 422

S'attaque à la cupidité de certaines entreprises en éliminant les échappatoires et en mettant en œuvre des réformes fiscales équitables. 152

Recommandation 423

Modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour assurer la pérennisation de la mesure relative aux parts à imposition différée pour les coopératives agricoles..... 152

Recommandation 424

Soutienne la coordination internationale sur l'imposition des multinationales et des personnes très fortunées..... 152

Recommandation 425

Maintienne son engagement auprès du Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS afin de favoriser l'inclusivité et l'équité du processus, notamment révisant et en améliorant les instruments déjà mis en œuvre, dont le pilier 2 (impôt minimum mondial)..... 153

Recommandation 426

Appuie et contribue au processus d'instauration d'une gouvernance internationale en matière de coopération fiscale sous l'égide de l'ONU. 153

Recommandation 427

Poursuive son action soutenue de réforme du système fiscal canadien en étudiant et en mettant en œuvre des mesures unilatérales afin de contribuer à la lutte contre l'évitement fiscal. 153

Recommandation 428

Continue de lutter contre les paradis fiscaux, notamment en abolissant les ententes qui permettent le rapatriement exonéré d'impôt de dividendes déclarés dans un pays ayant un Accord d'échange de renseignements fiscaux avec le Canada. 153

Recommandation 429

Cesse d'accorder le statut d'organisme de bienfaisance aux organisations anti-avortement. 153

Recommandation 430

Modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de définir la notion d'organisme de bienfaisance de manière à supprimer le statut privilégié de « promotion de la religion » en tant que fin de bienfaisance. 153

Recommandation 431

Donne suite à l'engagement du budget de 2022 et prévoie une révision du taux de contingent des versements d'ici à 2027, et s'engage à procéder à une révision régulière. 153

Recommandation 432

Investisse dans la poursuite du développement du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt (PCBMI) et du programme de subvention du PCBMI afin de soutenir l'aide gratuite à la production de déclarations de revenus offerte aux Canadiens à faible revenu par les organisations communautaires. 154

Recommandation 433

Adopte un barème de taux d'accise fédéral progressif, axé sur la croissance, qui réduirait notamment les droits d'accise sur la production des 500 000 premiers

hectolitres de bière produits, permettant ainsi aux brasseries canadiennes de croître sans se heurter à une hausse importante du taux d'accise. 154

Recommandation 434

Accorde une exonération importante des droits d'accise sur les premiers 50 000 litres d'alcool éthylique absolu (LAA) produits par les distilleries, et une exonération de plus en plus faible des droits d'accise sur les 50 000 LAA suivants, et les 100 000 derniers LAA, respectivement, jusqu'à ce que la production atteigne 200 000 LAA. 154

Recommandation 435

Exempte de la TPS tous les produits et services essentiels, notamment le chauffage domestique, les services de base de téléphone résidentiel, de téléphone cellulaire ainsi que d'Internet, les vêtements pour enfants, les fournitures scolaires ainsi que tous les produits alimentaires et de santé. 154

Recommandation 436

Supprime la taxe de luxe s'appliquant à la vente d'aéronefs construits au Canada. 155

Recommandation 437

Exonère les acers (vins d'érable) des droits d'accise au même titre que les hydromels (vins de miel) et les cidres (vins de pomme). 155

Recommandation 438

Commence à percevoir des taxes auprès des plateformes en ligne étrangères qui vendent au Canada. 155

Recommandation 439

Mette en place un nouveau programme de remboursement de la TPS/TVH aux visiteurs. 155

Recommandation 440

Modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de résoudre l'application ambiguë de la TPS/TVH en fonction de l'endroit où les marchandises sont dédouanées au Canada lorsqu'elles sont importées. 155

Recommandation 441

Élabore des outils de politique tarifaire pour le carbone afin de se préparer aux développements mondiaux concernant les ajustements aux frontières pour le carbone. 155

Recommandation 442

Fasse preuve de prudence fiscale en reconnaissant la nécessité d'équilibrer les investissements stratégiques essentiels avec une gestion rigoureuse des dépenses publiques..... 156

Recommandation 443

Mette en œuvre un programme pangouvernemental de productivité pour axer les politiques publiques sur la protection de la prospérité future des Canadiens. 156

Recommandation 444

Persiste dans la mise en œuvre d'une politique fiscale et budgétaire progressiste, ce qui implique la réalisation de faibles déficits budgétaires en proportion du PIB en vue de présenter un plan de retour à l'équilibre budgétaire sur un horizon de cinq ans, puis d'adopter une loi sur l'équilibre budgétaire. 156

Recommandation 445

Augmente le nombre de vérificateurs à l'Agence du revenu du Canada..... 157

Recommandation 446

Fournisse au Bureau de la concurrence du Canada des fonds supplémentaires, conformément aux nouveaux pouvoirs et aux nouvelles responsabilités lui ayant été conférés afin de mieux protéger les Canadiens et de promouvoir l'abordabilité..... 157

Recommandation 447

Établisse un secrétariat ou un ministère fédéral de la construction. 157

Recommandation 448

S'assure que tous les ministères fédéraux, en particulier le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, ainsi que toutes les agences économiques régionales reconnaissent le modèle d'entreprise sociale à but non lucratif comme un moyen stratégique d'atteindre leurs objectifs économiques, sociaux et environnementaux, et élargissent et financent le soutien à la capacité des entreprises sociales à but non lucratif et à l'accès au financement. 157

Recommandation 449

Réserve un budget suffisant pour créer un groupe de travail sur la durabilité au sein du Bureau de la concurrence, afin de s'assurer qu'il a l'expertise et la capacité d'agir sur les questions d'écoblanchiment et de durabilité. 157

Recommandation 450

Rétablitte et finance un secrétariat aux coopératives ou un centre des coopératives spécialisé..... 157

Recommandation 451

Accélère la formation d'un conseil national de l'espace qui serait composé de ministres clés, et dont le secrétariat serait assuré par le Bureau du Conseil privé. 157

Recommandation 452

Fournisse du financement pour établir une unité au sein de Statistique Canada dont le mandat est de recueillir, d'analyser et de partager des données sur le secteur des organisations à but non lucratif..... 158

Recommandation 453

Fournisse du financement pour la création et le maintien d'un laboratoire canadien de données sur les organisations à but non lucratif. 158

Recommandation 454

Poursuive et renforce le partenariat essentiel entre le gouvernement fédéral et le secteur non lucratif et de bienfaisance..... 158

Recommandation 455

Crée une unité au sein du gouvernement fédéral chargée de défendre soutenir le secteur à but non lucratif et la doter de ressources suffisantes..... 158

Recommandation 456

Maximise le contenu canadien dans l'approvisionnement en aérospatiale..... 158

Recommandation 457

Mette en œuvre et optimise les politiques « d'achat de produits propres » afin de réduire les émissions des infrastructures publiques et de préparer les secteurs de l'industrie et de la construction à un avenir carboneutre. 158

Recommandation 458

Mette en œuvre des politiques d'approvisionnement réciproques afin de générer une demande du marché nord-américain pour des matériaux propres et produits localement et assortisse tout projet financé par le gouvernement fédéral de conditions de réciprocité, dans la mesure du possible. 158

Recommandation 459

Renforce et améliore la transparence des processus de délivrance des licences d'exportation d'armes et d'approvisionnement en armes du Canada pour s'assurer que le Canada ne soutient pas la commission de crimes de guerre. 159

Recommandation 460

Soutienne les entrepreneurs métis par l'entremise de la création de répertoires d'entreprises métisses et d'un institut d'approvisionnement métis..... 159

Recommandation 461

Veille à l'inclusion des entreprises sociales dans la mise en œuvre de la Politique d'approvisionnement social comme moyen stratégique pour le

gouvernement d'atteindre l'objectif de la politique visant à améliorer la valeur optimale en matière d'approvisionnement. 159

Recommandation 462

Réforme le régime d'approvisionnement pour l'innovation dans la fonction publique pour répondre aux besoins des Canadiens et stimuler la croissance économique. 159



CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES EN VUE DU BUDGET DE 2025

CHAPITRE UN : INTRODUCTION

De 2021 à 2024, comme beaucoup d'autres économies avancées, le Canada a connu une période d'inflation élevée. Même si cette inflation a été ramenée à son taux cible en 2024, de nombreux Canadiens font toujours face à des niveaux de prix élevés, notamment quant au logement et à l'alimentation. De plus, à l'instar d'autres pays, l'économie canadienne doit toujours composer avec des problèmes mondiaux, y compris en ce qui concerne la croissance de la productivité, le regain de tensions géopolitiques et commerciales, et la transition vers une économie carboneutre.

C'est dans ce contexte que le Comité permanent des finances de la Chambre des communes (le Comité) a lancé ses consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral de 2025 et demandé aux groupes et aux particuliers canadiens intéressés de lui soumettre des mémoires. Il a également invité des témoins à présenter leurs priorités pour le prochain budget. Le Comité a reçu 828 mémoires et a tenu neuf audiences prébudgétaires à l'automne, au cours desquelles il a entendu 74 groupes et personnes.

Les chapitres deux à cinq du rapport résument les propositions faites par les témoins lors de ces audiences et présentent les recommandations du Comité pour le budget fédéral de 2025. Les propositions des témoins sont également exposées à l'annexe A et une liste des mémoires, classés en fonction des principaux sujets abordés, se trouve à l'annexe B.

CHAPITRE DEUX : DES ENTREPRISES INNOVANTES ET PRODUCTIVES

L'intelligence artificielle (IA) est l'une des technologies les plus transformatrices du XXI^e siècle, permettant d'énormes avancées dans la création de machines capables d'effectuer des tâches pour lesquelles on avait besoin avant de l'intelligence humaine. Sous l'impulsion des progrès rapides réalisés dans l'apprentissage automatique, l'apprentissage profond et le traitement de données à grande échelle, l'IA a déjà commencé à être intégrée dans plusieurs secteurs, depuis l'industrie manufacturière jusqu'aux soins de santé, en passant par la finance et même les systèmes gouvernementaux. L'une des avancées les plus remarquables de l'IA de ces dernières années est le développement de modèles génératifs et de grands modèles de langage (GML), comme GPT-4 d'OpenAI, qui peuvent produire des textes, des images et même des analyses poussées, comme le ferait un humain, en réponse



à de simples invites. Ces modèles représentent la fine pointe de la recherche en matière d'IA et pourraient amener des changements radicaux dans les industries, les structures sociétales et notre compréhension de l'intelligence.

Selon certains, l'IA pourrait avoir d'importantes répercussions sur la productivité, l'innovation et la croissance économique. Par exemple, McKinsey & Company dit dans un [rapport](#) [en anglais seulement] que l'IA pourrait apporter entre 17,1 et 25,6 billions de dollars américains à l'économie mondiale, tandis que d'autres, comme l'économiste [Daron Acemoglu](#) [en anglais seulement], estiment qu'elle pourrait avoir des retombées plus modestes. Quoi qu'il en soit, la complexité de l'IA suscite aussi de grandes inquiétudes en raison des répercussions que cette technologie pourrait avoir sur les marchés de l'emploi et les inégalités existantes, ainsi que des risques éthiques inhérents à son utilisation.

Même si elle peut révolutionner certaines industries en automatisant des tâches courantes et en augmentant la créativité humaine, l'IA pose également des défis. Les défenseurs de l'IA autant que ses détracteurs reconnaissent son pouvoir à double tranchant. D'une part, comme le souligne ce document de [recherche de Microsoft](#) [en anglais seulement], l'IA pourrait permettre une amélioration considérable des niveaux de vie et faciliter l'innovation grâce à sa capacité à apprendre et à générer de nouvelles idées. D'autre part, certains chercheurs mettent en garde contre les risques majeurs liés à une mauvaise utilisation de l'IA.

De plus, les craintes que l'IA remplace la main-d'œuvre humaine ont donné lieu à des débats sur le rôle de l'IA dans le monde du travail. Alors que certains affirment que l'IA aura principalement pour effet de déplacer des emplois, [d'autres](#) [en anglais seulement] prétendent qu'elle pourrait suivre les tendances historiques de complémentarité avec le travail humain, en créant de nouveaux types d'emploi et en transformant des industries.

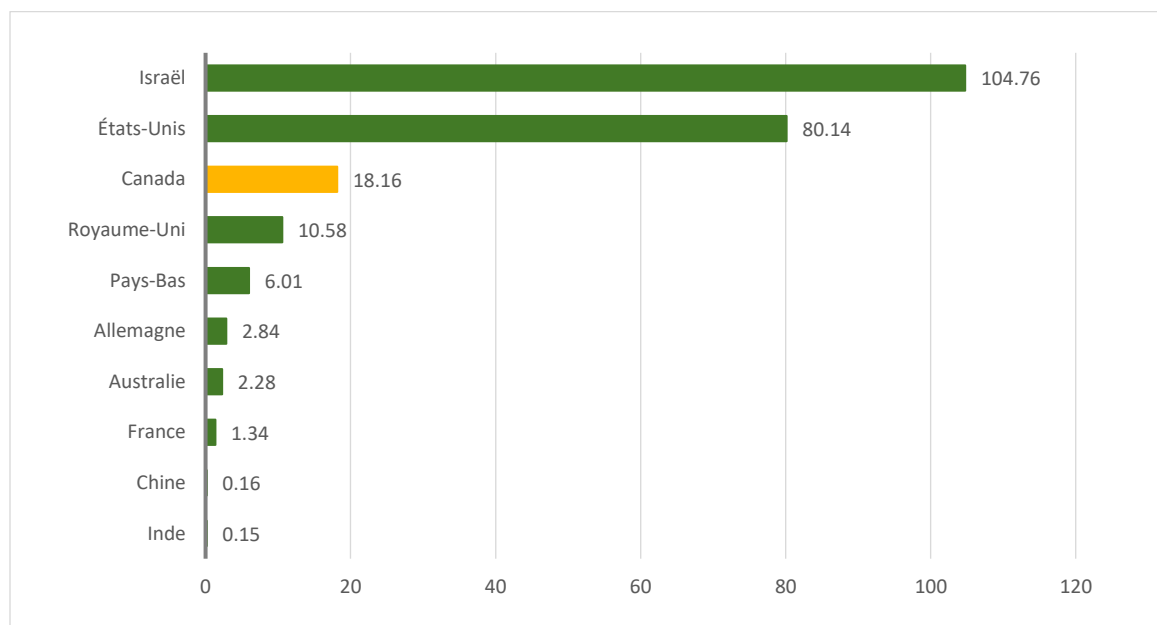
Compte tenu du rôle potentiel de l'IA dans la croissance économique et l'innovation, le gouvernement fédéral a pris un certain nombre d'engagements stratégiques et de décisions d'investissement concernant l'IA. Au cœur de cet effort, il y a la [Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle](#), qui soutient l'écosystème canadien de l'IA. Cette stratégie repose sur trois piliers :

- les initiatives visant à appuyer la commercialisation et l'adoption des technologies canadiennes d'IA par l'entremise des Instituts nationaux d'intelligence artificielle et des grappes d'innovation mondiales du Canada;
- l'élaboration et l'adoption de normes liées à l'IA par le biais du Conseil canadien des normes;

- les programmes visant à attirer, à maintenir en poste et à perfectionner les talents en recherche et à fournir une capacité informatique pour la recherche en IA par l'intermédiaire de l'Institut canadien de recherches avancées et de l'Alliance de recherche numérique du Canada.

D'après l'[Organisation de coopération et de développement économiques](#) (OCDE), cette stratégie a aidé le Canada à se positionner comme chef de file mondial en ce qui concerne la recherche, les talents et la croissance des entreprises en démarrage dans le domaine de l'IA. Comme le montre la figure 1, le Canada s'est classé au troisième rang mondial en 2023 pour le financement total recueilli par habitant par les entreprises d'IA générative.

Figure 1 — Financement total recueilli par habitant par les entreprises d'IA générative, par pays, 2023 (\$ US)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données provenant de Deloitte, [Impact et opportunités : L'écosystème de l'IA au Canada en 2023](#), 2023, p. 22 et 23.

Toutefois, l'OCDE a fait remarquer que l'un des principaux défis auxquels est confronté le secteur canadien de l'IA est le manque de capacité computationnelle du pays, laquelle est présentement inférieure à celle d'autres membres du G7. La capacité computationnelle est nécessaire pour développer et mettre à l'essai des systèmes d'IA, et la capacité relativement faible du Canada en la matière pourrait limiter sa capacité à attirer des investissements dans le secteur.



Des investissements de 2,4 milliards de dollars ont récemment été annoncés dans le [budget de 2024](#) pour soutenir le secteur canadien de l'IA, notamment :

- 2 milliards de dollars sur cinq ans pour lancer le Fonds d'accès à une puissance de calcul pour l'IA et la Stratégie du Canada sur une puissance de calcul souveraine pour l'IA, afin de favoriser l'accès à la puissance informatique et le développement d'infrastructures d'IA de propriété canadienne;
- 200 millions de dollars pour aider les entreprises en démarrage dans le domaine de l'IA et accélérer l'adoption de l'IA dans des secteurs comme l'agriculture, les technologies propres, les soins de santé et la fabrication;
- 100 millions de dollars pour le Programme d'aide à l'IA du Conseil national de recherches du Canada, qui aide les petites et moyennes entreprises à élaborer et à déployer de nouvelles solutions en matière d'IA;
- 50 millions de dollars dans les programmes de formation pour l'acquisition de compétences destinés aux travailleurs et travailleuses qui pourraient être touchés par l'arrivée de l'IA, comme ceux des industries créatives.

Compte tenu des effets potentiellement néfastes de l'IA, le [budget de 2024](#) prévoyait également du financement pour créer un institut canadien pour la sécurité de l'IA chargé de promouvoir le développement sécuritaire et responsable des technologies d'IA, l'application de règlements proposés sur l'IA par le commissariat à l'IA et aux données, et la participation du Canada au Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle.

Le Comité a reçu une série de propositions de la part de témoins représentant différents secteurs de l'économie pour favoriser l'innovation, stimuler la compétitivité et améliorer la durabilité. Ces propositions portaient par exemple sur des stratégies vertes, un cadre sur les services bancaires axés sur les consommateurs, un soutien stratégique pour la fabrication, la sécurité énergétique et des pratiques agricoles durables.

Industrie et innovation

En ce qui concerne l'industrie et l'innovation, les témoins ont fait plusieurs propositions destinées à encourager l'innovation, à améliorer la commercialisation et à soutenir les entrepreneurs. Plusieurs témoins ont plaidé en faveur de l'élaboration d'une stratégie

industrielle verte pour aligner les systèmes de production sur des objectifs communs, tandis que d'autres ont proposé une modernisation de la stratégie industrielle du Canada, en mettant l'accent sur l'importance de l'innovation, de la productivité et des actifs incorporels.

En ce qui concerne le soutien à l'innovation, les témoins ont fait des propositions visant à réformer des programmes clés, comme le programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE), à faire en sorte que les politiques ne pénalisent pas injustement les innovateurs, en particulier en ce qui concerne les changements au taux d'inclusion des gains en capital, et à permettre une meilleure commercialisation de la propriété intellectuelle. Au sujet de l'IA, les témoins ont proposé que l'on donne la priorité à sa commercialisation et que l'on s'assure de la mise en place de stratégies de souveraineté des données.

Le Comité a également reçu des propositions visant à renforcer le soutien accordé aux entreprises en démarrage ainsi qu'aux petites entreprises, en particulier dans les collectivités sous-représentées. Plusieurs témoins ont suggéré d'augmenter les investissements dans les incubateurs spécialisés dans les technologies de pointe, d'offrir un soutien spécialisé aux secteurs hautement prioritaires, comme ceux de l'IA et des énergies propres, et de créer des outils financiers pour soutenir les entreprises qui pénètrent de nouveaux marchés. Des propositions ont également été faites pour rationaliser les processus d'approbation des aides gouvernementales et harmoniser les procédures de diligence raisonnable pour les entreprises à forte croissance. De plus, des témoins ont insisté sur la nécessité d'attirer plus de capitaux, notamment par l'entremise de crédits d'impôt pour l'investissement providentiel, de garanties de prêt visant à atténuer les risques et de l'adoption de modèles éprouvés dans d'autres pays, comme au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 1

Aide les entreprises canadiennes à tirer parti de l'IA pour la croissance économique en donnant la priorité aux stratégies nationales de commercialisation de l'IA et de souveraineté des données.

Recommandation 2

Encourage les investissements stratégiques dans l'IA.



Recommandation 3

Rende permanent l'investissement du budget de 2023 dans le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.

Recommandation 4

Crée un fonds de croissance pour la recherche dans les établissements polytechniques et les collèges en vue d'utiliser les solutions de recherche appliquée pour résoudre les défis majeurs du Canada.

Recommandation 5

Évalue les avantages économiques des conseils subventionnaires à l'innovation et recentre leurs mandats sur la propriété intellectuelle et la R&D.

Recommandation 6

Accroisse les investissements pour soutenir les incubateurs spécialisés en technologies de rupture et la commercialisation afin de stimuler l'innovation canadienne et soutenir les PME.

Recommandation 7

Soutienne les partenariats de recherche entre les organisations et les universités afin d'augmenter les activités de recherche et développement, surtout des PME.

Recommandation 8

Mettre en œuvre une législation-cadre comportant des mécanismes et des mesures spécifiques pour renforcer l'écosystème de l'innovation sociale et de la finance sociale au Canada en suivant l'exemple d'administrations du monde entier et du Québec.

Recommandation 9

Investisse dans un accélérateur d'intégration des technologies de pointe pour les industries au cœur du corridor nord-est des semi-conducteurs et des technologies quantiques.

Recommandation 10

Appuie des pôles universitaires en sciences et technologies quantiques afin de renforcer les liens de collaboration entre eux dans le cadre du renouvellement de la Stratégie quantique nationale du Canada.

Recommandation 11

Réforme le programme de RS&DE de manière que toutes les entreprises canadiennes qui font de la recherche et du développement au Canada aient un accès égal au programme.

Recommandation 12

Achève la réforme du crédit d'impôt pour la RS&DE afin de commercialiser la propriété intellectuelle.

Recommandation 13

Annonce rapidement des changements au programme de RS&DE, rehausse le taux de base et le seuil de dépenses admissibles, puis rende admissibles les dépenses en capital et de pré-commercialisation.

Recommandation 14

Mette en œuvre un régime national de boîte à innovation (boîte à brevets).

Recommandation 15

Réduise les obstacles auxquels se heurtent les entrepreneurs issus de groupes et de collectivités sous-représentées notamment les Noirs, les Autochtones et les femmes en leur apportant un soutien financier supplémentaire, ce qui inclut le renouvellement du financement du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires.

Recommandation 16

Mette place une série de mesures pour promouvoir l'intrapreneuriat au sein des entreprises canadiennes et encourage l'implantation de ce modèle afin d'élever la productivité et la croissance des entreprises.



Recommandation 17

Applique le principe des répercussions économiques à la politique de l'investissement direct étranger.

Recommandation 18

Débloque de nouveaux fonds pour le tourisme durable et le développement économique local.

Recommandation 19

Promeuve les conversions d'entreprises en coopératives comme option en matière de planification des successions d'entreprises.

Institutions financières

En ce qui concerne les institutions financières, plusieurs propositions ont été faites pour améliorer le cadre sur les services bancaires axés sur les consommateurs ainsi que les systèmes de réglementation au Canada. Parmi les principales suggestions, il y avait l'accès équitable aux services bancaires axés sur les consommateurs pour toutes les entités, un renforcement de la surveillance exercée par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada avec une expertise et un budget suffisants, et la création d'un comité consultatif sectoriel pour représenter les coopératives de crédit. D'autres propositions ont porté sur les obstacles au regroupement des coopératives de crédit fédérales et provinciales, sur la révision des lois fédérales régissant le secteur financier et sur l'accès des coopératives de crédit et des autres coopératives à la Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises. Il y a eu aussi des propositions pour simplifier le processus fédéral de transition pour les coopératives de crédit, pour réduire les frais d'interchange des cartes de crédit, pour encourager les fonds de pension à augmenter les investissements au pays et pour adopter une taxonomie pour les investissements verts et de transition.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 20

Adopte une approche réglementaire harmonisée et favorable à l'innovation pour le secteur financier qui soit fondée sur le principe essentiel de « mêmes activités, mêmes risques, mêmes règlements ».

Recommandation 21

Finalise et mette en œuvre le Cadre sur les services bancaires axés sur les consommateurs du Canada en 2025.

Recommandation 22

Continuer à financer l'Agence de la consommation en matière financière du Canada pour soutenir son nouveau mandat de surveillance du cadre du système bancaire ouvert.

Recommandation 23

Mettre sur pied un comité consultatif de l'industrie incluant des coopératives de crédit pour veiller à ce que les besoins du secteur soient communiqués et pris en compte au moment où l'Agence de la consommation en matière financière du Canada assumera son nouveau mandat de surveillance du cadre du système bancaire ouvert.

Recommandation 24

Tienne compte du rôle crucial qu'il doit jouer dans l'équilibre juridique et réglementaire canadien dans le secteur financier, et tienne compte des cadres provinciaux déjà en vigueur, notamment en ce qui concerne le Cadre canadien des services bancaires pour les gens.

Recommandation 25

Encourage les premiers appels publics à l'épargne et stimule l'investissement institutionnel dans les entreprises publiques et privées canadiennes, notamment en éliminant rapidement la règle des 30% pour les investissements intérieurs des grands fonds de pension, en incitant à une allocation minimale des actifs de ces fonds de pension en capital de risque et en éliminant les critères d'admissibilité aux incitatifs fiscaux liés au statut de société privée sous contrôle canadien.

Recommandation 26

Modifie le *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* pour exiger l'adoption de plans de transition et la réconciliation des politiques climatiques avec les portefeuilles de placement et exiger que les administrateurs de régimes de pension sous réglementation fédérale, au titre de leurs obligations d'établir par écrit un énoncé des politiques et des procédures de placement, déterminent comment leurs politiques de résilience climatique s'appliquent au portefeuille d'investissements et de prêts du plan.



Recommandation 27

Étudie la possibilité de retirer le qualificatif fédéral de l'article 39.02 de la *Loi sur les banques* et réfère simplement à une institution financière, une expression inclusive qui existe déjà dans la loi.

Recommandation 28

Conçoive une taxonomie de la finance verte et de transition, en conformité avec les recommandations du Conseil d'action en matière de finance durable, aussi rapidement que possible pour établir des normes permettant de classer les instruments financiers liés aux changements climatiques et d'évaluer la gestion des risques climatiques.

Recommandation 29

Rende obligatoire la divulgation de l'information sur le climat pour les sociétés constituées en personne morale en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Recommandation 30

Adopte un cadre législatif uniforme qui permettra au secteur financier et aux entités sous réglementation fédérale d'harmoniser leurs activités avec les engagements internationaux du Canada et ses objectifs prescrits par la loi au pays, comme défini au minimum par le projet de loi S-243, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois, en particulier en ce qui concerne les rapports annuels sur les plans de transition climatique crédibles.

Recommandation 31

Précise ses engagements et ses investissements en matière de résilience climatique, notamment en ce qui a trait au logement et au programme national d'assurance pour les propriétés à haut risque d'inondation.

Recommandation 32

Finance entièrement les activités de base de la filiale de réassurance de la Société canadienne d'hypothèques et de logement nécessaire à la gouvernance et à la mise en œuvre d'un programme national d'assurance contre les inondations à faible coût et à risque élevé.

Recommandation 33

Réduisez les frais d'utilisation des cartes de crédit, y compris en éliminant les frais d'interchange des cartes de crédit sur le montant des taxes appliquées aux achats faits avec ce mode de paiement, conformément à l'engagement pris en 2019.

Fabrication

En ce qui concerne le secteur de la fabrication, les témoins ont fait des propositions pour soutenir les industries aérospatiale, sidérurgique et automobile.

À propos de l'aérospatiale, les propositions visaient notamment l'abrogation de la taxe de luxe sur les ventes et les importations d'aéronefs, le développement d'une stratégie en matière d'aérospatiale axée sur les processus de certification, les carburants d'aviation durables et les incitatifs pour la recherche scientifique ainsi que l'établissement d'une stratégie industrielle nationale et d'un programme de financement spécifique. Les témoins ont également proposé la création d'un conseil de développement aérospatial pour coordonner les intervenants et mettre en œuvre la stratégie nationale.

Le Comité a reçu des propositions pour renforcer le secteur canadien de la sidérurgie, avec des appels visant à améliorer les protections contre les importations déloyales, à s'aligner sur les normes anti-contournement américaines et à soutenir durablement les efforts de décarbonation. Les témoins ont notamment proposé l'imposition de droits sur les importations d'acier en provenance de Chine, ainsi que l'actualisation du *Tarif des douanes* pour inclure des dispositions relatives au travail, à l'environnement et à la sécurité nationale.

Pour le secteur automobile, les témoins ont plaidé en faveur de la recapitalisation du Fonds stratégique pour l'innovation pour les investissements axés sur la transition, de l'élargissement et de l'augmentation des remises dans le cadre du programme d'Incitatifs pour les véhicules zéro émission, ainsi que de l'établissement d'une cible de référence pour l'infrastructure de recharge des véhicules électriques.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :



Recommandation 34

Augmente les incitatifs et adopte des réformes pour stimuler l'innovation, l'investissement et l'adoption de technologies de pointe dans le secteur manufacturier canadien.

Recommandation 35

Modifie le crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres afin d'inclure la production d'installations de captage et de stockage du carbone.

Recommandation 36

Crée une stratégie nationale pour l'industrie aérospatiale et crée un conseil de développement de l'aérospatiale composé des principaux intervenants du secteur, y compris les syndicats, afin de mettre en œuvre la stratégie.

Recommandation 37

Soutienne l'innovation et les infrastructures de recherche dans les technologies aérospatiales développées par l'École de technologie supérieure et ses partenaires industriels.

Recommandation 38

Renforcer la protection contre les importations abusives d'acier en améliorant les outils commerciaux et l'application de la législation, y compris par le biais d'une meilleure harmonisation avec les normes anti-contournement des États-Unis.

Recommandation 39

Accroisse la part du Canada dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des véhicules zéro émission.

Recommandation 40

Accroisse la capacité, la sécurité et la résilience de la chaîne d'approvisionnement des véhicules zéro émission.

Recommandation 41

Assouplisse le crédit d'impôt de 10 % à l'investissement pour la chaîne d'approvisionnement de véhicules électriques afin de rendre admissibles les entreprises œuvrant dans au moins un segment de la chaîne.

Ressources naturelles

Le Comité a reçu des propositions destinées à renforcer le secteur canadien des ressources naturelles en mettant l'accent sur la sécurité énergétique, la foresterie durable et l'exploitation de minéraux critiques.

En ce qui concerne la sécurité énergétique, les témoins ont suggéré de se concentrer sur l'abordabilité, la fiabilité et l'acceptabilité dans les lettres de mandat ministérielles, et ils ont plaidé pour que la législation et la réglementation soient évaluées sous cet angle. Parmi les propositions, il y avait la création d'un caucus parlementaire et d'un centre canadien d'excellence en énergie pour stimuler l'innovation, ainsi que l'octroi de crédits d'impôt à l'investissement pour des technologies qui favorisent l'abordabilité et la durabilité dans le secteur de l'énergie. On a également plaidé en faveur du raccordement des collectivités rurales et autochtones à l'infrastructure gazière, avec une augmentation du financement destiné aux solutions utilisant des énergies propres dans ces régions. Des propositions supplémentaires ont été faites concernant l'amélioration de l'infrastructure pour réduire les émissions dans les chaînes d'approvisionnement en pétrole, en gaz et en produits chimiques, et l'élimination des subventions pour les combustibles fossiles. Des témoins ont également exprimé leur support envers une stratégie nationale visant à sécuriser la chaîne d'approvisionnement nucléaire du Canada qui veillerait à ce que les nouveaux projets dans le domaine nucléaire donnent la priorité aux technologies et aux matériaux canadiens.

Concernant le secteur forestier, les témoins ont proposé le développement d'une industrie forestière durable à valeur ajoutée, qui inclurait la création d'un conseil multipartite pour appuyer l'adaptation au climat. Les propositions ont mis l'accent sur l'élargissement de l'aide aux travailleurs forestiers et aux collectivités touchées ainsi que sur l'augmentation des incitatifs pour l'adoption de pratiques durables.

En ce qui concerne les minéraux critiques, les propositions des témoins traitaient de solutions pour pallier le manque de capitaux, pour moderniser les processus réglementaires et pour combler les lacunes en matière d'infrastructures afin de soutenir l'exploitation durable de minéraux. Parmi les autres propositions, il y avait le financement direct pour l'adoption d'énergies renouvelables dans les mines hors réseau et



l'établissement de partenariats de recherche pour faire avancer la production de produits chimiques à faible teneur en carbone, dans le but d'améliorer la durabilité du secteur.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 42

Élimine l'ensemble des subventions, financements publics et autres appuis financiers accordés à l'extraction des combustibles fossiles et à la production de produits pétrochimiques.

Recommandation 43

Veille à ce que les sociétés pétrolières, gazières et pétrochimiques assument l'intégralité des coûts de décontamination environnementale pour la pollution générée par leurs activités.

Recommandation 44

Crée un fonds de réparation climatique en imposant une nouvelle taxe aux entreprises pétrolières et gazières.

Recommandation 45

Continue d'appuyer et de financer le déploiement de l'énergie propre et de l'infrastructure régionale de transport d'électricité.

Recommandation 46

Soutienne la modernisation du réseau électrique en relançant le Programme des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification et en investissant dans un programme de soutien au réseau qui va de pair avec la construction rapide du logement et des infrastructures.

Recommandation 47

Élargir l'admissibilité au crédit d'impôt à l'investissement pour les technologies propres afin d'y ajouter le transport intraprovincial.

Recommandation 48

Investisse dans le projet hydroélectrique Iqaluit Nukkiksautiit.

Recommandation 49

Élargisse les critères d'admissibilité du Fonds pour les combustibles propres pour inclure la production de l'hydrogène et l'infrastructure liée afin d'égaliser les conditions de concurrence avec les États-Unis.

Recommandation 50

Investisse dans la production nationale des biocarburants et dans des solutions vertes pour alimenter le réseau de transport du Canada.

Recommandation 51

Soutienne l'offre et la demande de carburant d'aviation durable fabriqué au Canada.

Recommandation 52

Accorde une priorité à la production et à la fourniture de carburants à faible teneur en carbone fabriqués au Canada.

Recommandation 53

Mette en place un programme de prêts qui permet aux entreprises de bois d'œuvre d'emprunter une partie des droits perçus sur leurs exportations aux États-Unis.

Recommandation 54

Offre un ensemble de mesures de soutien fédéral pour les entreprises de bois d'œuvre comprenant des mécanismes permettant de répondre aux exigences de garantie.

Recommandation 55

Soutienne adéquatement les travailleurs de l'industrie forestière à risque de perdre leur emploi à cause des décrets visant à protéger le caribou des bois, et investisse pour soutenir et diversifier les activités de l'industrie forestière.



Recommandation 56

Incite les investissements dans l'industrie de fabrication des produits de bois composite grâce à des mesures spécifiques qui appuient directement les projets d'investissement, la croissance et la décarbonisation de l'industrie.

Recommandation 57

Encourage la production et l'utilisation de produits du bois durables et à longue durée de vie en promouvant l'acceptation par le marché des produits du bois structuraux et non structuraux au moyen de la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts et des incitatifs fiscaux connexes pour le secteur privé.

Recommandation 58

Crée un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel pour les propriétaires forestiers canadiens.

Recommandation 59

Soutienne le développement rapide des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques du Canada.

Recommandation 60

Investisse dans le projet de construction d'une route et d'un port à la baie Grays, en :

- **allouant des sommes du Fonds pour l'infrastructure des minéraux critiques dans le but d'améliorer les capacités du projet et d'établir des liaisons avec des projets de minéraux critiques et avec les Territoires du Nord-Ouest;**
- **désignant la baie Grays comme carrefour de soutien opérationnel du Nord;**
- **s'assurant que le Canada soit le principal bailleur de fonds de la construction, une fois le projet prêt à démarrer.**

Recommandation 61

Renouvelle le crédit d'impôt pour l'exploration minière et le crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques pendant un minimum de cinq ans, ce qui permettra d'harmoniser la disponibilité de ces deux mesures incitatives.

Recommandation 62

Modifie le crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres afin de ramener de 90 à 50 % le seuil applicable aux activités de production minière admissibles.

Agriculture et pêches

Le Comité a reçu des propositions visant à renforcer le secteur canadien de l'agriculture par des mesures axées sur la durabilité, le soutien financier et les protections commerciales. Les témoins ont fait des propositions pour promouvoir des pratiques durables, notamment des investissements dans la recherche et le transfert de technologies, tout en plaidant en faveur de l'amélioration des programmes d'aide existants, comme le Programme de paiements anticipés, Agri-relance et Agri-stabilité. Plusieurs témoins ont également exprimé leur soutien envers le partage des coûts de certification en matière d'agriculture biologique et des révisions régulières des normes. En ce qui concerne le commerce, les témoins ont insisté sur la nécessité de protéger les secteurs soumis à la gestion de l'offre, notamment en appuyant le projet de loi C-282, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (gestion de l'offre), afin d'éviter que de nouvelles concessions soient faites à l'avenir.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 63

Utilise la Stratégie pour une agriculture durable afin d'aider les exploitants agricoles canadiens à devenir des chefs de file d'une agriculture durable et novatrice, avec un système alimentaire résilient et diversifié.



Recommandation 64

Investisse dans la recherche, le transfert technologique et des programmes visant à soutenir les entreprises agricoles dans l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques et dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques.

Recommandation 65

Offre un programme de partage des coûts de certification biologique et assure le financement permanent d'un processus quinquennal de révision des normes biologiques.

Recommandation 66

Favorise l'émergence des pratiques agricoles durables en finançant les services écosystémiques rendus, en maximisant le rendement économique et environnemental des terres marginales, et en mettant en œuvre une stratégie de santé des sols.

Recommandation 67

Élabore des programmes et des infrastructures qui soutiennent l'adoption et la mise en œuvre de technologies durables dans les exploitations agricoles canadiennes.

Recommandation 68

Fixe de manière permanente la limite des avances sans intérêt du Programme de paiement anticipé à 350 000 \$.

Recommandation 69

Continue à financer et améliorer le programme Agri-relance afin d'intervenir rapidement auprès des entreprises agricoles qui ont subi de graves pertes à la suite d'événements climatiques extrêmes.

Recommandation 70

Bonifie le programme Agri-stabilité en augmentant le taux de couverture à 85 % de la marge de référence, tout en maintenant le taux d'indemnisation de 80 % introduit avec le Partenariat canadien pour une agriculture durable.

Recommandation 71

Protège les terres agricoles familiales et facilite l'accès à la relève avec la création d'un programme de dons agricoles et d'un fonds pour soutenir l'accès aux terres agricoles.

Recommandation 72

Crée un nouveau programme de financement appuyant les initiatives d'aide à l'agriculture et les partenariats dans les pays en développement qui visent la transmission des compétences, de l'expertise et des pratiques des agriculteurs canadiens.

Recommandation 73

Accorde un crédit d'impôt de 40 % aux entreprises agricoles de petite taille qui font l'acquisition d'équipement pour assurer leur croissance et leur rentabilité.

Recommandation 74

Adopte des politiques qui favorisent la capacité des agriculteurs à réparer et à choisir leur matériel.

Recommandation 75

Bonifie l'aide fiscale pour les dons alimentaires faits par un producteur agricole.

Recommandation 76

Crée une fiducie réputée limitée et prévue par la loi, comme établi dans le projet de loi C-280, Loi sur la protection financière pour les producteurs de fruits et légumes frais, pour fournir une protection financière essentielle aux vendeurs de fruits et légumes.

Recommandation 77

Respecte son engagement de protéger les secteurs soumis à la gestion de l'offre dans toutes les futures négociations commerciales et poursuive la mise en œuvre, en temps opportun et de façon efficace, des programmes d'atténuation destinés aux producteurs d'œufs et de volailles, à la suite des concessions en matière d'accès aux marchés accordées en vertu des récents accords commerciaux.



Recommandation 78

Cesse d'accorder des concessions touchant les produits soumis à la gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales en appuyant le projet de loi C-282, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (gestion de l'offre).

Recommandation 79

Assure la réciprocité des normes de production, y compris les mesures relatives au bien-être animal et les normes de salubrité des aliments, entre les produits canadiens et les produits importés et augmenter l'affectation des ressources à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour s'assurer qu'elle soit en mesure de faire respecter la loi.

Recommandation 80

Établisse des lignes directrices sur l'étiquetage des aliments et des normes d'identité pour les aliments de remplacement tels que les simili-produits ou les imitations de produits afin d'accroître la transparence sur le marché canadien et affecte des ressources à l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour garantir l'application des lignes directrices et des règlements.

Recommandation 81

Veille à ce que l'Agence canadienne d'inspection des aliments dispose de ressources suffisantes en période de crise liée à la santé animale, afin de mieux soutenir les producteurs canadiens.

Recommandation 82

Augmente les ressources financières pour les sciences halieutiques de base afin de soutenir la prise de décision en matière de gestion.

Recommandation 83

Priorise le recrutement et la rétention de scientifiques spécialisés dans l'évaluation quantitative des stocks de poissons.

Recommandation 84

Reconnaisse que la conservation marine et l'utilisation durable ne peuvent être considérées comme mutuellement exclusives.

Recommandation 85

Mette en place des programmes de remboursement pour encourager l'adoption d'équipements et de technologies de pêche commerciale plus durables.

Recommandation 86

Soutienne un programme national de marketing et de communication sur les produits de la mer.

Cadre réglementaire

En ce qui a trait à la réforme réglementaire, les témoins ont demandé que le gouvernement fédéral fasse preuve de leadership dans la réduction des obstacles au commerce interprovincial et ont plaidé en faveur de la simplification des processus réglementaires. Certains témoins ont partagé que les nouveaux règlements devraient être moins restrictifs que les précédents, qu'ils devraient favoriser la reconnaissance mutuelle des produits approuvés ailleurs et permettre d'accélérer les évaluations environnementales. Il a également été question de redonner aux commerces de proximité la permission de vendre aux adultes des produits de remplacement de la nicotine.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 87

Exempte les services publics réglementés des règles de restriction des dépenses excessives d'intérêts et de financement.

Recommandation 88

Impose aux organismes de réglementation l'adoption d'une lentille économique, lorsqu'il est opportun de le faire, afin d'attirer de nouvelles opportunités économiques au Canada, de réduire les formalités administratives et d'accroître la croissance économique et la compétitivité.

Recommandation 89

Modernise le régime réglementaire canadien et réduise les formalités administratives afin de soutenir le secteur manufacturier canadien.



Recommandation 90

Réduise le fardeau administratif des petites entreprises.

Recommandation 91

Modernise le cadre réglementaire du Canada afin d'accroître les investissements, la croissance économique et les emplois en s'attaquant au réseau de réglementations qui se chevauchent entre les juridictions canadiennes, afin que les entreprises soient mieux à même de commercer à l'intérieur du Canada et au-delà.

Recommandation 92

Crée un registre transparent des obstacles interprovinciaux et réglementaires au commerce qui entravent la productivité et l'efficacité.

Recommandation 93

Accélère la reconnaissance des diplômes afin de permettre aux travailleurs qualifiés d'utiliser pleinement leurs compétences partout où elles sont nécessaires dans le pays.

CHAPITRE TROIS : UNE POPULATION EN SANTÉ ET UNE MAIN-D'ŒUVRE COMPÉTENTE

Entre janvier 2021 et janvier 2024, [les prix des aliments achetés en magasin](#) ont augmenté de 34,3 %, ce qui a entraîné un accroissement du pourcentage de Canadiens en situation d'insécurité alimentaire. Selon [Statistique Canada](#), l'insécurité alimentaire due à un manque d'argent pour acheter de la nourriture peut être :

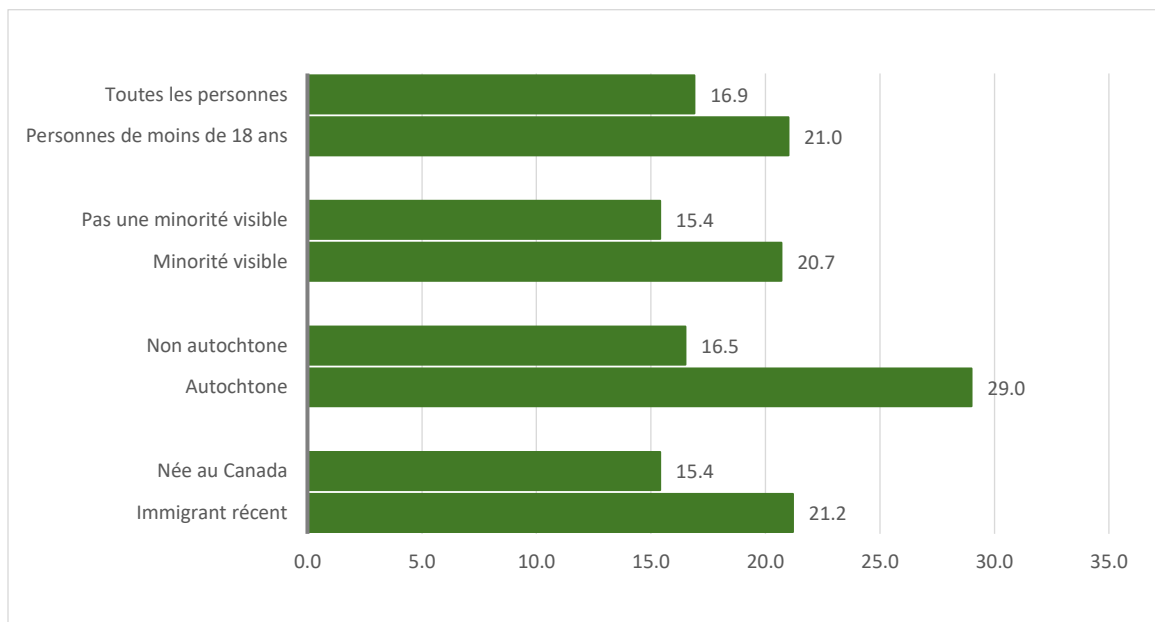
- marginale, quand un ménage s'inquiète de manquer de nourriture ou d'avoir un choix d'aliments restreint;
- modérée, quand un ménage doit faire des compromis sur la qualité ou la quantité d'aliments qu'il achète;
- grave, quand les personnes d'un ménage doivent sauter des repas, réduire l'apport alimentaire et, dans les cas extrêmes, passer un ou plusieurs jours sans nourriture.

La [proportion de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire](#), qui fait référence aux ménages se trouvant dans une situation d'insécurité alimentaire

modérée ou grave, est passée de 11,2 % en 2020 à 16,9 % en 2022. Comme l'illustre la figure 2, certains groupes étaient plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire cette année-là :

- 21,0 % d'enfants, comparativement à 16,9 % pour la population générale;
- 20,7 % de gens d'une minorité visible, comparativement à 15,4 % pour ceux qui ne font pas partie d'une minorité visible;
- 29,0 % d'Autochtones, comparativement à 16,5 % pour la population non autochtone;
- 21,2 % d'immigrants arrivés au cours des 10 dernières années, comparativement à 15,4 % pour les personnes nées au Canada.

Figure 2 — Pourcentage de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, selon certaines caractéristiques démographiques, 2022 (%)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données de Statistique Canada, « [Tableau 13-10-0835-01 : Insécurité alimentaire selon certaines caractéristiques démographiques](#) », base de données, consulté le 18 novembre 2024.

Cette augmentation de la prévalence de l'insécurité alimentaire a entraîné une augmentation du nombre de Canadiens ayant recours aux banques alimentaires. Selon [Banques alimentaires Canada](#), en mars 2024, les banques alimentaires canadiennes ont



enregistré environ 2,1 millions de visites, ce qui représente une augmentation de 6 % par rapport à mars 2023 et de 90 % par rapport à mars 2019. Compte tenu de cette augmentation, 30 % des [banques alimentaires faisant partie du réseau de Banques alimentaires Canada](#) ont déclaré ne plus avoir assez de nourriture pour répondre à la demande, et 56 % ont dû donner moins de nourriture qu'à l'habitude au cours de la dernière année; ces chiffres étaient de 10 % et de 20 %, respectivement, en 2021.

Comme l'indique le [programme de recherche PROOF de L'Université de Toronto](#), les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles d'être touchées par toute une série de problèmes de santé comme les maladies infectieuses, une mauvaise santé bucco-dentaire, le diabète, les maladies cardiaques, l'hypertension, l'arthrite, les maux de dos et les douleurs chroniques. L'insécurité alimentaire a également une incidence sur la santé mentale, surtout chez les enfants. Les personnes qui ont connu l'insécurité alimentaire à un jeune âge sont plus exposées à des problèmes tels que l'hyperactivité et un déficit d'attention et au risque de « faire une dépression ou d'avoir des pensées suicidaires à l'adolescence et au début de l'âge adulte » [traduction].

Le gouvernement fédéral combat l'insécurité alimentaire au moyen de différentes initiatives. Il y a notamment le [Fonds des infrastructures alimentaires locales](#), qui offre du financement à des organismes sans but lucratif soutenant des initiatives de sécurité alimentaire de communautés – dont les banques alimentaires et les cuisines communautaires –, en particulier celles qui se concentrent sur les communautés autochtones et noires ou qui sont axées sur ces communautés ou dirigées par elles. Il existe aussi des mesures de lutte contre la pauvreté, comme l'Allocation canadienne pour enfants, les prestations de la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti et la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, qui contribuent à réduire l'insécurité alimentaire.

Pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire chez les enfants, on a annoncé, dans le [budget de 2024](#), la création d'un programme national d'alimentation en milieu scolaire qui prévoit l'injection de 1 milliard de dollars sur cinq ans, afin d'étendre l'accès aux programmes d'alimentation dans les écoles à 400 000 enfants de plus chaque année, en collaboration avec les provinces, les territoires et les partenaires autochtones. En septembre 2024, [Terre-Neuve-et-Labrador](#) a été la première à conclure un accord avec le gouvernement fédéral pour étendre les programmes d'alimentation en milieu scolaire dans la province.

En plus de la sécurité alimentaire, les témoins ont parlé de mesures liées à la sécurité du revenu ainsi qu'à d'autres politiques sociales, à la santé, à l'emploi, au travail et à l'immigration, de même qu'à l'éducation et à la formation professionnelle. Le Comité a

également reçu des propositions concernant les peuples autochtones et visant l'équité, la diversité et l'inclusion par le biais de mémoires.

Sécurité du revenu, sécurité alimentaire et politiques sociales

En ce qui concerne la sécurité du revenu, la sécurité alimentaire et les politiques sociales, des témoins ont plaidé en faveur d'un revenu de base, de l'amélioration des prestations et de la coordination des programmes de soutien au niveau fédéral, tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité de permettre un accès équitable aux programmes sociaux. Des témoins ont également parlé de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, du crédit d'impôt pour personnes handicapées, du Programme national d'alimentation en milieu scolaire et des fonds pour aider les familles autochtones. Enfin, des témoins ont proposé des mesures visant à réduire l'insécurité alimentaire et à soutenir les proches aidants ainsi que les services de garde d'enfants à but non lucratif.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 94

Crée des programmes de soutien au revenu dignes pour soutenir les personnes âgées de 18 à 64 ans vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire et de pauvreté en transformant le crédit pour la TPS/TVH en une prestation pour les produits alimentaires et de première nécessité et, l'Allocation canadienne pour les travailleurs, en un supplément canadien amélioré pour les travailleurs âgés.

Recommandation 95

Développe un programme de revenu de base à l'échelle nationale en utilisant l'une des provinces comme projet pilote.

Recommandation 96

Bonifie le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 65 à 74 ans.



Recommandation 97

Bonifie la formule d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse pour que l'indexation annuelle corresponde au plus élevé de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada ou des salaires.

Recommandation 98

S'engage à réduire l'insécurité alimentaire de 50 % et à éliminer l'insécurité alimentaire grave d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2021.

Recommandation 99

Poursuive et augmente le financement du Programme national d'alimentation scolaire.

Recommandation 100

Inscrive le Programme national d'alimentation scolaire dans la loi afin d'assurer un financement à long terme et une stabilité pour les élèves.

Recommandation 101

Augmente la Prestation canadienne pour les personnes handicapées afin d'amener tous les Canadiens vivant avec un handicap au-dessus du seuil de pauvreté, et sépare l'admissibilité du crédit d'impôt pour personnes handicapées.

Recommandation 102

Établisse une voie d'accès à la Prestation canadienne pour les personnes handicapées par le biais des programmes provinciaux et territoriaux d'aide au revenu pour les personnes handicapées.

Recommandation 103

Élargisse l'accès au crédit d'impôt pour l'accessibilité domiciliaire de manière à couvrir explicitement les modifications domiciliaires qui répondent aux besoins de toutes les personnes vivant avec un handicap.

Recommandation 104

Convertisse le crédit canadien pour aidants naturels d'un crédit d'impôt non remboursable en une prestation non imposable remboursable, conformément à l'engagement pris dans la lettre de mandat de la ministre des Finances de 2021.

Recommandation 105

Instaure un crédit d'impôt mensuel remboursable pour les services de soutien à domicile afin d'améliorer l'abordabilité et l'accessibilité des soins aux aînés, en s'inspirant du modèle québécois.

Recommandation 106

Comble l'écart en matière de congé parental afin que chaque nouveau-né au Canada ait le droit de passer du temps protégé avec un parent ou un soignant disposant d'un revenu suffisant pendant au moins les six premiers mois (26 semaines) de sa vie.

Recommandation 107

Accroisse les services publics et sans but lucratif d'apprentissage et de garde d'enfants en augmentant les transferts fédéraux vers les provinces et les territoires dans le cadre des accords pancanadiens sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

Recommandation 108

Restructure et fasse progresser le financement au titre de la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* afin de réduire le nombre d'enfants métis pris en charge.

Recommandation 109

Soutienne l'élaboration d'une initiative du type « Les enfants d'abord » propre aux Métis visant à améliorer le soutien aux familles et les ressources communautaires afin d'obtenir de meilleurs résultats sur le plan social, éducatif et sanitaire.

Recommandation 110

Engage des fonds pour atteindre la cible de longue date en matière d'aide au développement officielle de 0,7 % du revenu national brut en sur cinq ans, afin de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable d'ici 2030, en mettant l'accent sur les droits et les besoins des enfants.



Recommandation 111

Atteigne les objectifs climatiques au moyen de mesures ciblées en faveur des enfants, notamment en élargissant les contributions ambitieuses déterminées au niveau national et en intégrant la dimension des droits des enfants dans l'action climatique.

Recommandation 112

Crée une journée d'appréciation des organisations à but non lucratif annuelle afin de souligner les contributions économiques et sociales des organisations à but non lucratif partout au Canada.

Recommandation 113

Continue d'appuyer l'important travail de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et augmente les contributions du Canada.

Santé

Au chapitre de la santé, certains témoins ont soulevé la question de la sécurité des patients et le recours aux agences privées de placement de personnel infirmier, tandis que d'autres ont parlé du financement et de la couverture de l'assurance-médicaments. Des témoins ont également demandé un soutien supplémentaire pour les personnes atteintes de diabète et l'élargissement des prestations de soins de santé des employés. Enfin, des témoins ont parlé de la numérisation dans le secteur des soins de santé, des soins de longue durée et du financement des équipes de soins primaires élargies.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 114

Appuie la Société cardiovasculaire du Canada dans la définition de cibles de temps d'attente pour le dépistage, le diagnostic et la prise en charge des insuffisances cardiaques dans le cadre du rétablissement des systèmes de santé canadiens à la suite de la COVID-19.

Recommandation 115

Fournisse du financement pour des visites biannuelles chez un podiatre pour les personnes vivant avec le diabète, afin de gérer de manière proactive la santé des pieds et de prévenir les complications.

Recommandation 116

Fournisse du financement pour des visites annuelles chez un podiatre pour les personnes âgées, en particulier celles vivant dans des zones rurales ou mal desservies, afin de gérer les affections des pieds liées à l'âge, améliorer la mobilité et prévenir les chutes ainsi que les complications pouvant entraîner une hospitalisation.

Recommandation 117

Réserve du financement à la mise en œuvre de la stratégie nationale sur l'autisme.

Recommandation 118

Instaure un nouveau crédit d'impôt remboursable pour compenser le coût élevé des produits alimentaires sans gluten.

Recommandation 119

Investisse dans la recherche et travaille avec les organismes de bienfaisance dans le domaine de la santé pour améliorer la recherche au Canada.

Recommandation 120

Améliore la qualité des statistiques sur l'arthrite et des données sur la santé.

Recommandation 121

Veille à ce que les obstacles aux essais cliniques en oncologie soient levés à mesure que le gouvernement fédéral modernise les systèmes d'essais cliniques.

Recommandation 122

Accélère la recherche de traitements de la sclérose en plaques (SP) en soutenant SP Canada à codiriger une initiative mondiale de prévention de la SP avec un investissement dans la recherche de pointe sur la SP.



Recommandation 123

Investisse pour faire passer CAPTURE SLA d'une initiative pilote à une plateforme de calibre mondial permettant aux chercheurs canadiens et internationaux de comprendre pourquoi les gens vivent différemment les symptômes et la progression de la SLA et, ainsi, d'aider à déterminer les cibles de traitement, à appuyer un diagnostic précoce, à renforcer les essais cliniques mondiaux, à réduire le fardeau économique associé à la maladie et à améliorer la qualité de vie de plus de 4 000 Canadiens touchés par la SLA.

Recommandation 124

Investisse dans la recherche de traitements pour le diabète de type 1, en mettant l'accent sur la recherche sur la thérapie cellulaire afin d'avancer vers des traitements fonctionnels de la maladie.

Recommandation 125

Mette en œuvre une vision ambitieuse pour la recherche en santé et l'innovation au Canada, soutenue par un financement accru, de manière à favoriser un écosystème de recherche solide.

Recommandation 126

Établisse un régime d'assurance-médicaments universel, complet et à payeur unique en négociant rapidement des ententes bilatérales avec les provinces et en assurant un financement adéquat du régime.

Recommandation 127

Assure un accès équitable et complet par le biais d'un régime national d'assurance-médicaments et d'autres initiatives fédérales en matière de politique pharmaceutique.

Recommandation 128

Préserve le régime québécois d'assurance-médicaments universel et mixte ainsi que les services de télémédecine offerts par les employeurs québécois par l'entremise de fournisseurs privés.

Recommandation 129

Donne la priorité aux besoins et aux préférences des patients, à un accès complet aux médicaments, à l'approbation rapide des nouveaux médicaments et à la viabilité des

soins de santé au Canada lors de l'élaboration du régime national d'assurance-médicaments.

Recommandation 130

Mette au point le financement de la Stratégie nationale visant les médicaments pour le traitement des maladies rares afin d'inclure toutes les provinces et tous les territoires et élargisse le plan pour tenir compte des aspects et des enjeux plus vastes liés aux maladies rares.

Recommandation 131

Fasse de la recherche sur le cerveau et la santé mentale une priorité nationale avec un financement stable et ciblé pour la création d'une initiative canadienne de recherche sur le cerveau et un engagement durable et sans réserve pour financer cette priorité, de façon à améliorer l'état de santé et la qualité de vie des Canadiens.

Recommandation 132

Rétablit le financement de la stratégie nationale sur la démence.

Recommandation 133

Investisse pour mettre en œuvre des normes nationales pour le diagnostic, le traitement et les soins de la maladie d'Alzheimer et de la démence.

Recommandation 134

Investisse dans un fonds communautaire pour la santé mentale afin de renforcer les capacités des organismes de santé mentale.

Recommandation 135

Fournisse des fonds à l'Agence de la santé publique du Canada, à compter de 2025-2026, aux fins de l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention du suicide.

Recommandation 136

Fournisse des fonds à Santé Canada en 2025-2026 aux fins de l'élaboration d'un cadre stratégique pour la santé mentale des jeunes.



Recommandation 137

Améliore l'accès aux interventions en matière de santé mentale et de bien-être adaptées à la culture et tenant compte des traumatismes intergénérationnels dans les collectivités des Premières Nations.

Recommandation 138

Améliore les résultats en matière de santé des citoyens métis grâce à l'autodétermination en investissant dans le sous-accord Canada-Nation métisse sur la santé et le mieux-être.

Recommandation 139

Établit un fonds pour créer un réseau national d'établissements de traitement de la toxicomanie administrés conformément à la *Loi canadienne sur la santé* et prévoit un investissement sur cinq ans pour assurer et étendre les services de consommation supervisée de drogues et de réduction des méfaits à l'échelle nationale, dans le cadre d'un ensemble complet de mesures.

Recommandation 140

Crée un fonds national de soutien par les pairs en affectant un financement au Programme sur l'usage et les dépendances aux substances.

Recommandation 141

Collabore avec le secteur de l'activité physique pour élaborer et mettre en œuvre le Plan d'action pour le Canada actif.

Recommandation 142

Augmente le nombre de travailleurs de la santé des Premières Nations afin d'amener les soins accessibles plus près des gens.

Recommandation 143

Assure la collecte continue de données pancanadiennes sur la main-d'œuvre du secteur de la santé dans les secteurs public et privé.

Recommandation 144

Élargisse la liste des pays éligibles à la certification automatique du Collège des médecins de famille du Canada.

Recommandation 145

Travaille avec les autres ordres de gouvernement pour mettre en place des options de certification limitées pour les diplômés internationaux en médecine des pays admissibles afin qu'ils puissent fournir des soins au Canada pendant qu'ils travaillent à l'obtention d'une certification complète.

Recommandation 146

Travaille avec les autres ordres de gouvernement pour étudier la possibilité de condenser les exigences actuelles en matière de temps avant la certification complète des diplômés internationaux en médecine.

Recommandation 147

Travaille avec les autres ordres de gouvernement pour mettre en place des processus de mentorat et de préparation aux examens afin de garantir la réussite et l'adaptation en douceur à l'environnement de travail canadien des diplômés internationaux en médecine.

Emploi, travail et immigration

En ce qui concerne l'emploi et le travail, des témoins ont discuté de façons d'améliorer les conditions de travail et de régler les problèmes de pénurie de main-d'œuvre et de fermetures de lieux de travail dans certains secteurs, ainsi que d'atteindre l'équité en matière d'emploi et de rémunération. En outre, des témoins ont fait des propositions concernant l'assurance-emploi et ont plaidé en faveur de la création d'occasions d'emploi de formation pour les jeunes ainsi que d'aides destinées aux travailleurs dans le contexte de la transition vers la carboneutralité. Enfin, des témoins ont évoqué la nécessité de recueillir des données sur la main-d'œuvre dans le secteur de la santé.

Sur la question de l'immigration, des témoins ont parlé de la nécessité d'une approche interministérielle plus souple, en plus de partager des propositions pour réformer le système d'immigration afin de l'adapter aux besoins du Canada en matière de main-d'œuvre et de protéger les droits des travailleurs.



Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 148

Rétablit les mesures temporaires d'assurance-emploi, y compris un critère d'admissibilité uniforme et plus bas de 420 heures, ainsi que d'autres mesures visant à augmenter l'accessibilité aux prestations d'assurance-emploi et aux programmes actifs de marché du travail.

Recommandation 149

Priorise une réforme du régime d'assurance-emploi qui règle de manière adéquate et permanente le problème du « trou noir », qui établit une norme d'admissibilité universelle basée sur un critère hybride d'heures et de semaines assurables, qui permet le cumul des prestations spéciales et des prestations régulières et qui limite les exclusions aux prestations.

Recommandation 150

Revoit le fonctionnement de l'assurance-emploi afin d'en augmenter l'admissibilité, de rendre plus généreuses les prestations et de corriger les discriminations que ce régime reproduit.

Recommandation 151

Prolonge la période des prestations d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les personnes proches aidantes devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche.

Recommandation 152

Place en dehors de ses paramètres comptables le fonds de l'assurance-emploi.

Recommandation 153

Restaure le financement complémentaire des ententes sur le développement du marché du travail avec les provinces et les territoires retiré du budget de 2024, et adopte d'autres mesures afin de renforcer le perfectionnement de la main-d'œuvre et de la formation.

Recommandation 154

Rétablit le financement des ententes sur le développement du marché du travail et des ententes sur le développement de la main-d'œuvre.

Recommandation 155

Augmente le financement des mesures d'attraction et de la formation des travailleurs et travailleuses du secteur de l'aérospatiale, en partenariat avec les gouvernements provinciaux, qui sont compétents dans ces domaines.

Recommandation 156

Mette en place un crédit d'impôt remboursable pour prolongation de carrière afin de compenser les travailleurs d'expérience pour les réductions de prestation de Supplément de revenu garanti et les encourager à se maintenir sur le marché du travail.

Recommandation 157

Rehausse l'exemption totale de gains sur le revenu qu'une personne tire d'un emploi ou d'un travail effectué à son compte et qui est pris en compte dans le calcul du Supplément de revenu garanti.

Recommandation 158

Augmente ses investissements dans la préparation de la main-d'œuvre en créant des occasions d'emplois et de formation verts pour les jeunes, en élargissant les approches régionales de développement de la main-d'œuvre, en permettant aux autochtones de définir leur voie économique et en entreprenant l'analyse du marché du travail nécessaire à une transition en douceur vers une économie à faibles émissions de carbone.

Recommandation 159

Mette sur pied une Brigade jeunesse pour le climat pour offrir des emplois et de la formation aux jeunes Canadiens de 35 ans et moins afin de faire face à la crise climatique grâce à un investissement qui augmenterait pour répondre à la demande.

Recommandation 160

Augmente le financement du programme Emplois d'été Canada et accorde la priorité aux programmes d'emploi qui fournissent du personnel pour des expériences accessibles de



camp et d'activité physique aux enfants, aux jeunes et aux adultes dans toutes les régions du Canada.

Recommandation 161

Élabore une approche « panministérielle » en matière d'immigration permettant de coordonner les aides et le financement de différents ministères fédéraux en plus d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Recommandation 162

Mette en œuvre un modèle de financement plus souple pour le secteur de l'établissement et de l'intégration.

Éducation et formation professionnelle

À propos de l'éducation et de la formation professionnelle, des témoins ont proposé que le programme d'exonération de prêts d'études soit étendu à plusieurs domaines d'études et que l'on prévoie du financement et de l'aide pour la formation et le perfectionnement de la main-d'œuvre. Des suggestions concernant des programmes d'apprentissage intégré au travail et d'apprentissage par l'expérience ont été faites. D'autres témoins ont parlé des besoins des conseils scolaires et des enseignants, en particulier dans le contexte de l'afflux de nouveaux arrivants.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 163

Poursuive l'élargissement du programme d'exonération de remboursement du prêt d'études canadien pour inclure les audiologistes, les diététistes, les chiropraticiens, les denturologistes, les ergothérapeutes, les optométristes et les orthophonistes.

Recommandation 164

Fournisse un montant additionnel pour le Prix humanitaire Terry Fox afin d'augmenter la valeur de la bourse tout en maintenant le nombre de bourses accordées aux jeunes Canadiens.

Recommandation 165

Augmente le montant maximal de la Bourse canadienne pour étudiants.

Recommandation 166

Finance, de façon proportionnelle l'enseignement des langues officielles, en anglais et en français, pour faire face à l'afflux de nouveaux arrivants au Canada.

Recommandation 167

Maintienne un niveau concurrentiel d'aide financière aux étudiants de troisième cycle en indexant les bourses en fonction de l'inflation.

Recommandation 168

Réduise l'écart de scolarisation postsecondaire des Autochtones en augmentant le financement consacré au Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire et aux programmes équivalents destinés aux Métis et aux Inuits afin de tenir compte de la hausse du taux de diplomation des Autochtones au secondaire.

Recommandation 169

Réinvestisse et rouvre les demandes pour le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires (ou créer un nouveau fonds pour les campus verts) afin d'aider les campus partout au pays à réduire les émissions de GES, à renforcer leurs capacités à répondre aux besoins du marché du travail du Canada et à croître pour l'avenir.

Recommandation 170

Augmente et étende de façon permanente le budget du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté et affecter un montant pour financer équitablement le programme des Centres d'accès à la technologie du Canada.

Recommandation 171

S'appuie sur les investissements passés dans la formation professionnelle en procédant à un réinvestissement stratégique pour soutenir le programme national d'apprentissage intégré au travail de la Table ronde des affaires + de l'enseignement supérieur.



Recommandation 172

Dresse l'inventaire de l'infrastructure de formation professionnelle essentielles afin que le Canada dispose des lieux de formation nécessaires pour répondre aux besoins dans les secteurs économiques essentiels à l'avenir, conjointement avec le fonds pour l'infrastructure de formation et les compétences essentielles.

Recommandation 173

Rétablit le soutien aux trois institutions reconnues au niveau national pour la formation professionnelle dans le secteur audiovisuel en réintroduisant le Programme national de formation et le secteur du film et de la vidéo.

Recommandation 174

Attire une nouvelle génération de gens de métier en augmentant le financement de la Subvention incitative aux apprentis.

Recommandation 175

Favorise l'émergence d'une économie carboneutre en investissant dans le développement de la main-d'œuvre pour offrir des parcours de formation et de développement des compétences alignés sur les secteurs de croissance projetés dans une économie propre et en offrant des programmes de stage et formation rémunérés pour les jeunes poursuivant une carrière dans les secteurs liés au climat et à la nature.

Recommandation 176

Investisse dans le Programme de stages pratiques pour étudiants afin de créer des possibilités d'apprentissage en milieu de travail pour les étudiants de niveau postsecondaire.

Recommandation 177

Procède à l'annonce des investissements à venir jusqu'en 2030 du Programme de stages pratiques pour étudiants.

Recommandation 178

Investisse dans la préparation au marché du travail au moyen d'investissements continus dans des occasions d'apprentissage intégré au travail en lien avec l'intelligence artificielle ainsi que dans le Programme de stages pratiques pour étudiants.

Recommandation 179

Renouvelle le programme Expérience compétences mondiales afin que des étudiantes et étudiants du Canada se rendent à l'étranger pour acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans un marché du travail en rapide évolution.

Recommandation 180

Remplace le crédit canadien pour la formation par un Régime volontaire d'épargne formation continue.

Recommandation 181

Accroisse le financement de la recherche appliquée dans les collèges, les cégeps et les institutions du Canada afin de stimuler l'innovation continue dans les technologies nouvelles et émergentes.

Recommandation 182

Soutienne le développement de la recherche interdisciplinaire, de la recherche axée sur des enjeux et missions internationales de la nouvelle organisation-cadre pour le financement de la recherche par le biais d'un nouvel investissement dédié à ces fins.

Recommandation 183

Augmente le soutien financier accordé aux programmes de commercialisation de la recherche et de mobilisation des connaissances.

Recommandation 184

Tire parti des compétences des chercheurs universitaires pour accroître les possibilités de recherche, de développement et de commercialisation.

Recommandation 185

Verse les hausses budgétaires promises dans le budget 2024 dès à présent aux organismes subventionnaires et rééquilibrer le système de financement de la façon suivante :

- **répartir l'augmentation du budget de base des trois conseils subventionnaires prévue au budget 2024 entre eux au prorata des corps professoral, étudiantin et postdoctoral des disciplines qu'ils recouvrent**



et affecter cette hausse aux programmes essentiels de subvention afin de permettre aux chercheurs d'augmenter le nombre et la valeur des bourses offertes aux personnes étudiantes sous leur supervision;

- **établir un quota minimal graduel de chaires de recherche du Canada d'ici deux ans en fonction du poids relatif du corps professoral de l'établissement dans l'ensemble du corps professoral canadien; Grader le quota minimal de bourses d'études supérieures du Canada suivant la même formule, appliquée à la population étudiante aux cycles supérieurs ainsi qu'aux stagiaires postdoctoraux et distribuer un minimum de 50 % des fonds des programmes concernés d'ici 5 ans.**

Recommandation 186

Mentionne explicitement le devoir de soutenir le développement de la recherche dans l'ensemble des régions et villes universitaires du Canada dans l'énoncé de mission de la nouvelle organisation-cadre et des trois conseils subventionnaires.

Recommandation 187

Réserve une partie significative des nouveaux investissements en recherche au soutien à la production et à la diffusion de résultats de recherches scientifiques en français.

Recommandation 188

Crée des programmes de subvention pour les regroupements interdisciplinaire de recherche, notamment pour aborder les enjeux de santé.

Recommandation 189

Complète les investissements du budget de 2024 par un soutien accru aux coûts totaux de la recherche par l'intermédiaire du Fonds de soutien à la recherche et des subventions de projet supplémentaires.

Recommandation 190

Apporte un soutien total au renforcement de l'infrastructure de recherche numérique du Canada en tant que catalyseur d'initiatives de recherche de niveau mondial.

Recommandation 191

Agisse immédiatement pour maximiser le soutien au développement des collaborations de recherche par la participation du Canada à Horizon Europe.

Peuples autochtones

Le comité a reçu des propositions de la part de témoins et dans des soumissions écrites concernant les Premières nations, les Métis et les Inuit, ainsi que les langues autochtones.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 192

Fournisse du financement pour la pleine participation aux mécanismes de surveillance de la mise en œuvre de la *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et aux activités ciblées de mise en œuvre des mesures du plan d'action.

Recommandation 193

Prévoit des investissements à l'appui du règlement des revendications particulières et de la réforme conjointe des lois et des politiques, y compris des fonds pour l'établissement d'un centre indépendant pour le règlement des revendications particulières.

Recommandation 194

Conclue de nouvelles ententes fiscales pour les Premières Nations.

Recommandation 195

Poursuive l'élaboration d'une mesure législative visant à institutionnaliser l'*Accord Canada-Nation métisse* et le mécanisme bilatéral permanent.

Recommandation 196

Fasse la promotion des femmes métisses et de l'égalité des genres par le biais de la gouvernance de la Nation métisse, d'un soutien pour le renforcement des capacités et du financement de base pour des initiatives en faveur des femmes métisses et de l'égalité des genres.



Recommandation 197

Fasse avancer la réconciliation économique avec les nations autochtones et soutienne les communautés nordiques ou éloignées.

Recommandation 198

Élargisse et coordonne les investissements et les programmes existants afin d'offrir des rénovations qui intègrent des objectifs en matière de santé, d'abordabilité et d'adaptation, tout en répondant aux besoins spécifiques des communautés autochtones, nordiques et éloignées.

Recommandation 199

Prévoit des investissements pour la mise en œuvre complète de la *Loi sur les langues autochtones*.

Recommandation 200

Apporte un soutien financier à l'Association nationale des sociétés autochtones de financement pour fournir des compléments stratégiques aux institutions financières autochtones qui ont besoin d'une aide supplémentaire pour augmenter leur base de capital et assurer la cohérence du réseau.

Recommandation 201

Finance la Société d'épargne des Autochtones du Canada afin de mettre en œuvre un programme national d'accession à la propriété pour les Premières Nations.

Recommandation 202

Apporte un soutien financier sur une base continue qui soit stable, flexible et suffisant à l'Association nationale des sociétés autochtones de financement pour développer des services permanents et adaptés aux jeunes entrepreneurs autochtones.

Recommandation 203

Apporte un soutien financier sur une base continue qui soit stable, flexible et suffisant à l'Association nationale des sociétés autochtones de financement afin de mettre en œuvre un programme permanent visant à soutenir les entrepreneurs autochtones dans le domaine du tourisme.

Recommandation 204

Finance l'Association nationale des sociétés autochtones de financement pour établir et administrer une organisation d'approvisionnement dirigée par les Premières Nations, à hauteur de 20 millions de dollars sur 5 ans.

Recommandation 205

Finance un fonds de monétisation pour l'infrastructure et pour les opérations pour les Premières Nations qui cherchent des moyens de répondre à leurs besoins en matière de logement et d'infrastructure, et pour le service de prêt sur la « débenture de réconciliation » de l'infrastructure de l'Autorité Financière des Premières Nations.

Recommandation 206

Soutienne le développement d'un fonds de cautionnement et de garantie afin de fournir les garanties nécessaires aux entrepreneurs autochtones dans les réserves pour leur permettre d'obtenir une assurance au prix du marché afin de soumissionner équitablement pour des contrats d'infrastructure, et de soutenir la recherche, l'engagement et la création d'une autorité autonome à but non lucratif, gouvernée par des entrepreneurs autochtones.

Recommandation 207

Soutienne les modifications réglementaires, prévues à l'article 141 de la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations*, pour permettre à l'Autorité Financière des Premières Nations de prêter directement à des structures d'accueil lorsqu'une garantie de prêt fédérale ou provinciale est appliquée ou lorsque des entités soutenues par la province ou le territoire sont en mesure d'accorder des prêts à des entreprises autochtones à long terme.

Équité, diversité et inclusion

Le comité a reçu des propositions de la part de témoins et dans des soumissions écrites sur une série de sujets liés à l'équité, à la diversité et à l'inclusion, y compris l'égalité des genres, et ainsi que la prévention du racisme, de l'islamophobie et de l'antisémitisme.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :



Recommandation 208

Consacre un financement annuel au Programme de promotion de la femme de Femmes et Égalité des genres Canada pour le financement de base ou des subventions renouvelables pour le renforcement des capacités à l'intention d'organisations féministes qui exercent leurs activités à l'échelle nationale.

Recommandation 209

Augmente l'enveloppe de l'aide internationale afin de tirer parti du leadership du Canada en matière de soutien des droits des femmes et des mouvements féministes dans le monde et s'assure que toute aide supplémentaire à l'Ukraine s'ajoute à l'enveloppe existante et n'entrave pas l'augmentation de l'aide au reste du monde.

Recommandation 210

Appuie la diversité et l'inclusion dans les métiers spécialisés en rendant obligatoires les ententes sur les retombées locales pour les projets d'infrastructure financés par le gouvernement fédéral.

Recommandation 211

Poursuive la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de justice pour les Noirs, en consultation avec les communautés noires du pays, afin de lutter contre le racisme anti-Noirs et la discrimination systémique dans le système de justice pénale.

Recommandation 212

Renouvelle et renforce l'Initiative Appuyer les communautés noires du Canada.

Recommandation 213

Assure la pérennité du Fonds de dotation philanthropique dirigé par les Noirs en soutenant l'ensemble des droits et intérêts à la Fondation pour les communautés noires.

Recommandation 214

Examine tous les programmes fédéraux de subventions, afin de veiller à ce que seuls les projets qui s'alignent sur la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme reçoivent un financement fédéral.

Recommandation 215

Investisse dans une stratégie nationale consacrée à la lutte contre l'islamophobie prévoyant une augmentation du financement destiné au bureau du représentant spécial du Canada chargé de la lutte contre l'islamophobie et au centre de recherche sur l'islamophobie de l'Université York, ainsi qu'un investissement dans des campagnes de sensibilisation de la population pour contrer le sentiment antimusulman.

Recommandation 216

Consacre un financement à l'élaboration d'un programme quinquennal visant à accroître la connaissance par les Canadiens en âge de suivre des études postsecondaires de la définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste.

Recommandation 217

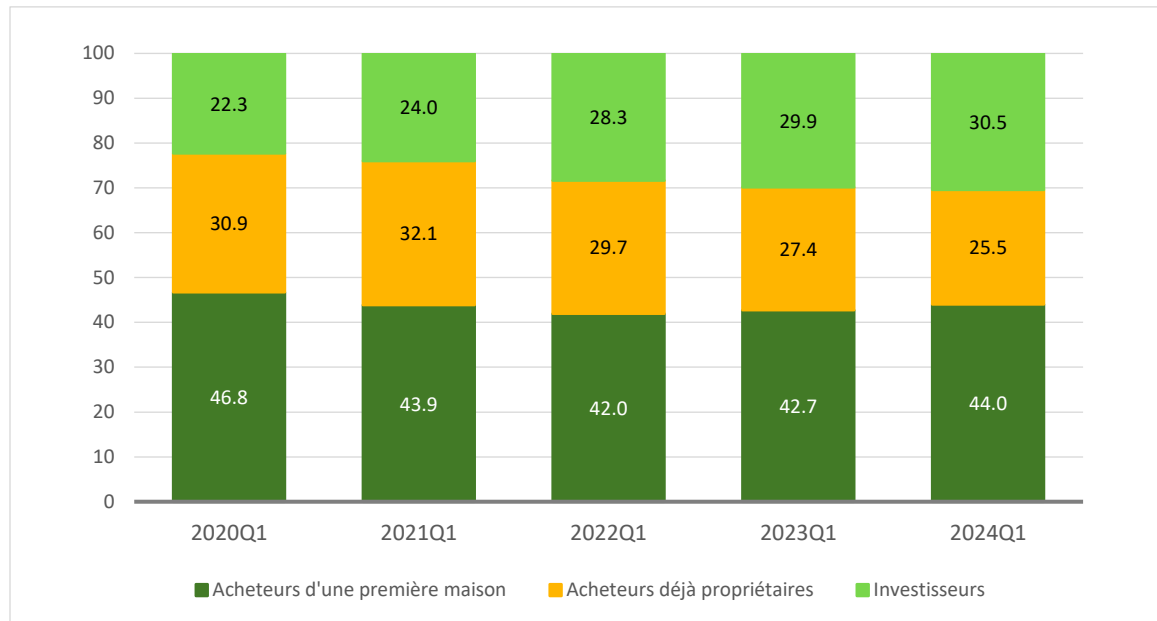
Fournisse un financement pour le programme de la tournée nationale de sensibilisation à l'Holodomor.

CHAPITRE QUATRE : DES COLLECTIVITÉS ABORDABLES, DYNAMIQUES ET SÛRES

La demande de logements peut être influencée par une série de facteurs, comme les niveaux d'emploi et de revenu, la croissance démographique, la disponibilité de prêts hypothécaires et les mesures fiscales ayant une incidence sur le rendement des propriétés par rapport à d'autres types d'actifs. L'augmentation des prix de l'immobilier depuis 2020 a suscité des inquiétudes quant à la capacité des jeunes Canadiens à accéder à la propriété. Selon des [données de la Banque du Canada](#), la part des achats financés au moyen d'un prêt hypothécaire par les accédants à la propriété a diminué de 46,8 % à 44,0 %, entre le premier trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2024, tandis que la part achetée par les investisseurs a augmenté de 22,3 % à 30,5 %.



Figure 3 — Achats financés au moyen d'un prêt hypothécaire, par type d'acheteur (%)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données obtenues auprès de la Banque du Canada, [Indicateur de vulnérabilités financières](#), 20 septembre 2024.

Face à cette situation, le gouvernement fédéral a annoncé plusieurs mesures pour, d'une part, rendre moins attrayant l'achat de logements à des fins d'investissement et, d'autre part, aider les acheteurs potentiels d'une première propriété, notamment en modifiant les règles hypothécaires.

Les règles qui s'appliquent aux prêts hypothécaires à l'habitation consentis par les institutions financières sous réglementation fédérale sont énoncées dans un certain nombre de lois et de règlements. La [Loi sur les banques](#) interdit aux banques d'accorder des prêts hypothécaires pour des biens immobiliers résidentiels si le ratio prêt-valeur dépasse 80 %, sous réserve d'un certain nombre d'exceptions, notamment pour les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et les deux assureurs hypothécaires du secteur privé. D'autres institutions financières sous réglementation fédérale, comme les sociétés de fiducie et de prêt, sont assujetties à des dispositions semblables.

Pour être assurables, les prêts hypothécaires doivent satisfaire à un certain nombre de critères énoncés dans le [Règlement sur les prêts à l'habitation assurables](#), qui s'appliquent aux prêts hypothécaires assurés par la SCHL, et dans le [Règlement sur les prêts hypothécaires admissibles](#), qui s'applique aux prêts hypothécaires assurés par des assureurs hypothécaires du secteur privé. Ces règlements fixent notamment les

exigences relatives au plan d'amortissement, à la mise de fonds, à la valeur de la propriété à assurer, aux cotes de crédit et aux ratios du service de la dette.

De plus, les institutions financières sous réglementation fédérale sont assujetties également à la [Ligne directrice sur les pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels \(B-20\)](#) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Cette ligne directrice énonce les attentes du BSIF en matière de souscription prudentielle de prêts hypothécaires résidentiels, notamment quant à l'évaluation par l'institution de la capacité de l'emprunteur d'acquitter ses dettes dans les délais impartis et de la valeur sous-jacente du bien immobilier. La ligne directrice établit en particulier un taux admissible minimal (TAM) pour les prêts hypothécaires non assurés, également appelé « simulation de crise », qui est appliqué au calcul du coefficient d'amortissement brut de la dette pour vérifier la capacité de l'emprunteur à continuer d'effectuer ses paiements hypothécaires en cas de chocs financiers négatifs. Le TAM est révisé annuellement et correspond actuellement à la valeur la plus élevée entre le taux indiqué dans le contrat hypothécaire majoré de 2 %, et 5,25 %. Le [ministère des Finances](#) fixe aussi un TAM pour les prêts hypothécaires assurés; celui-ci est également sujet à révision et ajusté périodiquement et est actuellement le même que le TAM pour les prêts hypothécaires non assurés.

Le gouvernement fédéral a annoncé un certain nombre de changements aux règles hypothécaires afin de faciliter l'accès à la propriété. Le [budget de 2024](#) a annoncé qu'à compter du 1^{er} août 2024, les acheteurs d'une première propriété nouvellement construite pourront amortir leur prêt hypothécaire assuré sur 30 ans. Sinon, la période d'amortissement maximale pour les prêts hypothécaires assurés est de 25 ans. Ensuite, en septembre 2024, le [ministère des Finances](#) a annoncé que ce changement s'appliquera à tous les accédants à la propriété ainsi qu'à tous ceux qui achètent une construction neuve, et que le critère de la valeur maximale du bien immobilier pour les prêts hypothécaires assurés passera de 1,0 à 1,5 million de dollars. Ces nouveaux changements entreront en vigueur le 15 décembre 2024.

En ce qui concerne l'achat de logements à des fins d'investissement, le gouvernement fédéral a annoncé des mesures pour décourager cette pratique. Plus précisément, il a présenté des mesures législatives visant à :

- taxer le profit réalisé à la vente d'un immeuble résidentiel détenu depuis moins d'un an comme un revenu d'entreprise;
- refuser de déduire les dépenses engagées pour tirer un revenu de location à court terme en cas de non-conformité à la réglementation en vigueur;



- interdire l'achat de certains immeubles résidentiels par des non-Canadiens.

Dans le [budget de 2024](#), le gouvernement a annoncé également son intention de restreindre l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales par de très grandes sociétés d'investissement et de lancer des consultations à propos de cette initiative.

En plus des questions liées au logement, les témoins ont parlé de mesures concernant les infrastructures et les transports, les arts, la culture et les télécommunications, ainsi que de questions de sécurité et protection. Le Comité a également reçu des propositions concernant la protection de l'environnement par le biais de mémoires.

Logement

Plusieurs témoins ont demandé que le gouvernement fédéral augmente son soutien à la création et à l'entretien de logements hors marché, notamment ceux d'organismes à but non lucratif et de coopératives, afin de répondre aux besoins des ménages à faible revenu en matière de logement. Il y a eu notamment des propositions concernant le Fonds pour le logement abordable, l'Initiative pour la création rapide de logements, l'Initiative des terrains fédéraux et le Programme de développement des coopératives d'habitation. Certains témoins ont insisté sur la nécessité de mieux soutenir les locataires, comme par l'intermédiaire du Fonds canadien de protection des loyers, l'Initiative fédérale de logement communautaire et le Fonds de protection des locataires.

De plus, il y a eu des propositions concernant la demande de logements, particulièrement sur des mesures pour encourager les acheteurs potentiels d'une première propriété et décourager les investissements spéculatifs dans le logement. D'autres témoins ont plaidé en faveur d'une plus grande collaboration entre les ordres de gouvernement, afin de trouver des solutions pour accroître l'offre de logements et régler le problème des campements. Enfin, les témoins ont fait des demandes concernant la consommation d'énergie dans le secteur résidentiel, une stratégie de logement pour les Autochtones et les programmes de rénovation.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 218

Étende l'allègement actuel de la TPS/TVH pour logements locatifs construits spécialement pour la location afin d'inclure les logements en propriété à prix abordable sans but lucratif.

Recommandation 219

Supprime la TPS payée sur la vente d'habitations abordables construites par des fournisseurs de logements abordables sans but lucratif jusqu'à ce que ces habitations soient vendues sur le marché.

Recommandation 220

Étende l'exonération de la TPS aux constructeurs du secteur sans but lucratif et aux prestataires de services sociaux qui exploitent et construisent des logements de transition.

Recommandation 221

Bonifier substantiellement le remboursement de la TPS pour habitations neuves.

Recommandation 222

Relancer l'Incitatif à l'achat d'une première propriété de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, avec des critères d'admissibilité bonifiés.

Recommandation 223

Mette en place un impôt punitif sur les gains en capital pour les investissements spéculatifs dans les maisons unifamiliales qui ne sont pas des résidences principales, si elles ne sont pas détenues pendant au moins deux ans.

Recommandation 224

Appuie de nouveaux instruments financiers permettant de suivre la demande spéculative en matière de logement.

Recommandation 225

Garantisse les logements locatifs abordables existants par le biais d'un Fonds de protection des loyers accéléré et dirigé par le secteur afin de permettre aux coopératives



et aux organismes de logement sans but lucratif d'acheter des immeubles locatifs qui sont en vente.

Recommandation 226

Bonifie le financement du nouveau Fonds de protection des loyers et le réserve exclusivement au logement social, sous différentes formes.

Recommandation 227

Soutienne et fasse la promotion des logements à but locatif, notamment en permettant le report du gain en capital lorsque les produits sont réinvestis dans le logement social.

Recommandation 228

Poursuive le financement et bonifie le fonds de protection des locataires.

Recommandation 229

Lie le financement fédéral consacré au logement à un moratoire de cinq ans sur les augmentations de loyer supérieures à l'inflation dans le but d'exercer un contrôle temporaire sur les loyers dans tout le pays.

Recommandation 230

Augmente l'Allocation canadienne pour le logement et assouplisse les critères d'admissibilité inutilement restrictifs.

Recommandation 231

Instaure des conditions pour le financement de logements construits spécialement pour la location afin de garantir qu'au moins 25 % des nouveaux logements locatifs ont une forme de contrôle des loyers ou un loyer indexé sur le revenu.

Recommandation 232

Ajuste les critères d'abordabilité de sorte que les loyers soient accessibles financièrement pour les clientèles visées par les différents programmes et injecte les fonds nécessaires pour que les projets soient viables.

Recommandation 233

Continue à investir une partie du Fonds pour le logement abordable dans l'accèsion à la propriété abordable.

Recommandation 234

Réserve les sommes prévues dans le Fonds pour le logement abordable au secteur sans but lucratif, augmente le financement pour le volet pour la création rapide de logements et bonifie son volet « subventions » dans la perspective que le financement gouvernemental suffise à compléter les montages financiers des projets.

Recommandation 235

Finance suffisamment le Fonds pour le logement abordable et le Programme de prêts pour la construction d'appartements pour que l'ensemble des projets qui répondent aux critères puissent être financés.

Recommandation 236

S'engage à créer 500 000 nouveaux logements abordables dans les cinq prochaines années, dont une partie importante serait des logements hors marché ou des logements publics à loyer indexé sur le revenu.

Recommandation 237

Établisse des objectifs et des échéanciers pour accroître la part des logements locatifs hors marché du parc de logements au Canada d'ici 2034 et la mettre en phase avec celle des autres pays développés de l'OCDE.

Recommandation 238

Adopte une cible visant à ce que 20% des unités résidentielles au Canada soient hors marché.

Recommandation 239

Augmente les investissements dans le logement hors marché, y compris les logements sans but lucratif et les coopératives d'habitation, pour égaliser le financement moyen du logement social dans d'autres pays développés de l'OCDE.



Recommandation 240

Réaffecte au logement social toutes les sommes prévues pour la construction, l'entretien et la rénovation de logements dans le Plan du Canada sur le logement, ainsi que le financement supplémentaire, dans la perspective d'augmenter significativement la part de logements sociaux au Canada, y compris les logements sociaux publics, les coopératives et les organisations sans but lucratif d'habitation.

Recommandation 241

Rende permanente l'Initiative fédérale de logement communautaire.

Recommandation 242

Offre des prêts à faible coût aux fournisseurs et aux constructeurs de logements sans but lucratif et coopératifs en réaffectant les financements existants ou en proposant de nouvelles options de financement.

Recommandation 243

Élimine les taxes pour les fournisseurs et les constructeurs de logements sans but lucratif et coopératifs afin de réduire les charges financières, y compris pour les promoteurs de logements pour étudiants.

Recommandation 244

Donne la priorité à l'attribution des terrains publics excédentaires pour le logement aux organisations à but non lucratif et aux coopératives plutôt qu'aux promoteurs privés et ce, gratuitement ou à très faible coût, et prévoit à cette fin du nouveau financement récurrent et prévisible pour l'Initiative des terrains fédéraux.

Recommandation 245

Crée un programme de financement fédéral permettant de construire un nombre beaucoup plus important de coopératives d'habitation partout au Canada en s'inspirant des mesures mises en œuvre par la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans les années 1970 et 1980 afin de stimuler la création de logements abordables par les coopératives d'habitation sans but lucratif.

Recommandation 246

S'assure que les critères d'admissibilité au nouveau Programme de développement de coopératives d'habitation exigent le respect des seuils d'abordabilité nécessaires à ce que les ménages locataires à faibles et modestes revenus puissent s'y loger convenablement.

Recommandation 247

Conserve et finance à la hauteur des besoins un fonds de prédémarrage pour le logement social sous forme de prêt ou de subvention à l'image du Programme de financement initial de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, servant à accomplir les étapes préliminaires de développement des projets.

Recommandation 248

Conclue des ententes avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour regrouper des sommes au sein d'un programme autoportant dédié spécifiquement au financement de logements communautaires et sociaux afin de créer un continuum de financement qui accélérerait la livraison des projets.

Recommandation 249

Poursuive les discussions avec les autres ordres de gouvernement afin que les sommes reliées aux programmes de financement en habitation soient rapidement déployées.

Recommandation 250

Arrime les programmes fédéraux qui contribuent au financement de logements abordables de sorte qu'ils soient compatibles avec les programmes québécois, orchestrés par la Société d'habitation du Québec comme ceux d'autres bailleurs de fonds publics ou privés, afin de favoriser leur utilisation dans un même montage financier et ainsi accélérer la livraison de projets.

Recommandation 251

Veille à ce que les critères d'abordabilité relatifs à la détermination des coûts du loyer de base par région soient ajustés à la réalité locale dans chaque programme visant à construire du logement communautaire et social pour être cohérents avec ceux des programmes québécois dans le but de favoriser leur utilisation dans un même montage financier.



Recommandation 252

Ajuste les formulaires de demande de subvention en s'assurant d'utiliser les mêmes référents et définitions pour veiller à la compatibilité des programmes.

Recommandation 253

Établit des processus de budgétisation sexospécifiques pour prendre en compte les différentes répercussions sur les expériences de logement des femmes et des personnes de diverses identités de genre, qui reconnaissent l'obligation particulière et urgente de protéger le droit à la vie des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre autochtones conformément aux appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Recommandation 254

Fasse progresser les droits des Autochtones en matière de logement en mettant pleinement en œuvre la Stratégie en matière de logement pour les Autochtones en milieu urbain, rural et nordique.

Recommandation 255

Répondre aux besoins essentiels de la Nation métisse en matière de logement en réaffectant les fonds destinés au logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique selon une approche fondée sur les distinctions.

Recommandation 256

Accorde à Financement Habitation Yänonhchia' un financement pour établir sa facilité d'investissement et soutenir ses activités de la phase I, ce qui lui permettra d'étendre ses activités de rénovation et de financement de logements dans les réserves dans cinq autres régions du Canada afin de soutenir la construction résidentielle et l'emploi, et d'atténuer la crise du logement dans les communautés autochtones.

Recommandation 257

Inclue la population étudiante au sein des populations prioritaires de la Stratégie nationale sur le logement.

Recommandation 258

Intègre davantage le financement des projets de construction et de rénovation de résidences étudiantes dans les programmes de financement destinés au logement abordable.

Recommandation 259

Crée un fonds spécifique à l'acquisition, à la construction, à la rénovation et à l'exploitation de logements étudiants, aussi bien pour de nouvelles constructions que pour les résidences existantes.

Recommandation 260

Soutienne le développement de résidences étudiantes dans toutes les régions, et non seulement dans les grands centres urbains.

Recommandation 261

Renouvelle l'Initiative de maisons d'hébergement et de logements de transition en tant qu'initiative permanente de la Stratégie nationale sur le logement.

Recommandation 262

Modifie la Stratégie nationale sur le logement en vue de réaliser un nouvel investissement sur 10 ans aux fins de l'acquisition, de la conversion et de la construction de 100 000 logements avec services de soutien, et renforce la coordination intergouvernementale pour débloquer l'accès aux fonds de fonctionnement.

Recommandation 263

S'entende rapidement avec les provinces et les territoires concernant les modalités d'utilisation des sommes dédiées aux campements pour sans-abri.

Recommandation 264

Crée un poste de conseiller spécial sur l'itinérance et les campements pour sans-abri afin de coordonner, de superviser et de mettre en œuvre un plan intergouvernemental visant à faire de la lutte et de la prévention contre l'itinérance et les campements une priorité.



Recommandation 265

Rajuste les investissements dans les programmes pour les sans-abri conformément au rapport du Bureau du directeur parlementaire du budget, afin d'y ajouter des fonds dans le but de mettre fin à l'itinérance dans des délais bien définis et de suivre l'évolution des progrès réalisés.

Recommandation 266

Investisse dans des logements vraiment abordables et réduise l'itinérance chronique en s'associant au secteur sans but lucratif.

Recommandation 267

Mette sur pied un programme de financement des immobilisations pour le logement temporaire et les populations vulnérables.

Recommandation 268

Permette le dépôt en continu des demandes de financement pour les programmes servant à construire spécifiquement du logement communautaire et social pour les clientèles vulnérables au lieu d'avoir recours au principe d'appels de projets.

Recommandation 269

Priorise les projets visant à loger des ménages à modestes et faibles revenus ainsi que les clientèles vulnérables spécifiques plutôt que de procéder selon le principe du « premier arrivé, premier servi » jusqu'à épuisement des fonds.

Recommandation 270

Stimule les technologies et l'offre de construction hors site dans l'ensemble du continuum du logement par le biais de divers flux de financement, y compris des incitatifs dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements et du nouveau fonds pour l'innovation et la technologie en construction résidentielle.

Recommandation 271

Mette en place un mécanisme permanent de collaboration et de coordination de la politique et du développement du logement, tel qu'un secrétariat national au logement ou une table ronde, qui rassemble tous les niveaux de gouvernement et les acteurs du

logement afin de coordonner la politique et le développement du logement dans l'ensemble du continuum du logement et de s'attaquer à la crise du logement.

Recommandation 272

Réfléchisse à la possibilité d'augmenter la période maximale d'amortissement pour les prêts hypothécaires portant sur l'achat d'une habitation neuve certifiée écoénergétique.

Recommandation 273

Réfléchisse à la possibilité d'augmenter la période maximale d'amortissement des prêts hypothécaires assurés à 30 ans pour l'ensemble des acheteurs.

Recommandation 274

Assouplir le test de résistance en assouplissant ou éliminant le test pour les renouvellements hypothécaires, en révisant périodiquement la majoration du taux hypothécaire contractuel selon les conditions des marchés financiers pour éviter d'amplifier les cycles du marché immobilier, et en permettant aux emprunteurs de se qualifier pour le taux fixe sur cinq ans offert au moment de contracter l'hypothèque, peu importe le type de prêt contracté, si cela est plus avantageux.

Infrastructures et transports

Au chapitre des infrastructures, les témoins ont parlé des transports publics, notamment du Fonds pour le transport en commun du Canada, de l'élaboration d'une stratégie nationale globale concernant les transports publics et de mesures visant à aider les municipalités et les agences de transport public à améliorer les processus d'approvisionnement en matière de transports en commun. Il a également été question d'un projet d'imposition d'une taxe kilométrique aux utilisateurs de véhicules, dont les revenus serviraient à financer les initiatives de transport en commun et de mobilité active. Les témoins se sont également exprimés au sujet des télécommunications, de l'amélioration des corridors de transport du Canada, d'un fonds administré par les Inuits pour les infrastructures au Nunavut et de l'adaptation de nos infrastructures aux changements climatiques.

Concernant les transports, les témoins ont parlé des secteurs du transport routier, ferroviaire et aérien. Au sujet du transport routier, les témoins ont demandé que le gouvernement règle le problème du non-respect des lois sur le travail et du droit fiscal dans l'industrie du camionnage. Certains témoins ont plaidé également en faveur de meilleures conditions de travail pour les travailleurs de l'industrie, comme les conducteurs de grand



routier et les chauffeurs de taxi. Concernant le secteur ferroviaire, les témoins ont discuté plus particulièrement de l'élargissement des services aux voyageurs de VIA Rail, de l'élaboration de règlements pour encadrer les transitions technologiques dans l'industrie, ainsi que de la poursuite du projet pilote d'interconnexion prolongé dans les Prairies. Enfin, en ce qui a trait au transport aérien, on a demandé l'amélioration des conditions de travail et appelé à une interdiction d'utiliser les aéroports comme source de profit.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 275

Collabore avec les intervenants pour élaborer et mettre en œuvre une évaluation nationale des infrastructures et créer une stratégie à long terme afin de répondre aux besoins en infrastructure dans les collectivités partout au Canada.

Recommandation 276

Fasse participer les intervenants de l'industrie dès les premières étapes de tous les projets d'infrastructure fédéraux afin d'assurer un rendement optimal du capital investi et une assurance des coûts.

Recommandation 277

Reconnaisse la nécessité de dépenses d'infrastructure continues à long terme, en particulier pour le secteur des infrastructures souterraines et renouvelle le financement du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada.

Recommandation 278

Augmente les sommes dédiées au Fonds pour le développement des collectivités du Canada et s'entende rapidement avec les provinces et les territoires pour que les sommes prévues au Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement soient rendues accessibles aux municipalités.

Recommandation 279

Réinvestisse dans les infrastructures des parcs, récréatives et sportives pour assurer la santé et le bien-être de la population.

Recommandation 280

Hausse de manière significative ses investissements dans le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes afin d'accélérer le déploiement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques.

Recommandation 281

Contribue au financement de l'Institut AdapT pour promouvoir des infrastructures résilientes et une économie durable au Canada.

Recommandation 282

Devance le début du versement des sommes prévues au Fonds pour le transport en commun du Canada pour s'assurer que les réseaux de transport en commun aient un accès équitable et rapide au financement en capital, et s'entende rapidement avec les provinces et les territoires concernant les modalités d'utilisation de ces sommes, en respect des compétences municipales en aménagement du territoire.

Recommandation 283

Simplifie le processus de demande et élimine les obstacles empêchant l'accès au Fonds pour le transport en commun du Canada afin d'optimiser la participation.

Recommandation 284

Augmente les sommes comprises dans le Fonds pour le transport en commun du Canada afin de prendre en compte les besoins de maintien d'actifs dans le secteur.

Recommandation 285

Soutienne le développement du transport collectif par un appui financier aux opérations.

Recommandation 286

Protège le Fonds pour le transport en commun du Canada en l'entérinant dans une loi et en ajoutant une formule d'indexation annuelle du financement liée aux coûts de construction pour que le fonds conserve sa valeur au fil du temps.



Recommandation 287

Mette en place un groupe de travail national avec les gouvernements provinciaux et locaux, et les agences de transport, afin de développer une stratégie nationale de transport public avec un nouveau modèle de financement pour les agences de transport public du Canada.

Recommandation 288

Prene des mesures immédiates et concrètes pour augmenter les investissements dans l'infrastructure commerciale canadienne dans les ports, les terminaux maritimes, les terminaux intérieurs et les chemins de fer afin de rester compétitif sur le marché mondial et de répondre aux investissements importants réalisés par les États-Unis, en collaboration avec les partenaires du secteur privé et en donnant la priorité aux projets qui s'attaquent aux goulets d'étranglement et renforcent les capacités de pointe.

Recommandation 289

Prene des mesures visant à assurer le transport efficace des marchandises dans les ports et sur les chemins de fer du Canada.

Recommandation 290

Prépare un plan pour le refinancement du Fonds national des corridors commerciaux ou instaure un nouveau programme de financement à long terme des infrastructures commerciales afin de favoriser la réalisation de progrès tangibles et de répondre aux besoins actuels et prévus au sein de la chaîne d'approvisionnement.

Recommandation 291

S'engage à investir à long terme par le biais d'un plan d'infrastructure commerciale du Canada, qui comprend la consolidation des chaînes d'approvisionnement pour les corridors commerciaux nationaux et internationaux, afin de faire du Canada un partenaire commercial fiable.

Recommandation 292

Fasse progresser l'élaboration de la Stratégie nationale sur la chaîne d'approvisionnement et envisage l'élaboration d'une stratégie industrielle nationale.

Recommandation 293

Remplace le réseau de routes d'hiver du Canada par des solutions de recharge toutes saisons répondant à la norme pour les routes permanentes en gravier.

Recommandation 294

Fasse des investissements transformateurs dans les infrastructures aéroportuaires du Canada.

Recommandation 295

Réponde aux besoins en matière d'infrastructures durables et d'efficacité énergétique de tous les aéroports canadiens.

Recommandation 296

Bonifie significativement l'enveloppe dédiée au Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires.

Recommandation 297

Investisse dans les infrastructures aéroportuaires régionales, nordiques et éloignées, notamment par la construction de terminaux et d'entrepôts alimentaires, pour assurer la sécurité alimentaire et économique dans le Nord.

Recommandation 298

Soutienne la stratégie de la zone économique Pearson.

Recommandation 299

Modifie le modèle de location à bail des aéroports pour favoriser leur stabilité et leur croissance.

Recommandation 300

Adopte des outils numériques pour améliorer l'expérience des passagers dans les aéroports.



Recommandation 301

Mette à jour le *Règlement sur les boutiques hors taxes* afin de permettre la vente de produits hors taxes à tous les passagers internationaux arrivant dans les aéroports internationaux canadiens.

Recommandation 302

Crée un fonds d'infrastructure touristique et un crédit d'impôt incitatif pour stimuler les grands investissements dans le secteur, notamment de la part des marchés de capitaux privés nationaux et internationaux.

Recommandation 303

Appuie la viabilité de l'industrie du transport aérien canadien en prenant des mesures concrètes et immédiates pour régler les problèmes d'offre en pilotes au Canada.

Recommandation 304

Mette en place un programme spécial avec un financement dédié pour répondre aux besoins de maintenance et d'infrastructure des petits ports de pêche, ainsi que des autorités portuaires.

Recommandation 305

Modifie les critères d'accès des administrations portuaires canadiennes aux fonds de la Banque de l'infrastructure du Canada.

Recommandation 306

Veille à ce que le financement de l'Agence des services frontaliers du Canada soit dédié et augmenté d'une manière prévisible et suffisante pour appuyer les services portuaires et de la chaîne d'approvisionnement et la facilitation du commerce.

Recommandation 307

Renouvelle le financement du Fonds national des corridors commerciaux, ou fournisse un financement mieux ciblé pour les ports qui ne sont pas en mesure d'obtenir des capitaux pour emprunter ou capitaliser des filiales ou des coentreprises.

Recommandation 308

Mette en place davantage de programme d'aide direct et indirect pour les armateurs qui font le virage environnemental, afin de mieux les soutenir à travers leur transition énergétique, notamment par un réinvestissement dans le programme de corridors maritimes verts.

Recommandation 309

Appuie adéquatement les chantiers maritimes par des programmes d'aide spécifique à leur modernisation, notamment par de l'aide à l'automatisation et à l'innovation technologique, afin que les chantiers puissent conserver et développer leur expertise, laquelle est hautement stratégique pour le pays.

Recommandation 310

Accélère le programme de construction de nouveaux brise-glaces pour la Garde côtière canadienne, s'ils sont construits au Canada, afin d'assurer un service adéquat et continu pour maintenir les voies navigables essentielles en service.

Recommandation 311

Réalise de nouveaux investissements dans les infrastructures de voies navigables extérieures comme les rampes de mise à l'eau et les points d'accès.

Recommandation 312

Fournisse les ressources nécessaires pour établir un processus de consultation avec les autres ordres de gouvernement afin que les autorités régionales et locales de la navigation de plaisance soient consultées lorsque de nouvelles restrictions sont proposées en vertu du *Règlement sur les restrictions visant l'utilisation des bâtiments*.

Recommandation 313

Comble le déficit d'infrastructure des Premières Nations.

Recommandation 314

Réponde aux besoins des collectivités des Premières Nations en matière d'infrastructure, y compris de bâtiments, de ports et de quais, d'infrastructures de transport et de services publics.



Recommandation 315

Continue d'investir dans un fonds d'infrastructure au Nunavut fondé sur les distinctions et dirigé par les Inuits.

Recommandation 316

Augmente le financement et accélère le développement de l'infrastructure numérique, y compris les services Internet à large bande, mobiles et par satellite, et de l'infrastructure énergétique dans les régions rurales, éloignées et nordiques.

Recommandation 317

Veille à ce que les Premières Nations atteignent les normes énoncées dans la Stratégie canadienne pour la connectivité.

Recommandation 318

Élimine les obstacles à l'adoption des véhicules zéro émission.

Recommandation 319

Continue les incitatifs à l'achat pour les nouveaux véhicules zéro émission, mais se concentre sur la valeur pour l'autonomie en mode électrique.

Recommandation 320

Rende les véhicules zéro émission plus accessibles aux ménages à faibles ou modestes revenus.

Recommandation 321

Supprime les plafonds des incitatifs pour les véhicules zéro émission pour les parcs de véhicules de partage de voiture ou de covoiturage ou les autres services de transport sur demande.

Recommandation 322

Augmenter le financement des programmes d'information concernant les véhicules électriques destinés aux consommateurs, notamment en ce qui a trait aux essais routiers et aux programmes de formation des concessionnaires, afin de soutenir la force de vente et mettre en œuvre ces programmes sur tout le territoire canadien.

Recommandation 323

Offre des programmes de mise à la ferraille pour tous les types de véhicules.

Recommandation 324

Poursuive la transition du sous-secteur lourd avec une bonification du financement dédié pour les autobus scolaires électriques en plus d'offrir un rabais au point de vente.

Recommandation 325

Rende la transition vers les autobus électriques de transport en commun plus abordable.

Recommandation 326

Collabore avec d'autres administrations pour accélérer l'adoption d'autobus scolaires électriques.

Recommandation 327

Accélère l'intégration des camions électriques aux parcs de véhicules commerciaux.

Recommandation 328

Électrifie les parcs de véhicules dans les ports, les aéroports et les établissements fédéraux similaires.

Recommandation 329

Soutienne l'électrification des services de traversier du Canada.

Recommandation 330

Modernise le Programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission, l'écoprélèvement, le Fonds pour le transport en commun à zéro émission et le Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro.

Recommandation 331

Réduise les kilomètres parcourus en véhicule pour le transport de personnes et de marchandises pour les remplacer par des kilomètres parcourus en vélo à assistance électrique à l'aide d'une subvention à l'achat.



Recommandation 332

Augmente les investissements consacrés aux infrastructures de recharge des véhicules électriques et établit des objectifs précis pour leur construction et leur déploiement.

Recommandation 333

Rend 1,6 million de condominiums et d'appartements prêts pour les véhicules électriques d'ici 2030.

Recommandation 334

Ajoute des exigences de recharge pour les véhicules électriques aux codes nationaux du bâtiment.

Recommandation 335

Établit des centres de recharge publics sur des terrains sous-utilisés appartenant au gouvernement.

Recommandation 336

Fournit une remise de connexion pour couvrir les coûts imposés par les services publics lors de la construction de bornes de recharge à grande échelle.

Recommandation 337

Soutient une réforme de la réglementation pour permettre des mises à niveau proactives du réseau électrique et financer les services publics pour établir des cartes de capacité.

Recommandation 338

Inclut l'installation de chargeurs de véhicules électriques dans les programmes d'amélioration énergétique des maisons et des bâtiments publics.

Recommandation 339

Crée un fonds voué à l'amélioration de l'infrastructure touristique de bornes de recharge pour véhicules électriques dans les régions rurales, de manière à permettre au Canada d'atteindre les objectifs de son Plan de réduction des émissions pour 2030.

Recommandation 340

Investisse dans l'infrastructure de recharge de véhicules électriques de niveau 2 dans les parcs de stationnement d'immeubles résidentiels à logements multiples partout au Canada.

Recommandation 341

Collabore avec les provinces et l'industrie pour élaborer des programmes et assurer du financement afin que les infrastructures des véhicules électriques soient étendues rapidement et à grande échelle pour desservir les régions rurales du pays.

Arts, culture et médias

Plusieurs témoins ont fait des propositions visant à assurer un financement stable des artistes, notamment par l'intermédiaire du Conseil des arts du Canada et du Fonds de la musique du Canada, et une plus grande diversité chez les créateurs canadiens. Les témoins ont parlé en faveur d'initiatives destinées à soutenir les festivals, les événements et les professionnels des arts de la scène pour attirer les touristes dans différentes villes et régions du pays et favoriser ainsi leur développement. Il y a aussi eu des propositions au sujet de la protection des détenteurs de droits d'auteur sur la musique, des médias et des agences de presse.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 342

Augmente ses allocations aux arts, à la culture et au patrimoine au cours de l'exercice 2025-26 en fournissant un financement au Conseil des Arts du Canada et au ministère du Patrimoine canadien, et consacre en permanence au moins 1 % de ses dépenses globales aux arts, à la culture et au patrimoine par la suite.

Recommandation 343

Intègre les ajouts apportés au Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine et du Fonds du Canada pour la présentation des arts depuis 2019-20 dans les budgets de base des programmes.



Recommandation 344

Concrétise son engagement d'augmenter de façon permanente le Fonds de la musique du Canada.

Recommandation 345

Crée un crédit d'impôt axé sur les coûts de main-d'œuvre pour l'industrie des arts de la scène semblable à celui qui existe pour l'industrie cinématographique.

Recommandation 346

Renouvelle le financement du programme national artsvest, qui offre une formation professionnelle aux organismes artistiques et culturels partout au Canada.

Recommandation 347

Rende l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements permanente.

Recommandation 348

Fournisse un financement permanent et stable aux festivals urbains, en mettant particulièrement l'accent sur les festivals qui proposent une programmation accessible.

Recommandation 349

Accorde un financement à l'édition 2026 de la Biennale d'art de Toronto.

Recommandation 350

Accorde un financement immédiat au Carnaval des Caraïbes de Toronto ainsi qu'au cours des trois prochaines années.

Recommandation 351

Crée un programme axé sur le tourisme et consacré à la croissance et à la commercialisation des festivals et événements canadiens, géré par les agences de développement régional.

Recommandation 352

Finance le Bureau de l'écran des noirs pour que les pratiques de l'industrie cinématographique canadienne soient exemptes de racisme envers les personnes noires

et pour donner aux Canadiens noirs travaillant dans l'industrie cinématographique les moyens de s'épanouir et de partager des histoires d'un point de vue uniquement noir.

Recommandation 353

Alloue des sommes au Fonds canadien de l'écran indépendant pour les créateurs afro-descendants et racisés pour soutenir d'importants projets nouveaux et existants réalisés par des créateurs canadiens.

Recommandation 354

Réalise l'engagement indiqué dans la lettre de mandat du ministre du Patrimoine canadien de soutenir les auteurs et les éditeurs de livres canadiens en augmentant de manière permanente le financement du Fonds du livre du Canada et du Conseil des arts du Canada.

Recommandation 355

Fournisse un financement annuel supplémentaire pour le Programme du droit de prêt au public qui devrait prendre la forme d'une allocation directe au Conseil des arts du Canada.

Recommandation 356

Fasse appliquer la Politique révisée sur les investissements étrangers dans l'édition et la distribution du livre, avec des évaluations plus significatives de « l'avantage net du Canada ».

Recommandation 357

Modifie la définition d'enregistrement sonore incluse dans la *Loi sur le droit d'auteur* pour que les ayants droit puissent être rémunérés lorsque le fruit de leur travail est intégré à une œuvre audiovisuelle.

Recommandation 358

Modifie le régime de copie privée dans la *Loi sur le droit d'auteur* afin qu'il soit technologiquement neutre et qu'il permette de percevoir des redevances sur des supports comme des tablettes électroniques ou des téléphones intelligents, et confirme la capacité de la Commission du droit d'auteur du Canada à fixer des redevances pour les copies privées non autorisées réalisées sur des supports d'enregistrement audio et des appareils d'enregistrement audio.



Recommandation 359

Retire l'exemption prévue à la *Loi sur le droit d'auteur* permettant aux stations de radio commerciales de ne payer que 100 \$ sur la première tranche de 1,25 million \$ de leurs recettes publicitaires annuelles.

Recommandation 360

Mette en œuvre des solutions qui favorisent la rémunération équitable des titulaires de droits pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur grâce à la réforme de la *Loi sur le droit d'auteur* et veille à ce que la Loi protège tous les créateurs et titulaires de droits d'auteur et que l'industrie de l'édition de livres éducatifs soit durable.

Recommandation 361

Modifie immédiatement la *Loi sur le droit d'auteur* afin de réparer les dommages causés à l'économie culturelle par la reproduction non réglementée de documents à des fins éducatives d'œuvres publiées.

Recommandation 362

S'assure, d'une part, que les systèmes d'intelligence artificielle respectent les obligations de transparence, telles que la divulgation publique des œuvres protégées par le droit d'auteur qu'ils utilisent et qu'ils respectent les principes du marché équitable pour obtenir des licences et indemniser les titulaires de droits d'auteur pour l'utilisation de leurs oeuvres; et, d'autre part, qu'aucune nouvelle exception au droit d'auteur ou à d'autres droits de propriété intellectuelle ne soit créée.

Recommandation 363

Modifie le libellé de l'exception prévue au paragraphe 32.2(3) de la *Loi sur le droit d'auteur* pour préciser qu'elle ne s'applique que lorsqu'une organisation agit « sans intention de gain ».

Recommandation 364

Mette en œuvre de nouveaux moyens financiers et fiscaux de manière à soutenir les médias traditionnels et à identifier un mode de financement prévisible et durable pour CBC/Radio-Canada.

Recommandation 365

Étudie les manières de mieux soutenir les médias ethniques.

Recommandation 366

Alloue des sommes aux radios communautaires, autochtones et étudiantes.

Recommandation 367

Introduise des mesures fiscales pour inciter les entreprises à faire de la publicité auprès des médias d'information du secteur privé et élimine la déductibilité fiscale des achats de la publicité achetée de sites Web étrangers pour s'assurer que les organisations médiatiques ne soient pas privées de revenus.

Recommandation 368

Revienne à la politique de longue date qui consiste à exempter du programme Choix des consommateurs les journaux communautaires contenant des encarts commerciaux.

Recommandation 369

Consacre une plus grande part des dépenses publicitaires du gouvernement du Canada aux médias appartenant à des intérêts canadiens.

Recommandation 370

Étende la portée du crédit d'impôt remboursable pour les coûts de main-d'œuvre liés à la production de contenu à tous les médias, tant écrits que télé et radio.

Recommandation 371

Étende le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique canadienne aux organismes de radiodiffusion des nouvelles.

Recommandation 372

Continue d'investir dans les magazines admissibles au soutien du volet Mesures spéciales pour appuyer le journalisme (MSJ) du Fonds du Canada pour les périodiques (FCP), en faisant des MSJ un volet permanent du FCP à compter de 2025-2026.



Recommandation 373

Augmente le financement de base alloué aux organismes nationaux de sport pour tenir compte de l'inflation enregistrée depuis 2005, mette à la disposition de ces organismes des ressources suffisantes à long terme pour leur permettre de s'attaquer aux priorités essentielles du système sportif et élimine le déficit de financement prévu dont ces organismes ont besoin pour s'acquitter efficacement de leur mandat.

Recommandation 374

Permette que les montants ajoutés au dernier Plan d'action pour les langues officielles soient permanents pour permettre un développement durable et soutenu des communautés linguistiques vivant en situation minoritaire.

Sécurité et protection

En ce qui concerne la sécurité et la protection, les témoins ont demandé que le gouvernement fédéral s'attaque à la fraude hypothécaire, à la vente de tabac de contrebande et à la contrebande d'armes à feu, et qu'il modifie la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et la *Loi sur les banques*. De plus, le Comité a reçu des propositions concernant la cible de dépenses en matière de défense de l'OTAN, la cybersécurité, la lutte contre le terrorisme, le recrutement de policiers, les protocoles de la Gendarmerie royale du Canada, et le régime de mise en liberté sous caution.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 375

Offre un financement permanent dédié aux services de police compétents, à la Gendarmerie royale du Canada et à l'Agence des services frontaliers du Canada pour appuyer leurs responsabilités déléguées en ce qui a trait à la sécurité portuaire, et améliore l'échange de renseignements entre ces acteurs et d'autres acteurs et les administrations portuaires canadiennes.

Recommandation 376

Joue son rôle de coordination avec les provinces et les municipalités dans les efforts pour lutter contre le vol de véhicules et adopte des mesures dans les champs d'action qui

relèvent de sa responsabilité, comme les services frontaliers et les normes de sécurité des véhicules.

Recommandation 377

Stabilise le secteur des maisons d'hébergement et des logements de transition pour les victimes de la violence envers les femmes et comble les lacunes fondamentales du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe en finançant de manière adéquate les principales organisations communautaires, féministes et de défense des survivants.

Recommandation 378

Appuie la mise en œuvre, dirigée par les Premières Nations, des appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Recommandation 379

Améliore le Programme des services de police des Premières Nations afin de permettre la création de nouvelles forces, d'atteindre l'équité avec les services fédéraux, de fournir des services complets et adaptés à la culture et de faire la transition vers une loi reconnaissant la compétence des Premières Nations et les services de police comme un service essentiel.

Recommandation 380

Fasse de nouveaux investissements pour soutenir et renforcer la capacité du Canada à surveiller et à empêcher le terrorisme, y compris un financement pour renforcer la capacité et élargir les compétences des équipes intégrées de la sécurité nationale.

Recommandation 381

Aille plus loin dans l'exploitation des navires et des infrastructures battant pavillon canadien qui opèrent dans le Nord, afin de garantir la souveraineté et d'améliorer la collecte de renseignements sur les situations environnementales et de sécurité dans l'Arctique.

Recommandation 382

Mette en œuvre un plan d'action coordonné et intersectoriel pour protéger la population canadienne contre la fraude.



Recommandation 383

Se dote des ressources appropriées pour que les personnes responsables de crimes financiers en vertu du *Code criminel* soient tenues de répondre de leurs actes.

Recommandation 384

Continue à améliorer le régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité pour se concentrer sur les risques prioritaires, les rapports de qualité, les poursuites et les statistiques qui permettent d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes.

Recommandation 385

Renforce les efforts de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent du Canada en instaurant un cadre national complet de dénonciation et de protection.

Recommandation 386

Fournisse au secteur hypothécaire un outil numérique de vérification des revenus afin de lutter contre la fraude.

Recommandation 387

S'attaque au non-respect des règles dans le secteur du camionnage, y compris les abus en matière de travail et l'évasion fiscale, en veillant à ce que les lois sur le travail et la fiscalité soient appliquées.

Recommandation 388

Soutienne la capacité des innovateurs nationaux et en tire parti afin de renforcer la cybersécurité nationale et d'atteindre la cible de l'OTAN consistant à consacrer 2 % du PIB aux dépenses en défense.

Recommandation 389

Crée un nouveau crédit d'impôt ou d'autres incitations financières pour les PME qui mettent en œuvre des mesures en matière de cybersécurité.

Recommandation 390

Effectue une vérification des forces et des lacunes existantes en matière de cybersécurité des terminaux dans tous les ministères et organismes afin de déterminer les investissements nécessaires pour réduire les vulnérabilités et veille à ce que des mesures de sécurité exhaustives soient prises.

Recommandation 391

Mette sur pied un centre d'excellence pour la paix et la justice dont les activités seront axées sur la recherche, la sensibilisation et la formation dans le domaine de la résolution des conflits, de même que la diplomatie et les opérations de paix pour les civils, les policiers et les militaires canadiens et la communauté internationale.

Recommandation 392

Accroisse la résilience face aux feux de forêt, comme le prévoit la Stratégie canadienne de prévention et d'atténuation des feux de forêt, notamment en augmentant les investissements dans la prévention et l'atténuation.

Recommandation 393

Octroie un financement à l'Université du Québec afin d'instituer un consortium pour l'est du Canada sur la résilience des forêts, des infrastructures et des communautés aux feux de forêt.

Environnement

Le comité a reçu des propositions de la part de témoins et dans des soumissions écrites portant sur protection de la biodiversité, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la transition vers une économie carboneutre.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 394

Renouvelle et poursuive le financement existant pour maintenir le rôle de leader du Canada en matière de protection de la nature, exécute la Stratégie pour la nature 2030



du Canada et réalise ses obligations en vertu du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

Recommandation 395

Prévoit une aide financière pour l'acquisition de terrain par les municipalités à des fins de protection de la biodiversité et de lutte aux changements climatiques.

Recommandation 396

Affecte des ressources supplémentaires à l'identification des espèces aquatiques envahissantes (EAE) et à la lutte contre celles-ci, et soutienne des programmes et initiatives supplémentaires de prévention ou de gestion des EAE.

Recommandation 397

Consacre des fonds à la conservation dirigée par les Premières Nations pour donner suite aux principaux points de la stratégie et du plan d'action pour la biodiversité.

Recommandation 398

Investisse dans la création de centres de conservation d'intendance inuite (Nauttiqsuqtiit) supplémentaires.

Recommandation 399

Renforce l'intendance de l'eau dirigée par les Premières Nations, y compris la recherche et la surveillance, ainsi que la mobilisation à l'égard des lois, des politiques et des programmes sur l'eau douce.

Recommandation 400

Fasse progresser la conservation marine dirigée par les Premières Nations et la participation aux initiatives de conservation dirigées par la Couronne en renforçant leur engagement à protéger toutes les formes de biodiversité.

Recommandation 401

Prolonge le Programme de conservation du patrimoine naturel au-delà de 2026.

Recommandation 402

S'assure que Parcs Canada dispose de ressources suffisantes pour mener des consultations significatives concernant l'agrandissement des parcs urbains.

Recommandation 403

Travaille avec l'industrie à l'élaboration d'un plan d'investissement comprenant des incitatifs à l'investissement pour construire une infrastructure de recyclage afin d'empêcher les produits en plastique de se retrouver dans l'environnement et dans l'économie.

Recommandation 404

Limite la production de matières résiduelles en créant un fonds de réparation des appareils électroménagers et électroniques et un fonds sur le réemploi des contenants et emballages réutilisables.

Recommandation 405

Mette en œuvre la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts et appuie les mesures au moyen d'un financement adéquat.

Recommandation 406

Refinance le programme pour les Bâtiments communautaires verts et inclusifs ou établit un programme de remplacement.

Recommandation 407

Investisse dans des mesures soutenant les rénovations abordables et écologiques pour les ménages à faible revenu.

Recommandation 408

Ajuste les paramètres des programmes de façon à ce que les surcoûts liés à l'atteinte des cibles de réduction de la consommation énergétique des bâtiments et de la production de gaz à effet de serre n'entraînent pas une diminution de l'abordabilité des logements pour les ménages à faible et modeste revenu.



Recommandation 409

Soutienne les mesures transformatrices de lutte contre les changements climatiques par la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur le climat de l'Assemblée des Premières Nations.

Recommandation 410

S'entende rapidement avec les provinces et les territoires pour que les sommes du programme Leadership local pour l'adaptation climatique et du programme Croissance de la canopée des collectivités canadiennes soient transférées aux municipalités.

Recommandation 411

Mette en place un plan d'action sur la carboneutralité visant à appuyer les PME et à investir dans ces dernières dans le cadre d'un programme national de cheminement industriel vers la carboneutralité pour les PME afin de mesurer et de quantifier les émissions de carbone et de GES des PME et de leur chaîne d'approvisionnement.

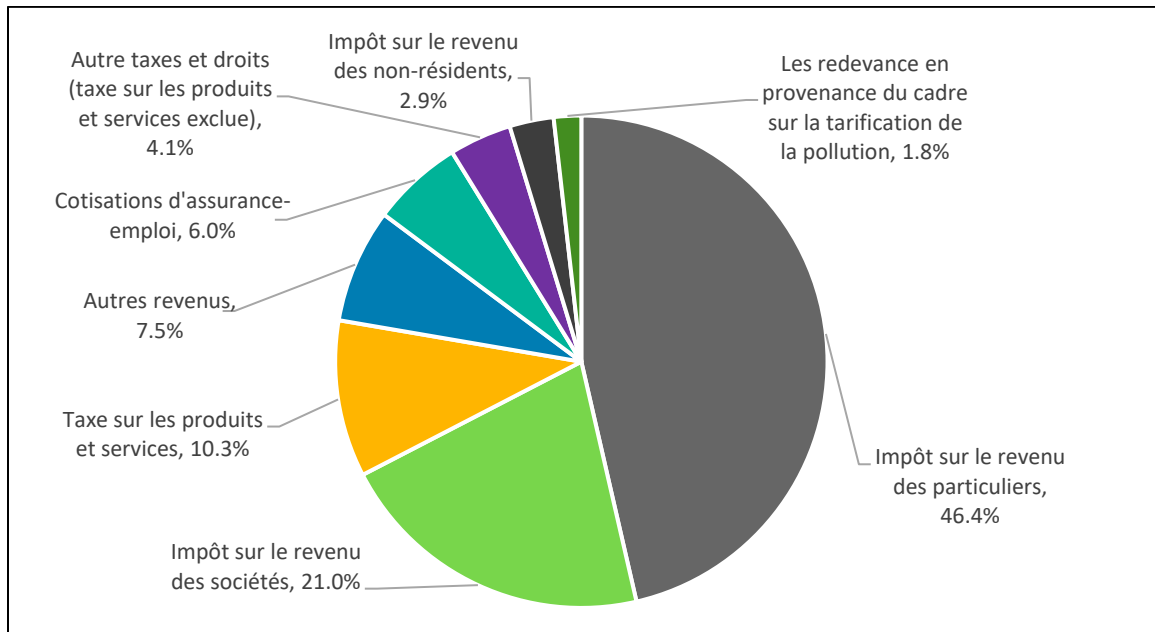
Recommandation 412

Offre l'éducation, la formation et le soutien financier nécessaires pour quantifier les émissions de carbone des PME et de leur chaîne d'approvisionnement.

CHAPITRE CINQ : UNE POLITIQUE FISCALE CONCURRENTIELLE, DES FINANCES DURABLES ET DES ACTIVITÉS GOUVERNEMENTALES EFFICACES

La fiscalité fédérale joue un rôle central dans le financement des dépenses publiques et l'orientation de l'activité économique afin de soutenir l'économie canadienne et de la rendre plus prospère. Comme le montre la figure 4, la source de recettes la plus importante du gouvernement du Canada est l'impôt sur le revenu des particuliers, suivi de l'impôt sur le revenu des sociétés. La politique fiscale est également un mécanisme essentiel pour inciter les contribuables à s'engager dans des activités considérées bénéfiques pour la société ou pour les dissuader de se lancer dans des activités qui auraient les effets contraires.

Figure 4 — Composition des recettes fédérales, 2022-2023



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement en utilisant des données provenant de Gouvernement du Canada, *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada Exercice 2022-2023*, [Graphique 2](#), 18 novembre 2024.

Pour un contribuable, une rentrée d'argent pour son propre compte est généralement considérée comme une rentrée de capital ou de revenus. De manière générale, un revenu provient d'une source – comme les dividendes pour la possession d'actions ou les bénéfices d'une entreprise –, alors que le capital provient de la vente d'une source de revenus, comme la vente d'actions ou de l'entreprise elle-même.

Contrairement aux rentrées de revenu, les gains et les pertes en valeur de capital ne sont généralement soumis à l'impôt au Canada que lorsqu'ils sont « réalisés », ce qui se produit habituellement lors de la vente de la source de revenus sous-jacente. Par exemple, la plus-value sur des actions que détient un contribuable n'est pas imposable les années au cours desquelles elle est réalisée; elle l'est seulement quand les actions sont vendues.

Au Canada, les gains en capital font l'objet d'un traitement fiscal préférentiel puisque seule une partie des gains réalisés est imposable, contrairement aux revenus, qui sont généralement imposés dans leur intégralité. La proportion d'un gain en capital soumise à l'impôt, que l'on appelle le « taux d'inclusion », a varié au fil du temps. Avant 1972, les gains en capital n'étaient pas imposés au Canada. Par la suite, le taux d'inclusion a fluctué entre 50 % et 75 %.



Ailleurs dans le monde, peu de pays utilisent un taux d'inclusion afin d'offrir un traitement fiscal préférentiel aux gains en capital. Par exemple, le [Royaume-Uni](#) utilise des seuils monétaires pour les gains en capital réalisés annuellement par les particuliers pour déterminer le taux d'imposition applicable. Le taux est de 0 % pour les gains inférieurs à 3 000 £, après quoi les gains en capital allant jusqu'à 37 700 £ sont imposables à un taux de 10 %, et par la suite à un taux de 20 % de manière générale. Quant aux sociétés britanniques, leurs gains en capital sont généralement soumis au taux normal de l'impôt sur les sociétés. Aux [États-Unis](#), le taux d'imposition des gains en capital est de 0 %, 15 % ou 20 %, selon le revenu imposable et l'état matrimonial du contribuable au cours de l'année visée. Comme les sociétés britanniques, les gains en capital des sociétés américaines sont généralement soumis au taux normal de l'impôt sur les sociétés. De nombreux [autres pays](#) imposent tous les gains en capital à un taux fixe, et ce taux est généralement inférieur au taux d'imposition du revenu des particuliers le plus élevé prévu par les lois de ces pays.

On peut dire que l'approche d'un pays en matière d'impôt sur les gains en capital permet de trouver un équilibre entre les objectifs économiques, les philosophies en matière de politique fiscale et les considérations fiscales particulières. À cet égard, un bas niveau d'imposition peut favoriser les investissements, mais limiter la capacité de redistribution d'un gouvernement. Cette diversité dans les politiques fiscales à travers le monde fait ressortir les compromis complexes entre équité, simplicité, incitatifs fiscaux et perception de recettes.

Impôt sur le revenu

Concernant l'imposition des sociétés, des témoins ont attiré l'attention sur les taux fédéraux d'imposition du revenu des sociétés, la déduction accordée aux petites entreprises, la déclaration pays par pays, l'impôt sur les bénéfices exceptionnels, les fiducies de placement immobilier, l'incitatif aux entrepreneurs canadiens et la fiscalité de l'agriculture.

Concernant l'imposition des revenus des particuliers, les témoins ont proposé des déductions pour certaines dépenses, des changements dans les taux d'imposition fédéraux, un impôt sur la fortune et l'exonération cumulative des gains en capital.

Plusieurs témoins ont fait des observations sur les propositions de changements visant le traitement des gains en capital, dont la nécessité de prévoir l'exclusion de certains secteurs et produits financiers, d'annuler les changements proposés ou encore de ne les adopter qu'après une réforme fiscale plus complète.

De manière plus générale, les témoins ont insisté sur les règles relatives aux placements admissibles et les objectifs du système fiscal, comme la création de conditions propices à l'investissement et à la croissance économique.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 413

Instaure un nouveau crédit d'impôt non remboursable pour les personnes âgées célibataires, équivalent à la moitié du montant personnel de base.

Recommandation 414

Augmente le montant pour revenu de pension pour les personnes âgées célibataires.

Recommandation 415

Rehausse les seuils de récupération prévus par la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et relatifs à la déduction du montant en raison de l'âge pour les personnes âgées célibataires.

Recommandation 416

Atténue les obstacles à la Prestation canadienne pour les personnes handicapées pour les personnes handicapées à faible revenu en améliorant l'accessibilité et la sensibilisation et en investissant dans des mesures en la matière, notamment :

- **la mise en place complète d'un système de production automatique des déclarations de revenus au service de l'ensemble des Canadiens;**
- **le financement d'organismes à but non lucratif pour soutenir la mise en œuvre des prestations;**
- **la formation du personnel de Service Canada pour aider les bénéficiaires admissibles à présenter leur demande de prestations;**
- **l'élimination des obstacles à la demande du crédit d'impôt pour personnes handicapées.**



Recommandation 417

Modifie l'article 209 du *Règlement de l'impôt sur le revenu* de manière à permettre aux contribuables de recevoir en version numérique l'ensemble des feuillets fiscaux pour les placements d'une même institution financière.

Recommandation 418

Ajoute des tranches d'imposition dans la fourchette supérieure de revenu.

Recommandation 419

Instaure un impôt progressif sur la fortune.

Recommandation 420

Instaure des crédits d'impôt à l'investissement ciblés pour stimuler l'innovation et la productivité.

Recommandation 421

Assure l'accès à la déduction accordée aux petites entreprises aux entrepreneurs coopératifs et à toutes les sociétés privées sous contrôle canadien qui s'y rattachent.

Recommandation 422

S'attaque à la cupidité de certaines entreprises en éliminant les échappatoires et en mettant en œuvre des réformes fiscales équitables.

Recommandation 423

Modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour assurer la pérennisation de la mesure relative aux parts à imposition différée pour les coopératives agricoles.

Recommandation 424

Soutienne la coordination internationale sur l'imposition des multinationales et des personnes très fortunées.

Recommandation 425

Maintienne son engagement auprès du Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS afin de favoriser l'inclusivité et l'équité du processus, notamment révisant et en améliorant les instruments déjà mis en œuvre, dont le pilier 2 (impôt minimum mondial).

Recommandation 426

Appuie et contribue au processus d'instauration d'une gouvernance internationale en matière de coopération fiscale sous l'égide de l'ONU.

Recommandation 427

Poursuive son action soutenue de réforme du système fiscal canadien en étudiant et en mettant en œuvre des mesures unilatérales afin de contribuer à la lutte contre l'évitement fiscal.

Recommandation 428

Continue de lutter contre les paradis fiscaux, notamment en abolissant les ententes qui permettent le rapatriement exonéré d'impôt de dividendes déclarés dans un pays ayant un Accord d'échange de renseignements fiscaux avec le Canada.

Recommandation 429

Cesse d'accorder le statut d'organisme de bienfaisance aux organisations anti-avortement.

Recommandation 430

Modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de définir la notion d'organisme de bienfaisance de manière à supprimer le statut privilégié de « promotion de la religion » en tant que fin de bienfaisance.

Recommandation 431

Donne suite à l'engagement du budget de 2022 et prévoit une révision du taux de contingent des versements d'ici à 2027, et s'engage à procéder à une révision régulière.



Recommandation 432

Investisse dans la poursuite du développement du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt (PCBMI) et du programme de subvention du PCBMI afin de soutenir l'aide gratuite à la production de déclarations de revenus offerte aux Canadiens à faible revenu par les organisations communautaires.

Droits d'accise, taxes à la consommation et tarification du carbone

En ce qui concerne les droits d'accise de manière, les témoins ont abordé la question des abattements sectoriels et d'une application plus progressive de certaines taxes.

Pour ce qui est de la tarification du carbone, les témoins ont parlé de la politique sous-jacente à cette mesure et de son application par divers ordres de gouvernement, des exclusions propres à certains secteurs, ainsi que de la suppression ou de la suspension de la tarification du carbone jusqu'à ce que des progrès technologiques plus importants soient réalisés.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 433

Adopte un barème de taux d'accise fédéral progressif, axé sur la croissance, qui réduirait notamment les droits d'accise sur la production des 500 000 premiers hectolitres de bière produits, permettant ainsi aux brasseries canadiennes de croître sans se heurter à une hausse importante du taux d'accise.

Recommandation 434

Accorde une exonération importante des droits d'accise sur les premiers 50 000 litres d'alcool éthylique absolu (LAA) produits par les distilleries, et une exonération de plus en plus faible des droits d'accise sur les 50 000 LAA suivants, et les 100 000 derniers LAA, respectivement, jusqu'à ce que la production atteigne 200 000 LAA.

Recommandation 435

Exempte de la TPS tous les produits et services essentiels, notamment le chauffage domestique, les services de base de téléphone résidentiel, de téléphone cellulaire ainsi

que d'Internet, les vêtements pour enfants, les fournitures scolaires ainsi que tous les produits alimentaires et de santé.

Recommandation 436

Supprime la taxe de luxe s'appliquant à la vente d'aéronefs construits au Canada.

Recommandation 437

Exonère les acers (vins d'érable) des droits d'accise au même titre que les hydromels (vins de miel) et les cidres (vins de pomme).

Recommandation 438

Commence à percevoir des taxes auprès des plateformes en ligne étrangères qui vendent au Canada.

Recommandation 439

Mette en place un nouveau programme de remboursement de la TPS/TVH aux visiteurs.

Recommandation 440

Modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de résoudre l'application ambiguë de la TPS/TVH en fonction de l'endroit où les marchandises sont dédouanées au Canada lorsqu'elles sont importées.

Recommandation 441

Élabore des outils de politique tarifaire pour le carbone afin de se préparer aux développements mondiaux concernant les ajustements aux frontières pour le carbone.

Finances nationales

Sur la question des finances nationales, les témoins ont fait des suggestions au sujet de la transparence et du calendrier du dépôt des documents financiers du gouvernement, de la politique budgétaire globale, du coût de la fonction publique fédérale, du leadership en matière de protection de la biodiversité, de l'aide humanitaire, des transferts fédéraux-provinciaux/territoriaux et d'autres dépenses fédérales dans des domaines de compétence provinciale.



Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 442

Fasse preuve de prudence fiscale en reconnaissant la nécessité d'équilibrer les investissements stratégiques essentiels avec une gestion rigoureuse des dépenses publiques.

Recommandation 443

Mette en œuvre un programme pangouvernemental de productivité pour axer les politiques publiques sur la protection de la prospérité future des Canadiens.

Recommandation 444

Persiste dans la mise en œuvre d'une politique fiscale et budgétaire progressiste, ce qui implique la réalisation de faibles déficits budgétaires en proportion du PIB en vue de présenter un plan de retour à l'équilibre budgétaire sur un horizon de cinq ans, puis d'adopter une loi sur l'équilibre budgétaire.

Ministères et approvisionnement fédéraux

Les témoins ont mis l'accent sur plusieurs questions concernant les ministères et organismes fédéraux, notamment l'intégration d'organismes sans but lucratif, la nécessité d'assurer une surveillance accrue de l'Agence du revenu du Canada, la création d'archives accessibles au public, les programmes de restauration, les centres de conservation, le recours à des méthodologies de financement ou d'approvisionnement axé les résultats, et le rôle de la fonction publique en matière de justice environnementale.

Concernant la politique fédérale en matière d'approvisionnement, les témoins ont insisté sur les marchés d'approvisionnement réciproque, le financement consacré à l'approvisionnement technologique, les initiatives « d'achat de produits propres » en matière d'infrastructures publiques, les politiques d'approvisionnement et les licences portant sur l'exportation d'armes, un fonds d'approvisionnement autochtone axé sur les résultats, l'approvisionnement en aérospatiale et une réforme plus vaste de l'approvisionnement.

Au vu des témoignages entendus par ce comité, ainsi que des mémoires qu'il a reçus, le Comité recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 445

Augmente le nombre de vérificateurs à l'Agence du revenu du Canada.

Recommandation 446

Fournisse au Bureau de la concurrence du Canada des fonds supplémentaires, conformément aux nouveaux pouvoirs et aux nouvelles responsabilités lui ayant été conférés afin de mieux protéger les Canadiens et de promouvoir l'abordabilité.

Recommandation 447

Établisse un secrétariat ou un ministère fédéral de la construction.

Recommandation 448

S'assure que tous les ministères fédéraux, en particulier le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, ainsi que toutes les agences économiques régionales reconnaissent le modèle d'entreprise sociale à but non lucratif comme un moyen stratégique d'atteindre leurs objectifs économiques, sociaux et environnementaux, et élargissent et financent le soutien à la capacité des entreprises sociales à but non lucratif et à l'accès au financement.

Recommandation 449

Réserve un budget suffisant pour créer un groupe de travail sur la durabilité au sein du Bureau de la concurrence, afin de s'assurer qu'il a l'expertise et la capacité d'agir sur les questions d'écoblanchiment et de durabilité.

Recommandation 450

Rétablitte et finance un secrétariat aux coopératives ou un centre des coopératives spécialisé.

Recommandation 451

Accélère la formation d'un conseil national de l'espace qui serait composé de ministres clés, et dont le secrétariat serait assuré par le Bureau du Conseil privé.



Recommandation 452

Fournisse du financement pour établir une unité au sein de Statistique Canada dont le mandat est de recueillir, d'analyser et de partager des données sur le secteur des organisations à but non lucratif.

Recommandation 453

Fournisse du financement pour la création et le maintien d'un laboratoire canadien de données sur les organisations à but non lucratif.

Recommandation 454

Poursuive et renforce le partenariat essentiel entre le gouvernement fédéral et le secteur non lucratif et de bienfaisance.

Recommandation 455

Crée une unité au sein du gouvernement fédéral chargée de défendre soutenir le secteur à but non lucratif et la doter de ressources suffisantes.

Recommandation 456

Maximise le contenu canadien dans l'approvisionnement en aérospatiale.

Recommandation 457

Mette en œuvre et optimise les politiques « d'achat de produits propres » afin de réduire les émissions des infrastructures publiques et de préparer les secteurs de l'industrie et de la construction à un avenir carboneutre.

Recommandation 458

Mette en œuvre des politiques d'approvisionnement réciproques afin de générer une demande du marché nord-américain pour des matériaux propres et produits localement et assortisse tout projet financé par le gouvernement fédéral de conditions de réciprocité, dans la mesure du possible.

Recommandation 459

Renforce et améliore la transparence des processus de délivrance des licences d'exportation d'armes et d'approvisionnement en armes du Canada pour s'assurer que le Canada ne soutient pas la commission de crimes de guerre.

Recommandation 460

Soutienne les entrepreneurs métis par l'entremise de la création de répertoires d'entreprises métisses et d'un institut d'approvisionnement métis.

Recommandation 461

Veille à l'inclusion des entreprises sociales dans la mise en œuvre de la Politique d'approvisionnement social comme moyen stratégique pour le gouvernement d'atteindre l'objectif de la politique visant à améliorer la valeur optimale en matière d'approvisionnement.

Recommandation 462

Réforme le régime d'approvisionnement pour l'innovation dans la fonction publique pour répondre aux besoins des Canadiens et stimuler la croissance économique.

CHAPITRE SIX : CONCLUSION

Le Comité tient à remercier tous ceux et celles qui lui ont soumis un mémoire ou lui ont fait part de leurs points de vue pour ce rapport. Une fois de plus, ces commentaires nous ont été très utiles pour formuler ses recommandations au gouvernement. Et alors que les consultations prébudgétaires tirent à leur fin, le Comité invite le gouvernement à examiner attentivement ces recommandations et à en tenir compte dans l'élaboration du budget de 2025 et des énoncés économiques à venir.

ANNEXE A : PROPOSITIONS DES TÉMOINS

Les tableaux qui suivent montrent les propositions présentées par les organismes et les personnes qui ont comparu devant le Comité au cours des consultations prébudgétaires de cette année, ainsi que les propositions contenues dans leurs mémoires.

AGRICULTURE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	Utiliser la stratégie pour une agriculture durable afin [...] d'aider les exploitants agricoles canadiens à devenir des chefs de file d'une agriculture durable et novatrice, avec un système alimentaire résilient et diversifié.	2024/10/08
Union des producteurs agricoles	Investir [...] dans la recherche, le transfert technologique et des programmes visant à soutenir les entreprises agricoles dans l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques et dans leurs efforts de lutte contre les changements climatiques.	2024/11/07
Union des producteurs agricoles	Offrir un programme de partage des coûts de certification biologique et assurer le financement permanent du processus quinquennal de révision des normes biologiques.	2024/11/07
Union des producteurs agricoles	Fixer de manière permanente la limite des avances sans intérêt du Programme de paiement anticipé à 350 000 \$.	2024/11/07
Union des producteurs agricoles	Bonifier substantiellement le programme Agri-relance afin qu'il soit plus prévisible et plus réactif.	2024/11/07
Union des producteurs agricoles	Bonifier le programme Agri-stabilité en augmentant le taux de couverture à 85 % de la marge de référence, tout en maintenant le taux d'indemnisation de 80 % introduit avec le Partenariat canadien pour une agriculture durable.	2024/11/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Union des producteurs agricoles	Ne plus accorder de concession touchant les produits sous gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales en appuyant le projet de loi C-282, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (gestion de l'offre).	2024/11/07

ARTS, CULTURE ET MÉDIAS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne de musique sur scène	Consacrer de façon permanente au moins 1 % des dépenses globales aux arts, à la culture et au patrimoine [en augmentant le financement du] Conseil des arts du Canada [et du] ministère du Patrimoine canadien.	2024/11/07
Association canadienne de musique sur scène	Élaborer un programme axé sur le tourisme et dédié à la croissance et à la qualité marchande des festivals et événements canadiens, sous la gestion des agences de développement régional.	2024/11/07
Association canadienne de musique sur scène	Instaurer un crédit d'impôt pour les arts de la scène [...] qui permettrait aux organisations du secteur de la musique sur scène de recevoir un remboursement de taxe proportionnel à leurs dépenses de main-d'œuvre.	2024/11/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo	Pérenniser le financement du Fonds de la musique du Canada.	2024/10/03
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo	Modifier [la définition d'enregistrement sonore incluse dans la <i>Loi sur le droit d'auteur</i>] pour que [...] les ayants droit puissent être rémunérés [lorsque le fruit de leur travail est intégré à une œuvre audiovisuelle].	2024/10/03
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo	Modifier le régime de copie privée [dans la <i>Loi sur le droit d'auteur</i>] [...] [afin qu'il soit] technologiquement neutre et qu'il permette de percevoir des redevances sur des supports comme des tablettes électroniques ou des téléphones intelligents.	2024/10/03
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo	Retirer l'exemption [prévue à la <i>Loi sur le droit d'auteur</i> permettant aux stations de radio commerciales de ne payer que 100\$ sur la première tranche de 1,25 million \$ de leurs recettes publicitaires annuelles.]	2024/10/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadian Independent Screen Fund for Black and People of Colour Creators	Assurer le financement stable du Canadian Independent Screen Fund for Black and People of Colour Creators.	2024/10/01
CHIN Radio TV International	[Demander aux agences de publicité tierces d'allouer au moins 15 % du budget publicitaire annuel global aux médias ethniques.]	2024/10/31
Confédération des syndicats nationaux	[Soutenir les médias et financer] CBC/Radio-Canada [...] [de façon] prévisible, durable et suffisant[e].	2024/10/03
Festivals et événements majeurs Canada	[Rendre permanents les montants supplémentaires dans le budget de base du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine et du Fonds du Canada pour la présentation des arts et rendre et prévisibles les décaissements.]	2024/10/08
Festivals et événements majeurs Canada	Créer un nouveau programme consacré à la croissance et à l'attractivité touristique des festivals et événements canadiens, géré par les agences de développement régional et doté d'un budget.	2024/10/08
Toronto Biennial of Art	Accorder un financement permanent et stable aux festivals urbains, et tout particulièrement aux festivals qui proposent une programmation accessible.	2024/10/22
Toronto Biennial of Art	[Accorder un financement] sur deux ans à la Biennale d'art de Toronto en vue de la Biennale de 2026.	2024/10/22

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Unifor	Légaliser et encourager les dotations philanthropiques en journalisme à tout organisme de presse qualifié.	2024/10/10
Unifor	Explorer les options pour permettre aux coopératives de presse d'employés ou de citoyens d'opérer en tant qu'organismes sans but lucratif.	2024/10/10
Unifor	Éliminer l'échappatoire fiscale en matière de publicité en procédant à une réforme de l'article 19 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> afin d'étendre les règles limitant la déductibilité fiscale des dépenses publicitaires aux médias étrangers en ligne.	2024/10/10
Unifor	Adopter des lois, des règlements et des politiques visant à mieux protéger les journalistes contre le harcèlement et les abus.	2024/10/10

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs	Autoriser de nouveau [les dépanneurs] à vendre des thérapies de remplacement de la nicotine à des consommateurs adultes.	2024/10/10
Institut C.D. Howe	[Prendre l'initiative de compiler et de partager des informations sur les barrières commerciales interprovinciales.]	2024/10/31

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut Macdonald-Laurier	[Exiger que les nouvelles réglementations soient moins onéreuses que celles qu'elles remplacent, recourir davantage à la reconnaissance mutuelle afin que les produits approuvés dans d'autres juridictions soient automatiquement approuvés au Canada et simplifier le processus d'évaluation environnementale afin qu'il soit plus efficace et moins vulnérable aux contestations juridiques.]	2024/10/31
Jack Mintz (à titre personnel)	Prendre l'initiative d'encourager les provinces à réduire les barrières commerciales interprovinciales.	2024/10/22

DROITS D'ACCISE ET TARIFICATION DU CARBONE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance canadienne du camionnage	Rétablir le remboursement de la taxe d'accise fédérale pour les investissements dans une technologie de réduction de la marche au ralenti des camions.	2024/10/01
Alliance canadienne du camionnage	Rétablir le remboursement de la taxe d'accise sur l'achat de carburant destiné aux unités de prise de force.	2024/10/01
Alliance canadienne du camionnage	Examiner la possibilité de mettre en place une exonération fiscale pour les technologies d'économies de carburant.	2024/10/01

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance canadienne du camionnage	[Éliminer la redevance sur les combustibles; alternativement, en] suspendre l'application pendant quatre ans, jusqu'à ce que [l'industrie du camionnage] détermin[e] [s'il y a] des sources de carburant ou des sources de propulsion de remplacement pour le long terme.	2024/10/01
Alliance canadienne du camionnage	Régler la question de la double imposition [sous les] systèmes fédéraux et provinciaux de tarification de la pollution par le carbone.	2024/10/01
Association canadienne des producteurs d'acier	Protéger la compétitivité du secteur sidérurgique national en maintenant la rigueur du Système de tarification fondé sur le rendement et les taux de tarification du carbone pour l'industrie sidérurgique jusqu'en 2040.	2024/11/05
Association canadienne des producteurs d'acier	Élaborer des outils de politique tarifaire pour le carbone afin de se préparer aux [développements mondiaux concernant les ajustements et les tarifs aux frontières pour le carbone, comme dans l'Union européenne et aux États-Unis].	2024/11/05
Producteurs de grains du Canada	[Exempter de la taxe sur le carbone l'utilisation agricole de propane et de gaz naturel.]	2024/10/08
Union québécoise des microdistilleries	Mettre en place d'une taxation progressive des droits d'accise selon les volumes de production, à l'instar d'un précédent qui est déjà en application dans l'industrie brassicole canadienne.	2024/11/05

ÉDUCATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
B'nai Brith Canada	Consacrer un financement à l'élaboration d'un programme quinquennal visant à accroître la connaissance par les Canadiens en âge de suivre des études postsecondaires de la définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste.	2024/10/01
Coalition des professionnels de la santé	Poursuivre l'élargissement du Programme d'exonération de remboursement du prêt d'études canadien pour inclure les audiologistes, les diététistes, les chiropraticiennes et chiropraticiens, les denturologistes, les ergothérapeutes, les optométristes et les orthophonistes.	2024/10/22
Confédération des syndicats nationaux	Rétablir le financement de l'Entente sur le développement du marché du travail et de l'entente sur le développement de la main-d'œuvre.	2024/10/03
Congrès du travail du Canada	Restaurer le financement complémentaire des ententes de transfert relatives aux marchés du travail avec les provinces et les territoires coupé du budget de 2024 et adopter d'autres mesures afin de renforcer le perfectionnement de la main-d'œuvre et de la formation.	2024/10/01
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants	[Aider les] conseils scolaires [...] [à] faire face à l'afflux de nouveaux migrants au Canada et à l'intégration de jeunes arrivants dans l'enseignement public de la maternelle à la 12e année.	2024/10/10
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants	[Financer, de façon] proportionnel[le] [...] l'enseignement des langues officielles, en anglais et en français, pour faire face à l'afflux de nouveaux arrivants au Canada.	2024/10/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants	[Inviter] les enseignants [...] à la table [dans le cadre des discussions relatives à l'avenir du travail].	2024/10/10
Platform Calgary	Encourager la créativité dans l'amélioration des compétences et l'apprentissage par l'expérience.	2024/11/07
Table ronde des affaires + de l'enseignement supérieur	Procéder à un réinvestissement stratégique [...] pour soutenir le programme national d'apprentissage intégré au travail de la Table ronde des affaires + de l'enseignement supérieur.	2024/10/24
Unifor	Élargir le programme d'annulation des prêts étudiants à toutes les personnes qui choisissent de faire carrière en éducation de la petite enfance.	2024/10/10
Unifor	S'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre [dans le secteur de la santé] en élargissant les programmes d'exonération de remboursement des prêts étudiants pour les professionnels de la santé.	2024/10/10

EMPLOI, TRAVAIL ET IMMIGRATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of BC	[Adopter une approche globale en matière d'immigration permettant aux différents ministères fédéraux de partager leurs ressources avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.]	2024/11/07
Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of BC	[Adopter une structure de financement des organismes travaillant dans le secteur de l'établissement et de l'intégration des nouveaux arrivants qui soit holistique, sans entrave et plus flexible.]	2024/11/07
Centre canadien d'excellence pour les aidants	[Mettre en œuvre] [l']engagement [...] en faveur d'un salaire minimum [...] pour les préposés aux services de soutien à la personne [...] [et l'étendre] aux autres acteurs de l'économie des soins qui fournissent ce genre de travail et de services aux personnes vulnérables.	2024/10/08
Centres communautaires d'alimentation du Canada	Bonifier le régime d'assurance-emploi [afin de soutenir] tous les travailleurs.	2024/10/22
Climate Emergency Unit	Mettre sur pied une Brigade jeunesse pour le climat pour offrir des emplois et de la formation aux jeunes Canadiens de 35 ans et moins afin de faire face à la crise climatique grâce à un investissement [...] [permettant de] répondre à la demande.	2024/10/01

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Climate Emergency Unit	Engager un financement initial suffisant pour permettre l'embauche de la première vague de près de 20 000 travailleurs de la Brigade jeunesse pour le climat pour l'été 2025.	2024/10/01
Coalition du budget vert	Créer des possibilités d'emplois verts pour les jeunes, élargir les stratégies de développement de la main-d'œuvre régionale, rendre possible l'établissement de parcours autochtone vers l'énergie propre et analyser le marché de travail.	2024/10/08
Confédération des syndicats nationaux	Réformer [le] régime d'assurance-emploi [...] en [...] régl[ant] de manière adéquate et permanente le problème du « trou noir »; [en] établ[issant] une norme d'admissibilité universelle basée sur un critère hybride d'heures et de semaines assurables; [en] permett[ant] le cumul des prestations spéciales et des prestations régulières; [et en] limit[ant] les exclusions aux prestations.	2024/10/03
Confédération des syndicats nationaux	[Mettre en œuvre une vision de l'immigration plus inclusive, plus respectueuse de la dignité des personnes immigrantes et plus structurante pour la société et les milieux de travail, notamment en] mett[ant] fin au permis de travail fermé.	2024/10/03
Congrès du travail du Canada	Rétablir les mesures temporaires d'assurance-emploi, y compris un critère d'admissibilité uniforme et plus bas de 420 heures ainsi que d'autres mesures visant à augmenter l'accessibilité aux prestations d'assurance-emploi et aux programmes actifs de marché du travail.	2024/10/01
Institut Macdonald-Laurier	[Réduire les niveaux d'immigration permanente et surtout temporaire et recentrer le système sur les résidents permanents hautement qualifiés.]	2024/10/31

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	S'attaquer à la pénurie d'infirmières en investissant dans la mise en œuvre de la Boîte à outils pour la rétention des effectifs infirmiers et en créant des incitatifs fiscaux pour les infirmières.	2024/10/10
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	[Créer] une stratégie des ressources humaines en santé qui réduira le risque de pénuries futures dans ce secteur.	2024/10/10
Platform Calgary	Revenir au délai de traitement garanti de deux semaines pour le Volet des talents mondiaux.	2024/11/07
Platform Calgary	Élargir l'utilisation de la voie du visa H1B afin d'attirer au Canada des personnes qualifiées supplémentaires [...] [tout en tenant compte] des difficultés actuelles du marché du logement au Canada.	2024/11/07
Platform Calgary	Réformer le Programme de visa pour démarrage d'entreprise [...] [en plafonnant] les coûts pour les candidats à 170 000 dollars canadiens et [en envisageant] une redevance « par candidat » ou une limite de trois personnes par demande [...] [et en ajoutant les] critères suivants [...] au processus d'évaluation : [r]ecettes existantes[;] [i]ntention d'exploiter leur entreprise au Canada après l'immigration[;] expérience et [...] succès avérés[;] plan de croissance pour l'entreprise.	2024/11/07
Réseau FADOQ	Prolonger la période des prestations d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les personnes proches aidantes devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un ou d'une proche.	2024/10/01

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Réseau FADOQ	Mettre en place un crédit d'impôt remboursable pour prolongation de carrière.	2024/10/01
Unifor	[Rehausser de façon] global[e] [le] financement des mesures d'attraction, de formation et d'adaptation des travailleurs et travailleuses [du secteur de l'aérospatiale], en partenariat avec les gouvernements provinciaux.	2024/10/10
Unifor	Élaborer une stratégie de recrutement et de maintien en poste [dans le secteur des garderies] qui tient compte de l'équité des salaires, des pensions et des conditions de travail et qui s'accompagne d'un engagement de financement de contrepartie.	2024/10/10
Unifor	Accroître le financement pour embaucher du personnel chargé d'assurer la conformité et d'appliquer [la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> et la <i>Loi sur l'équité salariale</i>] afin de garantir que le Canada atteint l'équité salariale et l'équité en matière d'emploi.	2024/10/10
Unifor	Exiger des provinces et des territoires qu'ils négocient des ententes avec les syndicats dans le cadre des programmes consultatifs d'adaptation de la main-d'œuvre lors de la fermeture de milieux de travail, et [...] augmenter le financement des ententes sur le développement du marché du travail.	2024/10/10
Unifor	Mettre sur pied le conseil tripartite proposé sur l'assurance-emploi, lequel serait composé de représentantes et représentants des syndicats, des employeurs et du gouvernement, afin de garantir une utilisation appropriée et cohérente des fonds fédéraux destinés aux centres d'adaptation.	2024/10/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Unifor	[Réformer l'assurance-emploi en abaissant] le critère d'admissibilité variable et le seuil d'admissibilité à 360 heures; [en offrant] 50 semaines de prestations régulières d'assurance-emploi dans toutes les régions; [en éliminant] la limite de 50 semaines pour les prestations spéciales combinées [...] [en étendant] la période de référence à 104 semaines; [en augmentant] le taux de remplacement du revenu à 75 % et [en relevant] le plafond de la rémunération assurable.	2024/10/10
Unifor	Mettre en place un Fonds de transition juste qui permet une gamme de réponses à la transition pour soutenir les travailleuses et travailleurs touchés par la décarbonisation, les changements technologiques, la protection des habitats fauniques et de la biodiversité, et le changement climatique.	2024/10/10

FABRICATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des producteurs d'acier	Renforcer la protection [contre les importations abusives d'acier] en améliorant les outils commerciaux et l'application de la législation, [y compris] une meilleure harmonisation des normes anti-contournement avec celles des États-Unis.	2024/11/05
Association canadienne des producteurs d'acier	Invoquer l'article 53 du <i>Tarif des douanes</i> pour imposer un tarif douanier d'au moins 25 % sur tout l'acier chinois fondu et coulé entrant au Canada.	2024/11/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des producteurs d'acier	[Mettre à jour l'article 53 du <i>Tarif des douanes</i> afin d'y inclure des dispositions relatives au travail, à l'environnement et à la sécurité nationale.]	2024/11/05
Association canadienne des producteurs d'acier	Fournir un soutien financier durable pour assurer des investissements continus [pour permettre] à l'industrie sidérurgique d'atteindre la carboneutralité grâce à des solutions innovantes de décarbonation.	2024/11/05
Association des industries aérospatiales du Canada	[Abroger la taxe de luxe sur la vente ou l'importation d'aéronefs].	2024/10/31
Association des industries aérospatiales du Canada	[Soutenir une stratégie pour l'industrie aérospatiale qui donne la priorité au processus de certification de Transports Canada, aux carburants aéronautiques durables et à des programmes comme le programme d'encouragements fiscaux de recherche scientifique et de développement expérimental].	2024/10/31
École de technologie supérieure	Soutenir l'innovation et les infrastructures de recherche dans les technologies aérospatiales développées par l'École de technologie supérieure et ses partenaires industriels.	2024/10/24
Unifor	[Créer] une stratégie industrielle nationale pour l'aérospatiale.	2024/10/10
Unifor	[Créer un] fonds consacré exclusivement à l'aérospatiale, [un] programme de financement flexible et [des] outils sur mesure pouvant [comprendre] [...] la prise de participation assortie de conditions.	2024/10/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Unifor	[Mettre] sur pied [un] conseil de développement industriel [rassemblant] les principaux intervenants du secteur, dont les syndicats, afin de faire vivre [la stratégie industrielle nationale pour l'aérospatiale] dans le temps.	2024/10/10
Unifor	Recapitaliser et [...] réorienter le Fonds stratégique pour l'innovation afin de soutenir les investissements axés sur la transition dans l'industrie des pièces d'automobiles.	2024/10/10
Unifor	Augmenter le rabais maximal du programme d'incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission à 10 000 \$, prolonger le programme au moins jusqu'au 31 mars 2030, et établir un réseau de recharge de référence d'au moins 1 chargeur pour 10 véhicules routiers électriques.	2024/10/10

FINANCES NATIONALES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition du budget vert	Renouveler et poursuivre le financement existant pour maintenir le rôle de leader du Canada en matière de protection de la nature, exécuter la stratégie pour la nature 2030 du Canada et réaliser les obligations en vertu du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.	2024/10/08
Confédération des syndicats nationaux	Persister dans [la] mise en œuvre d'une politique fiscale et budgétaire progressiste [...] [en réalisant] de faibles déficits en proportion du PIB.	2024/10/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Lier les transferts de fonds de santé à l'amélioration des salaires et des conditions de travail des travailleurs de la santé de première ligne.	2024/10/01
Conseil national des musulmans canadiens	[Continuer à soutenir l'aide internationale humanitaire là où les besoins se font les plus ressentir, le plus rapidement possible et, en particulier, offrir davantage de soutien à UNRWA.]	2024/11/05
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants	S'engager à financer de façon permanente et continue les services de santé mentale dans le cadre du transfert canadien en matière de santé mentale.	2024/10/10
Institut C.D. Howe	[Améliorer la transparence des documents financiers du gouvernement.]	2024/10/31
Institut C.D. Howe	[Publier simultanément les documents relatifs au budget et au budget des dépenses bien avant le début de l'exercice fiscal, et les comptes publics et les rapports annuels peu après la fin de l'exercice fiscal.]	2024/10/31
Institut Macdonald-Laurier	[Réduire la taille du gouvernement afin de diminuer les impôts et de rééquilibrer le budget fédéral [notamment en réduisant les dépenses liées aux subventions aux entreprises et] aux domaines dans lesquels le gouvernement fédéral s'immisce dans les compétences provinciales.]	2024/10/31

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Unifor	Fournir des transferts conditionnels aux provinces pour atteindre un certain nombre d'objectifs, notamment fixer des normes minimales de soins, mettre sur pied des établissements sans but lucratif et appartenant au gouvernement, éliminer progressivement les établissements de soins de longue durée à but lucratif, et élaborer des stratégies globales en matière de main-d'œuvre, en collaboration avec les organisations syndicales.	2024/10/10
Unifor	Respecter le principe d'universalité énoncé dans la <i>Loi canadienne sur la santé</i> et [...] surveiller les dépenses provinciales en matière de santé.	2024/10/10
Unifor	Veiller à ce que les transferts fédéraux contribuent à accroître les capacités dans le cadre public existant.	2024/10/10

IMPOSITION DU REVENU

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance canadienne du camionnage	Augmenter la déduction accordée aux petites entreprises.	2024/10/01
Alliance canadienne du camionnage	Élargir l'incitatif à l'investissement accéléré et le rendre permanent.	2024/10/01
Alliance canadienne du camionnage	Examiner le régime fiscal actuel en vue d'encourager la croissance économique pour les entreprises et les travailleurs [du secteur du camionnage].	2024/10/01

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Imposer les grandes fortunes [...] par l'entremise d'un taux d'imposition plus élevé sur les sociétés, d'un impôt sur les profits excédentaires, [des] tranches d'imposition supérieure supplémentaires et d'un impôt sur la fortune.	2024/10/01
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants	Aider les enseignantes et enseignants suppléants à faire face au coût de la vie [...] [en leur permettant] de déduire leurs frais de déplacement professionnels.	2024/10/10
Groupe TMX limitée	Ne pas augmenter le taux d'inclusion des gains en capital sur les placements canadiens.	2024/11/07
Groupe TMX limitée	Promouvoir une augmentation des placements au Canada en vertu des règles sur les placements admissibles.	2024/11/07
Groupe TMX limitée	Maintenir l'admissibilité des actifs adossés à des cryptomonnaies à titre de placements admissibles aux régimes enregistrés d'épargne.	2024/11/07
Institut C.D. Howe	[Utiliser le système fiscal simplement pour collecter des recettes de la manière la plus acceptable et la moins génératrice de distorsions économiques plutôt que pour atteindre d'autres objectifs.]	2024/10/31
Jack Mintz (à titre personnel)	[Modifier l'imposition des gains en capital par le biais] d'une réforme fiscale plus générale [...] [qui examinerait certaines questions complexes soulevées par] l'imposition des gains en capital [...], comme l'inflation, l'effet de blocage et l'équilibre entre l'imposition des dividendes et l'imposition des gains en capital.	2024/10/22
Kim Moody (à titre personnel)	[Annuler la hausse du taux d'inclusion des gains en capital.]	2024/11/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Kim Moody (à titre personnel)	[Procéder à une réforme de l'impôt corporatif et de l'impôt des particuliers afin d'encourager les Canadiens à travailler et à prendre des risques et de récompenser ceux qui le font.]	2024/11/05
Platform Calgary	[Annuler la hausse du taux d'inclusion des gains en capital.]	2024/11/07
Platform Calgary	Harmoniser [l'incitatif aux entrepreneurs canadiens] avec le « Qualified Small Business Stock » des États-Unis [en augmentant l'exonération cumulative des gains en capital à 13,5 M\$, en veillant] à ce que toutes les sociétés privées sous contrôle canadien [...], les employés, les fondateurs et les investisseurs soient admissibles [et en supprimant] les restrictions sectorielles et la période de mise en place progressive.	2024/11/07
Producteurs de grains du Canada	Annuler la hausse [du taux d'inclusion] des gains en capital relative aux transferts intergénérationnels de fermes familiales.	2024/10/08
Producteurs de grains du Canada	[Mettre fin au retrait progressif de l'incitatif à l'investissement accéléré, le renforcer et le rendre permanent.]	2024/10/08
Unifor	Étendre l'impôt sur les bénéfices exceptionnels, [...] le rendre rétroactif à 2021 et 2022, et [...] le rendre permanent.	2024/10/10
Unifor	Exiger des grandes sociétés multinationales qu'elles [produisent une] déclaration pays par pays [afin de permettre] une coopération internationale pour prévenir l'évitement fiscal.	2024/10/10
Unifor	Mettre fin à l'exonération de l'impôt [...] [sur le revenu] des [fiducies] de placement immobilier.	2024/10/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Union des producteurs agricoles	Modifier les critères d'accessibilité au nouvel incitatif pour les entrepreneurs canadiens afin de les adapter à la réalité des entreprises agricoles.	2024/11/07
Union des producteurs agricoles	Accorder un crédit d'impôt de 40 % aux entreprises agricoles de petite taille qui font l'acquisition d'équipement pour assurer leur croissance et leur rentabilité.	2024/11/07
Union des producteurs agricoles	Éliminer ou limiter le gain en capital imposable lors du don ou de la vente à faible coût de certains actifs agricoles à un neveu ou à une nièce.	2024/11/07

INDUSTRIE ET INNOVATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Mettre au point une stratégie industrielle verte pour transformer [les] systèmes de production [du Canada et] orienter [les] réponses [du pays] aux multiples sources d'incertitude, en veillant à ce que ces réponses [...] permettent de progresser vers l'atteinte d'objectifs communs.	2024/10/01
Conseil canadien des innovateurs	[Doter le Canada d'une] stratégie industrielle moderne, qui place l'innovation, la productivité et les actifs immatériels au cœur [du] cadre économique.	2024/10/03
Conseil canadien des innovateurs	Réformer [les] programmes clés, comme le crédit d'impôt à l'investissement en recherche scientifique et développement expérimental afin de commercialiser la propriété intellectuelle.	2024/10/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil canadien des innovateurs	Éviter les politiques qui sanctionnent sans raison les innovateurs et les entrepreneurs [...] [telles que les] modifications [...] [au taux d'inclusion des] gains en capital.	2024/10/03
Conseil canadien des innovateurs	Accorder la priorité aux stratégies nationales de commercialisation de l'intelligence artificielle [...] et de souveraineté des données.	2024/10/03
Conseil canadien des innovateurs	Mettre en œuvre un régime national de boîte à innovation et de boîte à brevets.	2024/10/03
Conseil canadien des innovateurs	Appliquer le principe des retombées économiques à la politique de l'investissement direct étranger.	2024/10/03
Conseil canadien des innovateurs	Évaluer les avantages économiques des conseils subventionnaires de l'innovation et recentrer leurs mandats sur la [propriété intellectuelle] et les activités de recherche et développement.	2024/10/03
École de technologie supérieure	Accroître les investissements pour soutenir les incubateurs spécialisés en technologies de pointe afin de stimuler l'innovation et l'économie canadienne.	2024/10/24
École de technologie supérieure	Renforcer le soutien à l'innovation et à la commercialisation pour promouvoir l'innovation canadienne et soutenir les PME.	2024/10/24
Groupe TMX limitée	Donner à toutes les entreprises canadiennes qui font de la recherche et du développement au Canada un accès égal [au programme de recherche scientifique et de développement expérimental.]	2024/11/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Ian Lee (à titre personnel)	[Rejeter la supposition, en ce qui concerne le capital et la concurrence, suivant laquelle] la prise de décisions économiques décentralisée, déterminée par le marché, financée par le secteur privé et déterminée de manière privée [est inférieure à la vision économique promouvant le commandement et le contrôle centralisés, directifs et dirigés par l'État, le recours à l'impôt, aux subventions et au protectionnisme].	2024/10/08
Platform Calgary	Harmoniser la diligence raisonnable entre l'ensemble des ministères, des organismes et des institutions concernés afin d'accélérer les approbations [de soutien gouvernemental] pour les entreprises à fort potentiel et à forte croissance ayant déjà fait leurs preuves [et rationaliser] le processus de demande de crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental [pour les entrepreneurs en phase de démarrage].	2024/11/07
Platform Calgary	[Considérer des] façons d'attirer de nouveaux investisseurs providentiels dans l'écosystème du capital, notamment en travaillant avec les provinces pour harmoniser les crédits d'impôt pour les investisseurs providentiels dans les différentes administrations.	2024/11/07
Platform Calgary	Se tourner vers d'autres administrations pour trouver des modèles permettant de débloquer des capitaux [comme] le modèle britannique, qui réserve 5 % des actifs de retraite à l'investissement dans des entreprises nationales [et le programme « Small Business Innovation Research »] aux États-Unis.	2024/11/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Platform Calgary	Encourager une plus grande tolérance au risque [en créant des] programmes de garantie de prêt [afin d'atténuer] les risques pour les prêteurs [et les inciter] à accorder des prêts aux entreprises en phase de démarrage dont les antécédents en matière de crédit sont limités [et] en réalisant des investissements à petite échelle [...] dans des régions particulières.	2024/11/07
Platform Calgary	Lancer un fonds de la BDC [permettant] d'investir dans des fonds de microrisque liés aux écosystèmes technologiques secondaires, en dehors des centres principaux.	2024/11/07
Platform Calgary	Réduire les obstacles auxquels se heurtent les entrepreneurs issus de collectivités sous-représentées [notamment les Noirs, les Autochtones et les femmes] en leur apportant un soutien financier supplémentaire.	2024/11/07
Platform Calgary	Rendre officielle la collaboration [du Service des délégués commerciaux avec le Réseau Tech Canada.	2024/11/07
Platform Calgary	Renforcer le soutien financier aux entreprises canadiennes en phase de démarrage pour leur permettre d'accéder à de nouveaux marchés.	2024/11/07
Platform Calgary	Aider les petites entreprises à participer à des missions internationales.	2024/11/07
Platform Calgary	[Offrir un] soutien spécialisé pour les entreprises qui travaillent dans des secteurs prioritaires pour le Canada [...] tels que : l'[intelligence artificielle], les semi-conducteurs, la biofabrication, l'innovation en matière de santé et l'énergie propre.	2024/11/07

INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Alliance canadienne du camionnage	Lutter contre la non-conformité flagrante dans le secteur du camionnage, comme les abus généralisés envers les travailleurs et l'évasion fiscale.	2024/10/01
Alliance canadienne du camionnage	Appuyer davantage les mises à l'essai sans risque des technologies vertes ou d'autres technologies émergentes [de camionnage] dans un environnement réel.	2024/10/01
Association canadienne du transport urbain	Accélérer la mise en place du volet financement de base du Fonds pour le transport en commun du Canada [...] dans le budget de 2025.	2024/10/08
Association canadienne du transport urbain	Protéger le Fonds pour le transport en commun du Canada en l'entérinant dans la loi et en incluant une indexation annuelle du financement liée au coût de la construction afin de s'assurer que le fonds conserve sa valeur au fil du temps.	2024/10/08
Association canadienne du transport urbain	[Mettre] sur pied un groupe de travail national qui rassemble les autorités fédérales, provinciales et locales, ainsi que les sociétés de transport en commun, pour concevoir une stratégie nationale exhaustive de transport en commun [...] [prévoyant] un nouveau modèle de financement qui soutient les besoins en constante évolution des sociétés de transport en commun.	2024/10/08
Association canadienne du transport urbain	Simplifier le processus de demande et éliminer les obstacles au Fonds pour le transport en commun du Canada afin d'optimiser la participation.	2024/10/08

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Confédération des syndicats nationaux	[Fournir un financement adéquat aux sociétés de transport en commun.]	2024/10/03
École de technologie supérieure	Contribuer au financement de l'Institut AdapT pour promouvoir des infrastructures résilientes et une économie durable au Canada.	2024/10/24
HEC Montréal	Introduire une taxe kilométrique pour sensibiliser les usagers de véhicules aux coûts de leurs déplacements, [...] récupérer les coûts des infrastructures routières et internaliser diverses externalités (congestion, pollution, coûts indirects de santé), [et] investir les revenus additionnels dans le transport actif et collectif.	2024/11/07
Jack Mintz (à titre personnel)	Examiner le système australien pour les corridors de transport et les chaînes d'approvisionnement et le concept de corridor nordique afin d'améliorer la capacité du Canada à expédier des biens et des services vers le reste du monde.	2024/10/22
Producteurs de grains du Canada	Augmenter de 30 mois la durée du projet pilote d'interconnexion étendue, avec une possibilité vers la permanence, étendre la distance de 160 km à 500 km et inclure la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique.	2024/10/08
Qikiqtani Inuit Association	Continuer à investir dans un fonds pour les infrastructures du Nunavut fondé sur les distinctions et dirigé par les Inuits.	2024/10/31
Unifor	Engager immédiatement le financement nécessaire pour le remplacement des wagons de métro de la ligne 2 de la Commission de transport de Toronto [et exiger] des engagements quant au matériel fabriqué au Canada.	2024/10/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Unifor	Élargir le soutien des infrastructures pour s'assurer que les exploitants publics conservent la pleine propriété publique des transports en commun et s'assurer que les subventions aux infrastructures ciblent la maintenance différée et les améliorations planifiées.	2024/10/10
Unifor	Fournir un soutien financier direct aux petites municipalités pour les demandes de subventions et l'établissement de marchés publics [pour le transport en commun.]	2024/10/10
Unifor	Élaborer des processus d'approvisionnement dirigés par le gouvernement fédéral pour les véhicules de transport en commun afin de permettre aux organismes de transport en commun de tirer parti de l'approvisionnement collectif et de se concentrer sur la maximisation des avantages économiques des véhicules de transport en commun fabriqués au Canada.	2024/10/10
Unifor	Mettre sur pied un groupe de travail fédéral comprenant des syndicats afin d'élaborer des règlements pour orienter les transitions technologiques rapides de l'industrie [ferroviaire], en veillant à ce que la technologie bonifie l'emploi plutôt que d'essayer de remplacer la main-d'œuvre, et financer l'application de ces règlements.	2024/10/10
Unifor	Élaborer un programme de financement complet pour VIA Rail afin de soutenir l'expansion des services ferroviaires publics de passagers au Canada, détenus et exploités par des entités publiques et régis par une loi sur VIA Rail.	2024/10/10
Unifor	Exiger des autorités aéroportuaires, en collaboration avec les syndicats, qu'elles établissent un « salaire de subsistance » comme plancher de revenu pour tous les travailleurs et travailleuses des aéroports.	2024/10/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Unifor	S'attaquer à l'escalade du harcèlement et de la violence dont sont victimes les travailleuses et travailleurs de première ligne [du secteur aérien] en adoptant des règlements, des protocoles et des procédures ciblés.	2024/10/10
Unifor	Interdire explicitement la quête de rentabilisation des aéroports canadiens.	2024/10/10
Unifor	Exiger que le ministère fédéral des Transports collabore avec les ministères provinciaux des Transports pour favoriser les investissements dans des aires de repos et de stationnement sécuritaires supplémentaires pour les conductrices et conducteurs de longue distance de poids lourds en région.	2024/10/10
Unifor	Soutenir et [...] financer une autre solution d'assurance à bas prix dans le secteur du transport routier privé, y compris les taxis.	2024/10/10
Unifor	Mener une étude sur l'extension des inspections et de l'application de la loi, présentement axée sur le modèle « driver inc. » dans le transport routier, aux travailleurs erronément classés comme travailleurs à la demande dans la logistique et les chaînes d'approvisionnement [et évaluer] les avantages de l'accès à la négociation collective pour ces travailleurs.	2024/10/10
Unifor	Mettre en œuvre une législation exigeant que les entreprises de télécommunications recevant des fonds du gouvernement fédéral rendent compte publiquement de toutes les activités confiées en sous-traitance, tant à l'échelle nationale qu'à l'étranger.	2024/10/10
Unifor	Garantir l'accès universel à des plans de service Internet sans fil et à haute vitesse abordables.	2024/10/10

INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET SYSTÈMES DE PAIEMENT

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des coopératives financières	[Assurer] une collaboration suffisante et constructive entre le ministère des Finances Canada, ses homologues provinciaux et les organismes de réglementation des coopératives de crédit provinciales pour assurer un accès équitable à toutes les entités qui souhaitent participer au cadre [du système bancaire ouvert], peu importe de quelle compétence relève sa réglementation.	2024/10/10
Association canadienne des coopératives financières	[Veiller à ce] que l'Agence de la consommation en matière financière du Canada [...] dispose de l'expertise et du budget nécessaires pour mener à bien son nouveau mandat de surveillance du cadre [du système bancaire ouvert].	2024/10/10
Association canadienne des coopératives financières	Mettre sur pied un comité consultatif de l'industrie incluant des coopératives de crédit pour veiller à ce que les besoins du secteur soient communiqués et pris en compte au moment où l'Agence de la consommation en matière financière du Canada assumera [son nouveau mandat].	2024/10/10
Association canadienne des coopératives financières	Éliminer les obstacles au regroupement des coopératives de crédit fédérales et provinciales.	2024/10/10
Association canadienne des coopératives financières	[Entreprendre] une révision à plus grande échelle [des lois fédérales sur le secteur financier] qui tient compte d'un plus grand nombre de changements qui ont eu lieu dans le secteur depuis la dernière révision des lois fédérales.	2024/10/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des coopératives financières	[Veiller à ce que les coopératives de crédit et les autres coopératives puissent bénéficier de la remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises.]	2024/10/10
Association canadienne des coopératives financières	[Simplifier le] régime [...] [permettant aux] coopératives de crédit [de] devenir des institutions réglementées par le fédéral [...] [et réduire les délais de transition] afin [qu'elles soient] [...] en mesure d'étendre leurs activités hors de leur province [...] [et de] soutenir la concurrence.	2024/10/10
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs	Supprimer les frais d'interchange des cartes de crédit sur la part fiscale des ventes par carte de crédit.	2024/10/10
Conseil canadien des innovateurs	Achever et mettre en œuvre le cadre canadien des services bancaires pour les gens en 2025.	2024/10/03
Groupe TMX limitée	Encourager les grands fonds de pension publics du Canada à accroître leurs investissements nationaux.	2024/11/07
Groupe TMX limitée	Adopter une taxonomie de transition [...] qui fournit des critères clairs pour les activités d'investissement vert, de transition et non admissibles.	2024/11/07
Platform Calgary	[Mettre en œuvre rapidement les recommandations du groupe de travail sur les possibilités d'investissement intérieur pour les fonds de pension canadiens.]	2024/11/07

LOGEMENT

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne du gaz	Veiller à ce que les politiques et les programmes du gouvernement fédéral en matière de construction préservent le choix énergétique et demeurent neutres par rapport au carburant et à la technologie.	2024/10/24
Butler Mortgage Inc.	[Mettre en œuvre] des changements majeurs [et] structurels [afin de réduire les coûts élevés engendrés par] les municipalités et les provinces [...] pour construire une nouvelle maison [et aider les jeunes à acheter un logement].	2024/10/22
Coalition du budget vert	Élargir et coordonner les programmes de rénovation qui répondent à des objectifs en matière de santé, d'abordabilité et d'adaptation, et qui tiennent compte des besoins uniques des ménages à faible revenu et des communautés autochtones, nordiques et éloignées.	2024/10/08
Confédération des syndicats nationaux	Investir [dans le cadre du nouveau Plan du Canada sur le logement] [...] dans les logements hors marché, dans des coopératives et des organismes à but non lucratif, [afin d'augmenter en priorité l'offre de] loyers faibles à long terme [en satisfaction des besoins des ménages à faible revenu].	2024/10/03
Congrès du travail du Canada	Augmenter le parc de logements hors marché et répondre aux besoins des locataires.	2024/10/01
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	Construire beaucoup plus de logements coopératifs [...] [et sans but lucratif en doublant], au minimum, [...] la proportion de logements communautaires hors marché.	2024/10/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	Protéger les logements locatifs abordables existants et les locataires qui y habitent [...] [en accélérant] le Fonds canadien de protection des loyers [annoncé] [...] [et en faisant en sorte qu'il soit] administré par le secteur.	2024/10/03
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	Investir dans une aide au loyer à long terme pour les ménages à faible revenu [...] [en s'engag[eant] à prolonger [l'Initiative fédérale de logement communautaire] au-delà de 2028.	2024/10/03
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	Faire progresser [...] les droits des Autochtones en matière de logement, en mettant pleinement en œuvre la Stratégie sur le logement des Autochtones dans les régions urbaines, rurales et nordiques.	2024/10/03
Front d'action populaire en réaménagement urbain	Se doter d'un objectif de réalisation de logements sociaux, autant sous forme de logements sociaux publics que de coopératives et d'organismes sans but lucratif d'habitation, sur plusieurs années.	2024/10/22
Front d'action populaire en réaménagement urbain	Réaffecter au logement social, toutes les sommes prévues pour la construction, l'entretien et la rénovation de logements dans le Plan du Canada sur le logement, dans la perspective d'augmenter significativement la part de logements sociaux.	2024/10/22

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Front d'action populaire en réaménagement urbain	Réserver les sommes prévues dans le Fonds pour le logement abordable au secteur sans but lucratif, augmenter le financement pour le volet Création rapide de logements et bonifier son volet « subventions » dans la perspective que le financement gouvernemental suffise à compléter les montages financiers des projets.	2024/10/22
Front d'action populaire en réaménagement urbain	Réserver les terrains et bâtiments publics excédentaires destinés au logement exclusivement à des logements sociaux et communautaires, [s'assurer] que les terrains cédés aux porteurs de projets de logements sociaux le soient gratuitement ou à très faible coût et prévoir à cette fin du nouveau financement récurrent et prévisible pour l'Initiative des terrains fédéraux.	2024/10/22
Front d'action populaire en réaménagement urbain	[S'assurer] que toutes les sommes supplémentaires investies dans la construction, l'entretien ou la rénovation de logements soient investies exclusivement dans la réalisation de logements sociaux, sous forme de logements sociaux publics, de coopératives et d'organismes sans but lucratif d'habitation.	2024/10/22
Front d'action populaire en réaménagement urbain	[Bonifier] le financement du nouveau Fonds de protection des loyers et [le réserver] exclusivement au logement social, sous différentes formes.	2024/10/22
Front d'action populaire en réaménagement urbain	[S'assurer] que les critères d'admissibilité au nouveau Programme des coopératives d'habitation exigent le respect des seuils d'abordabilité nécessaires à ce que les ménages locataires à faibles et modestes revenus puissent s'y loger convenablement.	2024/10/22

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Front d'action populaire en réaménagement urbain	[Bonifier] le Fonds de protection des locataires.	2024/10/22
HEC Montréal	Créer un cadre fiscal qui impose à ceux ayant plus de 50 m ² par personne dans leurs logements une nouvelle taxe [et allouer] les revenus de cette taxe [à] la construction de logements abordables.	2024/11/07
Italian Canadian Savings and Credit Union Limited	[Examiner la possibilité d'imposer un impôt punitif sur les gains en capital réalisés dans le cadre d'investissements spéculatifs portant sur des résidences unifamiliales ne servant pas à titre de résidences principales, lorsque de tels investissements sont détenus pendant moins de deux ans.]	2024/11/05
Nathan Hume (à titre personnel)	[Soutenir de nouveaux instruments financiers qui absorberaient la demande spéculative de logements, étudier la proposition pour identifier et résoudre les problèmes techniques comme la définition du prix de référence pour ces instruments, et charger la Société canadienne d'hypothèques et de logement d'apporter un soutien financier spécifique à ces instruments].	2024/10/24
Professionnels hypothécaires du Canada	Combiner le montant autorisé du retrait du Régime d'accession à la propriété avec le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, créant ainsi un compte unique sur lequel les acheteurs d'une première maison peuvent effectuer des retraits pour leur versement initial sans pénalité fiscale ni obligation de remboursement.	2024/10/24

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Professionnels hypothécaires du Canada	Créer une table ronde permanente sur le logement réunissant tous les ordres de gouvernement, l'industrie et la société civile afin d'élaborer des solutions harmonisées à la crise de l'offre de logements et de l'abordabilité.	2024/10/24
Unifor	Veiller à ce que les fonds destinés à la lutte contre les campements soient réservés aux municipalités qui adoptent une approche « fondée sur les droits ».	2024/10/10
Unifor	Accroître les investissements dans les logements hors marché, y compris les logements sans but lucratif et les coopératives d'habitation, dans le but de créer davantage de logements très abordables.	2024/10/10

MINISTÈRES ET MARCHÉS PUBLICS FÉDÉRAUX

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of BC	[Mettre sur pied une division chargée de s'occuper des organismes sans but lucratif au sein du gouvernement fédéral afin de fournir une planification à long terme et défendre les points de vue des organisations à but non lucratif au sein de ce dernier.]	2024/11/07
Association canadienne des producteurs d'acier	Mettre en œuvre des politiques d'approvisionnement réciproques afin de générer une demande du marché nord-américain pour des matériaux propres et produits localement [et assortir tout projet financé par le gouvernement fédéral de conditions de réciprocité, dans la mesure du possible].	2024/11/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne des producteurs d'acier	Mettre en œuvre et optimiser les politiques d'achat de produits propres afin de réduire les émissions des infrastructures publiques et de préparer les secteurs de l'industrie et de la construction à un avenir carboneutre.	2024/11/05
B'nai Brith Canada	Créer une archive numérique publiquement accessible de tous les documents des ministères et organismes gouvernementaux relatifs à l'Holocauste, [organisés] et [publiés] par Bibliothèque et Archives Canada en tant que copies non caviardées et facilement accessibles au public.	2024/10/01
Coalition du budget vert	Créer un bureau de la justice environnementale permanent et de haut niveau pour garantir que les programmes, les politiques, les investissements et les lois en matière de protection de l'environnement tiennent compte des inégalités touchant des collectivités et la population.	2024/10/08
Coalition du budget vert	[Affecter le] financement existant [...] [à des] programmes de restauration un peu partout au Canada.	2024/10/08
Conseil canadien des innovateurs	Réformer le système d'approvisionnement du gouvernement [de façon à ce qu'il soit moins rigide], [favorable] à la prise de risques et [qu'il dispose] de la souplesse nécessaire à l'adoption de solutions novatrices.	2024/10/03
Conseil canadien des innovateurs	Créer un fonds réservé à l'approvisionnement technologique [afin d'offrir des] solutions rapides et novatrices [dans] des domaines clés qui sont stratégiques à la fois pour les Canadiens et pour le gouvernement [notamment] l'énergie, [les] soins de santé, [les] technologies propres et [la] cybersécurité.	2024/10/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil national des musulmans canadiens	[Créer un organisme de surveillance citoyen indépendant ayant comme mandat de réviser les décisions de la Division de la revue et de l'examen de l'Agence du Revenu du Canada et de rendre des décisions sur les appels, et allouer les sommes nécessaires à son fonctionnement.]	2024/11/05
Conseil national des musulmans canadiens	[Renforcer et accroître la transparence des politiques du Canada en matière de permis d'exportation d'armes et d'approvisionnement afin de s'assurer que le Canada ne soutienne pas les crimes de guerre.]	2024/11/05
Platform Calgary	Tirer parti du pouvoir d'achat des pouvoirs publics [...] [en créant] un flux spécialisé pour les invitations à postuler aux possibilités de contrats gouvernementaux destinées aux entreprises en démarrage; [en incitant] les grandes entreprises à inclure les entreprises en démarrage dans leurs propositions de marchés publics; [en élaborant des processus de passation de marchés simplifiés avec des points d'entrée, des lignes directrices et des calendriers clairs [...] [et en aidant] les entreprises nationales à s'orienter dans le processus de passation des marchés publics en leur apportant un soutien tout au long du cycle de vente afin de faciliter les présentations et d'aider les fondateurs à comprendre les exigences et les possibilités du secteur public.	2024/11/07
Qikiqtani Inuit Association	Investir [...] dans la création de centres de conservation Nauttiqsuqtiit supplémentaires.	2024/10/31
Raven Indigenous Impact Foundation	Étudier des exemples mondiaux de financement axé sur les résultats [afin de supporter l'élaboration d'un] modèle de financement des résultats positifs pour appuyer les priorités fédérales et communautaires dans l'ensemble du Canada.	2024/10/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Raven Indigenous Impact Foundation	Mandater les ministères fédéraux, les sociétés d'État et les organismes d'utiliser les méthodes d'approvisionnement axé sur les résultats pour atteindre les résultats sociaux et environnementaux prioritaires de manière rentable.	2024/10/03
Raven Indigenous Impact Foundation	Créer [et investir dans] un Fonds d'approvisionnement axé sur les résultats pour les Autochtones comme moyen de démonstration d'une Stratégie nationale d'approvisionnement axé sur les résultats pour les Autochtones, afin d'appuyer les achats de résultats liés aux solutions communautaires aux défis de longue date d'une manière réactive et rentable et de réduire les risques pour les contribuables.	2024/10/03
Unifor	Maximiser le contenu canadien dans tous les marchés publics liés à l'aérospatiale.	2024/10/10

RESSOURCES NATURELLES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne du gaz	Faire du trilemme de la sécurité énergétique de l'abordabilité, la fiabilité et l'acceptabilité une priorité dans la lettre de mandat des ministres d'Affaires mondiales, de Ressources naturelles Canada, d'Environnement et Changement climatique Canada et d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.	2024/10/24
Association canadienne du gaz	Exiger que les lois et les règlements en matière d'énergie et d'environnement utilisent un contrôle de la sécurité énergétique basé sur le trilemme et améliorent la modélisation énergétique afin de tenir compte de toutes les priorités liées au trilemme.	2024/10/24

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne du gaz	Créer un caucus parlementaire sur la sécurité énergétique.	2024/10/24
Association canadienne du gaz	Créer un nouveau centre canadien d'excellence en énergie, une plateforme industrielle conjointe pour la recherche novatrice visant à améliorer l'abordabilité, la fiabilité et l'acceptabilité de l'énergie.	2024/10/24
Association canadienne du gaz	Promouvoir les investissements dans les technologies énergétiques en prolongeant les crédits d'impôt à l'investissement (CII) pour les innovations qui améliorent l'abordabilité, la fiabilité et l'acceptabilité, comme le CII pour l'hydrogène existant, et en établissant un nouveau CII pour le gaz naturel renouvelable.	2024/10/24
Association canadienne du gaz	Prioriser le financement des codes et des normes pour l'énergie gazière, y compris ceux pour les mélanges d'hydrogène dans les réseaux de distribution de gaz naturel et l'équipement d'utilisation finale.	2024/10/24
Association canadienne du gaz	Mettre en place un programme fédéral visant à étendre les infrastructures gazières aux collectivités rurales et autochtones, ce qui implique de recapitaliser le programme de financement du remplacement du diesel de Ressources naturelles Canada afin d'inclure le gaz naturel et d'autres sources d'énergie gazière en région éloignée.	2024/10/24
Coalition du budget vert	Travailler davantage en vue d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles et de réduire les subventions qui ont une incidence négative sur l'environnement.	2024/10/08
Coalition du budget vert	[Mettre en œuvre un] impôt sur les bénéfices exceptionnels des sociétés pétrolières et gazières.	2024/10/08

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Qikiqtani Inuit Association	Investir [...] dans le projet hydroélectrique Iqaluit Nukkiksautiit.	2024/10/31
Groupe TMX limitée	[Rendre permanent le crédit d'impôt pour l'exploration minière.]	2024/11/07
Groupe TMX limitée	Combler le manque de capitaux pour les sociétés de minéraux critiques canadiennes.	2024/11/07
Unifor	Élaborer une stratégie industrielle globale axée sur la création d'un secteur forestier durable et à valeur ajoutée, et créer un conseil multipartite du secteur forestier afin d'assurer le dialogue et les rajustements nécessaires.	2024/10/10
Unifor	Accroître le financement et les initiatives interministérielles coordonnées qui soutiennent la main-d'œuvre et les communautés forestières touchées [par des perturbations comme les incendies de forêt, l'accès incertain aux ressources et les fermetures d'usines.]	2024/10/10
Unifor	Augmenter les incitatifs pour faciliter la transition de l'industrie vers des pratiques durables et [...] accélérer sa conversion vers une production diversifiée et à valeur ajoutée.	2024/10/10
Unifor	Encourager l'entretien et la modernisation des infrastructures afin de réduire les fuites de méthane et d'autres émissions dans les chaînes d'approvisionnement de pétrole, de gaz et de produits chimiques, et poursuivre les investissements dans les technologies de captage et de stockage du carbone afin d'atténuer les émissions provenant des infrastructures existantes.	2024/10/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Unifor	Mettre en place une chaîne d'approvisionnement nucléaire sécuritaire à l'échelle nationale, en veillant à ce que toute nouvelle production d'énergie nucléaire utilise des technologies et des matériaux canadiens et crée des emplois au Canada dans les domaines de la technique, de la surveillance, du développement et de la sécurité.	2024/10/10
Unifor	Établir de nouveaux partenariats entre les conseils de recherche industrielle canadiens et l'industrie en vue de créer des emplois dans des projets chimiques et gaziers, notamment dans les domaines de l'hydrogène, de l'ammoniac, des biocarburants et de la production de matières plastiques à l'aide de procédés à faible teneur en carbone.	2024/10/10
Unifor	Financer l'adoption de sources d'énergie renouvelable pour les mines hors réseau, tout en soutenant la recherche et le développement de sources de carburant de remplacement.	2024/10/10
Unifor	Comblent les lacunes en matière d'infrastructures essentielles, comme le transport et l'approvisionnement énergétique, afin de soutenir la production durable de minéraux critiques.	2024/10/10
Unifor	Moderniser les processus réglementaires afin de réduire les retards inutiles dans l'approbation des projets [miniers] et [...] soutenir les projets clés.	2024/10/10
Union des producteurs agricoles	Créer un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel pour les propriétaires forestiers canadiens.	2024/11/07

SANTÉ

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Coalition des professionnels de la santé	Assurer la collecte continue de données sur la main-d'œuvre du secteur de la santé pancanadien dans les secteurs public et privé.	2024/10/22
Coalition des professionnels de la santé	Instaurer un crédit d'impôt à échelle mobile pour les petits et moyens employeurs admissibles afin de les aider à élargir leur couverture d'assurance-maladie complémentaire pour les employés.	2024/10/22
Coalition des professionnels de la santé	Établir un fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires afin d'améliorer l'accès à des soins primaires fondés sur le travail d'équipe communautaire et interdisciplinaire qui intègrent les services fournis par les professionnels des soins de santé complémentaires.	2024/10/22
Confédération des syndicats nationaux	Élargir le [...] régime [...] d'assurance médicaments à toutes les catégories de médicaments [...] [et ne pas permettre aux provinces de se retirer inconditionnellement] avec pleine compensation financière.	2024/10/03
Congrès du travail du Canada	Adopter des mesures concrètes pour défendre les soins aux patients, contrer la privatisation des soins de santé et résoudre la crise de dotation et de ressources humaines en santé.	2024/10/01
Congrès du travail du Canada	[Mettre en œuvre] un régime universel d'assurance-médicaments et en élargir la portée.	2024/10/01

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Mettre en œuvre la loi sur les soins de longue durée sécuritaires [...] et la doter du financement nécessaire pour atteindre ses objectifs.	2024/10/01
Diabète Canada	[Augmenter le financement de base de l'assurance-médicaments.]	2024/10/31
Diabète Canada	[Réexaminer] la liste [des médicaments couverts par le programme d'assurance-médicaments] pour assurer une couverture complète, y compris de nouveaux médicaments, ainsi que pour financer des soins adaptables et personnalisés grâce à une augmentation substantielle et rapide de l'enveloppe budgétaire.	2024/10/31
Diabète Canada	Accélérer le lancement du programme d'accès aux appareils et alléger le coût de l'accès et des services pour les personnes atteintes de diabète.	2024/10/31
Diabète Canada	Fournir un financement suffisant pour atteindre les objectifs du Cadre sur le diabète au Canada en engageant les ressources financières et humaines nécessaires pour mettre pleinement en œuvre ce cadre et l'opérationnaliser.	2024/10/31
Diabète Canada	Mettre en œuvre [le projet de loi C-72, Loi visant un système de soins de santé connecté au Canada] et les initiatives connexes afin d'améliorer l'accessibilité aux dossiers médicaux des Canadiens et aux renseignements numérisés qui les concernent.	2024/10/31
Diabète Canada	Faire progresser la recherche et le soutien en matière de diabète au Canada [en accordant] la priorité au financement de la recherche, [en appuyant] les efforts de collaboration et [en] modernis[ant] le système fédéral de soutien à la recherche.	2024/10/31

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Créer des conditions propices à la sécurité des patients dans tous les secteurs en mettant en œuvre des ratios infirmière-patient et des limites réglementaires sur les heures de travail consécutives pour les infirmières, ainsi qu'une Déclaration canadienne des droits des patients.	2024/10/10
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Établir un régime d'assurance-médicaments universel, complet et à payeur unique en négociant rapidement des ententes bilatérales avec les provinces et en assurant un financement adéquat du programme.	2024/10/10
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Éliminer progressivement le recours aux agences de placement [d'infirmières] privées à but lucratif.	2024/10/10
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers	Réglementer les agences [de placement d'infirmières privées à but lucratif].	2024/10/10
Unifor	Faire passer immédiatement Revera dans le giron public.	2024/10/10
Unifor	Établir le cadre d'un régime complet d'assurance-médicaments [respectant le principe d'universalité, qui comprend un système à payeur unique financé et administré par l'État] et [...] commencer à le mettre en œuvre dès que possible.	2024/10/10

SÉCURITÉ DU REVENU, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET POLITIQUE SOCIALE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Centre canadien d'excellence pour les aidants	Financer la stratégie nationale sur la prestation de soins [...] [annoncée] en convertissant le crédit d'impôt canadien non remboursable pour aidant naturel en crédit d'impôt remboursable.	2024/10/08
Centre canadien d'excellence pour les aidants	Affecter les ressources nécessaires à la stratégie nationale sur la prestation de soins, y compris un financement pluriannuel pour les priorités et les initiatives en cours.	2024/10/08
Centre canadien d'excellence pour les aidants	Modifier les calculs sous-jacents aux prestations du Régime de pensions du Canada [afin d'exclure le temps passé à agir à titre d'aidant naturel à l'extérieur du marché du travail.]	2024/10/08
Centre canadien d'excellence pour les aidants	Faciliter l'accès au crédit d'impôt pour personne handicapée.	2024/10/08
Centres communautaires d'alimentation du Canada	S'engager à réduire l'insécurité alimentaire de 50 % et à éliminer l'insécurité alimentaire grave d'ici 2030, par rapport aux taux de 2021.	2024/10/22
Centres communautaires d'alimentation du Canada	Créer des programmes d'aide au revenu qui offrent une vie décente aux personnes âgées de 18 à 64 ans dont le ménage est affligé par l'insécurité alimentaire et la pauvreté.	2024/10/22

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Centres communautaires d'alimentation du Canada	Transformer le crédit pour la TPS/TVH en une allocation pour l'épicerie et les besoins de base.	2024/10/22
Centres communautaires d'alimentation du Canada	Transformer l'Allocation canadienne pour les travailleurs en supplément amélioré pour les Canadiens en âge de travailler.	2024/10/22
Centres communautaires d'alimentation du Canada	Assurer un accès équitable aux programmes sociaux et de sécurité du revenu du gouvernement fédéral.	2024/10/22
Centres communautaires d'alimentation du Canada	Améliorer l'accès équitable à toutes les prestations fédérales et [...] renforcer la souveraineté alimentaire des personnes autochtones et noires.	2024/10/22
Centres communautaires d'alimentation du Canada	Accroître la Prestation canadienne pour les personnes handicapées de façon à réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté chez toutes les personnes handicapées [en relevant] le seuil de revenu pour l'admissibilité au-delà du seuil de la pauvreté en tenant compte des coûts supplémentaires de la vie avec un handicap et [en augmentant] le montant de la prestation.	2024/10/22

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Congrès du travail du Canada	Augmenter la Prestation canadienne pour les personnes handicapées et séparer l'admissibilité du crédit d'impôt pour personnes handicapées.	2024/10/01
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants	[Poursuivre et augmenter le financement du programme national d'alimentation scolaire.]	2024/10/10
HEC Montréal	Créer un cadre fiscal qui pénalise les aliments trop gras, trop sucrés et trop salés, assujettir progressivement l'agriculture à la tarification du carbone [et] investir [ces nouveaux] revenus dans la sécurité alimentaire pour s'assurer d'un accès à l'alimentation abordable à tous les ménages.	2024/11/07
Native Child and Family Services of Toronto	[Fournir un] financement annuel renouvelable [à] Native Child and Family Services of Toronto [afin que l'organisation puisse] continuer de fournir les soins et le soutien [aux] membres de la communauté.	2024/10/10
Réseau canadien pour le revenu garanti	Affecter des ressources financières et humaines à [...] l'élaboration d'un cadre national pour un revenu de base, qui tienne compte des intérêts des provinces et des territoires.	2024/10/03
Réseau canadien pour le revenu garanti	[Accroître immédiatement la sécurité et l'adéquation pour les Canadiens en difficulté par le biais d'une augmentation des prestations des programmes de revenu de base partiels inconditionnels existants, tels que le crédit pour la TPS/TVH et le Supplément de revenu garanti, et d'une bonification de l'Allocation canadienne pour enfants pour les personnes à faible revenu.]	2024/10/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Réseau canadien pour le revenu garanti	Soutenir financièrement et techniquement [les initiatives novatrices en matière de revenu de base dans les provinces et les territoires], en offrant des services de communication et de coordination.	2024/10/01
Réseau canadien pour le revenu garanti	Affecter des ressources financières et humaines à [...] la création d'un centre de responsabilité au sein du gouvernement fédéral pour tous les programmes de soutien du revenu et tou[s] les [intérêts et objectifs connexes] qui, comme la santé, sont affecté[s] par le revenu.	2024/10/01
Réseau canadien pour le revenu garanti	Simplifier la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, améliorer son adéquation et élargir son accès.	2024/10/03
Réseau FADOQ	Modifier le crédit canadien pour aidant naturel pour en faire une prestation remboursable et libre d'impôt.	2024/10/01
Réseau FADOQ	Rehausser [...] [pour tous les aînés] la somme octroyée par l'entremise du Supplément de revenu garanti.	2024/10/01
Réseau FADOQ	Bonifier de 10 % le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 65 à 74 ans.	2024/10/01
Réseau FADOQ	Réviser la méthode d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse afin de prendre en considération la croissance des salaires au Canada.	2024/10/01
Réseau FADOQ	Rehausser [...] l'exemption [du revenu d'emploi et des gains tirés d'un travail effectué à son compte] dans le calcul du Supplément de revenu garanti.	2024/10/01

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Unifor	Maintenir les limites quant au nombre de places en garderie dans les centres à but lucratif afin de permettre la croissance du secteur des garderies sans but lucratif.	2024/10/10
Unifor	Améliorer la conception de diverses mesures de soutien du revenu et [en] augmenter le financement, notamment en révisant la nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées afin d'empêcher la récupération d'autres aides vitales.	2024/10/10
Union des producteurs agricoles	Bonifier l'aide fiscale pour les dons alimentaires faits par un producteur agricole afin de l'arrimer à celle accordée par le gouvernement du Québec.	2024/11/07

SÉCURITÉ ET PROTECTION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne du gaz	Améliorer l'échange d'information entre l'industrie et le gouvernement au moyen d'une stratégie canadienne de l'écosystème de la cybersécurité.	2024/10/24
B'nai Brith Canada	Faire de nouveaux investissements pour soutenir et renforcer la capacité du Canada à surveiller et à empêcher le terrorisme, [y compris] un financement [...] pour renforcer la capacité et élargir les compétences des équipes intégrées de la sécurité nationale.	2024/10/01
B'nai Brith Canada	Examiner tous les programmes fédéraux de subventions, afin de veiller à ce que seuls les projets qui s'alignent sur la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme [...] reçoivent un financement fédéral.	2024/10/01

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Butler Mortgage Inc.	Reproduire [l'approche des] États-Unis [d'un] lien numérique direct avec [lequel] l'Internal Revenue Service [...] confirme les documents fiscaux fournis par l'emprunteur [afin de prévenir la fraude hypothécaire à l'aide de faux documents sur le revenu].	2024/10/22
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs	Augmenter le financement de la lutte contre la vente de tabac de contrebande [et collaborer avec les provinces afin de régler ce problème].	2024/10/10
Conseil canadien des innovateurs	[Soutenir la capacité nationale en matière d'innovation et en tirer parti afin de renforcer la cybersécurité et d'atteindre l'objectif de dépense de défense fixé par l'OTAN.]	2024/10/03
Conseil national des musulmans canadiens	[Investir dans une stratégie nationale consacrée à la lutte contre l'islamophobie prévoyant notamment une augmentation du financement du bureau de la représentante spéciale du Canada chargée de la lutte contre l'islamophobie ainsi que du York University Islamophobia Research Hub, en plus d'un investissement dans des campagnes de sensibilisation publiques afin de réduire le sentiment antimusulman.]	2024/11/05
Institut Macdonald-Laurier	[Adopter un plan crédible pour atteindre l'objectif de l'OTAN de 2 % du PIB en matière de dépenses de défense d'ici 2028 et veiller à ce que l'augmentation des dépenses soit orientée vers la promotion de l'innovation dans l'industrie de la défense du Canada.]	2024/10/31
Professionnels hypothécaires du Canada	Fournir au secteur hypothécaire un outil numérique de vérification des revenus afin de lutter contre la fraude.	2024/10/24
Toronto Police Association	[Mettre sur pied de façon prioritaire une stratégie globale visant à stimuler le recrutement des forces policières sur le plan national.]	2024/11/05

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Toronto Police Association	[Mettre fin à l'interdiction des armes de poing et au programme de rachat des armes à feu et rediriger les ressources à l'ensemble des forces policières pour faire face à l'afflux d'armes à feu illégalement introduites en contrebande.]	2024/11/05
Toronto Police Association	[Procéder à une réforme du système de mise en liberté sous caution ou augmenter les ressources investies dans l'application de la loi afin qu'elles soient suffisantes pour assurer une surveillance des personnes libérées dans la communauté.]	2024/11/05
Jeffrey Simser (à titre personnel)	Abroger l'infraction d'opération financière structurée récemment ajoutée à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> et en faire plutôt une infraction désignée en vertu du <i>Code criminel</i> .	11/24/2024
Jeffrey Simser (à titre personnel)	Modifier la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> afin de clarifier le fonctionnement des déclarations de renseignements transmis volontairement et de celles sur les confiscations civiles de biens du CANAFE afin de garantir que ces déclarations ne causent pas de problème d'utilisation de renseignements recueillis à d'autres fins.	11/24/2024
Jeffrey Simser (à titre personnel)	Modifier les protocoles de la GRC dans son manuel opérationnel pour que la confiscation civile fasse partie de la planification initiale des affaires.	11/24/2024
Jeffrey Simser (à titre personnel)	Modifier l'article 461 de la <i>Loi sur les banques</i> pour qu'aux fins d'une procédure civile de confiscation, un compte bancaire puisse être situé là où les transactions associées ont lieu.	11/24/2024

ANNEXE B : MÉMOIRES SOUMIS EN LIGNE

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour accéder à ces documents, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Administration portuaire de Prince Rupert
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Animaux de compagnie Canada
Association des courtiers d'assurances du Canada
Association des facultés de médecine du Canada
Association des produits forestiers du Canada
Bureau d'assurance du Canada
Canadian Biosphere Regions Association
Caucus Climat
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Conseil canadien du porc
Fédération canadienne de la faune
Fondation canadienne des femmes
Greater Vancouver Board of Trade
Greenpeace Canada
Groupe Co-operators
Groupe de travail sur les légumes de serre (mémoire conjoint)
Ingénieurs sans frontières Canada
Innergex Renewable Energy

Living Lakes Canada
Mouvement des caisses Desjardins
Northwest Territories Association of Communities
Ontario Power Generation Inc.
Oxfam Canada
Oxfam-Québec
Parkland Corporation
Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants
Pulse Canada
Un Canada résistant au climat
Union des municipalités du Québec
Watershed Watch Salmon Society
Watershed Watch Salmon Society (mémoire conjoint)
Wert, Kaileah
Woodland Cree First Nation

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHES

Alberta Irrigation Districts Association
Aliments et boissons Canada (mémoire conjoint)
Allergies Alimentaires Canada (mémoire conjoint)
Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture
Alliance mondiale de la chaîne du froid
Assiniboine Community College
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne des bovins
Association canadienne des minoteries de farine de blé
Association nationale des engraisseurs de bovins
Association pour le commerce biologique du Canada (mémoire conjoint)
Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat

B.C. Wildlife Federation
BC Shrimp Trawlers' Association
Canada Grains Council
Canadian Canola Growers Association
Cape Breton Fish Harvesters Association
Centres communautaires d'alimentation du Canada
Cereals Canada
Cidre Canada
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)
Conseil canadien des pêches
Conseil canadien du canola
Conseil canadien du porc
Conseil des Doyens - Agriculture, Alimentation et Médecine Vétérinaire
Conseil des viandes du Canada
CropLife Canada
Deuxième récolte Canada
Éleveurs de dindon du Canada
Équiterre
Fédération canadienne de la faune
Fédération des pêcheurs indépendants du Canada
Fertilisants Canada
FFAW-Unifor
Food Trucks Association of Canada
French Creek Harbour Authority
Grain Farmers of Ontario
Grand Manan Fishermen's Association
Groupe de travail sur les légumes de serre (mémoire conjoint)
Institut canadien de la santé animale

Nature Unie
Producteurs de fruits et légumes du Canada
Producteurs de grains du Canada
Producteurs de poulet du Canada
Producteurs d'œufs d'incubation du Canada
Producteurs d'œufs du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Protein Industries Canada
Pulse Canada
Saskatchewan Cattlemen's Association
SaskCrops (mémoire conjoint)
Sollio groupe coopératif
Union des producteurs agricoles
Union Nationale des Fermiers (mémoire conjoint)
University of Guelph
University of Manitoba
Watershed Watch Salmon Society

AÎNÉS ET RETRAITE

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des individus retraités
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des résidences pour aînés du Canada
Association des services funéraires du Canada
Association nationale des retraités fédéraux
Bacon, Tyler
Canadian Friends Service Committee

CanAge

Conference for Advanced Life Underwriting

Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia

Courage: Action for Better Aging

Home Care Ontario

Home Instead

National Institute on Ageing

Observatoire de la retraite

Régime des CAAT

Réseau FADOQ

SEIU Healthcare

Single Seniors for Tax Fairness

ARTS, CULTURE ET LANGUES

Alliance des arts médiatiques indépendants

Alliance internationale des employés de scène

Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists

Alliance pour les arts visuels

Anthem Sports and Entertainment

Arts Commons

Arts Umbrella

Assemblée canadienne de la danse

Assemblée de la francophonie de l'Ontario

Assemblée des Premières Nations

Association canadienne de musique sur scène

Association canadienne des organismes artistiques

Association canadienne des radiodiffuseurs

Association canadienne des usagers et stations de la télévision communautaire
(mémoire conjoint)

Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine (mémoire conjoint)
Association de l'industrie touristique de l'Ontario
Association des bibliothèques de recherche du Canada
Association des collèges et universités de la francophonie canadienne
Association des musées de l'Ontario
Association des professionnels de l'édition musicale
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
Association nationale des éditeurs de livres
Association of Canadian Publishers
Association pour l'opéra au Canada
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo
BCE inc. (mémoire conjoint)
Bell Canada (mémoire conjoint)
British Columbia Museums Association (mémoire conjoint)
Bureau de l'écran des Noirs
Campus Manitoba (mémoire conjoint)
Canadian Actors' Equity Association
Canadian Independent Music Association
Canadian Opera Company
Centre canadien du film
Centre du patrimoine de la GRC
Chaîne d'affaires publiques par câble (CPAC)
Coalition canadienne des arts
Cogeco Inc.
Comité olympique canadien
Confédération des syndicats nationaux
Conseil des bibliothèques universitaires de l'Atlantique
Conseil pour le monde des affaires et des arts du Canada

Copibec (mémoire conjoint)
École nationale de ballet du Canada
Fédération canadienne des associations de bibliothèques
Fédération canadienne des métiers d'art
Fédération canadienne des musiciens
Fédération culturelle canadienne-française
Fédération des chambres de commerce du Québec
Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
Festivals et événements majeurs Canada
Fondation Canada-Ukraine
Fondation commémorative des paramédics canadiens
Fonds canadien de la radio communautaire
Fonds pour l'accessibilité de la radiodiffusion
Front des artistes canadiens (mémoire conjoint)
ICI Télévision
Indigenous Music Office
Institut national des arts de l'écran
La Fondation Vimy
Langues Canada
Les Amis des médias canadiens
Literary Press Group of Canada
Magazines Canada (mémoire conjoint)
Médias d'Info Canada
National Network of Canadian Art and Design Universities (mémoire conjoint)
Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres
Orchestres Canada
Pacific National Exhibition
Prairies performing arts coalition (mémoire conjoint)

Professional Association of Canadian Theatres
Racial Equity Screen Office
Ré:Sonne Société de gestion de la musique
Reelworld Screen Institute
Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada
Réseau des arts pour la jeunesse
Rogers Communications Inc.
Scènes de Musique Alternatives du Québec
Science World British Columbia
Sistema Canada Network
Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique
Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec et des artistes entrepreneurs
Stratford Festival
The Writers' Union of Canada
Théâtres associés
Toronto Biennial of Art
Toronto International Film Festival Inc.
Université du Québec

CADRE RÉGLEMENTAIRE

3M Canada
Aliments et boissons Canada (mémoire conjoint)
Armateurs du Saint-Laurent
Associated Equipment Distributors
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne des boissons
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques

Association canadienne des producteurs pétroliers
Association des aéroports du Canada atlantique
Association des industries de l'automobile du Canada
Association nucléaire canadienne
Association of Community Organizations for Reform Now
Association of Equipment Manufacturers
Bureau d'assurance du Canada
Canada Grains Council
Canada Steamship Lines
Canadian Consumer Finance Association
Clean Energy Canada
Coalition canadienne d'action contre le tabac
Cogeco Inc.
Comptables professionnels agréés du Canada
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Greater Vancouver Board of Trade
Haleon Canada
Hydroélectricité Canada
Institut canadien de la santé animale
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Mechanical Contractors Association of Canada
One Yukon Coalition
Ontario Power Generation Inc.
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés
Projet canadien anti-monopole
Rumble Canada Inc
Shakepay Inc.
Société canadienne de perception de la copie privée

Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public

Syngenta Canada Inc.

Tourmaline Oil Corporation

COMMERCE

3M Canada

Agricultural Manufacturers of Canada

Association canadienne des bovins

Association canadienne des producteurs d'acier

Association des administrations portuaires canadiennes

BC Lumber Trade Council

Canada Steamship Lines

Canadian Canola Growers Association

Coalition maritime canadienne

Conseil canadien du canola

Conseil canadien du commerce de détail

Conseil canadien du porc

Corporation AbbVie

Electra Battery Materials

Éleveurs de dindon du Canada

Fédération canadienne du vêtement

Nissan Canada Inc.

Novo Nordisk Canada Inc.

Trigon Pacific Terminals Ltd.

Union des producteurs agricoles

ÉDUCATION

Alberta Students Executive Council

Alliance canadienne des associations étudiantes

Alliance Canadienne des universités de recherche de petite et de moyenne taille
AMI-Québec Allié.e.s. en santé mentale
Assemblée de la francophonie de l'Ontario
Assemblée des chefs du Manitoba
Assiniboine Community College
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne des ergothérapeutes
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des physiciens et physiciennes
Association canadienne des Postdoctorantes et Postdoctorants (mémoire conjoint)
Association canadienne des professeures et professeurs d'université
Association canadienne des technologues en radiation médicale
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
Association des bibliothèques de recherche du Canada
Association des collèges et universités de la francophonie canadienne
Association des facultés de médecine du Canada
Black Boys Code Society
B'nai Brith Canada
British Columbia Federation of Students
Campus Manitoba (mémoire conjoint)
Capilano University
Centre d'accès équitable aux bibliothèques
Chegg Inc
College of North Atlantic
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Congrès des peuples autochtones
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique
Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada

Delegation of Concerned Scientists
École de technologie supérieure
Fédération canadienne de la faune
First Nations Technical Institute
Fondation pour l'alphabétisation des enfants canadiens
HabiloMédias
King's Trust Canada
Le Projet Prospérité
Littératie Ensemble
MacEwan University
McMaster University
Médecins résidents du Canada
Momentum
Mourir dans la dignité Canada
MPOWER Financing
National Network of Canadian Art and Design Universities (mémoire conjoint)
Nature Education Collective
Niagara College
Northern Alberta Institute of Technology
Nova Scotia College of Art and Design
Open/Technology in Education, Society, and Scholarship Association
Pearson Canada
Polytechnics Canada
SNOLAB
Société canadienne pour les biosciences moléculaires
Soutenez notre science
Terry Fox Humanitarian Award Program
U15 Regroupement des universités de recherche du Canada

Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université McGill
Université Queen's
Universités Canada
University of Alberta
University of British Columbia
University of Calgary
University of Guelph
University of Manitoba
University of Waterloo
University Students' Council at Western University
York University

ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Accélérer : L'Alliance canadienne de la chaîne d'approvisionnement de VZÉ
Alliance mondiale de la chaîne du froid
Association de l'industrie touristique de l'Ontario
Clean Energy Canada
Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada
Corporation des associations de détaillants d'automobiles
Électro-Fédération Canada
Équiterre
IKEA Canada
Mobilité électrique Canada
Parkland Corporation
Propulsion Québec
Recreational Vehicle Dealers Association of Canada
SWTCH Energy Inc. (mémoire conjoint)

Teck Resources Limited
The Atmospheric Fund
Tourism Industry Association of British Columbia
Volvo Group North America

EMPLOI ET MAIN-D'ŒUVRE

Agricultural Manufacturers of Canada
Aliments et boissons Canada (mémoire conjoint)
Armateurs du Saint-Laurent
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne des médecins vétérinaires
Association canadienne des minoteries de farine de blé
Association canadienne des parcs et loisirs
Association canadienne des soins de longue durée
Association de l'industrie touristique de l'Ontario
Association de l'industrie touristique du Canada
Association de ventes directes du Canada
Association des hôtels du Canada
Association internationale des pompiers
Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés
Association of Community Organizations for Reform Now
Bissell Centre
Bureau canadien de soudage
Calgary Chamber of Commerce
Canadian Women's Chamber of Commerce
Centraide Est de l'Ontario
Centraide United Way Canada
Centrale des syndicats démocratiques
Centre d'action pour la sécurité du revenu

Centres communautaires d'alimentation du Canada
Citoyens pour une politique juste
Climate Emergency Unit
Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité
Coalition of National Service Federations
Confédération des syndicats nationaux
Conference for Advanced Life Underwriting
Congrès du travail du Canada
Conseil des technologies de l'information et des communications
Fédération canadienne de la faune
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des coopératives de travail
Fédération canadienne des métiers d'art
Fédération des chambres de commerce du Québec
Femmes canadiennes pour le cannabis
Fertilisants Canada
FFAW-Unifor
First Call Child and Youth Advocacy Society
Fondation canadienne pour le développement de carrière
Gilbert, Catherine
Hébergement femmes Canada
Imagine Canada
Indigenous Institutes Consortium
Institut du Québec
International Union of Operating Engineers
National Trade Contractors Council of Canada
NorQuest College
Producteurs de fruits et légumes du Canada

Producteurs d'œufs d'incubation du Canada
Réseau FADOQ
Restaurants Canada
Riipen (mémoire conjoint)
Sinneave Family Foundation
Sistema Canada Network
Sollio groupe coopératif
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public
Syndicats des métiers de la construction du Canada
Sysco Canada
Union des consommateurs
Universités Canada
University Students' Council at Western University
ventureLAB

ÉNERGIE

Air Products Canada
AltaLink
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne de l'énergie renouvelable
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Association canadienne des carburants
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association canadienne du camping et du VR
Association canadienne du gaz
Association canadienne du propane
Association des produits forestiers du Canada
BWXT Canada Ltd.

BWXT Medical Ltd.
Canadian Biogas Association
Canadian Council for Sustainable Aviation Fuels
Canadiens pour une fiscalité équitable
Chambre de commerce du Canada
Citoyens pour une politique juste
Clean Energy Canada
Corporation TC Énergie
Covenant Energy Ltd.
Efficacité énergétique Canada
Électricité Canada
Électro-Fédération Canada
Enserva
Enwave Energy Corporation
FORGE Hydrocarbons Corporation
Grain Farmers of Ontario
Greater Vancouver Board of Trade
Hearth Patio and Barbecue Association of Canada
Hydro One Networks Inc.
Hydroélectricité Canada
Industries Renouvelables Canada
Innergex Renewable Energy
Mines Agnico Eagle limitée
Neyaskweyahk Group of Companies Inc.
Nikola Corporation Canada
Nukik Corporation
Ontario Power Generation Inc.
Réseau canadien de l'environnement

TIU Canada
Tlingit Homeland Energy Limited Partnership
Tlingit Homeland Energy Limited Partnership (mémoire conjoint)
Tourmaline Oil Corporation
Waste Connections of Canada
Western Copper and Gold

ENFANCE, FAMILLES ET POLITIQUES SOCIALES

Allergies Alimentaires Canada (mémoire conjoint)
Alliance canadienne de l'autisme
Alliance des arts médiatiques indépendants
Alliance pour les arts visuels
AMI-Québec Allié.e.s. en santé mentale
Armée du Salut
Assemblée des chefs du Manitoba
Assemblée des Premières Nations
Association canadienne des bovins
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine (mémoire conjoint)
Association of Community Organizations for Reform Now
Assurer un avenir en santé
Balancing Act
Banques alimentaires Canada
Bénévoles Canada
BGC Canada
Blue Door
British Columbia Museums Association (mémoire conjoint)
Campagne 2000
Canadian Alliance for Children's Grief
Centraide United Way Canada

Centre canadien d'excellence pour les aidants
Centres communautaires d'alimentation du Canada
Citoyens pour une politique juste
Club des petits déjeuners
Coalition Canada revenu de base
Coalition pour une saine alimentation scolaire
Congrès des peuples autochtones
Coopération Canada
Etsy Inc.
First Call Child and Youth Advocacy Society
Fondation canadienne des femmes
Fonds Shaw-Rocket
Food First NL
FP Canada
Gilbert, Catherine
Handicap autochtone Canada
IKEA Canada
Inclusion Canada
Institut Tamarack
International Downtown Association Canada
L'Archipel de l'avenir
La mission d'Ottawa
Le Projet Prospérité
Maytree
myRESET
Oeuvre des Manoirs Ronald McDonald du Canada
Oxfam Canada
Oxfam-Québec

Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants
Réseau canadien pour le revenu garanti (mémoire conjoint)
Réseau des arts pour la jeunesse
Réseau FADOQ
Réseau national du droit au logement
Rise Asset Development
Société canadienne du cancer
SportJeunesse Canada
Syndicat canadien de la fonction publique
The Toronto Alliance to End Homelessness
TRRUST Collective Impact
UNICEF Canada
University Students' Council at Western University
YMCA Canada
Young Canadians Roundtable on Health
YWCA Canada

ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION

A Woman's Work
African Nova Scotian Justice Institute
Association canadienne contre la violence
Association des architectes paysagistes du Canada
Association nationale Femmes et Droit
Banques alimentaires Canada
B'nai Brith Canada
Canadian Positive People Network
Centre for Sexuality
Ecojustice
Égale Canada

Fédération canadienne de la faune
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Femmes canadiennes pour le cannabis
Femmes dans les communications et la technologie
Femtech Canada
Fondation canadienne des femmes
Food Trucks Association of Canada
Ingénieurs Canada
International Union of Operating Engineers
jauni
L'Archipel de l'avenir
Mechanical Contractors Association of Canada
Médecins résidents du Canada
Ontario Bioscience Innovation Organization
Open/Technology in Education, Society, and Scholarship Association
Organisations d'entreprises de femmes du Canada
Oxfam Canada
Oxfam-Québec
Reelworld Screen Institute
Réseau Dignité Canada
Réseau national du droit au logement
Rise Asset Development
Toronto International Film Festival Inc.
Women's National Housing and Homelessness Network (mémoire conjoint)

FABRICATION

3M Canada
Accélérer : L'Alliance canadienne de la chaîne d'approvisionnement de VZÉ

Agricultural Manufacturers of Canada
Association des chemins de fer du Canada
Association des fabricants de panneaux de composites
Bureau canadien de soudage
Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada
École de technologie supérieure
Electra Battery Materials
Global Container Terminals
Kinterra Capital
Mobilité électrique Canada
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Propulsion Québec

FINANCES NATIONALES

Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
Association of Regulated Nurses of Manitoba
Calgary Chamber of Commerce
Campagne 2000
Chambre de commerce du Canada
Clancey, William F.
Coalition Canada revenu de base
Comptables professionnels agréés du Canada
Confédération des syndicats nationaux
Courage: Action for Better Aging
Fédération canadienne des municipalités
Fédération des chambres de commerce du Québec
First Call Child and Youth Advocacy Society
Greater Vancouver Board of Trade
Institut du Québec

Lovell, Dave

MNP s.r.l.

Polito, Joseph

FORMATION PROFESSIONNELLE

3M Canada

Alliance canadienne des associations étudiantes

ApprenticeSearch.com

Association canadienne de l'énergie renouvelable

Association canadienne du marketing

Association des industries de l'automobile du Canada

Association nationale des collèges de carrières

Association nationale des engraisseurs de bovins

Association of Equipment Manufacturers

Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat

Bayshore Soins de santé ltée

Blue Door

Bureau canadien de soudage

Business + Higher Education Roundtable

Canadian Water Quality Association

Centrale des syndicats démocratiques

Chegg Inc

Coalition maritime canadienne

Collège communautaire du Nouveau-Brunswick

Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2)

Collèges et instituts Canada

Compétences Canada

Conseil canadien du bois

Conseil des technologies de l'information et des communications

Council Advancing Work-Based Learning
Digital
Enseignement coopératif et apprentissage en milieu de travail Canada
Expériences compétences mondiales
Fédération des chambres de commerce du Québec
Femmes dans les communications et la technologie
Institut du Québec
International Union of Operating Engineers
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Mechanical Contractors Association of Canada
Millwright Regional Council
Momentum
Northern Alberta Institute of Technology
Ontario Power Generation Inc.
OpenCircle
Palette Skills
Pearson Canada
Recreational Vehicle Dealers Association of Canada
Riipen
Riipen (mémoire conjoint)
SEIU Healthcare
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public
Syndicats des métiers de la construction du Canada
Toronto Metropolitan University
Venture for Canada
Wavemakers
YMCA Canada
York University

YWCA Canada

IMMIGRATION

Alberta Students Executive Council

Alliance canadienne des associations étudiantes

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des soins de longue durée

Association de l'industrie touristique de l'Ontario

Association des hôtels du Canada

Centre d'action pour la sécurité du revenu

Citoyens pour une politique juste

Confédération des syndicats nationaux

Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers

Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

Home Instead

Initiative du Siècle

Institut du Québec

La mission d'Ottawa

National Trade Contractors Council of Canada

Pearson Canada

Polytechnics Canada

Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada

Restaurants Canada

Toronto Metropolitan University

Université de Sherbrooke

Universités Canada

University of British Columbia

University of Calgary

University of Manitoba

ventureLAB

World Education Services

York University

IMPÔT DES PARTICULIERS

Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques

Association canadienne du capital de risque et d'investissement

Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec

Association nationale Femmes et Droit

Canadian Friends Service Committee

Canadiens pour une fiscalité équitable

Centrale des syndicats démocratiques

Coeliaque Canada

National Institute on Ageing

National Lung Health Alliance (mémoire conjoint)

Nissan Canada Inc.

Observatoire de la retraite

Orchestres Canada

Oxfam Canada

Oxfam-Québec

Parkinson Canada

PearTree Financial Services

Professional Association of Canadian Theatres

Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

Réseau national du droit au logement

Restaurants Canada

Saskatchewan Cattlemen's Association

Union des consommateurs

IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Alectra Inc.

Alliance nouvelles voies

AltaLink

Aqua Action

Associated Equipment Distributors

Association canadienne des entrepreneurs en énergie

Association canadienne des optométristes

Association canadienne du camping et du VR

Association de logement sans but lucratif de l'Ontario

Association des banquiers canadiens

Association des firmes de génie-conseil – Canada

Association des microbrasseries canadiennes

Association nucléaire canadienne

BCE inc. (mémoire conjoint)

Calgary Chamber of Commerce

Canadian Biogas Association

Canadian Canola Growers Association

Canadian Friends Service Committee

Canadian Institute of Chartered Business Valuators

Canadiens pour une fiscalité équitable

Centrale des syndicats démocratiques

Conseil canadien des innovateurs

Conseil canadien du commerce de détail

Conseil canadien pour les partenariats public-privé

Coopératives et mutuelles Canada

Federated Co-operatives Limited

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fédération des chambres de commerce du Québec
Mines Agnico Eagle limitée
Nukik Corporation
Ontario Bioscience Innovation Organization
Ontario Power Generation Inc.
Oxfam Canada
Oxfam-Québec
PearTree Financial Services
Producteurs d'œufs d'incubation du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Réseau Tech Canada
Syndicats des métiers de la construction du Canada

INDUSTRIE ET INNOVATION

Alliance mondiale de la chaîne du froid
Aqua Action
Armateurs du Saint-Laurent
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Association canadienne des conseillers en management
Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des télécommunications
Association canadienne du ciment
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
Association des fabricants de panneaux de composites
Association des hôpitaux de l'Ontario
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Calgary Chamber of Commerce

Canadian Institute of Chartered Business Valuators
Centre canadien de rayonnement synchrotron
Chambre de commerce du Canada
Clean Energy Canada
Coalition pour l'astronomie au Canada (mémoire conjoint)
Coffee Association of Canada
Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2)
Collèges et instituts Canada
Comptables professionnels agréés du Canada
Conseil canadien des innovateurs
Conseil canadien du Web3
Coopératives et mutuelles Canada
Digital
East Valley Ventures
École de technologie supérieure
Evidence for Democracy
Fédération des chambres de commerce du Québec
Fédération des pêcheurs indépendants du Canada
Fondation canadienne des femmes
Greater Vancouver Board of Trade
GroundBreak Ventures
Groupe TMX limitée
Hearth Patio and Barbecue Association of Canada
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Mechanical Contractors Association of Canada
National Trade Contractors Council of Canada
NAV CANADA

Neutrons Canada
Niagara College
Nouvelle économie Canada
Ontario Bioscience Innovation Organization
Open/Technology in Education, Society, and Scholarship Association
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Palette Skills
Polytechnics Canada
Producteurs de grains du Canada
Propulsion Québec
Red River College Polytech
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Réseau d'innovation en ressources propres
Réseau Tech Canada
Rogers Communications Inc.
Simon Fraser University
SNOLAB
Social Innovation Canada
Société Telus Communications
Startup Canada
Syngenta Canada Inc.
Technation Canada
Toronto Metropolitan University
Université de Sherbrooke
University of British Columbia
University of Waterloo
Uvaro Inc.
Venture for Canada

ventureLAB

Wert, Kaileah

Xanadu Quantum Technologies Inc.

York University

INFRASTRUCTURE

Alberta Irrigation Districts Association

Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent

Ashcroft Terminal

Assemblée des chefs du Manitoba

Assemblée des Premières Nations

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne de normalisation

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Association canadienne des constructeurs de véhicules

Association canadienne des eaux potables et usées

Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques

Association canadienne des parcs et loisirs

Association canadienne des travaux publics

Association canadienne du ciment

Association des administrations portuaires canadiennes

Association des aéroports du Canada atlantique

Association des architectes paysagistes du Canada

Association des firmes de génie-conseil – Canada

Association for Mountain Parks Protection and Enjoyment

BC Marine Terminal Operators Association

Bloor-Yorkville BIA

Bureau canadien de soudage

Buy Social Canada

Calgary Airport Authority
Calgary Chamber of Commerce
Canada Steamship Lines
Cereals Canada
City of Delta
Clean Energy Canada
College of North Atlantic
Collèges et instituts Canada
Conseil canadien du commerce de détail
Conseil des aéroports du Canada
Corporation TC Énergie
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia
DP World Canada
Environmental Defence Canada
Équiterre
Etsy Inc.
Fédération canadienne des municipalités
Fédération des pêcheurs indépendants du Canada
Financière Sun Life du Canada Inc.
Global Container Terminals
Grand Manan Harbour Authority
Greater Vancouver Board of Trade
Institut canadien de plomberie et de chauffage
Institut canadien des économistes en construction
International Downtown Association Canada
Kitikmeot Inuit Association (mémoire conjoint)
Living Lakes Canada
Metro Vancouver

National Association of Sewer Service Companies
Natural Assets Initiative
Nikola Corporation Canada
Nissan Canada Inc.
Northwest Territories Association of Communities
Nukik Corporation
Nunavut Tunngavik incorporée
Scarborough Community Renewal Organization
Société Telus Communications
Syndicat canadien de la fonction publique
Syngenta Canada Inc.
The North West Company
Union des municipalités du Québec
University of British Columbia
University of Calgary
ventureLAB
Ville de Burnaby
Ville de Yellowknife
Western Transportation Advisory Council

INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET SYSTÈMES DE PAIEMENT

Association canadienne des coopératives financières
Association canadienne du capital de risque et d'investissement
Association des banquiers canadiens
Association of Community Organizations for Reform Now
Catalyst:Community Finance Initiative
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Conseil canadien des innovateurs
Conseil canadien du commerce de détail

Conseil canadien du Web3
Electronic Transactions Association
Financial Data and Technology Association of North America
Financière Sun Life du Canada Inc.
Fintechs Canada
Institut national de la paie
Interac Corp.
L'Initiative canadienne de droit climatique
Mouvement des caisses Desjardins
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés
Polito, Joseph
Questrade Financial Group
Shakepay Inc.
University Pension Plan
Wealthsimple

LOGEMENT

Alliance canadienne de l'autisme
Armée du Salut
Assemblée des chefs du Manitoba
Assemblée des Premières Nations
Association canadienne de l'immeuble
Association canadienne des constructeurs d'habitations
Association canadienne des eaux potables et usées
Association canadienne des individus retraités
Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine
Association canadienne pour la santé mentale - National
Association de logement sans but lucratif de l'Ontario
Association des architectes paysagistes du Canada

Association des groupes de ressources techniques du Québec
Association des hôtels du Canada
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec
Association des psychiatres du Canada
Association des résidences pour aînés du Canada
Association of Community Organizations for Reform Now
Association of Manitoba Municipalities
Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat
Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat
Bâtir son quartier
Bissell Centre
Calgary Chamber of Commerce
Calgary Housing Company
Campagne 2000
Canadian Rental Housing Providers for Affordable Housing
Canadian Water Quality Association
Canadiens pour une fiscalité équitable
Capilano University
Centraide Est de l'Ontario
Centraide United Way Canada
Citoyens pour une politique juste
Clean Energy Canada
Communauté d'experts en logement
Confédération des syndicats nationaux
Congrès des peuples autochtones
Congrès du travail du Canada
Conseil du bâtiment durable du Canada
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia

Courage: Action for Better Aging
Covenant House Vancouver
Digital
Eldorado Gold
Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers
Fédération canadienne des municipalités
Fédération de l'habitation coopérative du Canada
Financière Sun Life du Canada Inc.
First Call Child and Youth Advocacy Society
Front d'action populaire en réaménagement urbain
Greater Vancouver Board of Trade
GroundBreak Ventures
Habitat pour l'humanité Canada
Hébergement femmes Canada
Inclusion Canada
Initiative du Siècle
Institut canadien des économistes en construction
La mission d'Ottawa
Lions du Canada
Maytree
Millwright Regional Council
Niagara College
Northern Alberta Institute of Technology
Northwest Territories Association of Communities
Nunavut Tunngavik incorporée
Oeuvre des Manoirs Ronald McDonald du Canada
One Bowl
Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres

Première Nation Squamish
Professionnels hypothécaires du Canada
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Réseau canadien de développement économique communautaire
Réseau national du droit au logement
Services de logement pour les Autochtones de l'Ontario
Simon Fraser University
Sinneave Family Foundation
Social Housing and Human Rights
Social Innovation Canada
Société canadienne du sida
Syndicat canadien de la fonction publique
Taylor, Heather
The Toronto Alliance to End Homelessness
Toronto Metropolitan University
TRRUST Collective Impact
Un Canada résistant au climat
Union des municipalités du Québec
Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Ville de Burnaby
Ville de Vancouver
Ville de Yellowknife
Wellesley Institute
Wert, Kaileah
Women's National Housing and Homelessness Network (mémoire conjoint)
WoodGreen Services communautaires

YWCA Canada

MINES ET FORÊTS

Association canadienne de palettes et contenants en bois
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association des produits forestiers du Canada
Association minière du Canada
BC Lumber Trade Council
Canada Nickel Company inc.
Centrale des syndicats démocratiques
Conseil canadien du bois
Conseil canadien du bois
Groupe TMX limitée
Helium Developers Association of Canada
International Union of Operating Engineers
Mines Agnico Eagle limitée
Mining Association of British Columbia
Nouvelle économie Canada
Ontario Forest Industries Association
PearTree Financial Services
Produits de bois canadien
Project Learning Tree Canada
Teck Resources Limited
Union des producteurs agricoles
Vale Base Metals Canada
Western Copper and Gold

MINISTÈRES, FONCTION PUBLIQUE ET INSTITUTIONS FÉDÉRALES

Alliance de la Fonction publique du Canada

Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists
Association canadienne des conseillers en management
Association for Mountain Parks Protection and Enjoyment
Bacon, Tyler
B'nai Brith Canada
Buy Social Canada
Canadian Independent Screen Fund
Canadian Wellbeing Knowledges Network
Conseil canadien des innovateurs
Fédération de la police nationale
Fondations philanthropiques Canada
Imperial Tobacco Canada Limitée
Ingénieurs Canada
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Raven Indigenous Impact Foundation (mémoire conjoint)
Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada
Réseau pour l'avancement des communautés noires
Réseau Tech Canada
Télésat
Toronto Transit Commission
UNICEF Canada
Wavemakers
Wert, Kaileah

ORGANISMES CARITATIFS ET SANS BUT LUCRATIF

Alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse
Association de logement sans but lucratif de l'Ontario
Association des professionnels en philanthropie
Bénévoles Canada

Blumbergs Professional Corporation
British Columbia Humanist Association
Buy Social Canada
CanaDon
Catalyst:Community Finance Initiative
Centraide Est de l'Ontario
Centraide United Way Canada
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé
Comité central mennonite du Canada
Conseil pour le monde des affaires et des arts du Canada
Covenant House Vancouver
Cowichan Green Community
DONN3
Eating Disorders Nova Scotia
Elevate Aviation
Embrace Health Foundation
Etsy Inc.
Fédération canadienne des coopératives de travail
Femmes canadiennes pour le cannabis
Femmes dans les communications et la technologie
Fondations communautaires du Canada
Fondations philanthropiques Canada
Gilbert, Catherine
Harbourfront Centre
Imagine Canada
Imagine Canada (mémoire conjoint)
Indspire
Institut Wilder

Lush Valley Food Action Society
Open/Technology in Education, Society, and Scholarship Association
Orchestres Canada
Racial Equity Screen Office
Réseau canadien de développement économique communautaire
Réseau pour l'avancement des communautés noires
Sentier Transcanadien
Sistema Canada Network
The Social Impact Lab Alberta (mémoire conjoint)
Timbres de Pâques Canada
Winspear Centre
WoodGreen Services communautaires
Yänonhchia' Housing Finance (mémoire conjoint)
YMCA Canada
Young Canadians Roundtable on Health

PERSONNES AVEC UN HANDICAP

Alliance canadienne de l'autisme
Association canadienne de counseling et de psychothérapie
Association canadienne des ergothérapeutes
Association canadienne des individus retraités
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association of Community Organizations for Reform Now
Campagne 2000
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases
Centraide United Way Canada
Centre d'action pour la sécurité du revenu
Centres communautaires d'alimentation du Canada
Citoyens pour une politique juste

Collège des médecins de famille du Canada
Congrès du travail du Canada
Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada
Daily Bread Food Bank
Égale Canada
Every Canadian Counts
Fibrose kystique Canada
First Call Child and Youth Advocacy Society
Fonds pour l'accessibilité de la radiodiffusion
Handicap autochtone Canada
Inclusion Canada
Institut national canadien pour les aveugles
Marche des dix sous du Canada
Prospérité Canada
Réseau d'action des femmes handicapées du Canada
Sinneave Family Foundation
Société de l'arthrite du Canada
Timbres de Pâques Canada
Wellesley Institute
Women's National Housing and Homelessness Network (mémoire conjoint)

PEUPLES AUTOCHTONES

Alliance canadienne de l'autisme
Alliance canadienne des associations étudiantes
Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Anishinabek Nation Eshki-Niigijig Youth Council
Arctic Research Foundation
Assemblée des chefs du Manitoba

Assemblée des Premières Nations
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des professeures et professeurs d'université
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine (mémoire conjoint)
Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine
Association chiropratique canadienne
Association de l'industrie touristique du Canada
Association des gestionnaires de santé des Premières Nations
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des musées de l'Ontario
Association des produits forestiers du Canada
Association nationale des centres d'amitié (mémoire conjoint)
Association nationale des sociétés autochtones de financement (mémoire conjoint)
Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat
Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat
Autorité financière des Premières Nations
Boehringer Ingelheim Canada Ltée
British Columbia Museums Association (mémoire conjoint)
CAAN – Communities, Alliances & Networks
Calgary Chamber of Commerce
Campus Manitoba (mémoire conjoint)
Capilano University
Centre d'action pour la sécurité du revenu
Centre for Sexuality
Centres communautaires d'alimentation du Canada
Champagne and Aishihik First Nations
Chiefs of Ontario

Citoyens pour une politique juste
Coalition pour une saine alimentation scolaire
College of North Atlantic
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Commission de la fiscalité des premières nations
Congrès des peuples autochtones
Conseil canadien du bois
Conseil canadien pour l'entreprise autochtone
Conseil consultatif des terres des Premières Nations
Conseil des bibliothèques universitaires de l'Atlantique
Conseil des premières nations de Windigo
Conseil tribal des Gwich'in
Council for the Advancement of Native Development Officers
CVW CleanTech
Enserva
Fédération de l'habitation coopérative du Canada
First Nations Fisheries Council of British Columbia
First Nations Technical Institute
First Peoples' Cultural Council
First Peoples Wellness Circle
Food First NL
Greater Vancouver Board of Trade
Handicap autochtone Canada
Horse Lake First Nation
Hydro One Networks Inc.
Hydroélectricité Canada
Indigenous Institutes Consortium
Indigenous Leadership Initiative

Indigenous Music Office
Ingénieurs Canada
Institut Wilder
Kehewin Cree Nation
Logement Coopératif National Autochtone Incorporated
MakeWay Foundation
Métis Nation-Saskatchewan
Mines Agnico Eagle limitée
Nation Innue
National Council of Indigenous Midwives
Native Child and Family Services of Toronto
Nature Unie
Nchkey Development Corporation
Niagara College
NorQuest College
Nouvelle économie Canada
Nukik Corporation
One Bowl
Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres
Ontario Power Generation Inc.
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Première Nation de Fort McKay
Première Nation des Chippewas de l'île Georgina
Première Nation Squamish
Qikiqtani Inuit Association
Ralliement national des Métis
Raven Indigenous Impact Foundation (mémoire conjoint)
Red River College Polytech

Services de logement pour les Autochtones de l'Ontario
Spirit North
Syndicat canadien de la fonction publique
Un Canada résistant au climat
Ville de Yellowknife
WaterAid Canada
Watershed Watch Salmon Society (mémoire conjoint)
Western Copper and Gold
Woodland Cree First Nation
YMCA Canada

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Action Canada pour la santé et les droits sexuels
Canadian International Education Policy Working Group
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases
Citoyens pour une politique juste
Collectif Échec aux paradis fiscaux
Coopération Canada
Égale Canada
Fondation Canada-Ukraine
Greenpeace Canada
Ingénieurs sans frontières Canada
International Justice Mission Canada
Northeastern University
Oxfam Canada
Oxfam-Québec
Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants
Producteurs d'œufs du Canada
Réseau Dignité Canada

Résultats Canada
Stop TB Canada
UNICEF Canada
WaterAid Canada
Watershed Watch Salmon Society

PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Alberta Irrigation Districts Association
Alliance canadienne des organismes de conservation
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
ALUS
Animal Environmental Legal Advocacy
Arctic Research Foundation
Assemblée des chefs du Manitoba
Assemblée des Premières Nations
Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques
Association des produits forestiers du Canada
B.C. Wildlife Federation
BC Watershed Security Coalition
Brands for Canada
Canadian Biosphere Regions Association
Canadian Water Quality Association
Canards Illimités Canada
Coalition canadienne pour des eaux saines
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)
Conseil canadien des pêches
Conservation de la nature Canada (mémoire conjoint)
Ecojustice
Fédération canadienne de la faune

Fédération canadienne de l'agriculture
FFAW-Unifor
Forum for Leadership on Water
Indigenous Leadership Initiative
Institut Wilder
Natural Assets Initiative
Nature Education Collective
Nature Unie
Ontario Power Generation Inc.
Project Learning Tree Canada
Réseau de milieux naturels protégés du Québec (mémoire conjoint)
Rivershed Society of British Columbia
Union des municipalités du Québec
Watershed Watch Salmon Society
Watershed Watch Salmon Society (mémoire conjoint)

RÉFORME FISCALE ET CONFORMITÉ

Alliance canadienne du camionnage
Association canadienne de physiothérapie
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
Association de l'industrie touristique de l'Ontario
Association de l'industrie touristique du Canada
Association dentaire canadienne
Association des pharmaciens du Canada
Association of Community Organizations for Reform Now
Blumbergs Professional Corporation
British Columbia Humanist Association

Canadian Women's Chamber of Commerce
Canadiens pour une fiscalité équitable
Centrale des syndicats démocratiques
Charles River Laboratories
Citoyens pour une politique juste
Coeliaque Canada
Cogeco Inc.
Collectif Échec aux paradis fiscaux
Comptables professionnels agréés du Canada
Conference for Advanced Life Underwriting
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des coopératives de travail
First Call Child and Youth Advocacy Society
Groupe TMX limitée
Hydroélectricité Canada
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Momentum
Mouvement des caisses Desjardins
Prospérité Canada
Single Seniors for Tax Fairness
Société canadienne de psychologie
Sollio groupe coopératif
Syndicat canadien de la fonction publique
Union des consommateurs
Union des producteurs agricoles
Union québécoise des microdistilleries
Wert, Kaileah

RÉGIONS RURALES, ÉLOIGNÉES ET NORDIQUES

Administration portuaire de Prince Rupert
Alberta Rural Connectivity Coalition
Arctic Research Foundation
Association canadienne du gaz
Association de logement sans but lucratif de l'Ontario
Association des facultés de médecine du Canada
Calgary Chamber of Commerce
Canadian Canola Growers Association
Coalition des professionnels de la santé (mémoire conjoint)
Conseil des premières nations de Windigo
Courage: Action for Better Aging
Fondation canadienne des femmes
Groupe pour la promotion de la prospérité rurale
Innovation bio-industrielle Canada
Kitikmeot Inuit Association
Mines Agnico Eagle limitée
Northwest Territories Association of Communities
One Yukon Coalition
Première Nation Webequie (mémoire conjoint)
Réseau de développement des collectivités du Canada
Sysco Canada

SANTÉ PUBLIQUE

Action Canada pour la santé et les droits sexuels
Allergies Alimentaires Canada (mémoire conjoint)
Alliance canadienne de l'autisme
Ambulance Saint-Jean Canada

Association canadienne des individus retraités
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
Association canadienne pour la santé mentale - National
Association de ventes directes du Canada
Association des psychiatres du Canada
Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés
BC Parks Foundation
BIOTECanada
CAAN – Communities, Alliances & Networks
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network
Canadian Alliance for Children's Grief
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases
Canadian Positive People Network
Cancer du sein du Canada
CATIE
Centraide Est de l'Ontario
Centre for Sexuality
Chegg Inc
Citoyens pour une politique juste
Comité de l'industrie du vaccin
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique
Conseil canadien du porc
Diabète Canada
Fondation prendre l'air
Gilead Sciences Canada Inc.
GSK Canada

Hoffmann-La Roche Limitée
Imperial Tobacco Canada Limitée
Les mères contre l'alcool au volant (MADD Canada)
Médicaments novateurs Canada
Northwest Territories Association of Communities
Novo Nordisk Canada Inc.
Nutrition International
OpenCircle
ParticipACTION (mémoire conjoint)
Prévention et contrôle des infections Canada
Société Alzheimer du Canada
Société canadienne de nutrition
Société canadienne du sida
Société pour les troubles de l'humeur du Canada
Stop TB Canada
Taylor, True
University of Guelph
WaterAid Canada

SCIENCES DE LA VIE

Association canadienne des neurosciences
BioCanRx
BIOTECanada
BWXT Medical Ltd.
Canadian Antimicrobial Innovation Coalition
Charles River Laboratories
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé
Corporation AbbVie
Courage: Action for Better Aging

Diabète Canada
Femtech Canada
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
FRDJ Canada
Hoffmann-La Roche Limitée
Innovation bio-industrielle Canada
LabCANDx
Life Sciences Ontario
Médecins Sans Frontières
Medtech Canada
Merck Canada inc.
Microbix Biosystems Inc.
Recherche Canada : Une alliance pour les découvertes en santé
Société canadienne pour les biosciences moléculaires
SoinsSantéCAN
Université Queen's
University of Waterloo

SÉCURITÉ ET PROTECTION

3M Canada
AltaLink
Ambulance Saint-Jean Canada
Assemblée des chefs du Manitoba
Assemblée des Premières Nations
Association canadienne contre la violence
Association canadienne de l'énergie renouvelable
Association canadienne des chefs de pompiers
Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques
Association canadienne des travaux publics

Association canadienne du camping et du VR
Association des administrations portuaires canadiennes
Association des banquiers canadiens
Association des courtiers d'assurances du Canada
Association des gestionnaires de santé des Premières Nations
Association of Manitoba Municipalities
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
BCE inc. (mémoire conjoint)
B'nai Brith Canada
Bureau d'assurance du Canada
Calgary Chamber of Commerce
Canadian Franchise Association
Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes
Coalition nationale contre le tabac de contrebande
Comité central mennonite du Canada
Communauté d'experts en logement
Comptables professionnels agréés du Canada
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Conseil canadien de la réhabilitation et du Travail
Conseil canadien du commerce de détail
Conseil consultatif des terres des Premières Nations
Conseil des aéroports du Canada
Croix-Rouge canadienne
Digital Identification and Authentication Council of Canada
Égale Canada
Emergent BioSolutions
Fédération canadienne des municipalités
Fédération de la police nationale

First Peoples Wellness Circle
Hébergement femmes Canada
Imperial Tobacco Canada Limitée
Interac Corp.
International Downtown Association Canada
International Justice Mission Canada
Lions du Canada
Mouvement des caisses Desjardins
Northwest Territories Association of Communities
Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres
Oxfam Canada
Pelmorex Corp.
Polytechnics Canada
Publiez ce que vous payez Canada
Rogers Communications Inc.
Squire, Peter
Tanium inc.
Télesat
The Aurora Foundation Inc.
Un Canada résistant au climat
Winspear Centre
YWCA Canada

SOINS DE SANTÉ

Agir contre le cancer maintenant
Allergies Alimentaires Canada (mémoire conjoint)
Alliance canadienne de l'autisme
Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale
Assemblée des chefs du Manitoba

Assemblée des Premières Nations
Association canadienne de financement et de location
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne de physiothérapie
Association canadienne de soins et services à domicile
Association canadienne des aliments de santé
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association canadienne des individus retraités
Association canadienne des médecins vétérinaires
Association canadienne des parcs et loisirs
Association canadienne des radiologistes
Association canadienne des soins de longue durée
Association canadienne des technologues en radiation médicale
Association canadienne pour la santé mentale - National
Association chiropratique canadienne
Association dentaire canadienne
Association des facultés de médecine du Canada
Association des hôpitaux de l'Ontario
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des pharmaciens du Canada
Association des psychiatres du Canada
Association des urologues du Canada
Association médicale canadienne
Association of Regulated Nurses of Manitoba
Association pulmonaire du Canada
Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat
Bacon, Tyler

Bayshore Soins de santé Itée
Best Medicine Coalition
BioCanRx
Bloor-Yorkville BIA
CAAN – Communities, Alliances & Networks
Campagne 2000
Canadian Grief Alliance
Canadian Organization for Rare Disorders
Canadian Pulmonary Fibrosis Foundation
CanAge
Cancer Colorectal Canada
Cancer du sein du Canada
Centrale des syndicats démocratiques
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé
Coalition canadienne des politiques sur les drogues
Coalition des professionnels de la santé (mémoire conjoint)
Collège des médecins de famille du Canada
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Confédération des syndicats nationaux
Conference for Advanced Life Underwriting
Congrès du travail du Canada
Conseil canadien du porc
Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia
Courage: Action for Better Aging
Covenant Health Palliative Institute
Diabète Canada
Digital

Échographie Canada
Emergent BioSolutions
Fédération canadienne de la faune
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers
Fédération des chambres de commerce du Québec
Femtech Canada
Fertility Matters Canada
Fibrose kystique Canada
Financière Sun Life du Canada Inc.
First Call Child and Youth Advocacy Society
Fondation Brain Canada
Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada
Groupe Co-operators
Haleon Canada
Hoffmann-La Roche Limitée
joni
La Fondation canadienne du rein
La Société des obstétriciens et gynécologues du Canada
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Médicaments novateurs Canada
Merck Canada inc.
National Council of Indigenous Midwives
National Lung Health Alliance (mémoire conjoint)
Northwest Territories Association of Communities
Novo Nordisk Canada Inc.
Nunavut Tunngavik incorporée
One Yukon Coalition

OpenCircle
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Orthophonie et Audiologie Canada
Palliative Care Coalition of Canada
Pallium Foundation of Canada
Parkinson Canada
Producteurs d'œufs d'incubation du Canada
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Santé des enfants Canada
SEIU Healthcare
Société Alzheimer du Canada
Société canadienne de cardiologie
Société canadienne de la SLA
Société canadienne de psychologie
Société canadienne de schizophrénie
Société canadienne de science de laboratoire médical
Société canadienne du cancer
Société de l'arthrite du Canada
SoinsSantéCAN
SP Canada
Stratégie canadienne de recherche sur le cerveau
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public
Toronto Metropolitan University
Union des consommateurs
Wellesley Institute

TARIFICATION DU CARBONE

Association canadienne de l'industrie de la chimie

Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne du ciment
Association des produits forestiers du Canada
Électricité Canada
Éleveurs de dindon du Canada
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fertilisants Canada
Grain Farmers of Ontario
Groupe de travail sur les légumes de serre (mémoire conjoint)
Producteurs de grains du Canada

TAXES À LA CONSOMMATION

Animaux de compagnie Canada
Association des producteurs d'aciers du Québec
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec
Association des services funéraires du Canada
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Canadian Water Quality Association
Coalition canadienne d'action contre le tabac
Corporation des associations de détaillants d'automobiles
Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada
Habitat pour l'humanité Canada
IKEA Canada
Imperial Tobacco Canada Limitée
Molson Canada 2005
Nissan Canada Inc.
Recreational Vehicle Dealers Association of Canada
Rothmans, Benson & Hedges Inc.
Société canadienne du cancer

Société de l'arthrite du Canada

TOURISME

Administration portuaire de Prince Rupert
Association canadienne des organismes artistiques
Association de l'industrie touristique de l'Ontario
Association de l'industrie touristique du Canada
Association des hôtels du Canada
Association for Mountain Parks Protection and Enjoyment
Association frontière hors taxes
Canadian Biosphere Regions Association
Conseil canadien du commerce de détail
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Recreational Vehicle Dealers Association of Canada
Restaurants Canada
Toronto International Film Festival Inc.
Tourism Industry Association of British Columbia

TRANSITION VERS LA CARBONEUTRALITÉ

Air Products Canada
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Alliance mondiale de la chaîne du froid
Armateurs du Saint-Laurent
Association canadienne de normalisation
Association canadienne des constructeurs de véhicules
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association des chemins de fer du Canada
Association des fabricants de panneaux de composites

Association des facultés de médecine du Canada
Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Calgary Chamber of Commerce
Canada Steamship Lines
Canards Illimités Canada
Capilano University
Citoyens pour une politique juste
Coalition du budget vert (mémoire conjoint)
Comité central mennonite du Canada
Conseil canadien du commerce de détail
Conseil des aéroports du Canada
Conseil du bâtiment durable du Canada
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada
Corporation TC Énergie
CVW CleanTech
Deep Sky
Dow Canada
DP World Canada
Ecojustice
Électro-Fédération Canada
Environmental Defence Canada
Équiterre
Etsy Inc.
Fédération canadienne de la faune
Fertilisants Canada
Global Container Terminals

Greater Vancouver Board of Trade
Greenpeace Canada
Groupe Co-operators
Groupe TMX limitée
Haleon Canada
Hearth Patio and Barbecue Association of Canada
IGPC Ethanol Inc.
Industries Renouvelables Canada
Ingénieurs Canada
Innergex Renewable Energy
Institut canadien de plomberie et de chauffage
International Union of Operating Engineers
joni
L'Initiative canadienne de droit climatique
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Mobilité électrique Canada
Nano One Materials Corp.
NAV CANADA
Nouvelle économie Canada
Palette Skills
Parkland Corporation
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Project Learning Tree Canada
Propulsion Québec
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Réseau action climat Canada
The Atmospheric Fund
The Council of Sustainable Industries

The Transport Project Canada
TIU Canada
Tlingit Homeland Energy Limited Partnership
Tlingit Homeland Energy Limited Partnership (mémoire conjoint)
Tourmaline Oil Corporation
University of Alberta
University Pension Plan
Waste Connections of Canada
YMCA Canada
York University

TRANSPORTS

Administration portuaire de Prince Rupert
Air Line Pilots Association, International
Alliance mondiale de la chaîne du froid
Ashcroft Terminal
Association canadienne du transport urbain
Association de l'industrie touristique de l'Ontario
Association de l'industrie touristique du Canada
Association des administrations portuaires canadiennes
Association des aéroports du Canada atlantique
Association des chemins de fer du Canada
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
BC Marine Terminal Operators Association
Calgary Airport Authority
Canada Steamship Lines
Canadian Canola Growers Association
Chaîne d'approvisionnement Metro Inc.
Conseil canadien du canola

Conseil des aéroports du Canada
Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada
Fédération des chambres de commerce du Québec
Global Container Terminals
Greater Vancouver Board of Trade
Kelowna International Airport
NAV CANADA
Nikola Corporation Canada
Nissan Canada Inc.
Producteurs de grains du Canada
Pulse Canada
Simon Fraser University
The Transport Project Canada
Toronto Transit Commission
Tourism Industry Association of British Columbia
Union des municipalités du Québec
Wert, Kaileah
Yarmouth International Airport Corp.

ANNEXE C : LISTE DES TÉMOINS

Le tableau ci-dessous présente les témoins qui ont comparu devant le Comité lors des réunions se rapportant au présent rapport. Les transcriptions de toutes les séances publiques reliées à ce rapport sont affichées sur la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Organismes et individus	Date	Réunion
Alliance canadienne du camionnage Geoffrey Wood, vice-président principal, Politique	2024/10/01	155
B’nai Brith Canada Richard Robertson, directeur, Recherche et plaidoyer	2024/10/01	155
Canadian Independent Screen Fund for Black and People of Colour Creators Lalita Krishna, coprésidente Sally Lee, directrice exécutive	2024/10/01	155
Climate Emergency Unit Bushra Asghar, organisateur, Youth Climate Corps Seth Klein, chef d'équipe	2024/10/01	155
Congrès du travail du Canada D.T. Cochrane, économiste principal	2024/10/01	155
Réseau FADOQ Philippe Poirier-Monette, conseiller spécial, Relations gouvernementales Gisèle Tassé-Goodman, présidente	2024/10/01	155
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo Simon Claus, directeur, Affaires publiques Eve Paré, directrice générale	2024/10/03	156

Organismes et individus	Date	Réunion
Confédération des syndicats nationaux François Bélanger, conseiller syndical Yvan Duceppe, trésorier	2024/10/03	156
Conseil canadien des innovateurs Benjamin Bergen, président Nicholas Schiavo, directeur, Affaires fédérales	2024/10/03	156
Fédération de l'habitation coopérative du Canada Patricia Tessier, directrice générale par intérim	2024/10/03	156
Raven Indigenous Impact Foundation Jeffrey Cyr, président-directeur général	2024/10/03	156
Réseau canadien pour le revenu garanti Sidney Frankel, professeur principal Sheila Regehr, présidente	2024/10/03	156
À titre personnel Ian Lee, professeur agrégé, Sprott School of Business, Carleton University	2024/10/08	157
Association canadienne du transport urbain Kelly Paleczny, présidente	2024/10/08	157
Centre canadien d'excellence pour les aidants James Janeiro, directeur, Politiques et relations gouvernementales	2024/10/08	157
Coalition du budget vert Will Bulmer, spécialiste principal, Relations gouvernementales, Le Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada) Jessica McIlroy, gestionnaire, Buildings, Pembina Institute Sarah Palmer, stratège politique, relations gouvernementales, Yellowstone to Yukon Conservation Initiative Canada Andrew Van Iterson, gestionnaire	2024/10/08	157
Festivals et événements majeurs Canada Martin Roy, directeur général	2024/10/08	157

Organismes et individus	Date	Réunion
Producteurs de grains du Canada Andre Harpe, président Kyle Larkin, directeur exécutif	2024/10/08	157
Association canadienne des coopératives financières Michael Hatch, vice-président, Relations gouvernementales	2024/10/10	158
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs Anne Kothawala, présidente-directrice générale	2024/10/10	158
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants Heidi Yetman, présidente	2024/10/10	158
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers Linda Silas, présidente	2024/10/10	158
Native Child and Family Services of Toronto Melissa Hamonic, directrice par intérim, Gouvernance et stratégie	2024/10/10	158
Unifor Daniel Cloutier, directeur québécois Simon Lavigne, représentant national, Service de la recherche	2024/10/10	158
À titre personnel Jack Mintz, boursier de la présidente, School of Public Policy, University of Calgary	2024/10/22	159
Butler Mortgage Inc. Ronald Butler, courtier hypothécaire	2024/10/22	159
Centres communautaires d'alimentation du Canada Anthony Musiwa, conseiller principal en politiques Jasmine Ramze Rezaee, directrice, Unité de lutte contre la pauvreté	2024/10/22	159
Coalition des professionnels de la santé François Couillard, président	2024/10/22	159

Organismes et individus	Date	Réunion
Front d'action populaire en réaménagement urbain Véronique Laflamme, porte-parole	2024/10/22	159
Toronto Biennial of Art Patrizia Libralato, directrice générale	2024/10/22	159
À titre personnel Nathan Hume, avocat Jeffrey Simser, avocat	2024/10/24	160
Association canadienne du gaz Paul Cheliak, vice-président, Stratégie et livraison	2024/10/24	160
Business + Higher Education Roundtable Matthew McKean, directeur, Recherche et développement Valerie Walker, présidente-directrice générale	2024/10/24	160
École de technologie supérieure Kathy Baig, directrice-générale et cheffe de la direction Éric Bosco, directeur exécutif, Institut AdapT	2024/10/24	160
Professionnels hypothécaires du Canada Lauren van den Berg, présidente-directrice-générale	2024/10/24	160
Association des industries aérospatiales du Canada Mike Mueller, président et chef de la direction	2024/10/31	162
CHIN Radio TV International Francesco Di Candia, directeur général	2024/10/31	162
Diabète Canada Glenn Thibeault, directeur exécutif, Affaires gouvernementales, défense des intérêts et politiques	2024/10/31	162
Institut C.D. Howe William Robson, président-directeur général	2024/10/31	162
Institut Macdonald-Laurier Timothy Sargent, directeur, Politiques domestiques	2024/10/31	162

Organismes et individus	Date	Réunion
Qikiqtani Inuit Association Virginia Mearns, directrice principale, Relations avec les Inuits Richard Paton, directeur exécutif adjoint, Conservation des espèces marines et fauniques	2024/10/31	162
À titre personnel Kim G. C. Moody, Moody's LLP Tax Advisors	2024/11/05	163
Association canadienne des producteurs d'acier Catherine Cobden, présidente et directrice générale François Desmarais, vice-président, Commerce et affaires industrielles	2024/11/05	163
Conseil national des musulmans canadiens Sadaf Ahmed, agente des services d'assistance judiciaire du manitoba Rizwan Mohammad, agent des services d'assistance judiciaire	2024/11/05	163
Italian Canadian Savings and Credit Union Limited Fausto Gaudio, président directeur-général	2024/11/05	163
Toronto Police Association Clayton Campbell, président	2024/11/05	163
Union québécoise des microdistilleries Nicolas Bériault, co-fondateur, distillerie 3 lacs Vincent Lambert, secrétaire général	2024/11/05	163
Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of BC Katie Crocker, directrice générale	2024/11/07	164
Association canadienne de musique sur scène Erin Benjamin, présidente-directrice générale	2024/11/07	164
Groupe TMX limitée David Clarke, chef, Affaires gouvernementales	2024/11/07	164
HEC Montréal Pierre-Olivier Pineau, professeur	2024/11/07	164

Organismes et individus	Date	Réunion
Platform Calgary Terry Rock, président et chef de la direction	2024/11/07	164
Union des producteurs agricoles Charles-Félix Ross, directeur général Marc St-Roch, coordonateur, Service de comptabilité et de fiscalité	2024/11/07	164

ANNEXE D : LISTE DES MÉMOIRES

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

3M Canada

À l'Action

A Woman's Work

Accélérer : L'Alliance canadienne de la chaîne d'approvisionnement de VZÉ

Access Copyright

Accessible Housing Network

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Action hépatites Canada

Administration portuaire de Prince Rupert

AFOA Canada

African Nova Scotian Justice Institute

Agir contre le cancer maintenant

Agricultural Manufacturers of Canada

AIDS Committee of Newfoundland and Labrador

Air Line Pilots Association, International

Air Products Canada

Alberta Ballet

Alberta Community Council on HIV

Alberta Food Processors Association

Alberta Irrigation Districts Association

Alberta Lung

Alberta Magazine Publishers Association

Alberta Rural Connectivity Coalition

Alberta Students Executive Council
Alberta University of the Arts
Alectra Inc.
Aliments et Boissons Atlantique
Aliments et boissons Canada
All Nations Hope Network
Allergies Alimentaires Canada
Alliance canadienne de l'autisme
Alliance canadienne des associations étudiantes
Alliance canadienne des organismes de conservation
Alliance Canadienne des universités de recherche de petite et de moyenne taille
Alliance canadienne du camionnage
Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale
Alliance de la Fonction publique du Canada
Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture
Alliance des arts médiatiques indépendants
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Alliance internationale des employés de scène
Alliance mondiale de la chaîne du froid
Alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse
Alliance nouvelles voies
Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists
Alliance pour les arts visuels
AltaLink
ALUS
Ambulance Saint-Jean Canada
AMI-Québec
Animal Environmental Legal Advocacy
Animaux de compagnie Canada
Anishinabek Nation Eshki-Niigijig Youth Council

Anthem Sports and Entertainment
ApprenticeSearch.com
Aqua Action
Arctic Research Foundation
Armateurs du Saint-Laurent
Armée du Salut
Arts Commons
Arts Umbrella
Ashcroft Terminal
Assemblée canadienne de la danse
Assemblée de la francophonie de l'Ontario
Assemblée des chefs du Manitoba
Assemblée des Premières Nations
Assiniboine Community College
Associated Equipment Distributors
Association canadienne contre la violence
Association canadienne de counseling et de psychothérapie
Association canadienne de financement et de location
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne de l'énergie renouvelable
Association canadienne de l'immeuble
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Association canadienne de musique sur scène
Association canadienne de normalisation
Association canadienne de palettes et contenants en bois
Association canadienne de physiothérapie
Association canadienne de soins et services à domicile
Association canadienne des aliments de santé
Association canadienne des boissons
Association canadienne des bovins

Association canadienne des carburants
Association canadienne des chefs de pompiers
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des conseillers en management
Association canadienne des constructeurs de véhicules
Association canadienne des constructeurs d'habitations
Association canadienne des coopératives financières
Association canadienne des eaux potables et usées
Association canadienne des entrepreneurs en énergie
Association canadienne des ergothérapeutes
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association canadienne des individus retraités
Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques
Association canadienne des médecins pour l'environnement
Association canadienne des médecins vétérinaires
Association canadienne des minoteries de farine de blé
Association canadienne des neurosciences
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des organismes artistiques
Association canadienne des parcs et loisirs
Association canadienne des physiciens et physiciennes
Association canadienne des Postdoctorantes et Postdoctorants
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association canadienne des professeures et professeurs d'université
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association canadienne des radiodiffuseurs
Association canadienne des radiologistes
Association canadienne des soins de longue durée
Association canadienne des technologues en radiation médicale

Association canadienne des télécommunications
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
Association canadienne des travaux publics
Association canadienne des usagers et stations de la télévision communautaire
Association canadienne d'experts-conseils en patrimoine
Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine
Association canadienne du camping et du VR
Association canadienne du capital de risque et d'investissement
Association canadienne du ciment
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
Association canadienne du gaz
Association canadienne du marketing
Association canadienne du propane
Association canadienne du transport urbain
Association canadienne d'universités pour la recherche en astronomie
Association canadienne pour la santé mentale
Association canadienne pour la santé mentale - National
Association chiropratique canadienne
Association de l'industrie touristique de l'Ontario
Association de l'industrie touristique du Canada
Association de logement sans but lucratif de l'Ontario
Association de ventes directes du Canada
Association dentaire canadienne
Association des administrations portuaires canadiennes
Association des aéroports du Canada atlantique
Association des architectes paysagistes du Canada
Association des banquiers canadiens
Association des bibliothèques de recherche du Canada
Association des chemins de fer du Canada
Association des collèges et universités de la francophonie canadienne

Association des courtiers d'assurances du Canada
Association des denturologistes du Canada
Association des fabricants de panneaux de composites
Association des facultés de médecine du Canada
Association des firmes de génie-conseil – Canada
Association des gestionnaires de santé des Premières Nations
Association des groupes de ressources techniques du Québec
Association des hôpitaux de l'Ontario
Association des hôtels du Canada
Association des industries de l'automobile du Canada
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des microbrasseries canadiennes
Association des musées canadiens
Association des musées de l'Ontario
Association des pharmaciens du Canada
Association des producteurs d'aciers du Québec
Association des produits forestiers du Canada
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec
Association des professionnels de l'édition musicale
Association des professionnels en philanthropie
Association des psychiatres du Canada
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
Association des résidences pour aînés du Canada
Association des services funéraires du Canada
Association des urologues du Canada
Association for Mountain Parks Protection and Enjoyment
Association frontière hors taxes
Association internationale des pompiers
Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés
Association médicale canadienne

Association minière du Canada
Association nationale des centres d'amitié
Association nationale des collèges de carrières
Association nationale des éditeurs de livres
Association nationale des engraisseurs de bovins
Association nationale des radios étudiantes et communautaires
Association nationale des retraités fédéraux
Association nationale des sociétés autochtones de financement
Association nationale Femmes et Droit
Association nucléaire canadienne
Association of Canadian Publishers
Association of Community Organizations for Reform Now
Association of Equipment Manufacturers
Association of Manitoba Municipalities
Association of Regulated Nurses of Manitoba
Association pour le commerce biologique du Canada
Association pour l'opéra au Canada
Association pulmonaire du Canada
Association pulmonaire du Nouveau-Brunswick
Association pulmonaire du Québec
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo
Association québécoise des éditeurs de magazines
Assurer un avenir en santé
Asthma Canada
Atlantic Interdisciplinary Research Network
Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs Secretariat
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Autorité financière des Premières Nations
B.C. Wildlife Federation
Bacon, Tyler

Balancing Act
Banques alimentaires Canada
Basic Income Alberta
Basic Income Manitoba
Basic Income Nova Scotia
Bâtir son quartier
Bayshore Soins de santé Itée
BC Food and Beverage
BC Lumber Trade Council
BC lung Foundation
BC Marine Terminal Operators Association
BC Parks Foundation
BC Shrimp Trawlers' Association
BC Watershed Security Coalition
BCE inc.
Belfry Theatre
Bell Canada
Bénévoles Canada
Bénévoles Ottawa
Best Medicine Coalition
BGC Canada
Bhayana Family Foundation
BioCanRx
BIOTECanada
Bissell Centre
Black Boys Code Society
Bloor-Yorkville BIA
Blue Door
Blumbergs Professional Corporation
B'nai Brith Canada

Boehringer Ingelheim Canada Ltée
Bragg Communications Inc.
Brands for Canada
BridgePoint Center for Eating Disorder Recovery
British Columbia Federation of Students
British Columbia Humanist Association
British Columbia Museums Association
Bureau canadien de soudage
Bureau d'assurance du Canada
Bureau de l'écran des Noirs
Business + Higher Education Roundtable
Buy Social Canada
BWXT Canada Ltd.
BWXT Medical Ltd.
CAAN – Communities, Alliances & Networks
Calgary Airport Authority
Calgary Chamber of Commerce
Calgary Housing Company
Calgary Opera
Calgary Philharmonic Orchestra
Campagne 2000
Campus Manitoba
Canada Fetal Alcohol Spectrum Disorder Research Network
Canada Grains Council
Canada Nickel Company inc.
Canada Steamship Lines
Canada's Royal Winnipeg Ballet
Canadian Actors' Equity Association
Canadian Alliance for Children's Grief
Canadian Antimicrobial Innovation Coalition

Canadian Artists Network
Canadian Association of Postdoctoral Administrators
Canadian Biogas Association
Canadian Biosphere Regions Association
Canadian Canola Growers Association
Canadian Communications Systems Alliance Inc.
Canadian Consumer Finance Association
Canadian Council for Sustainable Aviation Fuels
Canadian Franchise Association
Canadian Friends Service Committee
Canadian Grief Alliance
Canadian Independent Music Association
Canadian Independent Screen Fund
Canadian Institute of Chartered Business Valuators
Canadian International Education Policy Working Group
Canadian Magazine Coalition
Canadian Network for Neglected Tropical Diseases
Canadian Opera Company
Canadian Organization for Rare Disorders
Canadian Positive People Network
Canadian Pulmonary Fibrosis Foundation
Canadian Rental Housing Providers for Affordable Housing
Canadian Stage Company (The)
Canadian Water Quality Association
Canadian Wellbeing Knowledges Network
Canadian Women's Chamber of Commerce
Canadiens pour une fiscalité équitable
CanaDon
CanAge
Canards Illimités Canada

Cancer Colorectal Canada
Cancer du sein du Canada
Cancer pulmonaire Canada
CANDO
Capacity for Impact Consulting
Cape Breton Fish Harvesters Association
Capilano University
Catalyst:Community Finance Initiative
CATIE
Caucus Climat
Centraide Est de l'Ontario
Centraide United Way Canada
Centrale des syndicats démocratiques
Centre canadien de rayonnement synchrotron
Centre canadien d'excellence pour les aidants
Centre canadien du film
Centre canadien pour mettre fin à la traite des personnes
Centre d'action écologique
Centre d'action pour la sécurité du revenu
Centre d'accès équitable aux bibliothèques
Centre de documentation pour le sport
Centre du patrimoine de la GRC
Centre du Théâtre d'aujourd'hui
Centre for Sexuality
Centres communautaires d'alimentation du Canada
Cercle du patrimoine autochtone
Cercle sportif autochtone
Cereals Canada
Chaîne d'affaires publiques par câble (CPAC)
Chaîne d'approvisionnement Metro Inc.

Chambre de commerce du Canada
Chambre des organismes bénévoles de Calgary
Champagne and Aishihik First Nations
ChargePoint Canada Inc.
Charles River Laboratories
Chegg Inc
Chiefs of Ontario
Cidre Canada
Circle on Philanthropy
Citoyens pour une politique juste
City of Delta
Clancey, William F.
Clean Energy Canada
Climate Emergency Unit
Club des petits déjeuners
Coalition anti-pauvreté du Yukon
Coalition Canada revenu de base
Coalition canadienne d'action contre le tabac
Coalition canadienne des arts
Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité
Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé
Coalition canadienne des politiques sur les drogues
Coalition canadienne pour des eaux saines
Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida
Coalition des professionnels de la santé
Coalition du budget vert
Coalition maritime canadienne
Coalition nationale contre le tabac de contrebande
Coalition of Canadian Independent Craft Brewers
Coalition of National Service Federations

Coalition pour l'astronomie au Canada
Coalition pour une saine alimentation scolaire
Coeliaque Canada
Coffee Association of Canada
Cogeco Inc.
Collectif Échec aux paradis fiscaux
Collège communautaire du Nouveau-Brunswick
Collège des médecins de famille du Canada
College of North Atlantic
Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada
Collèges canadiens pour une relance économique résiliente (C2R2)
Collèges et instituts Canada
Comité central mennonite du Canada
Comité de l'industrie du vaccin
Comité olympique canadien
Commission de la fiscalité des premières nations
Communauté d'experts en logement
Community Sector Council Newfoundland and Labrador
Community-Based Research Centre
Compétences Canada
Comptables professionnels agréés du Canada
Confédération des syndicats nationaux
Conference for Advanced Life Underwriting
Congrès des peuples autochtones
Congrès du travail du Canada
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique
Conseil canadien de la réhabilitation et du Travail
Conseil canadien des innovateurs
Conseil canadien des pêches

Conseil canadien du bois
Conseil canadien du canola
Conseil canadien du commerce de détail
Conseil canadien du porc
Conseil canadien du Web3
Conseil canadien pour l'entreprise autochtone
Conseil canadien pour les partenariats public-privé
Conseil consultatif des terres des Premières Nations
Conseil de gestion financière des Premières Nations
Conseil de la transformation alimentaire du Québec
Conseil des aéroports du Canada
Conseil des bibliothèques universitaires de l'Atlantique
Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada
Conseil des Doyens - Agriculture, Alimentation et Médecine Vétérinaire
Conseil des premières nations de Windigo
Conseil des technologies de l'information et des communications
Conseil des viandes du Canada
Conseil du bâtiment durable du Canada
Conseil national de développement économique des Autochtones
Conseil national des lignes aériennes du Canada
Conseil pour le monde des affaires et des arts du Canada
Conseil tribal des Gwich'in
Conservation de la nature Canada
Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain au Canada
Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada
Coopération Canada
Coopératives et mutuelles Canada
COPD Canada
Copibec
Corporation AbbVie

Corporation des associations de détaillants d'automobiles
Corporation TC Énergie
council Advancing Work-Based Learning
Council for the Advancement of Native Development Officers
Council of Senior Citizens' Organizations of British Columbia
Courage: Action for Better Aging
Covenant Energy Ltd.
Covenant Health Palliative Institute
Covenant House Vancouver
Cowichan Green Community
Croix-Rouge canadienne
CropLife Canada
Cultivons biologique Canada
CVW CleanTech
Daily Bread Food Bank
DARO
Deep Sky
Delegation of Concerned Scientists
Deuxième récolte Canada
Diabète Canada
Diététistes du Canada
Digital
Digital Identification and Authentication Council of Canada
DONN3
Dow Canada
Downtown West BIA
Downtown Yonge BIA
DP World Canada
Dr. Peter Centre
Dubé, Marianne

Duceppe
East Valley Ventures
Eating Disorders Nova Scotia
Échographie Canada
Éco Héros
Ecojustice
École de technologie supérieure
École nationale de ballet du Canada
Edmonton Symphony Orchestra
Éducation physique et santé Canada
Efficacité énergétique Canada
Égale Canada
Eldorado Gold
Electra Battery Materials
Électricité Canada
Électro-Fédération Canada
Electronic Transactions Association
Elevate Aviation
Éleveurs de dindon du Canada
Embrace Health Foundation
Emergent
Emily Carr University of Art + Design
EnPoint
Enseignement coopératif et apprentissage en milieu de travail Canada
Enserva
Environmental Defence Canada
Enwave Energy Corporation
Équiterre
Etsy Inc.
Every Canadian Counts

Evidence for Democracy
Expériences compétences mondiales
Federal Nonprofit Data Coalition
Federated Co-operatives Limited
Fédération biologique du Canada
Fédération canadienne de la faune
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des associations de bibliothèques
Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers
Fédération canadienne des coopératives de travail
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fédération canadienne des métiers d'art
Fédération canadienne des municipalités
Fédération canadienne des musiciens
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers
Fédération canadienne du vêtement
Fédération culturelle canadienne-française
Fédération de la police nationale
Fédération de l'habitation coopérative du Canada
Fédération des chambres de commerce du Québec
Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
Fédération des pêcheurs indépendants du Canada
Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec
Femmes canadiennes pour le cannabis
Femmes dans les communications et la technologie
Femtech Canada
Fermiers pour la transition climatique
Fertilisants Canada

Fertility Matters Canada
Festivals et événements majeurs Canada
FFAW-Unifor
Fibrose kystique Canada
Fiducie nationale du Canada
Financial Data and Technology Association of North America
Financière Sun Life du Canada Inc.
Fintechs Canada
First Call Child and Youth Advocacy Society
First Nations Fisheries Council de la Colombie-Britannique
First Nations Technical Institute
First Peoples' Cultural Council
First Peoples Wellness Circle
FLO
Fondation Brain Canada
Fondation Canada-Ukraine
Fondation Canadienne De Recherche Sur Le SIDA
Fondation canadienne des femmes
Fondation canadienne pour le développement de carrière
Fondation commémorative des paramédics canadiens
Fondation David Suzuki
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC du Canada
Fondation pour l'alphabétisation des enfants canadiens
Fondation prendre l'air
Fondations communautaires du Canada
Fondations philanthropiques Canada
Fonds canadien de la radio communautaire
Fonds mondial pour la nature-Canada
Fonds pour l'accessibilité de la radiodiffusion
Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations

Fonds Shaw-Rocket
Food and Beverage Manitoba
Food and Beverage Ontario
Food First NL
Food Trucks Association of Canada
FORGE Hydrocarbons Corporation
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
Forum for Leadership on Water
Foundations Learning and Skills Saskatchewan
FP Canada
FRDJ Canada
French Creek Harbour Authority
Front d'action populaire en réaménagement urbain
Front des artistes canadiens
Gilbert, Catherine
Gilead Sciences Canada Inc.
Global Container Terminals
Globe Theatre
Grain Farmers of Ontario
Grand Manan Fishermen's Association
Grand Manan Harbour Authority
Grands Ballets Canadiens de Montréal
Grands Frères Grandes Soeurs du Canada
Greater Vancouver Board of Trade
Greenpeace Canada
Grey, Amanda
GroundBreak Ventures
Groupe Co-operators
Groupe de travail sur les légumes de serre
Groupe pour la promotion de la prospérité rurale

Groupe TMX limitée
GSK Canada
HabiloMédias
Habitat faunique Canada
Habitat pour l'humanité Canada
Haleon Canada
Handicap autochtone Canada
Harbourfront Centre
Hearth Patio and Barbecue Association of Canada
Hébergement femmes Canada
Helium Developers Association of Canada
Hendricks, Christina
Hoffmann-La Roche Limitée
Home Care Ontario
Home Instead
Hoover, Jasmine
Horse Lake First Nation
Hunter Hub for Entrepreneurial Thinking
Hydro One Networks Inc.
Hydroélectricité Canada
ICI Télévision
ICOMOS Canada
IGPC Ethanol Inc.
IKEA Canada
Imagine Canada
Imperial Tobacco Canada Limitée
Inclusion Canada
Indigenous Institutes Consortium
Indigenous Leadership Initiative
Indigenous Music Office

Indspire
Industries Renouvelables Canada
Ingénieurs Canada
Ingénieurs sans frontières Canada
Initiative du Siècle
Innergex Renewable Energy
Innovation bio-industrielle Canada
Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie
Institut canadien de la santé animale
Institut canadien de plomberie et de chauffage
Institut canadien des économistes en construction
Institut du Québec
Institut international du développement durable
Institut national canadien pour les aveugles
Institut national de la paie
Institut national des arts de l'écran
Institut Tamarack
Institut Wilder
Interac Corp.
International Downtown Association Canada
International Justice Mission Canada
International Union of Operating Engineers
Jhangiani, Rajiv
joni
JTI-Macdonald Corp.
Kehewin Cree Nation
Kelowna International Airport
King's Trust Canada
Kinterra Capital
Kitikmeot Inuit Association

Kivalliq Inuit Association
L'Archipel de l'avenir
La Bordée
La Fondation canadienne du rein
La Fondation Vimy
La mission d'ottawa
La Société des obstétriciens et gynécologues du Canada
La Troupe du Jour
LabCANDx
Lanark County Basic Income Network
Langues Canada
Lapierre, Dominique
Le Ballet national du Canada
Le Fonds International de Conservation du Canada
le Groupe de travail canadien sur la malnutrition
Le Projet Prospérité
Le réseau national de services équitables de bibliothèque
Le théâtre français de Toronto
Les Ami(e)s de la Terre Canada
Les Amis des médias canadiens
Les mères contre l'alcool au volant (MADD Canada)
Life Sciences Ontario
L'Initiative canadienne de droit climatique
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Lions du Canada
Literary Press Group of Canada
Litteratie Ensemble
Living Lakes Canada
Logement Coopératif National Autochtone Incorporated
Lovell, Dave

Lower Fraser Flood Coalition
Ludbrook, Ann
Lung Association of Nova Scotia and Prince Edward Island
Lung Health Foundation
Lung Saskatchewan
Lush Valley Food Action Society
MacEwan University
Magazine Association of BC
Magazines Canada
MakeWay Foundation
Manitoba Opera
Manufacturiers et exportateurs du Canada
Marche des dix sous du Canada
Maytree
McMaster University
McNally, Michael B.
Mechanical Contractors Association of Canada
Médecins résidents du Canada
Médecins Sans Frontières
Médias d'Info Canada
Médicaments novateurs Canada
Medtech Canada
Merck Canada inc.
Métis Nation-Saskatchewan
Metro Vancouver
Microbix Biosystems Inc.
Millwright Regional Council
Mines Agnico Eagle limitée
Mining Association of British Columbia
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Mobilité électrique Canada
Molson Canada 2005
Momentum
Mourir dans la dignité Canada
Mouvement des caisses Desjardins
MPOWER Financing
Mundle, Todd
myRESET
Nano One Materials Corp.
Nation Innue
National Association of Sewer Service Companies
National Council of Indigenous Midwives
National Indigenous Women's Housing Network
National Institute on Ageing
National Lung Health Alliance
National Network of Canadian Art and Design Universities
National Trade Contractors Council of Canada
Native Child and Family Services of Toronto
Natural Assets Initiative
Nature Canada
Nature Education Collective
Nature Unie
Nature-Action Québec
NAV CANADA
Nchkey Development Corporation
Neutrons Canada
Neyaskweyahk Group of Companies Inc.
Niagara College
Nikola Corporation Canada
Nine Circles Community Health Centre

Nissan Canada Inc.
NorQuest College
Northeastern University
Northern Alberta Institute of Technology
Northwest Territories Association of Communities
Nouvelle économie Canada
Nova Scotia College of Art and Design
Novakowski, Ebony
Novo Nordisk Canada Inc.
NSCAD University
Nukik Corporation
Nunavut Tunngavik incorporée
Nutrition International
Observatoire de la retraite
OCAD University
Oeuvre des Manoirs Ronald McDonald du Canada
One Bowl
One Yukon Coalition
One.org Canada
Ontario AIDS Network
Ontario Bioscience Innovation Organization
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres
Ontario Forest Industries Association
Ontario Nonprofit Network
Ontario Power Generation Inc.
Open/Technology in Education, Society, and Scholarship Association
OpenCircle
Opéra de Edmonton
Opéra de Montréal

Orchestre Métropolitain
Orchestre symphonique de Québec
Orchestres Canada
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés
Organisations d'entreprises de femmes du Canada
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Orthophonie et Audiologie Canada
Outward Bound Canada
Oxfam Canada
Oxfam-Québec
Pacific National Exhibition
Pacific Opera Victoria
Palette Skills
Palliative Care Coalition of Canada
Pallium Foundation of Canada
PAN Foundation
Parkinson Canada
Parkland Corporation
Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants
ParticipACTION
Pearson Canada
PearTree Financial Services
PEI Working Group for a Livable Income
Pelmorex Corp.
Pembina Institute
Perera, Nishan
Pillar Nonprofit Network
Polito, Joseph
Pollution Probe
Polytechnics Canada

Portail canadien en soins palliatifs
Prairie Theatre Exchange
Prairies performing arts coalition
Première Nation de Fort McKay
Première Nation des Chippewas de l'île Georgina
Première Nation Marten Falls
Première Nation Squamish
Première Nation Webequie
Prévention et contrôle des infections Canada
Producteurs de fruits et légumes du Canada
Producteurs de grains du Canada
Producteurs de poulet du Canada
Producteurs d'oeufs d'incubation du Canada
Producteurs d'oeufs du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada
Produits de bois canadien
Professional Association of Canadian Theatres
Professionnels hypothécaires du Canada
Project Learning Tree Canada
Projet canadien anti-monopole
Propulsion Québec
Prosperité Canada
Protein Industries Canada
Publiez ce que vous payez Canada
Pulse Canada
Qikiqtani Inuit Association
Québecor Média inc.
Questrade Financial Group
Racial Equity Screen Office

Ralliement national des Métis
Raven Indigenous Impact Foundation
Raven Indigenous Outcomes Funds
Ré:Sonne Société de gestion de la musique
Reach Nexus
Réalise
Rebus Foundation
Recherche Canada : Une alliance pour les découvertes en santé
Recreational Vehicle Dealers Association of Canada
Red River College Polytech
Reelworld Screen Institute
Régime des CAAT
Regroupement des artistes en arts visuels du Québec
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Relèven
Réseau Accès Participation
Réseau action climat Canada
Réseau canadien de développement économique communautaire
Réseau canadien de l'environnement
Réseau canadien pour le revenu garanti
Réseau d'action des femmes handicapées du Canada
Réseau de développement des collectivités du Canada
Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada
Réseau de milieux naturels protégés du Québec
Réseau des arts pour la jeunesse
Réseau Dignité Canada
Réseau d'innovation en ressources propres
Réseau FADOQ
Réseau juridique VIH
Réseau national du droit au logement

Reseau Ontarien De Revenu De Base
Réseau pour l'avancement des communautés noires
Réseau pour une alimentation durable
Réseau Tech Canada
Resilient Kids Canada
Restaurants Canada
Résultats Canada
Riipen
Rise Asset Development
Rivershed Society of British Columbia
Rogers Communications Inc.
Rothmans, Benson & Hedges Inc.
Royal Manitoba Theatre Centre
Rumble Canada Inc
Santé des enfants Canada
Sask Flax
Saskatchewan Barley Development Commission
Saskatchewan Cattlemen's Association
Saskatchewan Pulse Growers
Saskatchewan Telecommunications
Saskatchewan Wheat Development Commission
SaskCanola
SaskCrops
SaskOats
Scarborough Community Renewal Organization
Scènes de Musique Alternatives du Québec
Science World British Columbia
SEIU Healthcare
Sentier Transcanadien
Services de logement pour les Autochtones de l'Ontario

Shakepay Inc.
Sheridan, Lindsay
Sherry Baker Consulting
Simon Fraser University
Single Seniors for Tax Fairness
Sinneave Family Foundation
Sistema Canada Network
SNOLAB
Social Housing and Human Rights
Social Innovation Canada
Société Alzheimer du Canada
Société canadienne d'allergie et d'immunologie clinique
Société canadienne d'astronomie
Société canadienne de cardiologie
Société canadienne de la SLA
Société canadienne de nutrition
Société canadienne de perception de la copie privée
Société canadienne de physiologie de l'exercice
Société canadienne de psychologie
Société canadienne de schizophrénie
Société canadienne de science de laboratoire médical
Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique
Société canadienne du cancer
Société canadienne du sida
Société canadienne pour les biosciences moléculaires
Société de l'arthrite du Canada
Société d'épargne des Autochtones du Canada
Société du sport pour la vie
Société pour la nature et les parcs du Canada
Société pour les troubles de l'humeur du Canada

Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec et des artistes entrepreneurs

Société Telus Communications

SoinsSantéCAN

Sollio groupe coopératif

Soulpepper Theatre Company

Soutenez notre science

SP Canada

Spirit North

SportJeunesse Canada

Squire, Peter

St. Lawrence Market Neighbourhood BIA

Startup Canada

Stop TB Canada

Stratégie canadienne de recherche sur le cerveau

Stratford Festival

SWTCH Energy Inc.

Symphony Nova Scotia

Syndicat canadien de la fonction publique

Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public

Syndicats des métiers de la construction du Canada

Syngenta Canada Inc.

Sysco Canada

Taku River Tlingit First Nation

Tanium inc.

Taylor, Heather

Taylor, True

Tech-Accès Canada

Technation Canada

Teck Resources Limited

TekSavvy Solutions inc.
Télesat
Terry Fox Humanitarian Award Program
Tesla Motors Canada ULC
The Atmospheric Fund
The Aurora Foundation Inc.
The Council of Sustainable Industries
The North West Company
The Social Impact Lab Alberta
The Toronto Alliance to End Homelessness
The Transport Project Canada
The Writers' Union of Canada
Theatre Calgary
Théâtre de quat'sous
Théâtre du Trident
Théâtre l'Escaouette
Théâtre La Licorne
Théâtre la Seizième
Théâtre populaire d'Acadie
Théâtre Prospero
Théâtres associés
Timbres de Pâques Canada
TIU Canada
Tlingit Homeland Energy Limited Partnership
Toronto Biennial of Art
Toronto Financial District BIA
Toronto International Film Festival Inc.
Toronto Metropolitan University
Toronto Symphony Orchestra
Toronto Transit Commission

Tourism Industry Association of British Columbia
Tourmaline Oil Corporation
Trigon Pacific Terminals Ltd.
TRRUST Collective Impact
U15 Regroupement des universités de recherche du Canada
UBI Works
Un Canada résistant au climat
UNICEF Canada
Unifor
Union des consommateurs
Union des municipalités du Québec
Union des producteurs agricoles
Union Nationale des Fermiers
Union québécoise des microdistilleries
Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant
United Way of Calgary and Area
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université McGill
Université Queen's
Universités Canada
University of Alberta
University of British Columbia
University of Calgary
University of Guelph
University of Manitoba
University of Waterloo
University Pension Plan
University Students' Council at Western University
Uvaro Inc.

Vale Base Metals Canada
Vancouver Opera
Vancouver Symphony Orchestra
Venture for Canada
ventureLAB
Vertigo Theatre
Victoria Symphony
Vieillir activement Canada
Villalonga, Lionel
Ville de Burnaby
Ville de Vancouver
Ville de Yellowknife
Villeneuve, Nadia
Volvo Group North America
Waddington, Leeann
Waste Connections of Canada
WaterAid Canada
Waterfront BIA
Watershed Watch Salmon Society
Wavemakers
Wealthsimple
Wellesley Institute
Wert, Kaileah
West Coast Environmental Law Association
Western Copper and Gold
Western Transportation Advisory Council
Winnipeg Symphony Orchestra
Winspear Centre
Women's National Housing and Homelessness Network
WoodGreen Services communautaires

Woodland Cree First Nation

World Education Services

Xanadu Quantum Technologies Inc.

Xplore Inc.

Yānonhchia' Housing Finance

Yarmouth International Airport Corp.

Yellowstone to Yukon Conservation Initiative

YMCA Canada

York University

Young Canadians Roundtable on Health

YWCA Canada

PROCÈS-VERBAUX

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents (réunions n^{os} 155 à 160, 162 à 167, 168 et 170) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,
Peter Fonseca

Rapport dissident du Parti conservateur du Canada

Le Canada est brisé, il faut déclencher une élection sur la taxe carbone dès maintenant

Les conservateurs de gros bon sens s'opposent à ce rapport de consultation pré-budgétaire parce qu'il ne parvient pas à couper les taxes et les impôts, à bâtir les logements, à réparer le budget et à stopper les crimes.

Par conséquent, le Parti conservateur du Canada recommande ce qui suit :

Coupons les taxes et les impôts

Les conservateurs de gros bon sens continuent de demander au gouvernement NPD-Libéral de couper la taxe carbone. S'il ne le fait pas, déclenchez dès maintenant une élection sur la taxe carbone afin qu'un gouvernement conservateur de gros bon sens puisse couper la taxe sur tout, pour tout le monde et pour de bon.

Depuis que les libéraux ont introduit la taxe carbone, l'essence, les produits alimentaires et le chauffage domestique sont tous devenus plus chers.

Plus de 2 millions de Canadiens se rendent dans une banque alimentaire en un seul mois, les banques alimentaires ont du mal à répondre à la demande, et 1 Canadien sur 4 saute des repas.¹

Sylvain Charlebois, professeur d'alimentation à l'université Dalhousie, note dans son récent rapport que la taxe carbone augmente le coût des intrants pour la production et le transport des denrées alimentaires, ce qui, en fin de compte, fait grimper le coût pour les consommateurs.² Il note également qu'elle affecte le comportement des producteurs de denrées alimentaires et d'intrants agricoles. Les entreprises pourraient ainsi réagir à la taxe et à d'autres politiques environnementales du NPD-Libéral en « ajustant les quantités produites, le prix de leurs produits et en investissant dans l'amélioration de la productivité ».³

L'Alliance canadienne du camionnage a témoigné en comité que la taxe carbone ajoute 2 milliards de dollars au coût des services de camionnage, soit 15 000 à 20 000 dollars de plus par an et par camion.⁴ Elle prévoit également qu'une fois que le gouvernement NPD-Libéral aura quadruplé la taxe carbone, le coût passera à 4 milliards de dollars par an pour l'ensemble de l'industrie.⁵

Nous savons que lorsqu'on taxe l'agriculteur qui cultive les aliments, le camionneur qui les transporte et le détaillant qui les vend, on taxe tous ceux qui achètent les aliments.

La taxe carbone a augmenté le coût de tout pour tout le monde. Le directeur parlementaire du budget (DPB) affirme qu'en tenant compte des coûts fiscaux et économiques, les Canadiens paient plus pour la taxe carbone que ce qu'ils obtiennent en remboursements.⁶

¹ Banques alimentaires Canada, [Rapport](#), *Bilan-Faim 2024*, Novembre 2024.

² Sylvain Charlebois, et al., [paper](#), *Implications of carbon Taxing policies on the food supply chain in Canada*, Novembre 2024.

³ Ibidem

⁴ Geoffrey Wood, [Témoignages](#), *Rencontre 155 du Comité FINA*, 1^{er} octobre 2024.

⁵ Geoffrey Wood, [Témoignages](#), *Rencontre 155 du Comité FINA*, 1^{er} octobre 2024.

⁶ Nasreddine Ammar, et al., Bureau du directeur parlementaire du budget, rapport, *Analyse distributive de la redevance fédérale sur les combustibles – Mise à jour*, 10 octobre 2024.

Dans le même temps, le gouvernement ne peut pas prouver que la taxe carbone a un impact positif sur la réduction des émissions et le commissaire à l'environnement a déclaré une fois de plus que le gouvernement est en passe de ne pas atteindre ses objectifs en matière d'émissions pour 2030. Il est clair qu'il s'agit d'un plan fiscal et non d'un plan environnemental.

Mais ce que le gouvernement admet, c'est que la taxe carbone coûtera 25 milliards de dollars au PIB d'ici 2030.⁷

La taxe carbone du gouvernement NPD-Libéral n'en vaut pas le coût. Coupons la taxe pour faire baisser les prix pour les Canadiens.

Les conservateurs de gros bon sens demandent au gouvernement NPD-Libéral d'exclure les aéronefs de la Loi sur la taxe sur certains biens de luxe

Le président et chef de la direction de l'Association des industries aérospatiales du Canada a déclaré au Comité des finances que :

La réalité est qu'il s'agit [de la taxe sur les articles de luxe] d'une taxe manufacturière destructrice d'emplois qui nuit à la fois à notre secteur et à l'économie, tout en minant la réputation internationale du Canada. Malgré les multiples évaluations, rapports et avertissements, les faits sont désormais clairs. De l'aveu même du gouvernement, l'administration de la taxe de luxe a coûté 19 millions de dollars aux contribuables. De son propre aveu, seuls 15 millions de dollars ont été perçus au titre des aéronefs. L'industrie estime avoir perdu plus de 1,8 milliard de dollars de ventes. Selon un rapport du professeur Roy, ces ventes auraient généré potentiellement 90 millions de dollars de recettes de TPS pour le gouvernement.

M. Mueller a également déclaré au Comité que près de « 4 000 emplois bien rémunérés » étaient menacés dans tout le pays.

Rick Layzell, PDG de la *Boating Ontario Association*, a déclaré que la taxe de luxe aurait des répercussions négatives sur l'ensemble du secteur de la navigation de plaisance :

Le plus important, de notre point de vue, c'est que nous n'avons pas d'autre choix que de licencier des employés. Et il y a des emplois qui vont être immédiatement affectés par cette mesure, et ce ne sont pas les riches vendeurs de yachts - ce sont les dessinateurs de bateaux, les chauffeurs de camion qui déplacent les bateaux, le personnel de comptabilité dans les marinas, le personnel de chantier dans les marinas, les techniciens maritimes, et tout le reste.

M. Layzell a expliqué au Comité des transports que « nous avons déjà vu plus d'une centaine d'emplois disparaître du secteur ».

En incluant les avions et les bateaux dans la Loi sur la taxe sur les articles de luxe, le gouvernement NDP-Libéral met en danger les familles de tout le Canada. Si le

⁷ Catherine Levesque, *National Post*, [article](#), *Carbon Tax will cost \$25B in GDP in 2030, Liberals' own data show*, 13 juin 2024.

gouvernement veut se concentrer sur la création d'emplois et d'industries qui attireront les investissements au Canada, il devrait retirer les avions et les bateaux de la Loi sur la taxe sur les articles de luxe.

Les conservateurs de gros bon sens demandent au gouvernement NPD-Libéral d'annuler sa hausse de la taxe sur les gains en capital qui tue l'emploi.

Cette hausse de la taxe sur les gains en capital, qui tue l'emploi, vilipende le succès des travailleurs canadiens, des agriculteurs, des pêcheurs, des médecins, des gens de métier, des camionneurs, des propriétaires de petites entreprises, des entrepreneurs, des innovateurs et des investisseurs. Elle les punit pour avoir développé une entreprise, innové dans le domaine des nouvelles technologies ou contribué à l'économie.

Jack Mintz, membre de la présidence de l'université de Calgary, a mis en garde le Comité contre le vandalisme économique qu'entraînera cette hausse de la taxe.

En me basant sur une hypothèse prudente selon laquelle une augmentation de 10 % du coût fiscal du capital entraîne une baisse de 7 % du stock de capital, j'estime que le stock de capital du Canada diminuerait de 127 milliards de dollars. L'emploi diminuerait de façon permanente de 414 000 personnes. En termes d'impact sur le chômage, la hausse de la taxe sur les gains en capital augmenterait le chômage de 1,4 million à 1,8 million de travailleurs canadiens, selon les données sur l'emploi de septembre 2024. Le PIB diminuera de près de 90 milliards de dollars, et le PIB réel par habitant de 3 %.⁸

M. Mintz a également réfuté les affirmations du gouvernement NPD-Libéral selon lesquelles seuls les 0,13 % de Canadiens les plus riches seront touchés par cette hausse de taxe. Il a déclaré au Comité : « Beaucoup plus de Canadiens seront touchés par ce changement fiscal que le gouvernement ne semble l'anticiper. J'ai estimé que 22 088 contribuables canadiens uniques par an, soit 1,26 million de Canadiens à vie - 4,3 % des contribuables - seront touchés par l'augmentation de la taxe sur les gains en capital des particuliers, dont la moitié gagne moins de 117 000 dollars par an. »

M. Kim Moody a également réfuté les affirmations du gouvernement NPD-Libéral selon lesquelles les gains en capital et les revenus d'emploi devraient être imposés de la même manière. M. Moody souligne la différence entre gagner un revenu par le biais d'un emploi et gagner des gains en capital par le biais d'un risque d'investisseur entrepreneurial.⁹

Des organisations telles que le Conseil canadien des innovateurs et Platform Calgary mettent en garde contre l'impact des investisseurs qui retiennent leurs investissements dans les jeunes entreprises canadiennes en raison de la hausse de la taxe sur l'emploi.^{10 11} Le Canada voit déjà de jeunes entreprises, des innovateurs et des investisseurs fuir vers les États-Unis, où les taxes sont moins élevées et où le retour sur investissement est meilleur.

Le Comité a également entendu des organisations agricoles, des agriculteurs et des propriétaires de petites entreprises sur l'impact d'une hausse de la taxe sur les gains en

⁸ Jack Mintz, [Témoignages](#), Rencontre 159 du Comité FINA, 22 octobre 2024

⁹ Kim Moody, [Témoignages](#), Rencontre 163 du Comité FINA, 5 novembre 2024

¹⁰ Benjamin Bergen, Conseil canadien des innovateurs, [Témoignages](#), Rencontre 156 du Comité FINA, 3 octobre 2024.

¹¹ Terry Rock, Platform Calgary, [Témoignages](#), Rencontre 164 du Comité FINA, 7 novembre 2024.

capital sur leur capacité à transmettre leur entreprise aux générations futures.¹² Le projet de loi émanant d'un député C-208 des conservateurs de gros bon sens a reçu la sanction royale en juin 2021.¹³ Cette hausse de la taxe va à l'encontre de l'esprit du projet de loi C-208 et rend plus difficile pour les familles agricoles et les propriétaires de petites entreprises le transfert de leur ferme ou de leur entreprise à leur famille.

Après neuf ans sous Justin Trudeau, le Canada traverse une crise de productivité. Nous avons besoin d'entrepreneurs, d'innovateurs, d'artisans, d'agriculteurs et de pêcheurs pour réussir et pour attirer les investissements qui font croître les entreprises, créent des emplois et rapportent des chèques de paie importants.

Le Canada est également confronté à une crise du logement et à une pénurie de professionnels de la santé. Punir les entreprises de construction, les artisans et les médecins n'est pas seulement une mauvaise politique, c'est aussi un préjudice pour les Canadiens.

Au lieu de vilipender la réussite des Canadiens et de leurs entreprises, le gouvernement devrait les célébrer et les aider à se développer et à réussir.

Bâtissons les logements

Les conservateurs de gros bon sens demandent au gouvernement NPD-Libéral d'abolir la taxe de vente sur les logements neufs de moins d'un million de dollars et de stimuler la construction de 30 000 nouveaux logements.

Le Canada est confronté à une grave crise du logement et de l'accessibilité. 82 % des Canadiens craignent que la crise du logement ait un impact sur la santé et le bien-être des Canadiens, tandis que 88 % des locataires affirment que le rêve de devenir propriétaire est hors de portée. Pire encore, 59 % des Canadiens et 75 % des locataires doivent sacrifier des besoins fondamentaux tels que la nourriture, les vêtements et leur éducation pour pouvoir payer leur loyer ou leur hypothèque.¹⁴

M. Ronald Butler de Butler Mortgage a réaffirmé devant le Comité que « sans aide familiale, sans cosignataire et sans don important de mise de fonds, dans les grands centres du Canada, il n'y a aucune possibilité pour les personnes ayant un revenu modique de 55 000 dollars à 65 000 dollars d'entrer sur le marché du logement ». ¹⁵ M. Butler a également déclaré que le nombre de nouvelles maisons qui seront construites dans le code de la zone 416 sera de 1550 en 2029.

En Ontario, environ 39 % du total des taxes sur les logements neufs vont aux politiciens et aux bureaucrates d'Ottawa. Les conservateurs de gros bon sens demandent l'abolition de la TPS sur les logements neufs de moins d'un million de dollars. Cette mesure aura un impact positif et direct sur le nombre de nouvelles maisons construites au Canada, ce qui signifie qu'un plus grand nombre de Canadiens auront un endroit qu'ils pourront appeler leur maison.

¹² Gunter Jochum, [Témoignages](#), Rencontre 150 du Comité FINA, 18 juin 2024.

¹³ Larry Maguire, [Projet de loi](#), Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (transfert d'une petite entreprise ou d'une société agricole ou de pêche familiale).

¹⁴ Habitat pour l'humanité, [Rapport](#), Le sondage 2024 met en évidence l'effet d'entraînement de la crise du logement, 12 novembre 2024

¹⁵ Ronald Butler, [Témoignages](#), Rencontre 159 du Comité FINA, 22 octobre 2024

Les conservateurs du gros bon sens demandent au gouvernement NPD-Libéral de réintroduire et d'adopter le projet de loi C-356, plus connu sous le nom de *Loi pour bâtir des logements, pas de la bureaucratie*.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a indiqué que le Canada devait construire au moins 3,5 millions de logements d'ici 2030 pour rétablir l'accessibilité au logement.¹⁶ Les mises en chantier au Canada sont en baisse en raison des subventions et des aides accordées par le gouvernement NPD-Libéral aux villes qui ne construisent pas de logements.

L'Association canadienne des constructeurs d'habitations a soumis la recommandation suivante au Comité :

Supprimer les obstacles et les formalités administratives dans le processus de construction d'habitations - Alors que le gouvernement fédéral se tourne à juste titre vers les municipalités pour réduire les formalités administratives, il introduit lui-même, dans le même temps, des formalités administratives qui entravent inutilement la construction d'un plus grand nombre d'habitations tout en faisant grimper inutilement le prix des maisons.¹⁷

En adoptant la *Loi pour bâtir des logements, pas la bureaucratie*, le gouvernement NPD-Libéral peut exiger des villes qu'elles construisent plus de logements et qu'elles accélèrent le rythme de leur construction afin d'atteindre les objectifs fédéraux en matière de logement, récompenser les villes qui dépassent les objectifs de construction en leur accordant un financement accru, réduire les primes et les salaires et, au besoin, congédier les gardiens de la SCHL s'ils sont incapables d'accélérer le processus d'approbation de la construction de nouveaux logements.

Si le gouvernement NPD-Libéral veut vraiment s'attaquer à la crise du logement et de l'accessibilité au Canada, il adoptera le projet de loi C-356 et abolira la TPS sur les constructions de logements neufs d'une valeur inférieure à 1 million de dollars. Tous les Canadiens méritent un endroit sécuritaire, sain et abordable qu'ils peuvent appeler leur maison. Ces mesures apporteront un soulagement immédiat aux difficultés auxquelles les Canadiens sont confrontés.

Réparons le budget

Les conservateurs de gros bon sens demandent au gouvernement NPD-Libéral de mettre en œuvre une loi « un pour un » afin de freiner leurs dépenses déficitaires incontrôlées.

La ministre des Finances Chrystia Freeland a déclaré en 2023 que l'un de ses points d'ancrage budgétaires serait que le déficit 2023-2024 reste inférieur ou égal à 40 milliards de dollars.¹⁸ Dans le budget 2024, elle était prévue à 40,1 milliards de dollars.

¹⁶ Société Canadienne d'hypothèques et de logement, [Rapport](#), *Pénurie de logements au Canada*, 13 septembre 2023

¹⁷ Association Canadienne des constructeurs d'habitations, [Recommandation](#), Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2024 pour le Comité permanent des finances

¹⁸ Chrystia Freeland, [Discours](#), *Budget de 2024 : allocution de la vice-première ministre et ministre des Finances*, 16 avril 2024.

Depuis, le gouvernement a augmenté ses dépenses de 449,2 milliards au début de l'année fiscale en avril 2024, à 486,7 milliards en novembre 2024.^{19 20}

Au premier semestre de l'exercice budgétaire du gouvernement, le déficit s'est élevé à 13 milliards, soit 5 milliards de plus qu'au premier semestre de l'exercice 2023-2024.²¹

Le DPB estime maintenant que les libéraux dépasseront de près de 7 milliards de dollars le garde-fou du déficit de 40 milliards de dollars.

Quelques jours après que le DPB a eu fait cette projection, les libéraux ont annoncé un tour de passe-passe fiscal temporaire de 2 mois d'une valeur de 1,6 milliard de dollars qui supprime la TPS/TVH sur les bonbons, l'alcool et les arbres de Noël. Il s'agit d'une pause temporaire non financée sur la TPS/TVH, qui alourdit encore le déficit et la dette.

Si le déficit dépasse les 40 milliards de dollars, comme le prévoit le DPB, il alourdira encore le coût des intérêts de la dette fédérale. Cela signifie qu'il y a encore plus d'argent qui va aux banquiers et aux détenteurs d'obligations qu'il n'y en a pour les transferts de santé provinciaux.

Même les libéraux le savent. En octobre 2023, le Comité a entendu l'ancien conseiller financier libéral Robert Asselin, qui a souligné que « plus nous dépensons pour la hausse des taux d'intérêt et le service de la dette, moins nous dépensons pour les missions essentielles de l'État. »²²

La mise en œuvre d'un contrôle des dépenses de gros bon sens, comme l'obligation pour les ministères de trouver un dollar d'économie pour chaque nouveau dollar de dépense, permettrait d'éviter les déficits inflationnistes croissants et contribuerait à réduire le gaspillage.

Renvoyer les consultants libéraux, mettre fin aux caisses noires libérales telles que le Fonds de croissance du Canada ou la Banque de l'infrastructure du Canada, et cesser le financement de CBC contribueront également à équilibrer le budget et à ne plus alourdir la dette fédérale.

Les conservateurs de gros bon sens demandent au gouvernement NPD-Libéral de mettre fin à ses politiques qui tuent la productivité et à ses hausses de taxes et d'impôts.

Comme l'a dit la première sous-gouverneure de la Banque du Canada dans son discours en mars 2024, le Canada se trouve dans une situation d'urgence en matière de productivité.²³

Comme l'a indiqué Statistique Canada, le PIB par habitant du Canada a diminué de 0,4 % au troisième trimestre 2024, ce qui représente la sixième baisse trimestrielle consécutive par

¹⁹ Secrétariat du Conseil du Trésor et Services gouvernementaux Canada, [budget principal des dépenses](#), *Budget des dépenses 2024-2025*, mars 2024.

²⁰ Secrétariat du Conseil du Trésor et Services gouvernementaux Canada, [budget supplémentaire](#), *Budget supplémentaire des dépenses (B)*, 2024-25, 18 novembre 2024.

²¹ Najoud Al Mallees, *Canadian Press*, [article](#), *Federal government posts \$13B deficit in first half of the fiscal year*, 29 novembre 2024.

²² Robert Asselin, [Témoignages](#), Réunion du Comité FINA 111, 26 octobre 2023.

²³ Carolyn Rogers, Banque du Canada, [discours](#), *L'heure a sonné : réglons le problème de productivité du Canada*, 26 mars 2024.

habitant.²⁴ Seule la croissance des dépenses publiques a été à l'origine de la croissance du PIB au troisième trimestre, et la moitié de l'augmentation de la demande intérieure a été prise en compte.²⁵

Cela montre que l'économie canadienne s'affaiblit rapidement alors que les hausses de taxes, d'impôts et les politiques économiques ratées de Justin Trudeau font fuir les investissements et les emplois et punissent le succès des entreprises et des travailleurs canadiens.

Les attaques du NPD-Libéral contre le succès des Canadiens et de nos travaux rendent plus difficiles la génération de capitaux et d'emplois bien rémunérés, et l'investissement dans les travailleurs canadiens, la machinerie, la fabrication, la technologie et l'innovation, les investissements de base nécessaires à la croissance de la productivité.

Ian Lee, professeur à l'Université Carleton, a déclaré au Comité : « Une étude de C.D. Howe a révélé que le capital disponible par travailleur canadien a diminué depuis 2015. »²⁶ Il a ajouté :

« Le capital, c'est les emplois et les usines de demain. Si nous n'avons pas de capital, nous n'aurons pas ces bons emplois de demain. Pire encore, le fossé entre l'investissement par travailleur au Canada et celui dans les autres pays à revenu élevé de l'OCDE s'élargit. Aujourd'hui, les travailleurs canadiens reçoivent seulement 66 cents de nouveau capital pour chaque dollar que reçoivent leurs homologues de l'OCDE, et une maigre part de 55 ¢ par dollar comparativement aux travailleurs des États-Unis. »²⁷

L'écart entre le Canada et les États-Unis ne cesse de se creuser. Le PIB par habitant aux États-Unis est 43 % plus élevé qu'au Canada, et a doublé après 9 ans sous Justin Trudeau. Cet écart rend les États-Unis plus attractifs pour les entreprises et les investisseurs. Depuis 2015, on observe une sortie nette de 460 milliards de dollars d'investissements du Canada vers les États-Unis.

Comme M. Lee, M. Mintz, M. Moody et d'autres l'ont prévenu en Comité et en public, le Canada ne peut pas voir la productivité et la croissance économique dont il a besoin avec les hausses de taxes et d'impôts qui tuent l'emploi, les politiques économiques ratées et le dénigrement des entreprises du gouvernement NPD-Libéral de Justin Trudeau.

Si le Canada veut réparer le budget, ramener des prix plus bas et de plus gros chèques de paie pour les Canadiens, et commencer à s'attaquer à la crise de la productivité, il doit commencer par éliminer la taxe carbone, annuler la hausse de la taxe sur les gains en capital et le plafond sur le pétrole et le gaz, supprimer les lois anti-énergie comme la Loi sur l'évaluation d'impact et l'interdiction des pétroliers, et créer un système fiscal plus bas, plus simple et plus juste.

²⁴ Statistique Canada, [rapport](#), *Produit intérieur brut, revenus et dépenses, troisième trimestre de 2024*, 29 novembre 2024.

²⁵ Nathan Janzen, RBC Économie, [rapport](#), *Progression du PIB canadien en juillet, mais faible croissance au T3*, 29 novembre 2024

²⁶ Ian Lee, [Témoignages](#), *réunion du Comité FINA 157*, 8 octobre 2024

²⁷ Ibidem

Stoppons les crimes

Les conservateurs de gros bon sens demandent au Comité permanent des Finances d'entreprendre l'examen statutaire de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (LRPCFAT) et demandent au gouvernement NPD-Libéral d'appliquer réellement les lois contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes afin de stopper les crimes.

Le Canada a acquis la réputation mondiale d'être un havre de paix pour le blanchiment d'argent. Le phénomène est si répandu ici que les observateurs lui ont donné son propre surnom, rendre l'argent « blanc comme neige. »²⁸

Le département d'État américain a même désigné le Canada comme un « grand blanchisseur d'argent sale. »²⁹

Jeffrey Simser, avocat et expert en matière de blanchiment d'argent, a souligné comment les cartels mexicains et le régime communiste chinois abusent de la faiblesse des mesures d'application et de sauvegarde au Canada pour blanchir de l'argent et profiter au commerce illégal de la drogue.³⁰

M. Simser a formulé les recommandations suivantes pour renforcer l'application des lois sur le blanchiment d'argent :

- Abroger l'infraction relative aux transactions financières structurées récemment ajoutée à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes et en faire une infraction désignée dans le Code criminel.³¹
- Modifier la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes pour clarifier le fonctionnement des registres d'informations volontaires et de confiscations aux civiles du CANAFE afin de s'assurer que les informations ne posent pas de problème d'utilisation dérivée.³²
- Charger les protocoles de la GRC dans leur manuel opérationnel de faire de la confiscation aux civiles un élément de la planification précoce des affaires.³³
- Modifier l'article 461 de la Loi sur les banques afin que, dans le cadre d'une procédure de confiscation au civil, les comptes bancaires puissent être localisés là où les transactions associées ont lieu.³⁴

Ces recommandations devraient être examinées et prises en compte dans le cadre de l'examen réglementaire de la LRPCFAT.

En octobre 2024, les filiales américaines de la Banque TD basée au Canada, la Banque TD US Holding Company et la Banque TDN.A. ont plaidé coupables de ne pas s'être conformées aux lois contre le blanchiment d'argent et d'avoir omis de déposer des rapports

²⁸ *The Economist*, [article](#), *Canada frets about anonymously owned firms*, 4 janvier 2028

²⁹ Global News, [article](#), *US deems Canada "major money laundering country" as gangs exploit weak law enforcement*, 2 avril 2019.

³⁰ Jeffrey Simser, [Témoignages](#), *réunion du Comité FINA 160, 24 octobre 2024*.

³¹ Jeffrey Simser, [Témoignages](#), *réunion du Comité FINA 160, 24 octobre 2024*.

³² Ibid

³³ Ibid

³⁴ Ibid

exacts sur les opérations de change qui sont comptabilisés.³⁵ La banque a été contrainte de payer une amende de 3 milliards de dollars, ses actifs aux États-Unis ont été plafonnés et d'autres sanctions administratives ont été prises par le gouvernement américain et ses régulateurs du secteur financier.³⁶

Ce plaidoyer de culpabilité fait suite aux allégations selon lesquelles la filiale américaine de la Banque TD aurait aidé un cartel de la drogue chinois à blanchir plus de 600 millions de dollars, tandis que ses employés auraient accepté des pots-de-vin pour faciliter l'activité illégale. Le ministère de la Justice des États-Unis a lié l'argent blanchi à une enquête sur le trafic de fentanyl à New York et dans le New Jersey.³⁷

Les conservateurs de gros bon sens ont déposé des motions visant à entreprendre l'examen statutaire de la LRPCFAT et à interroger la Banque TD et d'autres institutions financières sous réglementation fédérale afin d'éviter que ce qui s'est passé avec la filiale américaine de la Banque TD ne se produise au Canada. Il serait naïf de croire que ce qui s'est passé aux États-Unis s'arrête à la frontière américaine. Pourtant, les membres libéraux et NPD du Comité ont régulièrement bloqué ces motions.

Les fonctionnaires du ministère des Finances du Canada ont informé le Comité que le Groupe d'action financière, une organisation internationale qui surveille les régimes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme des pays, entreprend son examen quinquennal du Canada en 2026. Une partie de cet examen consiste à déterminer si le Canada a terminé son examen statutaire de la LRPCFAT. Même la ministre Freeland a demandé au Comité des finances d'entreprendre l'examen statutaire de la LRPCFAT en octobre 2023, et de terminer l'examen d'ici la fin de 2023. Le Comité des finances n'a toujours pas terminé cette étude.

Le blanchiment d'argent touche tous les Canadiens. On estime que 113 milliards de dollars sont blanchis chaque année au Canada. Cet argent est utilisé par des organisations criminelles pour financer d'autres activités criminelles ou pour acheter des biens immobiliers qui font grimper le coût du logement.³⁸

Les conservateurs de gros bon sens demandent au gouvernement NPD-Libéral de revenir sur ses politiques désastreuses de mise en liberté sous caution, de cesser de s'en prendre aux propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi et responsables et de réorienter ces ressources pour stopper les crimes réels.

Après neuf ans sous Justin Trudeau, la criminalité, le chaos, la drogue et le désordre règnent dans les rues. Les crimes violents ont augmenté de 50 % depuis que Justin Trudeau a pris son poste de premier ministre, tandis que les crimes violents commis à l'aide d'une arme à feu ont augmenté de 116 %.

Le Comité a entendu l'Association de la police de Toronto (APT) qui a déclaré que Toronto a « connu une augmentation de 43 % des fusillades, et le nombre d'homicides liés aux armes à feu a augmenté de 67 % ». L'APT a également déclaré que la réforme de la mise en liberté

³⁵ *Criminal Division, US Department of Justice, [press release](#), United States of America v. TD Bank, N.A., 10 octobre 2024.*

³⁶ Alexandra Mae Jones, *CBC News, [article](#), TD Bank fined \$3B US after pleading guilty in historic U.S. money-laundering case, 10 octobre 2024.*

³⁷ Christine Dobby, *Bloomberg News, [article](#), TD probe tied to laundering drug money, says Wall Street Journal, 3 mai 2024.*

³⁸ Julien Brazeau, ministère des Finances Canada, [Témoignages](#), réunion du Comité FINA 126, 8 février 2024.

sous caution « est désespérément nécessaire », car les agents arrêtent des criminels qui sont en liberté sous caution, les traitent, puis les remettent en liberté sous caution pour qu'ils commettent à nouveau des crimes. L'APT a déclaré : « Arrêtez de nous apaiser avec le système dont vous pensez que nous avons besoin, et donnez-nous le système que nous demandons. »³⁹

Les premiers ministres provinciaux, les chefs de police et les associations de policiers du Canada se joignent aux conservateurs de gros bon sens pour réclamer la fin des politiques ratées du gouvernement NPD-Libéral qui ont déclenché une vague de criminalité au Canada, notamment le projet de loi C-75 qui a mis en œuvre des politiques d'arrestation et de mise en liberté sous caution, et le projet de loi C-5 qui a supprimé les peines minimales obligatoires pour certains crimes majeurs.

Au lieu de réformer le système de mise en liberté sous caution et de veiller à ce que les forces de l'ordre disposent des ressources nécessaires, le gouvernement NPD-Libéral s'en est pris aux propriétaires d'armes à feu responsables et respectueux de la loi. Cela signifie que les agriculteurs, les chasseurs, les Premières Nations et les tireurs sportifs sont ciblés par des interdictions d'armes à feu excessives, tandis que les ressources ne sont pas fournies à l'ASFC pour mettre fin à la contrebande d'armes en provenance des États-Unis, ou à la police locale pour lutter contre le crime organisé qui utilise des armes illégales.

Les Canadiens doivent se sentir en sécurité dans leurs communautés, et ils ont besoin d'un gouvernement qui prenne au sérieux la loi et l'ordre. Il est temps d'emprisonner les récidivistes violents, et non de les libérer sous caution, et de mettre en place un plan pour soutenir notre police, sécuriser les frontières et stopper les crimes.

Conclusion

Au Canada, tout semble brisé après 9 ans sous ce gouvernement NPD-Libéral.

La bonne nouvelle, c'est que ce n'était pas comme ça avant Justin Trudeau et que ce ne sera pas comme ça après son départ.

Nous savons que ces libéraux déconnectés et incompetents sont trop faibles pour mettre en œuvre les recommandations ci-dessus.

Les conservateurs de gros bon sens demandent une élection sur la taxe carbone dès maintenant, afin que les Canadiens aient le choix entre quatre années supplémentaires de misère libérale, de hausses de taxes et d'impôts et de politiques ratées, ou un gouvernement conservateur de gros bon sens fort, dirigé par le premier ministre Pierre Poilievre, qui ramènera des prix plus bas, de plus gros chèques de paie, des logements abordables, des rues sécuritaires, la liberté et le Canada que nous avons tous connus autrefois et que nous aimons toujours.

³⁹ Clayton Campbell, l'Association des policiers de Toronto, [Témoignages](#), réunion du Comité FINA 163, 5 novembre 2023.

Opinion complémentaire du Bloc Québécois

Alors que l'appareil fédéral prend une ampleur sans précédent depuis la pandémie, le gouvernement, les exemples d'inefficacité, de sous-traitance à des firmes comme GCStrategies, Accenture et McKinsey, et de difficulté à offrir les services de base, sont légion. Qui plus est, il a le culot de dire aux provinces et au Québec ce qu'ils devraient faire, et pire, d'intervenir directement dans leurs champs de compétences avec l'argent recueilli grâce au déséquilibre fiscal.

Le fédéral ne s'occupe pas de ses affaires, mais il crée un régime d'assurance dentaire, qui rassemble les pires éléments des partenariats public-privé. Le gouvernement Trudeau ne se mêle pas de ses affaires, mais il crée un système d'assurance-médicaments mal adapté à la réalité québécoise. Il ralentit également les transferts en logement au Québec, alors que ce dernier a pris la place du fédéral lors de son retrait du logement social dans les années 1990. Son rattrapage tardif ne lui donne pas la compétence de dicter quoi faire aux autres. Et ce n'est pas parce que ce gouvernement est en fin de régime et en manque d'inspiration qu'il gagnera quoi que ce soit en jouant les gros bras avec ses vis-à-vis dans les capitales du Québec et des provinces.

Comme le directeur parlementaire du budget (DPB) le répète chaque année, le fédéral a beaucoup plus de marge de manœuvre que les administrations provinciales et québécoises, et ce, malgré le fait qu'il y aura plus de prestataires de la Sécurité de la vieillesse. Comment expliquer cette situation? C'est que le fédéral n'a presque rien comme dépense récurrente, à part les transferts aux particuliers, aux provinces, aux territoires et au Québec. Il lui est donc possible d'être moins efficace dans sa gestion : sans nouvelles dépenses ou nouveaux revenus, le fédéral paiera l'entièreté de sa dette (et non pas uniquement son déficit) autour de 2058 selon [le DPB](#). Qui plus est, le [Tax Justice Network](#) rappelait à la fin novembre que le Canada est un cancre pour aller chercher les sommes des particuliers ultrariches et des multinationales qui profitent des failles dans nos lois pour utiliser les paradis fiscaux. Le Canada était déjà au 12^e rang des pires paradis fiscaux au monde. En 2024, il est rendu cinquième. Pire encore, il fait partie des huit pays nuisibles qui empêchent l'ONU d'élaborer un cadre de coopération internationale pour freiner les paradis fiscaux. En agissant sur ses compétences pour régler la passoire des paradis fiscaux, il aurait l'argent pour s'occuper de ses affaires : transférer les sommes réclamées par Québec et les provinces pour les soins de santé, réformer l'assurance-emploi et augmenter la pension des aînés de 65 à 74 ans, entre autres.

Le gouvernement manque de souffle, à la fin de ce mandat. Au moment d'écrire ses lignes, la date de la mise à jour économique et budgétaire, qui se tient normalement à l'automne, n'a pas été annoncée. Les projets de loi faisant suite à ses annonces du dernier budget sur le gain en capital et l'« incitatif aux entrepreneurs canadiens » n'ont toujours pas été déposés. Le Parlement est bloqué, et il ne semble pas déçu de la situation.

Nous n'avons appuyé que ce qui était bon pour le Québec et qui relevait des compétences fédérales. Nous nous sommes également opposés aux efforts du gouvernement de faire du système bancaire ouvert une nouvelle forme de fédéralisme prédateur en forçant les

provinces à laisser de côté leurs compétences en protection des consommateurs et en valeurs mobilières. Le cadre inscrit dans le projet de loi C-69 a comme principal effet d'évincer le Québec et les provinces du secteur financier dès lors que l'interaction des institutions financières avec leurs clients se fait par l'entremise de plateformes technologiques. Concrètement, la Loi québécoise sur la protection du consommateur ou la Loi québécoise sur la protection des renseignements personnels pourraient cesser de s'appliquer aux institutions financières pour toutes leurs activités liées aux services financiers ouverts. En utilisant son pouvoir sur les banques pour réglementer l'ensemble des entreprises qui interagissent avec elles, Ottawa tente d'évincer le Québec et les provinces du monde de la finance. C'est un coup de force extraordinaire! Le Bloc Québécois revendique depuis longtemps un système bancaire ouvert, mais ce système doit être bien fait. Et ce n'est pas le cas présentement. Il faut un cadre clair accompagné d'obligations claires, de responsabilités claires ainsi que de mécanismes et d'institutions capables de s'assurer que chacun est en mesure de les assumer.

Nous trouvons déplorable que le Comité ait accepté des recommandations en ce sens. En voici quelques exemples :

- lier le financement fédéral consacré au logement à un moratoire de cinq ans sur les augmentations de loyer supérieures à l'inflation dans le but d'exercer un contrôle temporaire sur les loyers dans tout le pays;
- établir un secrétariat ou un ministère fédéral de la construction;
- financer de façon proportionnelle l'enseignement des langues officielles, en anglais et en français, pour faire face à l'afflux de nouveaux arrivants au Canada;
- continuer à financer l'Agence de la consommation en matière financière du Canada pour soutenir son nouveau mandat de surveillance du cadre du système bancaire ouvert;
- mettre sur pied un comité consultatif de l'industrie incluant des coopératives de crédit pour veiller à ce que les besoins du secteur soient communiqués et pris en compte au moment où l'Agence de la consommation en matière financière du Canada assumera son nouveau mandat de surveillance du cadre du système bancaire ouvert.

En conclusion, bien que la majorité des recommandations que nous avons soumises aient été adoptées par le Comité, voici certaines que l'on aurait aimé voir ajoutées à cet exercice, en attendant que le peuple québécois décide de reprendre l'entièreté des dépenses sur son territoire :

- atténuer les impacts de la hausse du gain en capital en élargissant le nouvel « incitatif aux entrepreneurs canadiens »;
- instaurer une prestation de décès pour les prestataires du Supplément de revenu garanti;
- éliminer ou limiter le gain en capital imposable lors du don ou de la vente à faible coût de certains actifs agricoles à un neveu ou à une nièce.

OPINION COMPLÉMENTAIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA

Le budget fédéral est une mesure économique clé ayant de vastes répercussions sur tous les Canadiens, et nous croyons que la diversité des points de vue est essentielle à son succès.

Tout au long de ses consultations, le Comité a entendu à plusieurs reprises que le Canada doit faire face à plusieurs crises graves et concomitantes qui nécessitent une action immédiate du gouvernement fédéral :

- **Coût de la vie** : La crise du coût de la vie continue de s'aggraver, laissant des millions de Canadiens lutter pour joindre les deux bouts. Le coût des produits essentiels tels que le loyer et la nourriture a augmenté respectivement de plus de 21 % et de 20 % au cours des trois dernières années. Pas moins de 50 % des Canadiens vivent maintenant d'un chèque de paie à l'autre, et un parent sur quatre a réduit sa propre consommation alimentaire pour que ses enfants aient suffisamment à manger au cours de la dernière année. Le prix croissant des services de base tels que le chauffage, les télécommunications et les transports mettent encore plus de pression sur le budget des ménages, rendant de plus en plus difficile d'épargner pour l'avenir ou de faire face à des dépenses imprévues.
- **Logement** : Huit Canadiens sur dix pensent maintenant que posséder une maison au Canada est réservé aux riches. Parmi ceux qui ne possèdent pas de maison, plus de sept sur dix ont abandonné l'idée d'en posséder une. C'était tout à fait prévisible.

Au cours des 30 dernières années, le Canada a cessé d'investir dans les logements sociaux, qu'il s'agisse de gouvernements libéraux ou conservateurs. En conséquence, seulement 3,5 % du parc immobilier du Canada est actuellement constitué de logements sociaux, soit la moitié de la moyenne de l'OCDE. En fait, dans les grandes villes du Canada, les locataires consacrent régulièrement plus de 50 % de leur revenu au logement, un fardeau écrasant et insoutenable.

De plus en plus au Canada, le logement est considéré comme un investissement plutôt qu'un lieu où l'on se sent chez soi. Les firmes d'investissement achètent des immeubles locatifs, puis en augmentent considérablement les loyers et expulsent les locataires existants. Environ le tiers de tous les logements pour personnes âgées au Canada ont été financiarisés. On peut en dire autant de 30 % des immeubles locatifs construits à cette fin.

- **Inégalités** : L'inégalité des revenus au Canada a atteint son niveau le plus élevé jamais enregistré. Les 20 % des Canadiens les plus riches détiennent plus des deux tiers de la richesse du pays, avec une moyenne de 3,4 millions de dollars par ménage. En comparaison, les 40 % les moins fortunés ne détiennent que 2,8 % de la richesse de notre pays. Une fiscalité équitable est essentielle pour réduire les inégalités de revenu et financer les programmes sociaux essentiels. Or, en 2022, les 5 % les plus riches ont eu

droit à un taux d'imposition global inférieur à celui des 95 % les moins riches — le 1 % le plus riche jouissant d'un taux encore plus bas.

- **Santé** : Après des décennies de sous-financement fédéral, le réseau de la santé du Canada est soumis à une pression sérieuse, avec de longs temps d'attente, un accès insuffisant aux services essentiels et des niveaux élevés d'épuisement professionnel parmi les travailleurs. Des millions de Canadiens n'ont pas de médecin de famille, une condition préalable essentielle pour accéder au réseau. Des milliers de Canadiens continuent d'être victimes de la crise liée aux drogues toxiques, sans avoir un accès adéquat aux établissements de traitement financés par les fonds publics ni aux autres services qui pourraient leur sauver la vie. La santé mentale connaît elle aussi une grave pénurie, de nombreux Canadiens signalant que leurs besoins ne sont pas satisfaits. Les temps d'attente pour les services de santé mentale peuvent être particulièrement longs pour les enfants et les jeunes.
- **Urgence climatique** : L'urgence d'agir contre les changements climatiques ne peut être surestimée. En 2025, les 10 années précédentes de changements climatiques auront réduit le PIB du Canada de 25 milliards de dollars, selon les estimations. Sans une action concertée, en 2030, le PIB devrait être inférieur de 35 milliards de dollars à ce qu'il aurait été autrement, un manque à gagner qui devrait atteindre de 80 à 103 milliards de dollars en 2055. De plus, lorsque les gouvernements sont contraints de couvrir les coûts des changements climatiques en reconstruisant les infrastructures endommagées, en payant les coûts croissants des soins de santé et en réparant les dommages causés par les catastrophes liées aux conditions météorologiques, les capitaux sont détournés des activités qui stimuleraient une croissance supplémentaire.
- **Réconciliation** : Faire progresser la réconciliation avec les peuples autochtones est un impératif à la fois moral et économique. Il faut par exemple mieux financer l'éducation, les soins de santé, le logement, les infrastructures et l'eau potable dans les communautés autochtones, mieux soutenir les droits fonciers autochtones et le droit à l'autonomie gouvernementale et donner suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation ainsi qu'aux appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Selon un rapport produit dernièrement par l'Assemblée des Premières Nations et Service aux Autochtones Canada, il en coûtera 349 milliards de dollars pour combler l'écart en matière d'infrastructures d'ici 2030. Or, ce rapport révélait en outre que l'élimination de cet écart pourrait générer 635 milliards de dollars en production économique au cours des sept prochaines années.

- **Emploi** : Le taux de chômage du Canada a augmenté à un rythme rapide tout au long de 2024, mais presque exclusivement chez les jeunes adultes. Le taux de chômage des jeunes a atteint 14,5 % en août, son niveau le plus élevé depuis 2012 (abstraction faite

de la période de la pandémie). Environ 1 million de Canadiens de moins de 29 ans ne travaillent pas et ne vont pas non plus à l'école — un problème d'iniquité intergénérationnelle qui, selon Deloitte, coûtera 18,5 milliards de dollars à notre économie au cours de la prochaine décennie.

- **Productivité** : Accroître la productivité est essentiel pour la croissance économique et la compétitivité. Cependant, les dépenses des entreprises consacrées à la machinerie, à l'équipement, à la recherche-développement et à l'innovation diminuent depuis des décennies en proportion du PIB, malgré les grandes réductions d'impôts des grandes entreprises introduites au tournant du siècle. Avec la création rapide d'emplois et la croissance démographique, l'investissement en capital des entreprises n'a pas suivi.

Les néo-démocrates estiment que ces crises exigent des mesures urgentes et globales dans le budget de 2025 afin d'assurer un avenir prospère, équitable et durable à tous les Canadiens.

Nous étions heureux que le Comité intègre de nombreuses recommandations du NPD dans son rapport de consultation final. Il a toutefois laissé de côté, à notre avis, un certain nombre de recommandations importantes avancées par les intervenants.

C'est pourquoi, nous proposons respectueusement la liste suivante de recommandations supplémentaires pour le budget de 2025.

Le NPD recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des pouvoirs de chaque administration :

Recommandation 1

Se dote des lois et des règlements nécessaires pour que le système financier du Canada respecte les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques¹.

Recommandation 2

Accélère et étende le Fonds pour le transport en commun du Canada².

Recommandation 3

Crée une taxe sur les bénéficiaires exceptionnels des grandes entreprises³.

¹Environmental Defence Canada, [Recommandations en réponse aux consultations prébudgétaires 2025-2026](#), mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes (FINA), 1^{re} session, 44^e législature, août 2024.

² *Ibid.*

³ Congrès du travail du Canada, [Mémoire du Congrès du travail du Canada au Comité permanent des finances – Consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral 2025](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, septembre 2024.

Recommandation 4

Crée une taxe sur les bénéfices exceptionnels des sociétés pétrolières et gazières⁴.

Recommandation 5

S'attaque aux niveaux alarmants d'insécurité alimentaire chez les enfants du Canada en débloquent dès maintenant le milliard de dollars promis dans le budget de 2024 pour la création d'un programme national de repas scolaires au lieu de reporter le tout à une date ultérieure⁵.

Recommandation 6

Négocie des accords avec les dirigeants autochtones portant sur la création de programmes de repas scolaires indépendants et distincts pour les Premières Nations, les Métis et les Inuits, ou sur l'amélioration des programmes existants, avec un financement à long terme et durable⁶.

Recommandation 7

Crée une prestation pour les produits d'épicerie et les articles essentiels, laquelle serait administrée conjointement avec le remboursement de la TPS/TVH existant, afin de fournir un soutien ciblé aux ménages à faible revenu⁷.

Recommandation 8

Débloque sans tarder du financement pour les services de santé mentale dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé mentale, avec un investissement initial de 4,5 milliards de dollars sur 5 ans⁸.

Recommandation 9

Établit un organisme chargé de consulter les localités touchées et de participer à la conception et à la mise en œuvre de services de gestion du sevrage et de traitement et dote cet organisme d'un fonds unique de 5 millions de dollars⁹.

⁴ Environmental Defence Canada, *Recommandations en réponse aux consultations prébudgétaires 2025-2026*, mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes (FINA), 1^{re} session, 44^e législature, août 2024.

⁵ Coalition pour une saine alimentation scolaire, *Mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral de 2025*, mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, 2 août 2024.

⁶ *Ibid.*

⁷ Banques alimentaires Canada, *Un tournant au Canada - Pourquoi les Canadiens ont-ils besoin d'un soutien urgent maintenant?*, mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, août 2024.

⁸ Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, *Mémoire prébudgétaire de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants*, mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, octobre 2024.

⁹ Coalition canadienne des politiques sur les drogues, *Mettre fin à une crise : une vision du financement des soins de proximité, de politiques efficaces et d'une éducation innovante*, mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, 7 août 2024.

Recommandation 10

Lie le financement des soins de santé fédéraux à des normes minimales en matière de ratio infirmière-patient et à des limites sur les heures de travail consécutives pour les infirmières¹⁰.

Recommandation 11

Mette en vigueur une *Charte fédérale des droits des patients*¹¹.

Recommandation 12

Réponde à la pénurie d'infirmières en consacrant 1 milliard de dollars à la mise en œuvre de la Boîte à outils pour la rétention des effectifs infirmiers¹².

Recommandation 13

Offre un crédit d'impôt de 5000 \$ aux infirmières canadiennes, sur le modèle du crédit d'impôt pour les pompiers volontaires¹³.

Recommandation 14

Augmente la part fédérale du financement des soins de santé et associe ces fonds à des normes nationales¹⁴.

Recommandation 15

Adopte une loi sur les soins de longue durée assortie de normes nationales obligatoires¹⁵.

Recommandation 16

Finance l'expansion des services de garde publics, à but non lucratif et dirigés par des Autochtones, y compris la mise en œuvre d'une stratégie globale dans le secteur de la garde d'enfants¹⁶.

¹⁰ Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers, [Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du prochain budget fédéral](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, septembre 2024.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Syndicat canadien de la fonction publique, [Mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, août 2024.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

Recommandation 17

Alloue un montant annuel au Programme de gestion des capacités essentielles en cas d'urgence de l'Association internationale des pompiers afin de fournir aux organismes d'intervention en cas d'urgence des outils pour renforcer la collaboration et la résilience propres à la préparation aux catastrophes et aux interventions connexes¹⁷.

Recommandation 18

Mette sur pied une administration nationale des incendies, en partenariat avec les chefs pompiers du Canada, et en faire le noyau de toute future organisation de gestion des catastrophes et des urgences¹⁸.

Recommandation 19

Faire en sorte que la totalité des Canadiens aient accès à des forfaits Internet sans fil et à large bande abordables¹⁹.

Recommandation 20

Élargisse le programme d'exonération de remboursement des prêts d'études afin qu'il soit offert à tous ceux qui choisissent de poursuivre une carrière en éducation de la petite enfance²⁰.

Recommandation 21

Se dote d'une stratégie de recrutement et de rétention dans le secteur de la garde d'enfants qui aborde les salaires équitables, les pensions et les conditions de travail et l'assortir d'un engagement financier conséquent²¹.

Recommandation 22

Élabore un programme de financement complet pour VIA Rail afin de soutenir l'expansion des services de transport ferroviaire public au Canada et faire en sorte qu'ils soient détenus et exploités par des entités publiques et régis par une loi sur VIA Rail²².

¹⁷ Association internationale des pompiers, [Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du prochain budget fédéral](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, septembre 2024.

¹⁸ Association canadienne des chefs de pompiers, [L'URGENTE nécessité d'une administration nationale des incendies](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, septembre 2024.

¹⁹ Unifor, [Un plan économique et une stratégie industrielle en faveur des travailleuses et travailleurs](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, octobre 2024.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

Recommandation 23

Mette fin à l'exemption accordée aux fiducies de placement immobilier pour décourager la financiarisation du logement²³.

Recommandation 24

Renouvelle et hausse le financement de l'initiative Patrimoine naturel bonifié et de Conservation marine du Canada afin de maintenir le leadership du Canada en matière de protection de la nature²⁴.

Recommandation 25

Établisse un Bureau permanent de la justice environnementale de haut niveau afin que les programmes, les politiques, les investissements et les lois en matière de protection de l'environnement tiennent compte des inégalités au niveau de la collectivité et de la population et favorisent la justice environnementale²⁵.

Recommandation 26

Améliore le Programme de police des Premières Nations afin d'établir de nouvelles forces de police, d'atteindre l'équité avec les services fédéraux, de fournir des services complets et adaptés aux réalités culturelles et de faire en sorte que la loi reconnaisse la compétence des Premières Nations en matière de police²⁶.

Recommandation 27

Fournisse de nouveaux investissements pour soutenir le mandat fédéral de développer et de mettre en œuvre une Stratégie de justice autochtone, ce qui comprend la revitalisation des lois et des systèmes juridiques des Premières Nations et la réforme parallèle du système juridique et législatif du Canada²⁷.

²³ Canadiens pour une fiscalité équitable, [Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral de 2025](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, septembre 2024.

²⁴ Coalition du budget vert, [Mémoire de la Coalition pour un budget vert présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, août 2024.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Assemblée des Premières Nations, [Mémoire au Comité permanent des finances de la Chambre des communes pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2025](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, 31 juillet 2024.

²⁷ *Ibid.*

Recommandation 28

Fournisse les capitaux nécessaires pour construire, remplacer, réparer et agrandir les écoles et les logements des enseignants des Premières Nations afin d'éliminer la surpopulation²⁸.

Recommandation 29

Investisse dans la chaîne d'approvisionnement en eau potable afin d'éliminer les avis d'ébullition de l'eau dans les communautés des Premières Nations²⁹.

Recommandation 30

Mise sur les travaux de réaménagement ayant trait à l'accès facile pour remédier aux problèmes de logement des Premières Nations, y compris la surpopulation, le remplacement des unités, le raccordement aux services publics, les réparations, la migration dans les réserves et la satisfaction des exigences de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*³⁰.

Recommandation 31

Investisse dans la Nation métisse grâce à une approche conjointe fondée sur les distinctions³¹.

Recommandation 32

Fasse la transition vers des permis de travail ouverts pour les travailleurs migrants³².

Recommandation 33

Fournisse aux chercheurs, innovateurs et entrepreneurs les ressources et le soutien dont ils ont besoin pour stimuler la croissance de la productivité au Canada en :

- mettant en œuvre les engagements de financement du budget de 2024 pour les étudiants diplômés et la recherche fondamentale fédérale par l'intermédiaire des conseils subventionnaires au cours des cinq prochaines années et au-delà;
- investissant dans des projets de recherche et d'innovation axés sur la mission, offrant de grandes occasions pour le Canada afin de stimuler de nouveaux domaines de croissance économique;
- soutenant un solide réseau de transfert des découvertes académiques vers l'industrie et le marché;

²⁸ Assemblée des Premières Nations, *Mémoire au Comité permanent des finances de la Chambre des communes pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2025*, mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, 31 juillet 2024.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ Ralliement national des Métis, [Mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2025](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, septembre 2024.

³² Citizens for Public Justice, [Mémoire prébudgétaire](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, août 2024.

- investissant dans l'infrastructure de recherche numérique³³.

Recommandation 34

Crée une entité au sein du gouvernement fédéral qui offrirait des services de planification à long terme au secteur sans but lucratif du Canada³⁴.

Recommandation 35

Rende les habitants de Haida Gwaii admissibles à la déduction fiscale complète pour les résidents du Nord.

Recommandation 36

Se dote, en collaboration avec les représentants des pilotes, de règlements efficaces sur les temps de vol et de service afin d'assurer la sécurité des passagers et des équipages de vol³⁵.

Recommandation 37

Mette à jour le *Règlement de l'aviation canadienne* pour exiger un minimum de deux pilotes dans le poste de pilotage pour toutes les opérations d'aviation commerciale afin d'assurer la sécurité des passagers et des équipages de vol³⁶.

Recommandation 38

Crée une société d'État chargée de relier les régions rurales et les centres urbains avec un service d'autobus régulier.

Recommandation 39

Allouer immédiatement les quatre milliards de dollars à Logement Coopératif National Autochtone Inc. pour les logements autochtones en milieu urbain/rural actuellement détenus par la Société canadienne d'hypothèques et de logement³⁷.

³³Université de la Colombie-Britannique, [Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2025](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, 1^{er} août 2024.

³⁴FINA, [Témoignages](#), 1^{re} session, 44^e législature, , 7 novembre 2024, 1605 (M^{me} Katie Crocker, directrice générale de l'Affiliation of Multicultural Societies and Services Agencies of BC).

³⁵Association des pilotes de ligne, Canada, [Mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes : Consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2025](#), mémoire présenté à FINA, 1^{re} session, 44^e législature, août 2024.

³⁶*Ibid.*

³⁷Lu'ma Native Housing Society

Recommandation 40

Créer un programme autochtone national assorti d'un financement annuel de 50 millions de dollars pour des fonds d'avant-projet afin de mobiliser des collectivités autochtones urbaines/rurales, leur donner l'occasion d'acquérir des terrains et s'assurer que les projets sont prêts à démarrer³⁸.

Recommandation 41

Accorder un financement national à long terme à Logement Coopératif National Autochtone Inc. pour lui permettre :

- d'effectuer le travail nécessaire pour permettre aux fournisseurs de logement autochtones urbains/ruraux à l'échelle du Canada d'ouvrir un dialogue et de faire entendre leur voix;
- de faire de la recherche sur le logement autochtone dans les régions urbaines, rurales et nordiques;
- d'aider les collectivités autochtones urbaines à réunir des fournisseurs de services afin de créer des plans de logement globaux³⁹.

Recommandation 42

Réintroduire un solide programme de logement social semblable à celui établi aux termes de l'article 56.1 de la *Loi nationale sur l'habitation* (y compris les dispositions de l'article 95)⁴⁰.

Recommandation 43

Accorder du financement pour un nouveau programme d'accès à la propriété, qui sera élaboré par les fournisseurs de logements autochtones urbains/ruraux qui offriront ce programme par l'entremise de Logement Coopératif National Autochtone Inc⁴¹.

Recommandation 44

Créer un poste national d'ombudsman du logement autochtone pour évaluer le rendement des gouvernements en ce qui concerne le logement urbain/autochtone et en rendre compte publiquement⁴².

³⁸ Lu'ma Native Housing Society

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*